TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 195 — DERNIÈRE ÉDITION — MARDI 27 JANVIER 1981

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche 14 sch. ; Belgique, 20 fr ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 L. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr ; Pays-Bas, 1,50 fl ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

Le dollar au-dessus de 4,70 F

LIRE PAGE 46

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

VERDICT A PÉKIN

Bien que la presse chinoise présente comme une « victoire de la légalité socialiste » le procès à l'issue duquel Mme Jiang Qing, la veuve de Mao, et M. Zhang Chunqiao, un des membres de la « bande des quatre », ont été condamnés à mort avec deux ans de sursis, huit autres accusés se voyant infliger de lourdes peines de prison, ce n'est pas ignorer les crimes ou les abus dont ils se sont rendus coupables depuis l'avènement du régime communiste en Chine, notamment pendant la révolution culturelle, que de dire, comme le fait Amnesty International, que le procès de Pékin a été une parodie de justice.

Le premier sujet d'étonnement est l'étrange amalgame fait entre les deux « cliques contre-révolutionnaires » — celle de Mme Jiang Qing et celle de l'ex-maréchal Lin Biao, — jugées en même temps et pour les mêmes « crimes majeurs », alors que certains de leurs membres s'étaient opposés les uns aux autres au cours des années soixante-dix, soit pour des raisons idéologiques, soit par rivalité personnelle. Ensuite, les débats consacrés aux soixante-cinq chefs d'accusation, dont dix-sept ont finalement été abandonnés, furent faussés par la nécessité d'évoquer les crimes commis à l'époque où Mao était tout-puissant sans condamner explicitement le fondateur de la République populaire.

Près d'un mois s'est écoulé entre le dernier réquisitoire, le 29 décembre, et le verdict. Manifestement, ce verdict n'est pas celui du tribunal, mais celui de *la direction politique du régime* après un laborieux compromis entre factions rivales. Dans un pays où la mort sanctionne fréquemment des crimes de droit commun, Mme Jiang Qing, déclarée responsable de la mort de près de trente-cinq mille personnes, bénéficie étrangement du sursis. Entre ceux qui voulaient l'exécution de la veuve de Mao, ceux qui se sentaient, sans le dire, solidaires d'elle et ceux qui comprenaient que le « régicide » risquait d'ébranler les fondements du régime, un arrangement provisoire était nécessaire.

Quelques attentats, attribués généralement à des partisans de la « bande des quatre », sont de nature à inquiéter les dirigeants, qui ont pour le moment mené à bien une « démaoïsation » limitée et contrôlée. Au moment même où le verdict était rendu public à Pékin, une radio provinciale du centre du pays dénonçait les activités d'une « petite poignée » de personnes qui cherchent à créer le « chaos » en recourant à « des méthodes déjà utilisées pendant la révolution culturelle ».

Plus dangereux encore pour M. Deng Xiaoping ou quelques extrémistes incontrôlés, M. Hua Guofeng, présenté en 1976 comme celui que le Grand Timonier avait « désigné » lui-même pour lui succéder, conserve des partisans. Alors qu'on le donnait en décembre pour pratiquement évincé de la présidence du parti, il voit de nouveau son nom cité dans la presse chinoise, signe que le rapport des forces au sein des organes de direction continue d'évoluer.

En principe, des réunions de l'Assemblée nationale et du congrès du P.C., au printemps, seront consacrées à une révision de la Constitution et des statuts du parti. Ce pourrait être l'occasion d'une élimination en douceur de M. Hua, une « direction collective » prenant la place du président du P.C., dont les fonctions seraient supprimées. Mais, dans l'immédiat, M. Deng Xiaoping et ses amis, MM. Hu Yaobang, secrétaire général du comité central, et Zhao Ziyang, le premier ministre qui commence un voyage important en Birmanie et en Thaïlande, doivent manœuvrer avec d'autant plus de prudence que le pays connaît de graves difficultés économiques.

(Lire nos informations page 6.)

SCISSION CHEZ LES TRAVAILLISTES BRITANNIQUES ?

L'aile droite du Labour prépare la création d'une formation de centre gauche

Le congrès extraordinaire du parti travailliste, réuni à Wembley le samedi 24 janvier, a adopté une nouvelle procédure de désignation du « leader » qui renforce considérablement l'emprise des syndicats sur le parti.

Ce changement fondamental dans l'organisation du Labour est un succès pour son aile gauche, et risque d'entraîner prochainement la défection d'un certain nombre de modérés. Trois personnalités, représentant l'aile droite du parti, ont, en effet, décidé, autour de M. Roy Jenkins, ancien président de la Commission des Communautés européennes, de créer un « conseil pour la social-démocratie » qui préfigure une nouvelle formation de centre-gauche.

De notre correspondant

Londres. — L'aile gauche du parti travailliste a remporté, le samedi 24 janvier à Wembley, une victoire lourde de conséquences pour l'avenir du mouvement. En effet, au terme d'un débat sans éclat, mais après de savantes manœuvres en coulisses, elle a réussi à faire voter dans la confusion une motion donnant aux syndicats 40 % des mandats du collège électoral appelé à élire le leader du parti ; les parlementaires et les sections locales se partagent par moitié les 60 % restants.

Non seulement l'équilibre des forces au sein du Labour est rompu au détriment des parlementaires, qui, jusqu'à présent, avaient le choix exclusif du leader, mais l'autorité de M. Foot, dont la formule de compromis n'a pas été retenue, se trouve ébranlée. Deux mois après son élection au poste de leader, il se trouve, comme son prédécesseur M. Callaghan, désavoué par le parti. Enfin et surtout, l'aile marchante de la droite, Mme Williams, MM. Owen et Rodgers — communément appelés la « bande des trois » — a franchi l'avant-dernière étape vers la création d'une nouvelle formation politique. Sans rompre avec le parti, mais en soulignant la « *nécessité d'un réalignement politique* », les trois anciens ministres ont annoncé dimanche 25 janvier, après une réunion avec M. Roy Jenkins, ancien président des Communautés européennes, la création d'un « conseil pour la social-démocratie ». Ce conseil est ouvert à tous ceux, parlementaires ou non, qui sont partisans de l'économie mixte à l'intérieur et d'une coopération constructive avec l'OTAN et la Communauté européenne à l'extérieur.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Monopole

Depuis leur libération, la télévision nous donne par le menu tous les détails des faits et gestes des otages américains. Nous allons maintenant suivre leur arrivée aux États-Unis et leur triomphe new-yorkais, avant de lire un jour leurs Mémoires et d'en voir l'adaptation cinématographique.

En revanche, nous ignorons tout de leurs goûts en matière de confitures, et l'on nous cache le nombre exact de leurs petits neveux !

Essayerait-on, en France, de s'attaquer au monopole de « la Voix de l'Amérique » ?

HENRI MONTANT.

LA CAMPAGNE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. François Mitterrand insistera notamment sur les périls que court la démocratie

L'U.D.F. a choisi la dérision pour commenter la troisième candidature de M. François Mitterrand à l'Élysée. M. Jacques Blanc stigmatise « le diabolique manipulateur d'appareil », tandis que M. Michel Poniatowski évoque la « dérive monarchique » au sein du P.S. Chez les communistes, M. René Andrieu souligne notamment l'imprécision de la politique mise en avant par M. Mitterrand, et lui reproche de n'avoir rien dit sur l'éventuelle présence de ministres communistes au gouvernement au cas où il sortirait vainqueur de la compétition pour la présidence de la République.

S'il est officiellement le candidat des socialistes, le député de la Nièvre n'entend pas, cependant, commencer véritablement sa campagne avant le début du mois de mars, c'est-à-dire pas avant que MM. Giscard d'Estaing et Chirac ne soient eux-mêmes engagés. Il est toutefois confirmé, dès maintenant, que la campagne du candidat socialiste portera notamment sur les périls que font courir à la démocratie et à la République les dirigeants actuels du pays.

République et monarchies

par RAYMOND BARRILLON

M. François Mitterrand a eu bien raison de répéter, à l'occasion de la grande fête de son parti, que « *la démocratie est en péril* », et ce n'est sûrement pas ici qu'on lui reprochera la paternité d'un manifeste qui dénonce « *la lente corruption des principes de la République* ».

On serait plutôt porté à vanter la parfaite constance de l'homme qui avait dit « non » dès le mois de mai 1958, du brillant pamphlétaire qui affirmait péremptoirement en mai 1964 dans *le Coup d'État permanent* : « *Le général de Gaulle ne prit pas plus de temps pour transformer la Ve République en monarchie absolue que le Premier Consul à tirer l'Empire du Consulat* » (1).

Mais alors comment raisonner dix-sept ans, ou peu s'en faut, après la publication de ce livre ?

(Lire la suite page 11.)

(1) *Le Coup d'État permanent* (Plon, éditeur), page 93.

« En toute liberté »

M. FRANÇOIS MITTERRAND et ses amis n'auront pas eu à attendre longtemps pour savoir qu'ils n'ont rien à espérer et tout à craindre de la télévision et de France-Inter.

Alors que l'heure tardive de la réunion socialiste de samedi peut expliquer le peu d'écho fait sur les ondes aux deux manifestations et au manifeste, la journée de dimanche a été un festival de désinformation. Trois phrases de M. François Mitterrand et trois phrases de M. Jacques Blanc (P.R.) — l'équilibre est respecté ! — et un commentaire maison sur TF 1 à 13 h. Antenne 2 était plus honnête en interviewant M. Jospin. Dans le même temps, M. Poniatowski, opportunément mobilisé, dénonçait sur France-Inter l'« allié des communistes », M. Mitterrand !, et, non moins opportunément filmé, réapparaissait pour le redire le soir sur TF 1, suivi de la même citation de M. Jacques Blanc sur l'« éternel soupirant », M. Mitterrand. Et, pesamment, chacun d'insister sur le fait qu'il était candidat pour la troisième fois.

Depuis trois ans, ce n'était que sarcasmes pour feu l'union de la gauche, et voici le leader socialiste redevenu l'« allié des communistes » ; ce qu'il ne sera pas, au moins au premier tour. Se présenter une troisième fois serait indigne, mais solliciter un second mandat de sept ans est parfait. On sourirait si on n'y voyait déjà deux des lignes d'attaques contre le candidat socialiste.

Quant à M. Georges Marchais, à qui on offrait si fréquemment le micro et le petit écran dans les journaux télévisés quand il attaquait M. Mitterrand, on ne le voit ni ne l'entend plus guère depuis qu'il attaque personnellement M. Giscard d'Estaing.

La presse écrite n'est pas à une autre enseigne. Chaque jour il se vend en moyenne un million d'exemplaires de quotidiens dans la région parisienne. Combien de lecteurs et de lectrices, d'électeurs et d'électrices ont-ils eu connaissance des attaques personnelles du leader communiste contre le président, qui, au gré de la plupart des observateurs, constituaient pourtant un tournant de la campagne ? Pas plus de la moitié, les autres lisant des journaux qui n'en ont soufflé mot.

Mais de cela, soit dit en passant, Simone de Beauvoir ne s'est pas émue, pas plus que d'autres manquements à l'honneur de l'information, pas plus que des poursuites contre « le Monde », dont l'une vise pourtant un article sur l'extradition de son ami Klaus Croissant.

J. F.

(Lire la suite page 11.)

LA FIN DE LA VISITE DE M. BARRE A RABAT

Framatome est chargée de l'étude d'un projet de centrale nucléaire au Maroc

(Lire page 4)

La crise du logement locatif à Paris

Tandis que le discours officiel sur la crise du logement — qui de quantitative serait devenue qualitative — commence à se nuancer, les candidats à la location d'un appartement dans le centre des grandes villes se font de plus en plus nombreux. D'autant plus nombreux que ceux qui rêvent d'accession à la propriété doivent souvent renoncer à leur projet tant les prix du mètre carré habitable sont élevés.

Corollaire de la cherté des logements à l'achat, c'est à Paris que la hausse des loyers libres est la plus vive. Le « marché du logement », comme tous les marchés, exige pour fonctionner sainement que l'offre soit compatible avec la demande. C'est loin d'être le cas.

Dans l'enquête dont nous commençons la publication, Josée Doyère a constaté que se loger à Paris est en passe de devenir un luxe. La situation dans la capitale préfigure sans doute celle des autres grandes agglomérations si un nouveau droit au logement ne voit pas le jour.

I. — La loi de la jungle

par JOSÉE DOYÈRE

Jacques a trente-cinq ans. Ingénieur technico-commercial, il gagne environ 9 000 F par mois et a été muté, il y a deux ou trois ans, à Paris par l'entreprise qui l'emploie. Avec Elizabeth, trente ans, et leurs deux enfants, ils logent à Osny (Val-d'Oise) où ils occupent le « grenier-second étage-aménagé » de la maison d'un oncle. Bien que les enfants apprécient, l'été, le jardin et les alentours, cette cohabitation ne peut être que provisoire. La longueur des trajets pour Jacques (train + métro, ou auto + encombrements), la recherche d'un C.E.S.-lycée, les incitent à entrer dans Paris.

Acheter est en dehors de leurs moyens en raison des prix pratiqués et de la modicité de leurs économies. Elizabeth s'est mise à la recherche obstinée d'un quatre pièces agréable dans un quartier bien équipé, où son mari aurait un métro direct pour aller au travail. Depuis deux mois, elle a appris que son appartement de rêve, en bon état, loin du bruit d'une grande avenue, dans un immeuble récent, avec ascenseur et vide-ordure est financièrement inaccessible. Il vaut, avec un peu de chances, charges comprises, de 3 000 à 4 500 F. Avec un serrement de cœur, il va falloir en rabattre sur un ou deux points, jugés moins essentiels. Après une phase de découragement, au fil des visites guidées par une « dame de l'agence », le long d'escaliers délabrés ou au centre d'un logis que le locataire, sur le départ, montre au pas de course, Elizabeth a appris à « *lire* » les petites annonces.

(Lire la suite page 42.)

Jacques Ellul
La parole humiliée
Seuil

Réconcilier la parole et la vie

Seuil

LE SALON DE LA BANDE DESSINÉE A ANGOULÊME

Le monde en réduction

Le huitième Salon international de la bande dessinée, qui a eu lieu à Angoulême, du 23 au 25 janvier, aura été marqué, plus que les précédents, par une interrogation sur la crise de maturité que traverse ce secteur particulier de l'édition. Après plusieurs années d'expansion sans entraves et une explosion de la créativité, on assiste à un retour à l'enfance, à une réhabilitation de l'aventure et à une acceptation de la diversité des publics. La prochaine émission de Georges Suffert, « La rage de lire », le 28 janvier sur TF 1, sera consacrée à la bande dessinée.

Le fanatique de bandes dessinées qui aurait voulu, en 1980, lire tous les nouveaux albums édités ou diffusés en France, aurait pu le faire, à raison d'un album un tiers par jour. M. Henri Filippini, l'un des grands spécialistes de la B.D., a, en effet, recensé quatre cent cinquante-cinq albums publiés en 1980 par une quarantaine d'éditeurs, du plus productif (Dargaud, quatre-vingts volumes) aux plus modestes (ils sont treize à n'avoir publié qu'un seul album). Aucun autre domaine de la production de biens culturels n'est aussi aisément consommable, dans sa totalité, par ses adeptes — si l'on met entre parenthèses les soucis d'argent.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 18.)

Le Monde

idées

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Voilà donc François Mitterrand officiellement candidat du parti socialiste à la présidence de la République. Laurent Fabius montre en quoi le « changement-projet » dont il incarne l'espoir se différencie du changement dont se réclament les autres candidats. Gérard Israël insiste sur les convergences entre le P.S. et le R.P.R. De son côté, Pierre Lefranc explique les raisons, pour les « gaullistes de conviction », de soutenir la candidature de M. Debré.

Le scrutin des quatre changements

par LAURENT FABIUS (*)

PRESENTE partout comme un championnat de solidité et de stabilité, le prochain scrutin présidentiel français se jouera aussi sur le « changement ». D'abord, parce que par nature *chaque* élection comporte, selon des proportions inégales, une dose *de continuité et des éléments de* rupture. Ensuite, parce que, avec un bilan du septennat très médiocre, la grande majorité des électeurs souhaite « que ça change ». On peut donc s'attendre à voir ce thème bourgeonner sur les affiches, fleurir dans les discours, s'épanouir dans les programmes. Mais, au fait, quel changement ?

« Vous ne serez pas déçus. Vous serez surpris par l'ampleur, par l'audace, par la rapidité, du changement » (V.G.E., 17 mai 1974). En 1974, Valéry Giscard d'Estaing choisissait le changement comme objectif de campagne. En 1981, il le privilégiera comme excuse. Dans les trois mois qui viennent, il nous répétera que les difficultés des Français sont exclusivement des problèmes d'adaptation. Si l'inflation bat des records, *c'est que les prix du pétrole bougent* ; idem pour le commerce extérieur. *Inutile de chercher plus* loin : le monde change. Il change, vous dit-on, voilà tout. Mais la France ? Rassurez-vous, elle change aussi. Des esprits chagrins insistent sur le chômage ? Qu'ils parlent plutôt de restructurations. On n'en voit pas les aspects positifs ? C'est qu'elles se produisent en profondeur ! Oui, le changement comme excuse. Peu vraisemblable, dans ces conditions, que le candidat Giscard *aille beaucoup plus loin dans son* évocation du changement. « *Il faut conserver tout ce qui peut* être conservé, il faut changer tout ce qui doit être changé », déclarait-il à Valognes, entre deux pommes, le 5 décembre dernier. Désormais, voici La Palice candidat à l'Elysée. Bloqué, il est vrai, dans une contradiction maligne : se fixer le changement à nouveau comme objectif de campagne, c'est critiquer l'immobilisme *des sept ans passés* ; négliger le changement, c'est *démobiliser. Les limites sont donc* tracées à l'avance : assez de changement pour ne pas décourager l'espoir, assez peu de changement pour ne pas se déjuger. Et pour le reste, à défaut de réelle solidité, marteler en duo avec M. Peyrefitte le thème de la sécurité.

« Si on veut changer de politique, ou il faut changer le prési*dent, ou il faut que le président* fasse l'effort de changer lui-même. » *Cette formule de Jacques* Chirac, le 22 octobre dernier, rend évidemment un autre *son. Pour le R.P.R., le changement* est d'abord une tactique. *Ses responsables sont intelligents.* Ils ont compris qu'un alignement complet sur les thèses giscardiennes était pour eux suicidaire. Le changement, voilà donc leur ciel bleu : un message propre à faire entendre, un avenir à ménager. Mais ils ne peuvent non plus aller trop loin. La partie conservatrice de leur électorat les en empêche. Peut-être aussi leur volonté. Et la mémoire des Français qui se rappellent comment, il n'y a pas si longtemps, « on » aida l'élection de V. Giscard d'Estaing et com*ment, une fois l'opération* réalisée, ce dernier ne se montra pas *ingrat dans le choix de son premier* ministre. D'où les contradictions du R.P.R. : développer à l'égard du pouvoir des philippiques enflammées, mais voter avec *constance* pour le gouvernement. Se présenter en archange rédemp*teur, mais avoir* gouverné la France de 1974 à 1976 sans résul*tats bien notables. Bref, appliquer* en politique le comportement mieux connu en psychologie sous le nom de dédoublement de la personnalité En espérant qu'il conduira au « sursaut national ». La formule rappelée plus haut de *J.* Chirac — ou changer de politique ou changer de président — résume bien cette tactique. Il s'agit surtout, pour le moment, d'esquiver la question centrale : qui décidera du « ou » et dans quel *sens* ?

Une ambition : le changement

« Pour changer », tel est aussi le slogan de la première affiche électorale de G. Marchais. Le changement sera donc un slogan. Et on tâchera d'en rester là. Les dirigeants communistes ont senti *le formidable ras-le-bol ambiant.* En l'exploitant, ils espèrent réa*liser coup double. D'un côté, réfuter* l'argument qui vient à l'esprit quand on analyse leur comportement : au fond, Giscard et Marchais ont *passé*, sans le dire, une sorte de pacte d'assistance mutuelle. De l'autre côté, utiliser à leur profit le sentiment moyen des Français — « le communisme, c'est autre chose », — oubliant que ce changement-là, l'immense majorité n'en veut *pas*. La direction du P.C.F. martèlera donc le *thème du changement*. Il la dédouane. Il l'arrange. Tantôt *sous sa forme extrême : « Vive* la révolution ». Tantôt dans une version douce : « *Pour changer* ». Mais tout cela est largement du bluff. Car, dans le même temps, elle refuse les moyens politiques du changement. Les cent trente et une propositions de G. Marchais pourraient être trente et une ou mille trois cent trente et une, elles demeurent purement *théoriques tant que ses auteurs* refusent les moyens politiques de les appliquer. Personne, même parmi les communistes, ne croit réellement que G. Marchais puisse gagner. Il faut donc, si on souhaite vraiment que « ça change », que la gauche se rassemble autour du candidat socialiste.

Pour une force politique dont le programme s'intitule « Changer la *vie », pour un homme d'Etat qui* a consacré vingt ans de son existence à créer les conditions de l'alternance en France et du socialisme dans la liberté, leur ambition, c'est le changement. Le changement, c'est notre projet. D'abord, donner à la politique un nouveau contenu. François Mitterrand l'a résumé : vivre mieux, vivre autrement, vivre ensemble ; *l'emploi, les libertés, la paix.* Ensuite, de nouveaux soutiens : casser la *domination des privi*lèges et faire naître autour du P.S. un rassemblement populaire dans la perspective de l'union. *Bâtir aussi une autre équipe* : un président socialiste de la République, ce sera « une équipe nouvelle pour la France ». Enfin, une exigence morale : qu'un grand souffle vienne chasser l'odeur des compromissions, des scandales et des faiblesses, qu'on réapprenne à respecter notre pays d'abord à travers son premier responsable. Ce changement-là, qui ne mécon*naît ni les difficultés de la tâche,* ni les bouleversements du monde, *ni le poids des contraintes temporelles*, bute au moins sur deux questions majeures. Saurons-nous nous expliquer d'une façon simple et convaincante, car tout changement entraîne une part de crainte ? Serons-nous assez déterminés pour venir à bout des résistances nationales et internationales qu'opposeront des intérêts surpuissants ? En sachant que, faute de retenir la *réponse* socialiste, la France pourrait bien faire *successivement l'épreuve de l'immobilisme*, puis de l'explosion.

∴

Le paradoxe est là. A trois mois de l'élection, il est à peu près acquis que les Français voteront pour un changement. Mais le *changement-excuse, le changement-tactique*, le changement-slogan ou, au contraire, le changement-projet ? Personne ne sait encore lequel.

(*) Député de Seine-Maritime, porte-parole du P.S.

Gaullistes et socialistes vers le dialogue

par GÉRARD ISRAEL (*)

AVANT *toute chose, les hommes politiques se réclamant* de la tradition gaulliste et ceux qui voient dans la conception qu'ils *se font du socialisme une chance* pour *la France ont, en* commun, la prise de conscience malheureuse d'une certaine dérive institutionnelle dont la vie politique du pays est gravement *affectée*.

Les inventeurs de la Constitution de 1958, modifiée par le principe de l'élection directe du président de la République, ne reconnaissent plus leur enfant. L'enflure de la fonction présidentielle est telle, la concentration des pouvoirs si compacte, que les attributions constitutionnelles du premier ministre ou celles du gouvernement rappellent respectivement les fonctions d'un chef d'état-major ou les prérogatives d'un conseil d'administration d'une société anonyme prospère. Les héritiers de Jaurès, quant à eux, voient avec effarement un Parlement, *objet permanent d'un chantage* à la *crise*, tenu en laisse par celui qui jouit d'un droit de dissolution, le droit d'initiative de l'Assemblée et *du Sénat étant, d'autre part, tombé en désuétude.*

Ramener la fonction présidentielle à sa juste signification démocratique sans en diminuer la prééminence, rendre au gouvernement son droit légal de définir et conduire la politique de la nation, restituer à la représentation populaire sa dignité et tous ses pouvoirs relèvent d'un souci commun au R.P.R. et au P.S.

Souci commun également de la situation internationale de la France, *d'abord face au défi géostratégique lancé par l'U.R.S.S. à l'Occident*. Une évidence s'impose aux deux partis. La politique étrangère de la France à l'égard de *l'U.R.S.S.* est *faible et illusoire. Une confusion* permanente est maintenue, dans les options diplomatiques françaises, entre le politique et l'économique, l'idéologique et le pragmatique, l'angélique et le diabolique. Le mot détente restant le plus confus du langage diplomatique, on s'en délecte à Paris où on est incapable de faire jouer un rôle à la France, un rôle quelconque dans la grande négociation permanente avec les Soviétiques.

Pourtant, notre pays ne manque *pas* d'atouts. *La suppression* de tout accord européen de caractère technologique avec l'U.R.S.S. créerait en Russie de telles difficultés que, en contrepartie, des concessions de la part du Kremlin ne seraient pas impossibles. François Mitterrand a exprimé, au début de l'été, ses inquiétudes face au maintien, sur la base actuelle, du dialogue avec l'U.R.S.S., demandant un réaménagement de l'alliance atlantique. Jacques Chirac, quant à lui, a pris sur l'Afghanistan une position très forte, insuffisamment soulignée par les médias. Le P.S. et le R.P.R. sont conscients de la nécessité d'introduire sérieusement la question des droits de l'homme dans la problématique générale des relations Est-Ouest. Sans faire de « *cartérisme* » *échevelé, ils postulent* que les rapports entre les Etats ne peuvent aujourd'hui se comprendre sans référence à la pratique des *libertés. Au contraire, la diplomatie française, en général soutenue* par *l'U.D.F.*, évite de se saisir du brandon des libertés, tandis que *le P.C. revient à ses pires errements. Et on abandonne le Tchad à* Kadhafi.

La construction *européenne* répond au même schéma. *Alors que,* durant toute la campagne électorale européenne, les candidats soutenus par le gouvernement appelaient à un certain dynamisme communautaire et manifestaient leur espoir, un silence de plomb s'est depuis lors abattu dans les allées au pouvoir. Le négativisme de la France, déploré par nos partenaires, ne trouve d'exception que dans une frénésie d'initiatives dangereuses dans l'affaire du Proche-Orient. Le R.P.R. et le P.S. ont en vue l'Europe populaire, celle des nations. Certes, l'expression des deux formations est très souvent très différente et le langage technocratique domine dans bien des cas, mais des coïncidences apparaissent parfois, sans parler de la volonté politique qui est, elle, identique.

Sur le plan intérieur, indissociable des options extérieures, notamment *européennes, les deux partis voient avec angoisse se constituer* sous leurs yeux une économie noire parallèle, génératrice de ruines *et de rancœurs. Ils discernent les contours d'une tierce France d'assistés*. Et le remède proposé — le renforcement de la sécurité sous les auspices de la *loi Peyrefitte*, — apparaît comme *pire que le mal. En* l'état actuel des choses de la France, M. Chirac, en ne votant pas ladite loi, a envoyé un *signal* au *P.S.* et montré, une fois encore, son attachement aux libertés fondamentales. Les deux partis ont conscience qu'il ne faut plus faire du barrisme et ne pas s'accommoder de la situation actuelle, fondamentalement dangereuse pour la société de liberté qui est encore la nôtre. On objectera que, pour agir ensemble, il faut avoir en commun non seulement un idéal, mais une idéologie. On dira que les programmes des deux partis sont sans commune *mesure. On se gaussera de la différence de style entre les deux formations*. Et on n'aura pas tort, car il ne saurait être question de *confondre le projet socialiste et le projet gaulliste. Mais à quoi servirait-il* d'opposer je ne sais quelle vulgate marxiste aux postulats gaullistes ? *Cette tentative* serait anachronique. Comme le serait d'ailleurs toute tentative à caractère purement électoraliste, toute combinaison de gouvernement dont le but exclusif serait de déboulonner les hommes en place. Personne ne veut d'un retour aux mœurs de la IV[e] République, mais l'alternance, la *définition d'une nouvelle majorité, ne seraient, c'est l'évidence, nullement contraires* à la Constitution ni à l'attente du peuple français.

Il y a pourtant, à tout cela, deux conditions *sine qua non*. Les gaullistes doivent cesser de regarder l'intangibilité de la majorité comme un impératif institutionnel et les socialistes doivent renoncer, quoi qu'il leur en coûte sur le plan électoral, à *toute alliance stratégique* avec le parti communiste.

(*) Membre de l'Assemblée européenne, élu sur la liste DIFE (Chirac-Debré).

Pourquoi M. Debré ?

par PIERRE LEFRANC (*)

POURQUOI les gaullistes de conviction regroupés au sein de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle et les jeunes gaullistes de l'Union des jeunes *pour le progrès* ont-ils décidé de soutenir la candidature de Michel Debré ?

La première raison est *simple* et évidente. Celles et ceux qui *sont restés convaincus que* les principes affirmés par le général *de Gaulle, dans le domaine social* comme dans les affaires interna*tionales*, sont toujours valables et devraient inspirer les dirigeants de la France, celles-là et ceux-ci estiment que Michel Debré est le seul aujourd'hui qui puisse les appliquer. Les autres candidats, soit qu'ils demeurent opposés à ces principes, ce qui est leur droit, soit qu'ils aient pris, malgré leurs discours, de grandes libertés avec eux, ne sauraient prétendre sérieusement représenter la continuité du fondateur de la V[e] République.

Pour ce qui est justement des institutions auxquelles les gaullistes de conviction sont fermement attachés, Debré, pour avoir participé aux côtés de de Gaulle à leur élaboration et les avoir *appliqués comme principal* responsable du premier gouvernement, est *sans contestation* possible le seul qui puisse les ramener au bon équilibre de leur début.

Le second motif, aussi puissant, qui a décidé ces ombrageux gardiens du patrimoine, ce sont les craintes que leur inspire l'avenir.

La situation économique est grave et personne ne doute qu'elle deviendra dramatique au lendemain des élections après toutes les libéralités consenties. Quelle sera la profondeur du gouffre devant lequel nous nous trouverons ? Pour prendre alors les rudes mesures de sauvegarde indispensables, un grand courage sera nécessaire, mais surtout la conjoncture exigera une totale indépendance du nouveau président vis-à-vis des partis. Lorsque le tocsin sonne, il importe que les décisions ignorent les cloisonnements et les intérêts particuliers. Or, tous les candidats, mis à part Debré, sont ou seront avant tout les candidats de leur parti ; dès lors, comment imaginer qu'ils puissent se placer au-dessus des intérêts partisans *et* des ressentiments. Chacun d'entre eux traînera avec lui les ânes *morts de sept années* d'attaques pour l'opposition, de compromis *stériles* pour la majorité ; aucun ne disposera du crédit suffisant pour réaliser une union nationale et regrouper toutes les énergies pour l'inéluctable effort.

Gagner les élections, pour quoi faire. Voilà la bonne question à poser aux postulants. Pour arrêter la chute et remonter la pente, mais qui peut y parvenir ? Pas ceux qui viennent d'échouer, pas plus ceux qui préconisent une alliance avec les communistes, alors ?

Depuis 1969, les solides idées de de Gaulle ont été progressivement oubliées au bénéfice de la politique invertébrée d'un centre *multiforme, et l'on peut constater* les beaux résultats de la formule. *La fête est finie*, le vent se lève et va balayer les lampions vides, c'est pourquoi nombreux et variés sont les amateurs de gaullisme, ils se bousculent comme devant une boutique de potion magique.

Essayons, pour une fois, de ne pas avoir la mémoire trop courte. Les hommes politiques ne sauraient être *séparés* de leur *passé*, ils ne peuvent se présenter vêtus *de blanc, ils sont escortés du* moindre de leurs actes, c'est l'in*convénient du métier*, leur orgueil et leur âme sont à jamais marqués des coups donnés et des coups reçus ; leur esprit s'obscurcit des querelles personnelles. Regardons-les, détaillons leur cortège, puis imaginons les échéances de l'automne 1981.

Vraiment, tout bien pesé, il n'y a qu'un candidat qui puisse parler de salut public sans provoquer le scepticisme et même un discret sourire, c'est bien Debré que *soutiennent* ceux qui, au plus noir moment, n'ont jamais *désespéré de la France.*

(*) Secrétaire de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	615 F	800 F
II. — SUISSE - TUNISIE	324 F	576 F	825 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

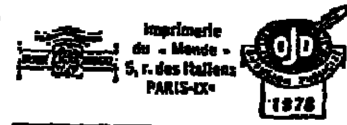
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

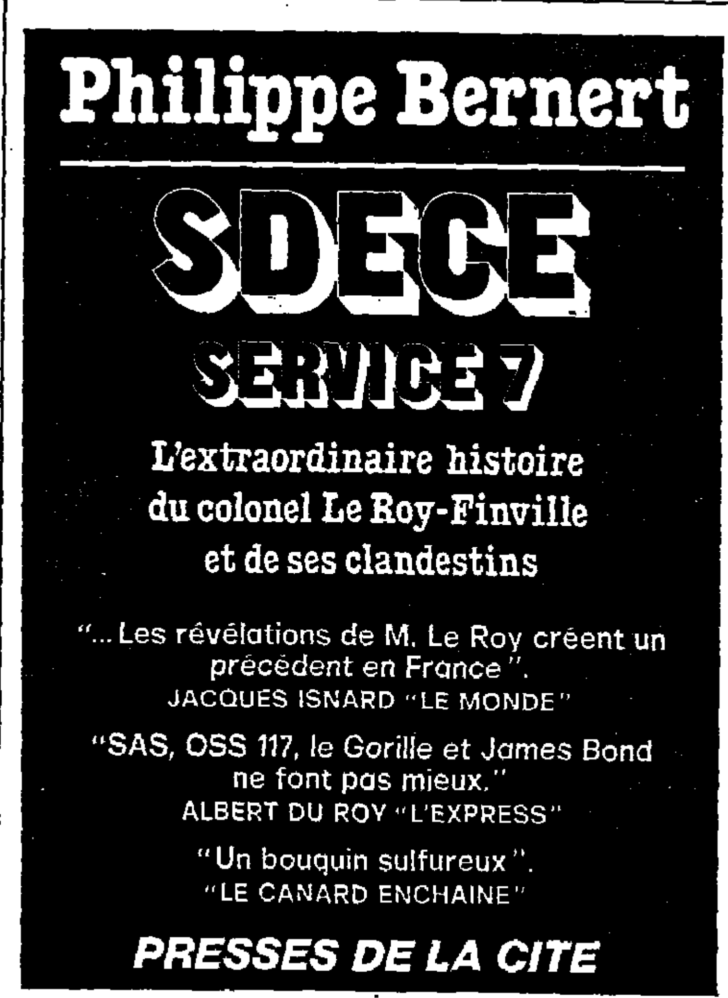
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.



Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

EN OUVRANT LE SOMMET ISLAMIQUE A LA MECQUE

Le roi Khaled dénonce l'«invasion colonialiste» de l'Afghanistan

De notre envoyé spécial

Taef (Arabie Saoudite). — C'est à La Mecque que le troisième sommet islamique a été inauguré dimanche soir 25 janvier en présence de trente-huit chefs d'Etat ou de gouvernement. Trois d'entre eux seulement manquaient à l'appel : le président Bani Sadr (Iran), le colonel Kadhafi (Libye), qui avaient décliné l'invitation, ainsi que le président catholique du Liban, M. Elias Sarkis, qui s'est fait représenter à la séance inaugurale, l'entrée de la ville sainte étant interdite aux non-musulmans.

Tout à la fois grandiose et empreint d'humilité, solennel et parfois émouvant, le spectacle — dont les images télévisées ont été diffusées par satellite à travers le monde — avait de quoi surprendre : oubliant un moment leurs querelles et leurs conflits, les dirigeants du monde musulmans ont collectivement fait pénitence et ont communié dans la ferveur — certains essuyaient furtivement leurs larmes — aux pieds du monument le plus sacré de l'Islam, la Kaaba. Implantée en plein air au centre de l'enceinte de la Grande Mosquée (Al Haram al Charif), la Maison de Dieu, que la légende assure construite par Abraham, est un édifice rectangulaire de 10 à 12 mètres de long, recouvert d'un drap de brocart noir brodé d'or. C'est vers elle que se tournent les musulmans cinq fois par jour, à l'heure de la prière, quel que soit le lieu où ils se trouvent.

Après avoir accompli leurs dévotions, les chefs d'Etat ou de gouvernement, suivis d'une foule dense de ministres et de collaborateurs, se sont livrés à une sorte de ballet, le *tawaf*, qu'effectuent habituellement les pèlerins. Drapés du rituel tissu blanc (symbole du linceul), ou vêtus d'un complet-veston, en boubou, en burnou, en manteau bédouin, en uniforme ou en treillis, les congressistes ont défilé à sept reprises consécutives autour de la Kaaba, les trois premiers tours à une allure rapide, les suivants au ralenti, comme le veut la tradition, tout en implorant la miséricorde du Seigneur.

L'exaspération de certains délégués

La cérémonie inaugurale du sommet a été marquée par une allocution du roi Khaled d'Arabie Saoudite, qui, souffrant, en avait confié la lecture au prince héritier Fahd. Le texte était visiblement conçu pour plaire à tous les musulmans, conservateurs ou révolutionnaires, religieux ou marxistes. C'est pourquoi les propos du souverain wahabite n'ont pleinement satisfait aucun d'eux. Il est vrai que le roi Khaled avait trouvé les mots justes pour définir au moins trois dénominateurs communs : la défense de la culture et de l'éthique islamiques, imprégnées d'« *humanisme* » et de « *tolérance* », dont « *la vocation est de faire régner l'égalité et la justice sociale* » ; la satisfaction des besoins matériels par la résorption du sous-développement ; la libération de Jérusalem et de la Palestine, spoliées et profanées par les sionistes, tâches qu'il faut mener à bien sans pour autant « *menacer aucune religion, aucun peuple* ».

La condamnation des deux blocs, de l'Est comme de l'Ouest, n'a pas été vraisemblablement du goût de tous les participants. La dénonciation de « *l'invasion militaire soviétique à caractère colonialiste de l'Afghanistan musulman* » mise constamment en parallèle avec les « atrocités » israéliennes a d'autant plus exaspéré certaines délégations que le roi Khaled s'est abstenu de critiquer nommément les Etats-Unis, pourtant la principale cible des projets de résolution qui seront soumis à l'appréciation de la conférence.

Le souverain saoudien a beaucoup insisté sur la nécessité de faire régner la concorde, la fraternité et la solidarité en terre d'islam, invitant ses hôtes à mettre un terme à leurs querelles et à leurs conflits. « *Vous étiez ennemis*, s'est-il exclamé, *et vous êtes devenus frères ! Rendez grâce au Seigneur !* »

La piété et la politique sont-ils complémentaires ? Malgré la ferveur religieuse qui régnait dimanche soir à La Mecque, nombre de dirigeants ne se sont pas donné l'accolade, ont détourné ostensiblement le regard au passage de leurs adversaires. Le hasard a toutefois voulu que le roi Hassan II et le président Chadli Bendjedid se croisent fortuitement sur l'étroite passerelle conduisant à la porte-fenêtre de la Kaaba. Un moment saisis d'abord hésitants, les deux chefs d'Etat ont fini par échanger une vigoureuse poignée de main. Rares sont les observateurs cependant qui croient qu'un tel geste de courtoisie élémentaire puisse conduire à une entente entre le Maroc et l'Algérie sur le dos du Polisario...

Le conflit du Sahara ainsi que celui du Tchad n'ont pas été inscrits à l'ordre du jour de la conférence, sur la demande expresse des intéressés. Ils feront sans doute l'objet de conversations en coulisse — partie immergée mais néanmoins considérable de l'iceberg islamique — entre les chefs d'Etat qui ont été logés dans de luxueuses villas, opportunément proches les unes des autres, dans une enceinte fermée dans la banlieue de Taef.

Les délibérations officielles, elles, se sont ouvertes, ce lundi matin, au Palais des congrès de Taef, une somptueux monument de style néo-mauresque, construit à cet effet par une firme française en l'espace de neuf mois seulement. Bâti en pierre et en marbre rose, l'édifice, d'une élégante sobriété, est surmonté d'une coupole aux reflets dorés. Les congressistes pourront contempler, à travers des vitraux, un panorama de collines d'un brun volcanique, tachées d'espaces verts et de parterres de fleurs. La ville de Taef, plusieurs fois millénaire, perchée au bord d'une falaise haute de 1 700 mètres, est parsemée de palais et de résidences secondaires appartenant aux privilégiés du royaume dont elle est la capitale estivale.

L'ombre du conflit du Golfe

Les autorités n'ont épargné aucun effort pour assurer le succès d'une conférence qui devrait consacrer le rôle dirigeant de l'Arabie Saoudite dans l'univers musulman. Elles ont mis à la disposition des quelque six cents journalistes présents des structures d'une efficacité exemplaire : un centre de communications par satellite, des centaines de lignes de téléphone et de télex, un réseau de traduction simultanée, une documentation abondante. Des traiteurs, des cuisiniers, des pâtissiers de renommée mondiale ont été mobilisés pour assurer l'alimentation des hôtes du royaume. Les frais encourus sont évalués à plusieurs centaines de millions de dollars...

Les conséquences pratiques de cet « *événement historique* » seront-elles à la hauteur des efforts déployés ? Le terrain a été largement déblayé par les ministres des affaires étrangères des pays membres qui, du 17 au 22 janvier, ont mis au point plusieurs textes destinés à développer la coopération pan-islamique sur les plans culturel, économique et politique. Il reste aux chefs d'Etat notamment à déterminer l'ampleur de leur contribution financière en faveur des pays pauvres et des populations sinistrées — on parle de 1 milliard de dollars pour les victimes de la sécheresse au Sahel — et surtout à mettre un terme aux conflits non résolus. Une ombre pesante, voire angoissante, pèse sur la conférence : la guerre irako-iranienne dont la poursuite risque de remettre en cause la sécurité et la stabilité des pays producteurs de pétrole dans le Golfe. Le refus de la République de l'imam Khomeiny de participer au conclave, son insistance pour que tout règlement soit fondé sur l'évacuation préalable du territoire iranien par les forces de Bagdad, réduisent singulièrement en effet les espoirs de la plupart des congressistes, l'Arabie Saoudite en tête, de servir d'intermédiaire entre les deux « pays frères ».

ERIC ROULEAU.

LES ETATS PARTICIPANTS

Dix-neuf présidents de la République, huit souverains et dix autres hautes personnalités représentent au sommet de Taef les Etats suivants :

Algérie, Arabie Saoudite, Bahrein, Bangladesh, Cameroun, Djibouti, Emirats arabes unis, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Comores, Indonésie, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, République des Maldives, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, Sénégal, Soudan, Syrie, Somalie, Tchad, Tunisie, Turquie, République arabe du Yémen (Nord), République populaire et démocratique du Yémen (Sud).

En outre, M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., représente la « Palestine » sur le même pied que les autres participants.

Assistant à la conférence au titre d'observateurs : la Nigéria, les dirigeants de la communauté turque de Chypre, le Front de libération Moro (Philippines), les représentants de l'ONU, de l'UNESCO, de l'O.U.A., du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, de la Ligue arabe ainsi que diverses organisations islamiques à caractère international.

Le chef de l'opposition israélienne au Club de la presse d'Europe 1

M. Pérès affirme qu'un gouvernement travailliste respecterait les accords de Camp David

Invité au Club de la presse d'Europe 1, M. Shimon Pérès, chef du parti travailliste israélien que les sondages désignent comme le prochain premier ministre, a affirmé qu'un gouvernement travailliste « *respectera dans l'esprit et dans la lettre, les engagements pris par M. Begin et son gouvernement* » à Camp David. Il a ajouté qu'il fallait maintenant « *trouver de meilleures solutions* » pour « *mener à bien des négociations avec l'Egypte sur l'autonomie.* »

M. Pérès a expliqué qu'à son avis « les meilleures chances de paix et de négociation résidaient dans la participation de la Jordanie. « *Nous disons*, a-t-il déclaré, *qu'Israël ne devra jamais dominer le sort de 1,3 million d'Arabes contre leur volonté. Nous sommes prêts à rendre des parties de la rive occidentale. Mais nous voulons garder certaines autres parties pour maintenir notre défense.* » Le chef de l'opposition travailliste a ajouté que l'O.L.P. n'était pas à son avis un partenaire valable « *à cause de sa structure fragmentaire... Il n'y a personne qui puisse parler au nom de tous les membres de cette organisation* ».

Au sujet des colonies de peuplement, il a affirmé que les juifs avaient le droit de s'installer « *où bon leur semble, y compris sur la rive occidentale* » du Jourdain, mais que son parti « *n'estimait pas qu'il fallait s'implanter au centre de zones à forte population arabe* ».

En ce qui concerne la France, M. Pérès s'est félicité des entretiens qu'il a eus récemment avec M. Giscard d'Estaing. « *Nous nous rencontrons, non pas forcément parce que nous sommes d'accord, mais parce que nous voudrions voir ce que nous pouvons faire dans un effort conjoint.* » Evoquant le rôle de l'Europe, il a estimé que celle-ci devait, « *à l'instar des Etats-Unis*, adopter *une voie moyenne. Je suis étonné*, a-t-il dit, *de voir que l'Europe adopte une position plus extrémiste que l'Egypte* ».

DIPLOMATIE

M. GISCARD D'ESTAING A ADRESSÉ UN MESSAGE A M. BREJNEV

Le président Giscard d'Estaing a adressé un nouveau message à M. Brejnev. Il a été remis samedi 24 janvier par M. Froment-Meurice, ambassadeur de France à Moscou, à M. Kouznetsov, premier vice-président du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., chargé auprès du président du présidium, M. Brejnev, des relations avec les autres chefs d'Etat. L'agence Tass avait annoncé cette rencontre samedi en indiquant qu'elle avait eu lieu à la demande de l'ambassadeur et que la conversation avait été « *amicale* ».

Aucune précision n'est donnée ni à Paris ni à Moscou sur la teneur du message. Il est seulement rappelé à l'Elysée que la France a toujours voulu, en dépit de la détérioration des relations Est-Ouest, maintenir le « *dialogue* » avec le Kremlin. M. Robin, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, était, la semaine dernière, à Moscou pour des consultations en vue de la reprise de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe et a été reçu, vendredi, par M. Kornienko, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères (*le Monde* daté 25-26 janvier).

● *Le protocole culturel franco-soviétique* signé samedi 24 janvier à Moscou porte notamment sur l'organisation de l'exposition « Moscou-Paris ». Analogue à l'exposition « Paris-Moscou », qui s'était tenue au Centre Pompidou, elle s'ouvrira le 3 juin au musée Pouchkine. — (*A.F.P.*)

LA REPRISE DE LA CONFÉRENCE DE MADRID

Une première confrontation entre l'Amérique de M. Reagan et l'U.R.S.S. de M. Brejnev

Madrid (*A.F.P.*) — Arrivant, dimanche 25 janvier, à Madrid, pour la reprise, mardi, de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), le chef de la délégation soviétique, M. Ilytchev, a invité les journalistes à « *écrire la vérité* ». « *Notre position sur la C.S.C.E.*, a-t-il ajouté, *est ouverte, claire et honnête, comme l'est toute notre politique.* »

La conférence de Madrid marquera en tout cas la première confrontation entre l'Amérique de M. Reagan et l'U.R.S.S. de M. Brejnev en presence des trente-trois autres signataires de l'Acte final d'Helsinki. Cette charte de la détente adoptée voici cinq ans et demi par toute l'Europe (moins l'Albanie) plus les Etats-Unis et le Canada a jusqu'ici provoqué autant de désillusions qu'elle avait suscité d'espoirs.

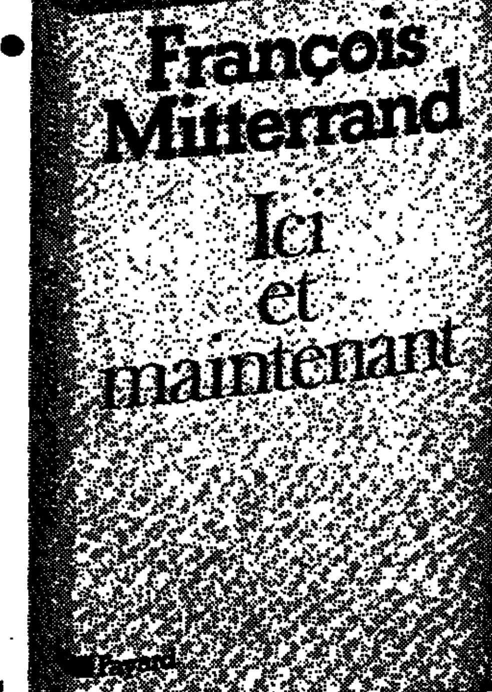
La deuxième phase de la conférence-bilan de Madrid (la seconde du genre après celle, déjà décevante, de Belgrade en 1977-1978) s'ouvre dans un climat de méfiance et de doute, que six semaines d'interruption n'ont pas assaini. La première phase a tout juste permis de dresser un catalogue des divergences entre l'Est et l'Ouest, alors que tout le processus de la C.S.C.E. était destiné au contraire à les rapprocher.

Les trente-cinq délégations vont passer au tamis quelque quatre-vingts propositions portant sur des sujets aussi variés que le désarmement, l'information, le patrimoine ou les droits de l'homme. Cinq de ces propositions, émanant de la France, de la Pologne, de la Roumanie, de la Suède et de la Yougoslavie, visent à la convocation d'une conference sur le désarmement. Elles sont si différentes qu'on voit mal un accord se faire sur une formule de compromis. Leur seul point commun est en effet de prévoir une conférence en deux étapes : l'une consacrée à l'adoption de mesures destinées à renforcer la confiance, l'autre abordant le désarmement proprement dit.

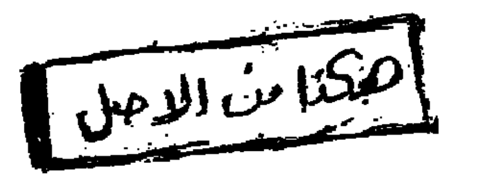
Pour la France (soutenue par ses alliés atlantiques, encore que mollement par les Etats-Unis), ces mesures doivent être significatives sur le plan militaire, contraignantes, vérifiables, et s'appliquer à l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, le désarmement lui-même ne portant que sur les armes conventionnelles. Les pays de l'Est ne veulent entendre parler que de mesures « *de bonne volonté* », d'une « Europe » s'arrêtant à 250 kilomètres à l'est de la frontière occidentale de l'U.R.S.S. et d'un désarmement nucléaire aussi bien que conventionnel.

Cette seconde phase se terminera en principe le 5 mars.

Mieux comprendre l'enjeu des élections présidentielles.



Fayard



PROCHE-ORIENT

A la veille de la cérémonie d'accueil des cinquante-deux « rapatriés » à la Maison Blanche

Le président Reagan semble décidé à exécuter l'accord conclu avec l'Iran

De notre correspondant

Washington. — Les grands événements continuent de se télescoper. *La libération des otages était intervenue le jour de l'investiture de M Ronald Reagan, leur arrivée aux* Etats-Unis a coïncidé, dimanche 25 janvier, avec le *« super bowl »*, la fameuse finale du championnet de football américain. Loin de se gêner, ces deux moments « historiques » ont été étroitement associés, avec l'étonnante capacité de synthèse du grand Satan.

Soixante-dix mille rubans jaunes, distribués dans l'après-midi, égayaient le stade de la Nouvelle Orléans, tandis que des arbitres, des *entraîneurs, des photographes* et toutes les majorettes portaient des *brassards de la même couleur symbole* des retrouvailles, tout était prévu, d'autre part, pour que les otages et leurs familles, réunis à l'académie militaire de West Point, puissent suivre le *« super bowl »* à la télévision, cette grande kermesse nationale, avec hymnes, drapeaux, visages maquillés et messages publicitaires. Y avait-il meilleure introduction à l'Amérique après quatre cent quarante-quatre jours d'emprisonnement ? Les otages ont *pu voir tout le stade se lever en* leur honneur, des lumières s'allumer *pour leur dire « welcome »* et un inconnu brandir une pancarte de *circonstance : « score du super bowl. USA : 52, Iran : 0 »*.

La presse n'a pas été autorisée à « couvrir » l'arrivée de l'avion — baptisé *Freedom One* (Liberté un) — à l'aéroport de Stewart, près de New-York. Il ne fallait pas troubler cette réunion de famille, compliquée par « plusieurs cas de dépression et autres problèmes médicaux ». Aucune chaîne de télévision n'a donc pu montrer la sortie du premier otage, un marine, qui s'est agenouillé au bas de la passerelle pour baiser la terre de son pays retrouvé. *Mais, tout au long de la* route de West-Point, on a vu une *foule en transes saluer les cars,* pendant que sonnaient les cloches des églises Un avant-goût de ce qui se prépare à Washington pour mardi 27 janvier. Les otages emprunteront le même *parcours que* M. Reagan le jour de son *investiture et seront* reçus à la Maison Blanche avec les honneurs réservés aux chefs d'Etat. Parmi les invités, il y aura les ambassadeurs des pays qui ont aidé les Etats-Unis dans cette affaire : Algérie, République fédérale d'Allemagne, Canada, Grande-Bretagne et Suisse.

Dimanche matin, les familles des cinquante-deux prisonniers ont été reçus à Washington par le président, le vice-président et leurs épouses. *« L'Amérique doit être fière de vous »*, leur a dit M. Reagan, avant de prononcer une brève prière. Plu*sieurs personnes ont serré dans* leurs bras le successeur de M. Carter, *qui s'est entendu dire par l'une* d'elles : *« Merci d'avoir mis la touche finale »*. La seule *contribution* de M. Reagan à la libération des otages avait été *de hausser le* ton, pour montrer aux Iraniens qu'ils n'auraient pas un interlocuteur facile après le 20 janvier.

« Plus jamais... »

Plusieurs parlementaires républicains, appuyés par M. Richard *Nixon*, estiment que le *nouveau* président n'est pas lié par le texte *d'Alger. Respecte-t-on un accord* conclu avec des « kidnappeurs ? » *Ne serait-ce pas encourager d'autres* prises d'otages ?

Curieusement, c'est le principal défenseur de l'accord, et même son principal initiateur, *M. Carter*, qui a facilité cette campagne. En dénonçant avec sévérité les mauvais traitements subis par les otages, l'ancien président a libéré une colère qui ne demandait qu'à exploser. Indignation d'un homme sensible, découvrant des détails inconnus de ses *informateurs ? Ou tentative plus ou* moins consciente de ne pas laisser *à M. Reagan le monopole de l'indignation*, c'est-à-dire de la popularité ? Toujours est-il que M. Carter et ses anciens collaborateurs sont obligés de se battre doublement désormais pour « leur compromis ».

L'accord du 20 janvier, répètent-ils, avantage les Etats-Unis sans porter atteinte à leur honneur. Après tout, l'Iran n'a récupéré qu'un quart de ses biens, et le reste fera l'objet d'un *arbitrage international. La parole des Etats-Unis est une chose très importante*, a souligné dimanche M. Warren Cristopher, le principal *négociateur d'Alger. « Il faut la tenir malgré le traitement vil et dégoûtant subi par les otages. »*.

Les leaders républicains du Sénat font une campagne semblable, promettant à leurs collègues une enquête parlementaire complète. *« L'Iran devrait être puni »*, a déclaré dimanche M. Charles Percy, président de la commission des affaires étrangères.

Mais comment ? L'accord du 20 janvier interdit même aux otages *et à leurs familles de réclamer des* dommages et intérêts. Pour calmer *la frustration de ses compatriotes*, M. Reagan prendrait-il le risque de *demander une révision*, certainement très complexe ? Il semble avoir plutôt l'intention de laisser passer la colère des Américains, puis d'avaliser l'accord.

« Never again » (Plus jamais), dit-on de tous côtés, en envisageant des mesures de sécurité dans les ambassades, des accords internationaux pour punir le terrorisme d'Etat et une nouvelle politique étrangère, ferme et déterminée, susceptible de décourager de nouveaux affronts. *Mais la plupart des Américains n'ont* toujours pas compris ce que les *révolutionnaires de Téhéran reprochaient* à leur pays. Ils se sentent victimes de leur *« barbarie »* et de rien d'autre.

Quelques rares sénateurs souhaitent que l'enquête parlementaire remonte loin en arrière : en 1953, lorsque la C.I.A. remit le chah sur son trône. Mais qui les suivrait ces jours-ci ? L'heure n'est pas aux examens de conscience — en tout cas, pas ceux-là : on veut bien s'interroger sur la conduite de la négociation d'Alger ou sur le rôle considérable de la presse, non sur l'attitude passée de l'Amérique en Iran. Commentaire significatif d'un *haut-fonctionnaire : « Par cet accord, nous nous sommes engagés à ne pas nous immiscer dans les affaires de l'Iran. Mais c'est l'Iran, depuis quatorze mois, qui tire les ficelles de la politique intérieure américaine. »*

ROBERT SOLÉ.

● *Les Etats-Unis ont protesté* quatre fois en quatre jours auprès de l'Union soviétique contre les articles et les commentaires *de la presse soviétique sur* le règlement de l'affaire des otages américains en Iran, a annoncé samedi 24 janvier le département d'Etat. La dernière protestation américaine, vendredi, auprès de M. Vasev, ministre-conseiller de l'ambassade soviétique à Washington, visait les articles soviétiques accusant la C.I.A. d'avoir soumis les otages libérés à un « lavage de cerveau ». — *(A.F.P.)*

Le journal du président Bani Sadr conteste que la crise se solde par « une victoire pour Téhéran »

Le quotidien iranien *Révolution islamique* a révélé, dimanche 25 janvier, l'ampleur des dissensions au sujet de la libération des otages américains en mettant en cause *les accords d'Alger* présentés comme une victoire par le gouvernement de Téhéran. Le journal, qui soutient le président Bani Sadr, nie que les conditions posées aux Etats-Unis — engagement de non-ingérence, restitution des avoirs iraniens gelés et de la fortune du chah, annulation des poursuites contre l'Iran — aient été remplies.

« Ce qui nous surprend, c'est que ces messieurs puissent dire que c'est une victoire pour l'Iran. Ils pensaient que personne ne lirait le communiqué », écrit le journal, qui accuse le gouvernement de M. Radjai de tromper le peuple et de s'être servi de l'affaire des otages pour se maintenir au pouvoir.

Après avoir cité une déclaration de M. Carter, selon laquelle Téhéran aurait reçu moins de 3 milliards de dollars sur les 10 gelés l'année dernière, *Révolution islamique* demande : *« Carter a-t-il dit la vérité ? »*

D'autre part, dans un discours prononcé à Qazvin, le président Bani Sadr a demandé à *« ceux qui font tant de bruit au sujet du comportement iranien vis-à-vis des otages »*, pourquoi ils n'avaient pas protesté contre *« l'agression irakienne qui a fait couler le sang et a provoqué un million de réfugiés »*. *« Nous aurions pu éviter nombre de choses — et faire celles qui convenaient — pour empêcher qu'un Ronald Reagan ne devienne président américain »*, a par ailleurs déclaré M. Bani Sadr, sans préciser s'il faisait allusion à la question des otages.

M. Bani Sadr, qui a regagné Téhéran samedi soir après une visite à Ispahan, a assuré que l'*« Iran n'achèverait pas sa guerre avec l'Irak par la négociation politique »*, car, *« dans les conditions actuelles, ce serait perpétuer une tradition de mauvais augure, celle instaurée par Israël au Proche-Orient (...), où l'on voit un groupe armé s'imposer par la force à une nation »* (arabe).

« Si nous ne résistons pas devant l'ennemi », a-t-il poursuivi, l'Iran risque d'être attaqué par un autre agresseur, et certains, *« aux Etats-Unis, en Irak et en Turquie »*, en profiteraient pour *« instaurer en Iran un régime similaire »* à celui du chah.

Entre-temps, la *« guerre oubliée »* irano-irakienne se poursuit sans répit, faisant un nombre de plus en plus élevé de victimes de part et d'autre. Le deux cent vingt-sixième communiqué militaire irakien affirme que les forces de Bagdad ont arrêté samedi *« une tentative de progression iranienne »* dans la région de Nossoud (secteur nord), au cours de laquelle 112 Iraniens auraient été tués. Selon Bagdad, le bilan des opérations de samedi s'établirait du côté iranien à 169 tués, alors que les pertes irakiennes s'élèveraient à 28 tués. — *(Reuter, A.F.P.)*

Le Monde

publiera dans son prochain numéro

- IDÉES : La Chine.
- IMMOBILIER : La crise du logement locatif à Paris. Le deuxième article de l'enquête de Josée Doyère.
- RÉGIONS : Le Nord sort de son désert culturel.
- POLITIQUE : Un entretien avec M. Didier Bariani.
- SCIENCES : Les lentilles cornéennes.



AFRIQUE

La fin de la visite de M. Barre au Maroc

Le premier ministre souligne le caractère privilégié des relations économiques entre Paris et Rabat

De nos envoyés spéciaux

Rabat. — M. Raymond Barre a *répondu, au cours* d'une *conférence* de presse tenue à Rabat, samedi 24 janvier, aux questions de la presse marocaine et internationale, terminant ainsi sa *visite officielle au Maroc*. Dans la matinée, les délégations française et marocaine avaient tenu une réunion élargie et conclu leurs travaux en signant un *communiqué commun. Interrogé* sur le souhait exprimé par Rabat de renforcer sa coopération économique avec Paris, le premier ministre français a noté d'abord le souci du Maroc de diversifier ses relations, *« et je le comprends*, a-t-il dit. *Cependant, les habitudes créées par l'histoire et la présence d'une importante communauté française au Maroc expliquent le caractère privilégié de nos relations économiques »*.

« *Mais*, a-t-il ajouté, *il y a ce qui est possible dans les limites du budget et de notre balance des paiements et ce qui n'est pas possible. En d'autres temps, des temps de grande prospérité et de rapide croissance, la France pouvait se permettre d'apporter davantage. Cependant, en dépit de toutes les difficultés, son aide reste considérable.* » « *Beaucoup de choses dépendent aussi*, a déclaré encore M. Barre, *de la disposition des Français à venir au Maroc et, dans ce domaine, les structures d'accueil jouent un grand rôle.* »

M. Barre a rappelé qu'il avait abordé les problèmes des coopérants avec son homologue marocain et les mesures positives qu'il avait annoncées le jour précédent à Casablanca se sont trouvées confirmées : le communiqué commun mentionne les assurances données par les Marocains *« quant à l'obtention de visas administratifs permettant d'assurer le renouvellement des contrats de travail »*. Le texte précise que M. Barre a *« formulé le souhait que les efforts accomplis soient poursuivis de manière à porter la durée des visas de ces contrats à trois années chaque fois que possible »*, et que le premier ministre marocain lui a fait part *« de la décision du gouvernement du Maroc de procéder à un assouplissement du régime actuel de transfert applicable aux ressortissants français résidant au Maroc ou l'ayant quitté »*.

La coopération militaire

Parlant des mesures d'encouragement aux investisseurs étrangers, le premier ministre français a indiqué que l'accent serait mis, du côté marocain, grâce au nouveau code des investissements en préparation, sur les entreprises de taille moyenne. Cependant, M. Cointat, ministre du commerce *extérieur, devait, de son côté*, citer les grands projets où la coopération franco-marocaine est à l'ordre du jour : outre le nucléaire (voir l'encadré), celui *de l'Office chérifien des phosphates* (25 millions de francs d'investissements en dix ans, et non *cinq comme il a été écrit par* erreur), les transports (la construction d'un nouvel aéroport à Agadir et d'un métro à Casablanca) et la pêche. La France *pourrait coopérer avec le Maroc* non seulement pour le développement de la pêche et des industries connexes mais également pour la surveillance de la nouvelle *zone maritime élargie* en fournissant une aide matérielle et technique.

M. Barre a rappelé, au sujet de la C.E.E., que la France avait *demandé à ses partenaires européens* d'accompagner l'élargissement projeté à l'Espagne et au Portugal d'un *« effort de réflexion »* sur les conséquences de cette mesure pour les exportations du Maghreb et, en particulier, du Maroc. Interrogé sur la déception éprouvée par le Maroc quant à l'application des accords d'association avec la Communauté depuis dix ans, M. Raymond Barre a répondu carrément : *« Si le Maroc ne veut plus de l'association, qu'il le dise. Si le Maroc, au contraire, entend continuer, nous y sommes, bien entendu, disposés aussi. »*

A propos du Sahara occidental, le premier ministre français a rappelé qu'il existait une coopération militaire franco-marocaine et que le Maroc avait demandé à la France de lui fournir un certain nombre de *matériels, « ce que nous avons fait »*. Cette aide, a assuré M. Barre, sera poursuivie. En revanche, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, a *précisé de son côté* — en réponse à une question sur les propos tenus par M. Alaoui, selon lequel la France devrait aporter son témoi*gnage sur le caractère* marocain des territoires sahariens ex-espagnols *(le Monde* du 23 janvier) — qu'*« il n'existe pas de pièces secrètes dans les archives diplomatiques françaises »*.

A propos du souhait de M. Alaoui concernant la création d'un organisme français chargé des affaires de francophonie, M. Barre a déclaré : *« Vous savez que la France poursuit dans ce domaine une politique très claire de défense de la langue française, politique dont le Maroc bénéficie. Je peux vous dire que de nouvelles mesures vont être prises à ce sujet prochainement par la France et le Maroc. »*

ALAIN ROLLAT.
ROLAND DELCOUR.

[Dans un éditorial publié dimanche, à Alger, « El Moudjahid » a répondu indirectement aux déclarations faites à l'occasion de la visite de M. Barre au Maroc et à une phrase de ce dernier, selon laquelle *« une certaine évolution s'est produite »* entre Rabat et Alger au sujet du Sahara occidental. Le quotidien algérien qualifie de « campagne d'intoxication dénuée de tout *fondement* » les informations de l'étranger faisant croire « à une révision par l'Algérie de son attitude à l'égard de la lutte du peuple sahraoui ». Il rapelle que l'Algérie est aussi « en faveur d'une solution politique » du conflit saharien dont « le cadre a été tracé par la communauté internationale » et prévoir, entre autres, « l'ouverture de négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario ».]

● *Accrochages au Sahara occidental et dans le Sud marocain.* — Dans un communiqué diffusé samedi 24 janvier à Alger, le Front Polisario déclare que cent quinze soldats marocains ont trouvé la mort lors d'une bataille déclenchée jeudi à Rous-Lekhyalat, à la *frontière* du Sahara occidental et du Maroc.

Framatome est chargée de l'étude d'un projet de centrale nucléaire

Le roi Hassan II l'a confirmé à M. Barre : le Maroc souhaite que la France *soit son* partenaire *privilégié* pour le développement de ses potentialités énergétiques. Les autorités marocaines ont décidé de confier à *la société Framatome l'étude* d'un projet de création d'une centrale nucléaire. On estime à Rabat que ce projet pourrait être définitivement réalisé en 1993.

Dans le domaine nucléaire, les ambitions marocaines reposent notamment sur l'exploitation de l'uranium, extrait de certaines catégories de phosphates. Les expériences menées par l'*office* chérifien des phosphates seront élargies afin de déboucher, avec l'aide française, sur l'implantation d'une unité de production industrielle.

Dans l'immédiat, les deux délégations sont convenues de créer à court terme une centrale thermique d'une capacité de 1 000 mégawatts. Il s'agit de mettre en valeur les gisements marocains de schistes bitumineux dont les réserves sont évaluées à cent milliards de tonnes. Cette centrale sera réalisée en quatre tranches de 250 MW chacune.

De même, la France et le Maroc vont intensifier la coopération qui associe déjà Elf-Aquitaine aux organismes marocains compétents dans le domaine pétrolier. Les *prospections* en cours seront étendues au sud-est du pays et « off-shore » le long du *littoral. Afin* d'accélérer le programme retenu, la Compagnie française des pétroles sera vraisemblablement sollicitée pour participer également aux travaux.

Soulignant que ces perspectives apparaissent « particulièrement intéressantes et mutuellement *avantageuses* », *Paris et* Rabat se proposent aussi de travailler ensemble à la mise en valeur des énergies dites nouvelles, notamment de l'énergie solaire.

La visite de M. Triki en Tunisie

Le rapprochement entre Tunis et Tripoli se fera en trois étapes

De notre correspondant

Tunis. — La visite de trois jours en Tunisie du secrétaire du bureau populaire libyen aux affaires extérieures, M. Triki (*le Monde* du 24 janvier), a confirmé que la normalisation des rapports entre les deux pays sera longue et laborieuse. Dans un premier temps, les deux pays vont s'efforcer de reprendre par la voie diplomatique (1) leurs relations au stade où elles se trouvaient au moment de la crise de l'an dernier, en assouplissant les formalités de délivrance des visas devenues extrêmement rigides et en réexaminant les projets de prêts libyens au plan tunisien de développement qui étaient prévus.

Par la suite, un groupe d'experts étudiera les possibilités d'une réactivation des accords de coopération conclus en 1972 *et* 1973, principalement dans les secteurs commercial, économique et financier. Enfin, la réunion à un échelon politique d'une commission mixte devrait, dans une troisième phase, consacrer le *rapprochement. Elle pourrait se* tenir juste avant ou pendant une visite en Libye du premier ministre tunisien, qui est invité depuis l'été dernier par le colonel Kadhafi.

On est donc encore loin de *« l'accord sur l'ouverture des frontières »* qu'a annoncé, un peu hâtivement semble-t-il, M. Triki lors d'une conférence de presse. Même s'il n'a pu transmettre directement un *« message verbal » du colonel Kadhafi à M. Bourguiba*, ce dernier souffrant d'un refroidissement, le dirigeant libyen a donné l'impression d'être très satisfait de cette reprise de *contacts* qui, a-t-il dit, *« fera des relations tuniso-libyennes un exemple de ce que doivent être les rapports interarabes »*.

M. Triki a sans doute aussi un peu extrapolé en affirmant qu'une complète identité de vues existait entre la Libye et la Tunisie sur les derniers événements du Tchad. On croit savoir qu'il s'est surtout efforcé de tranquilliser ses interlocuteurs en plaidant la cause de l'*« indépendance africaine »*.

MICHEL DEURÉ.

(1) Les ambassadeurs tunisien et libyen n'ont toujours pas regagné leur poste depuis l'affaire de Gafsa.

Tchad

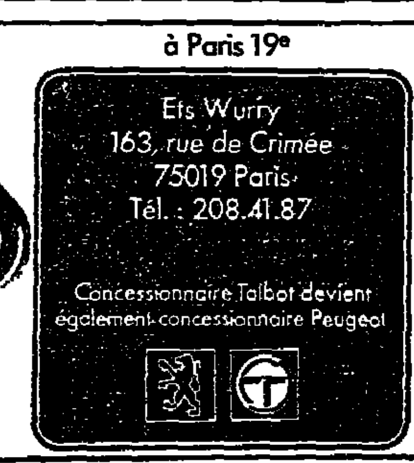
M. HISSÈNE HABRÉ SERA JUGÉ PAR CONTUMACE

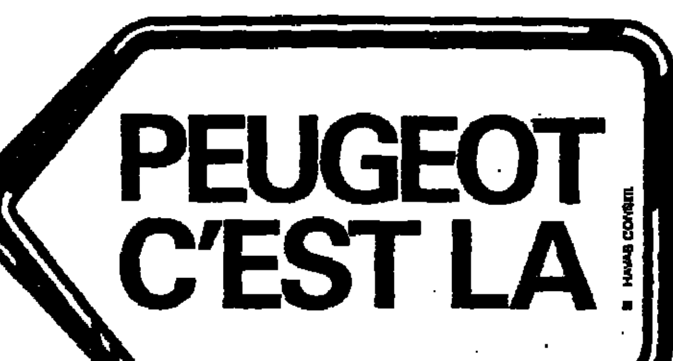
Une cour criminelle va être constituée à N'Djamena pour juger par contumace M. Hissène Habré, ainsi que six autres personnalités tchadiennes, a-t-on *annoncé* de source sûre, dimanche 25 janvier, dans la capitale tchadienne. D'autre part, M. Brahim Youssouf, qui avait signé le 15 juin 1980 le traité d'assistance entre la Libye et le Tchad, aurait été tué voilà dix jours dans le centre du pays au cours d'un accrochage avec des combattants des Forces armées du *Nord* de M. Habré. D'autres informations indiquent que M. Youssouf, vice-président du Frolinat, aurait été abattu à l'occasion d'un règlement *de comptes* entre les factions qui composent la coalition présidée par M. Goukouni Oueddei.

De passage à Dakar, le sous-secrétaire d'Etat égyptien aux affaires étrangères, M. Mahmoud Samir Ahmed, a déclaré dimanche que son pays était prêt à offrir son appui *« à n'importe quel front nationaliste tchadien »* qui agirait pour la sauvegarde de l'indépendance du Tchad. A Paris, enfin, M. Giscard d'Estaing reçoit ce lundi M. Ishaya Audu, ministre nigérian des affaires étrangères, [illegible] effectue une visite officielle de cinq jours en France.

à Paris 19e







ASIE

La Thaïlande à l'heure des choix

III. — Une tâche herculéenne

De notre envoyé spécial ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Confrontée à un grave péril militaire, la Thaïlande continue d'être déchirée par les conflits entre cliques militaires, politiques et bureaucratiques qui ne parviennent pas à s'entendre (« le Monde » des 24 et 25-26 janvier). Les richesses du pays ne profitent guère à la masse paysanne, mais surtout aux élites urbaines.

Bangkok. — « *De même qu'une entreprise est la propriété de ses actionnaires qui tirent des bénéfices de ses succès, Thaïland Incorporated sera la propriété de chacun des quarante-sept millions de citoyens de la nation thaïlandaise. (...) Le pays va s'orienter vers le secteur privé plutôt que vers la bureaucratie. (...) Si les gestionnaires sont inefficaces, il faut changer la gestion. (...) Le système doit changer rapidement.* » De petite taille, celui que l'on surnomme ici le « tsar » de l'économie est grand par la fortune. Fils d'immigrants chinois, M. Boonchu Rojanastien, vice-premier ministre, a fait de la Bangkok Bank l'une des institutions financières les plus puissantes de l'Asie du Sud-Est. Il est aussi vice-président du Parti d'action sociale de l'ancien premier ministre Kukrit Pramot qui le soutient dans sa tentative réformiste.

« *Thaïland Incorporated,* dit M. Boonchu, *sera une société de professionnels. A chacun sa spécialité : aux soldats la sécurité, aux technocrates l'administration, aux hommes d'affaires le secteur privé. Il y a trop longtemps que le pays est livré aux amateurs.* » Propos quasiment révolutionnaires, qui doivent faire frémir dans les casernes et les bureaux. « Changer le système », c'est vite dit. La tâche est herculéenne, l'opposition de ceux qui ont tout à y perdre formidable. De plus, elle est entreprise tardivement. L'économie, frappée de plein fouet par la hausse des produits pétroliers, entre dans une phase de récession. L'inflation approche les 20 %, les investissements se ralentissent, les rendements agricoles baissent. Le déséquilibre de la balance commerciale augmente dangereusement.

Le chômage toucherait plus d'un million et demi de travailleurs. La spéculation sur les produits de base et la fuite des capitaux vont bon train. Ces problèmes, en moins graves, avaient conduit, en mars 1980, à la chute du précédent gouvernement. Rien n'indique que l'on soit en mesure de les résoudre. En supposant que l'on s'y essaie enfin et que la conjoncture internationale ne les aggrave pas, le modèle choisi est-il le bon ? Imposé à la Corée du Sud et à Taïwan par des régimes autoritaires, ce type de développement, qui requiert autant de discipline et de stabilité nationales que de capitaux étrangers, est-il adaptable à la Thaïlande ?

M. Boonchu veut promouvoir « *un nouvel esprit nationaliste et un sens de l'unité* » qui font ici défaut. Est-ce possible sans une participation de millions de paysans confinés dans le ghetto du sous-développement alors qu'ils représentent 80 % de la population et fournissent 50 % des recettes d'exportation ? Peut-il y avoir un développement global et équilibré sans développement prioritaire de l'agriculture ? Peut-il y avoir un développement de l'agriculture sans réformes structurelles et techniques et tant que la production agricole restera subordonnée aux intérêts de la capitale et du capital ? Le ministre est conscient de tout cela, mais... Thaïland Inc. voit le jour alors que les experts internationaux en matière de développement mettent en garde contre une stratégie fondée sur l'idée que la croissance du centre entraînera *ipso facto* celle de la périphérie.

Richesse des villes, misère des campagnes

La Banque mondiale, dans un rapport consacré à la Thaïlande, écrivait en 1978 : « *Sans un accroissement concomitant de l'agriculture, une poussée excessivement ambitieuse vers l'industrialisation risquerait d'être coûteuse.* » En effet, l'investissement que suppose cette politique est de nature à augmenter le déficit de la balance commerciale, à accroître la dette extérieure et la dépendance. Il est douteux qu'il permette d'absorber l'excédent de main-d'œuvre qui déferle sur Bangkok. En revanche, si les industries et services continuent à s'implanter dans la capitale, ils risquent d'accentuer les déséquilibres entre la ville et les campagnes.

La remarquable croissance enregistrée depuis deux décennies par le P.N.B. thaïlandais (8 % par an en moyenne, 6 % en 1980) ne doit pas masquer l'inégalité de sa répartition. Le secteur public a contribué essentiellement à créer un environnement favorable pour le secteur privé. Le gros de ses investissements est allé à Bangkok, c'est-à-dire à quelque six millions de citoyens (et même moins si l'on tient compte du million qui vivent dans les bidonvilles) alors que les campagnes en comptent quarante. Les disparités ont été accentuées par l'utilisation sélective des crédits : dans les domaines de l'éducation, de la santé et des transports publics leur répartition a favorisé les groupes les plus riches dans la proportion de dix contre un.

De même les dépenses par tête restent directement proportionnelles au degré d'urbanisation et à l'éloignement par rapport au centre. Un citoyen vivant à six cents kilomètres de Bangkok reçoit dix fois moins qu'un habitant de la capitale. Son salaire est en moyenne de sept à dix fois inférieur à celui d'un citadin. A Bangkok, il y a un médecin pour 1 800 personnes et dans certaines provinces du Nord-Est un pour 70 000. Ici un hôpital pour 2 200 patients, là-bas un pour 40 000 (...).

La Banque mondiale écrit encore : « *La proportion des personnes vivant dans la pauvreté absolue est tombée de près de la moitié de la population en 1960 à un quart ces dernières années* ». Effort remarquable. Néanmoins, le « reliquat » représente encore plus de onze millions d'habitants demeurant dans la misère absolue, et la Banque ne dit pas combien sont à peine au-dessus de ce niveau. Elle ajoute : « *Ces fermiers n'ont pu sortir d'une économie de subsistance par manque d'éducation, de routes et autres services et à cause de l'incertitude du climat* » Il faut donc entendre qu'ils dépendent exclusivement de la pluie et du beau temps. A ce propos, il est surprenant d'apprendre, par un rapport des Nations unies, que, malgré les sommes considérables investies par nombre de programmes d'aide internationaux et bilatéraux, « *les grands travaux effectués dans le nord-est de la Thaïlande fournissent une irrigation à environ 3 % seulement de la population* ». La zone compte quelque vingt millions d'habitants.

En Thaïlande, l'accroissement de la production agricole a été réalisé essentiellement par une expansion constante des surfaces cultivées, qui ont doublé en vingt ans.

Le développement du secteur capitaliste agro-industriel, la faiblesse des technologies et des crédits appliqués aux rendements, la pression démographique et la raréfaction des terres colonisables font mal augurer de l'avenir. La déforestation atteint les proportions d'une catastrophe. En une vingtaine d'années, la couverture forestière est passée de près de 60 % à moins de 25 % de la superficie du territoire.

La pression démographique est considérable. La Thaïlande est parmi les vingt pays les plus peuplés du monde. Elle est passée en trente ans de moins de vingt à près de cinquante millions d'habitants.

Le taux de natalité — 3 % au cours des décennies 50 et 60 — a été notablement réduit, mais ses effets vont se prolonger : près d'un million de jeunes entreront annuellement sur le marché du travail jusqu'en 1990.

Or l'absorption par les secteurs non agricoles reste faible, et l'exportation de main-d'œuvre vers les pays du Golfe a ses limites.

Le maintien de la croissance et celui de l'emploi, l'éradication de la pauvreté et la promotion d'une plus grande équité passent donc inévitablement par des réformes du monde rural. Cela suppose un transfert important des ressources au profit des campagnes ; une politique de développement et de prix qui ne soit pas systématiquement à l'avantage des villes ; la réduction du pouvoir des bureaucrates, grands propriétaires, policiers, usuriers et intermédiaires divers, qui surexploitent le monde paysan ; la garantie par l'Etat des droits fondamentaux.

Ce que Bangkok, malgré des efforts ponctuels, s'est montré incapable de promouvoir, d'autres, à commencer par le parti communiste (P.C.T. - maoïste), continuent à vouloir l'imposer par la force.

Les communistes désorientés

« *Aucun des déséquilibres structurels qui favorisent depuis longtemps le développement de la guérilla n'a été corrigé au cours des dernières années. Il est douteux que cela change car, pour de puissants groupes politiques, le maintien d'une vie aisée à Bangkok suppose le maintien des structures qui encouragent la rébellion* », écrivait, il y a peu l'hebdomadaire *Business in Thaïland*. « *Les officiels,* ajoutait-il, *ont sans doute raison d'affirmer que la subversion ne présente pas un danger immédiat pour Bangkok. Mais, inversement, aucune politique gouvernementale ne présente dans l'immédiat un danger capable de freiner la croissance de la guérilla. (...) Aussi longtemps que le gouvernement favorisera en priorité les intérêts des militaires, de la bureaucratie et des citadins privilégiés, la population rurale recherchera du côté des communistes une plus grande justice politique et économique.* » La force militaire du P.C.T. est estimée à une douzaine de milliers de combattants. Le niveau de ses activités — plusieurs centaines d'accrochages et de harcèlements par an — reste à peu près constant depuis plusieurs années, et l'on estime, de source officielle, que le parti est implanté plus ou moins fortement dans la moitié des provinces.

Cependant, depuis l'éclatement du conflit entre communistes chinois et indochinois, l'invasion du Cambodge et la menace des armées de Hanoï aux frontières du royaume ont provoqué une crise profonde au sein du P.C.T. et d'autres partis maoïstes de l'Asie du Sud-Est, renforçant la position et les capacités de répression des régimes en place. L'alternative communiste semble plus éloignée que jamais. Tout indique que le P.C.T. a été sacrifié sur l'autel de la Realpolitik par ses « frères d'armes » d'hier. Expulsé par les Vietnamiens de ses bases au Laos et au Cambodge, privé de ses émissions de radio à partir de la Chine, poussé par Pékin à mettre une sourdine à ses attaques contre Bangkok — à faire même, le cas échéant, cause commune patriotique avec le régime militaire contre le Vietnam, — le P.C.T. a payé cher le prix des déchirements entre ceux qui constituaient, jusqu'en 1978, son « *grand arrière révolutionnaire* ».

Les dissensions internes qui ont suivi depuis lors ont provoqué le retour à Bangkok de nombreux militants et de têtes d'affiche du Front patriotique qui avaient rejoint le maquis après octobre 1976. Désorienté, le parti procéderait à un réexamen de ses positions à l'égard de la Chine, de l'Indochine et de l'évolution de la société thaïlandaise. On lui prête l'intention de prendre ses distances à l'égard de Pékin et de relancer son action au sein du prolétariat urbain et des syndicats. Certains militants espèrent que l'épreuve permettra un renouveau ; d'autres, conscients du cynisme avec lequel ils ont été manipulés et trahis, se laissent récupérer par le régime.

La crise pourrait être, pour les gouvernements en place, et notamment pour Bangkok, l'occasion d'une mise en œuvre de mesures propres à renforcer l'unité nationale et à contenir la montée des périls qui pèsent sur le royaume. Bien que sa position soit difficile, le « domino thaïlandais » bénéficie d'atouts non négligeables et de puissants soutiens extérieurs. La conjonction des crises semble impliquer, plus que jamais, que l'on fasse des choix clairs. Et que l'on s'y tienne.

FIN

(Publicité)

SI VOUS AVEZ UN PROBLÈME

« CHEVEUX »



pellicules, démangeaisons, cheveux gras, secs, cassants, etc., n'attendez pas qu'il soit TROP TARD pour bien les soigner

L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

spécialiste des soins du cheveu
— 18 ans d'expérience —
vous offre un examen - conseil de votre chevelure.

Prenez vite rendez-vous à :

EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS, tél. 260-38-84,
et à BORDEAUX - LILLE - LIMOGES - LYON - MULHOUSE
NANCY - NANTES - REIMS - RENNES - ROUEN - TOULON
TOULOUSE.

ARNYS SOLDE

Costumes :
- cashmere et soie ~~2.950 F~~ 2.200 F
- pure laine ~~1.600 F~~ 1.150 F
- pure laine ~~1.400 F~~ 500 F
- velours ~~1.550 F~~ 990 F

Vestes :
- pure laine ~~1.100 F~~ 690 F
- cashmere et soie ~~2.350 F~~ 1.650 F
- pure laine ~~430 F~~ 290 F

Pantalons :
- pure laine ~~430 F~~ 290 F

Chemises :
- pur coton, polyester, à partir de 100 F

Pulls :
- lambswool etc ~~350 F~~ 100 F

Soldes importants sur toute la collection féminine.

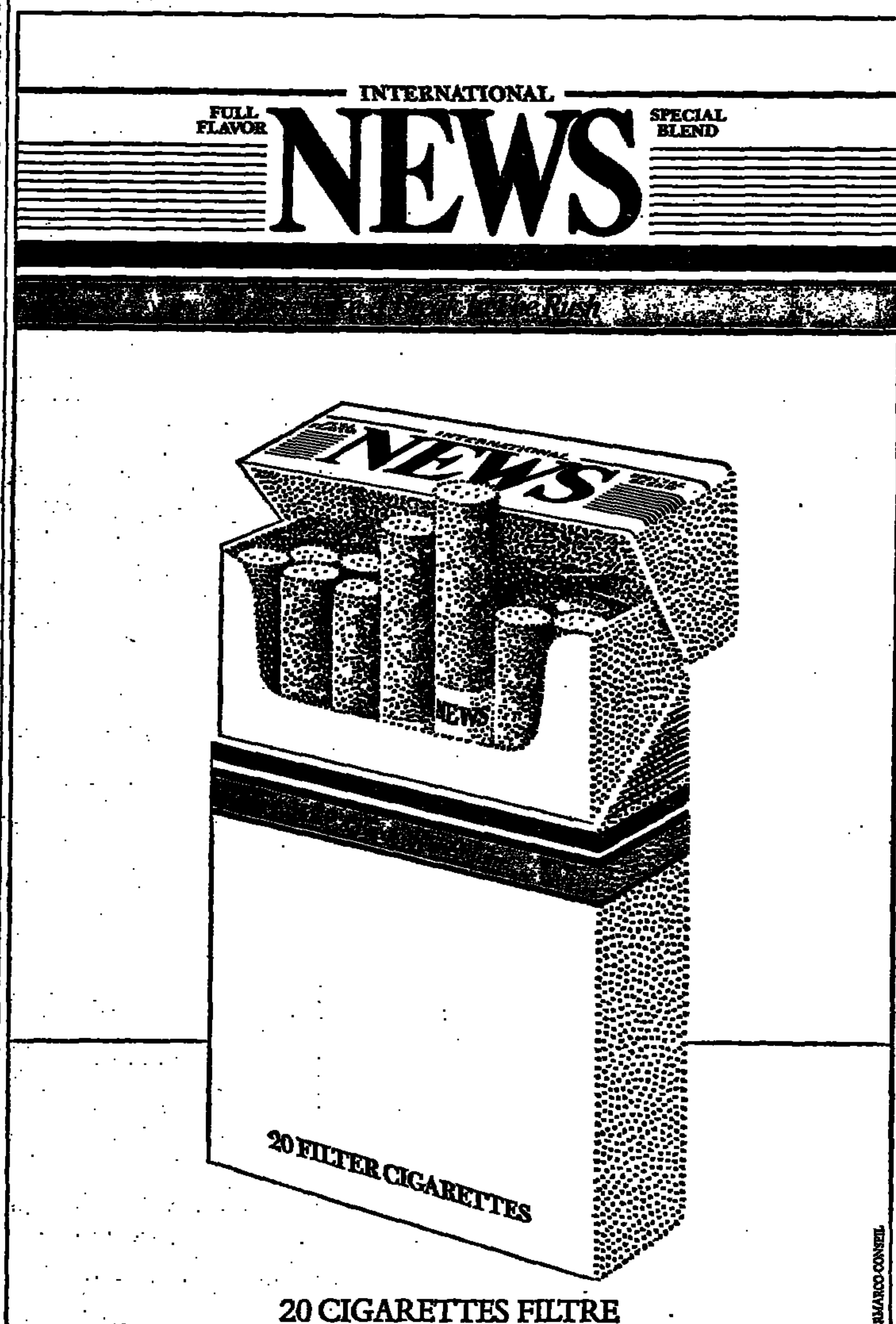
du 15 au 31 Janvier. Parking gratuit.

ARNYS 14, rue de Sèvres, 75007 Paris. Tél. 548.76.99

Depuis 37 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1
pour la vente des fonds de commerce

En Vente Partout 2,50 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS



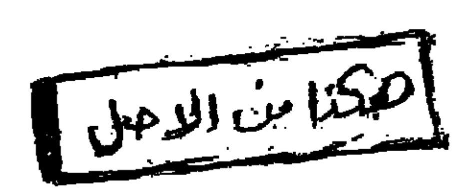
20 CIGARETTES FILTRE

PEUGEOT C'EST ICI

à Nanterre







ASIE

Chine

Le « Quotidien du peuple » célèbre la condamnation de Mme Jiang Qing à la peine de mort avec un sursis de deux ans comme « une grande victoire de la légalité socialiste »

Le Quotidien du peuple *présente, ce lundi 26 janvier, comme « une grande victoire de la légalité socialiste » le procès à l'issue duquel la veuve de Mao, Mme Jiang Qing, et M. Zhang Chunqiao, « le cerveau de la bande des quatre », ont été condamnés à mort avec un sursis de deux ans. Les huit autres accusés ont été condamnés à des peines de prison. Ces peines ne sont pas susceptibles d'appel. Dans un communiqué à Londres, Amnesty International demande aux dirigeants chinois d'accorder la vie sauve aux deux condamnés à mort, dont elle juge le procès contestable, au moins en ce qui concerne la procédure*

De notre correspondant

Pékin. — Jusqu'au dernier moment, Mme Jiang Qing a tenu tête à ses juges. Etonnante femme, contre laquelle se concentrent toute la mysoginie d'une civilisation et la volonté de revanche de toute une classe politique, qui, au moment où elle apprend qu'elle échappe de justesse au peloton d'exécution, récuse le tribunal, répète haut et fort qu' « *il est juste de se révolter* » et dénonce le nouvel homme fort du régime au cri de « *A bas les révisionnistes de Deng Xiao Ping* ».

La télévision chinoise n'a pas montré cette dernière scène — à la suite de laquelle l'accusée a été expulsée du tribunal — mais elle a permis de voir la veuve de Mao Zedong, une fraction de seconde avant qu'on lui passe les menottes, lever une dernière fois le poing de la révolte face aux magistrats de la Cour spéciale. Les gardes la maîtrisèrent sans ménagement, puis enchaînèrent à son tour M. Zhang Chunqiao qui, toujours muet, le visage plus émacié et fermé que jamais, se laissa faire sans résistance. Les menottes étant réservées aux seuls condamnés à mort, les autres accusés n'eurent pas à subir cette épreuve.

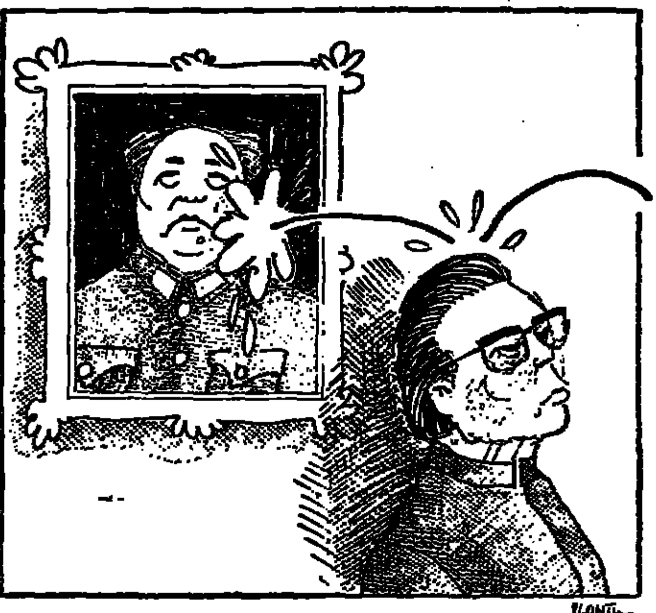
Les peines infligées aux accusés ne causent aucune surprise à Pékin. En dépit de diverses lettres de lecteurs, publiées dans la presse chinoise, qui réclamaient l'exécution de Mme Jiang Qing, rares étaient ceux qui croyaient vraiment à la possibilité d'une peine capitale immédiatement exécutoire. Tel n'est pas l'usage en République populaire, et si les têtes des criminels de moindre niveau tombent fréquemment dans les provinces chinoises, il n'y a pas d'exemple qu'un dirigeant de haut rang ait jamais été exécuté par décision.

Mao Zedong lui-même, en 1956, avait énoncé à cet égard les principes d'une politique qui reste apparemment en vigueur aujourd'hui. S'agissant des « *contre-révolutionnaires découverts dans les organismes du parti et du gouvernement* », il écrivait : « *S'ils n'ont pas été exécutés, ce n'est nullement que leurs crimes ne justifient pas la peine capitale, mais c'est qu'il n'y aurait aucun avantage à les exécuter... L'Histoire atteste qu'une tête, une fois tombée, ne saurait être remise en place, elle n'est pas comme le poireau* (sic) *qui repousse chaque fois qu'on le coupe.* »

Il est caractéristique de la part de M. Deng Xiaoping, sans qui rien n'a pu être décidé, qu'il ait appliqué à sa manière l'enseignement de Mao Zedong en jugeant qu'il n'y aurait « *aucun avantage* » à exécuter ses adversaires, en faisant d'eux des martyrs et en risquant ainsi de durcir le camp de ses opposants.

Que se passera-t-il dans deux ans ? Mme Jiang Qing, pendant ce délai, n'aura guère le loisir ni la liberté de s'exprimer. Il faudrait sans doute des circonstances très extraordinaires pour que l'on juge finalement opportun de la passer par les armes. Selon toutes probabilités, elle paraît donc vouée, comme M. Zhang Chunqiao, à sombrer dans l'oubli d'une détention à vie — assez conforme, au demeurant, aux usages extrajudiciaires antérieurs du régime.

Les autres condamnations relèvent d'un dosage d'autant plus difficile à interpréter que les documents publiés jusqu'à présent ne font nulle part mention de quelconques circonstances atténuantes. La seule surprise est la condamnation de M. Wang Hongwen à la détention à perpétuité. Peut-être la sévérité du tribunal s'explique-t-elle par la haute fonction de vice-président du comité central qu'il occupa quelques années. L'attitude « *coopérative* » et repentante dont il a fait preuve pendant l'instruction et au cours des audiences l'aura en tout cas peu servi. Dernier membre de la « bande des quatre », M. Yao Wenyuan s'en tire, pour sa part, avec vingt ans de prison et cinq ans de suspension de ses droits civiques, comme si le rôle dévolu *au plumitif et au propagandiste* devait aujourd'hui être jugé comme secondaire par rapport aux réalités plus concrètes des luttes politiques.



(Dessin de PLANTU).

D'autres procès en préparation

Quant à M. Chen Boda, ancien secrétaire politique de Mao Zedong, et aux généraux accusés de complicité dans « *le complot de Lin Biao* », leurs peines s'étagent entre seize et dix-huit ans de prison et cinq années de privation de leurs droits civiques. La plupart sont détenus depuis près de dix années, qui viennent en déduction de ces peines. A y regarder de près, le verdict est relativement modéré pour des hommes accusés d'avoir tenté d'assassiner le président du parti.

Le tribunal spécial, instauré pour juger les « *deux cliques contre-révolutionnaires de Lin Biao et de Jiang Qing* » a donc terminé sa tâche. On ne peut dire qu'il l'ait fait de manière très convaincante si l'intention était de démontrer le rétablissement du règne de la légalité judiciaire en Chine populaire. Le *Quotidien du peuple*, dans un éditorial publié lundi matin, répète encore une fois que le tribunal ne jugeait pas des « *erreurs de travail* » politiques, mais des « *crimes contre-révolutionnaires* ». Il célèbre le jugement comme une « *grande victoire de la légalité socialiste* » et en vante la valeur éducative pour les populations. Mais qui peut encore croire à la justice d'un procès au cours duquel aucun accusé n'a été admis à citer un témoin à sa défense ni même à produire le moindre document à sa décharge ? Pour ne rien dire des incidents d'audience où Mme Jiang Qing s'est vue priée de se taire ou expulsée du tribunal parce qu'elle refusait de jouer avec discipline le rôle qui lui était défini par l'accusation. A Pékin même, personne n'est dupe du procédé et l'on décèle même dans l'opinion un étonnement devant cette mise en scène théoriquement judiciaire d'un règlement de comptes purement politique.

La page n'est pas pour autant tournée cependant, car le jugement prononcé dimanche précise bien que les dix condamnés ne sont, à des titres divers, que les « *coupables principaux* » d'affaires dans lesquelles sont encore impliquées des dizaines de personnes. Ces dernières, annonce le tribunal, seront jugées « *séparément* ». Au gré des nécessités politiques du moment, cela laisse prévoir, à l'heure et dans les formes qui conviendront au pouvoir, de nouveaux règlements de comptes.

ALAIN JACOB.

« La propagatrice de la pensée de Mao »

Déjà étonnant quand il s'agit du commun des coupables, le code pénal chinois — selon lequel ceux-ci peuvent être exécutés de sang-froid après plusieurs années passées dans l'incertitude quant à leur sort final — sera d'une application particulièrement contestable dans le cas de Mme Jiang Qing. Comment croire en effet que, au terme du délai de deux ans accordé à la veuve de Mao, la décision sera prise non pas en fonction du rapport des forces politiques à cette époque, mais après un examen impartial de la conduite de l'intéressée ?

Contrastant avec celle des autres accusés, l'attitude fière et courageuse de Mme Jiang Qing lui a sans doute valu les sympathies d'une partie de l'univers, auquel les dirigeants de Pékin ont imprudemment permis d'assister à l'hallali par la magie de la mondovision. Mais, même s'ils ne se font pas d'illusions sur la régularité du procès, en majorité, les Chinois ne sont sans doute pas enclins à porter son panache au crédit de celle qui a incarné les pires excès du maoïsme.

« Coupable d'avoir exercé une tyrannie sur la population », *dit le jugement. Ses auteurs, lors des débats, auraient dû s'en tenir à cela, au lieu de s'égarer dans de sordides divagations qui montraient à quel point ils restaient eux-mêmes prisonniers du système d'oppression, de manipulation et de travestissement de l'histoire dénoncé par l'accusation.*

Dans un livre (1) qui en dit autant sur « l'héroïne » du récit que sur l'aveuglement d'une partie de l'intelligentsia occidentale il y a quelques années, l'universitaire américaine Roxane Witke a tenté d'expliquer le « charme particulier » d'une femme exécrée par ces masses populaires dont elle prétendait réveiller la « haine de classe » *envers les oppresseurs.* « Malgré son âge, *écrit Roxane Witke,* elle exerçait ce pouvoir de séduction — certains parleraient d'attrait sexuel — que confère la toute-puissance. Le « côté théâtral » qui marque son long règne politique n'était pas uniquement le vestige d'une brève et lointaine carrière d'actrice, il venait de sa conscience aiguë de la place qu'elle occupait dans l'histoire (...).

Beaucoup plus qu'au charisme que lui trouvait en 1972 une féministe telle que Roxane Witke, c'est apparemment à l' « attrait sexuel » *exercé par la jeune Li Jin — Lan Ping à l'écran — que fut d'abord sensible Mao quand il la vit pour la première fois après la Longue Marche à Yenan,*

Née en 1914 dans une famille modeste, cette jolie militante peut se prévaloir d'une adhésion au P.C. en 1933 et d'un court séjour dans les prisons du Kouomintang. Les compagnons de Mao retiennent surtout un passé, peut-être douteux, d'actrice de cinéma médiocre à Shanghai. Avec une superbe indifférence pour le qu'en-dira-t-on, le chef révolutionnaire répudie sa troisième épouse — He Zizhen, une héroïne de la Longue Marche — et l'épouse en 1938, après lui avoir donné le nom de Jiang Qing (« Rivière azurée »).

« Conseillère culturelle de l'armée »

Pour tenir compte des réserves de ses compagnons de route, Mao a cependant fait promettre à sa femme de renoncer à des activités publiques. Elle lui sert de secrétaire et, en 1941, met au monde la seule enfant du couple, Li Na. Après la victoire des communistes chinois, elle fait plusieurs séjours en U.R.S.S. pour y être soignée par des médecins qui ont diagnostiqué un cancer. Rétablie en 1959, elle séjourne à Shanghai où, écrit Roxane Witke, « elle cherche à intégrer une analyse de classe dans les arts du spectacle » *et à détruire* « les conventions bourgeoises dans l'art et la littérature ».

Nommée « conseillère culturelle de l'armée » *en 1966, elle prend en 1967 la tête d'un* « sous-groupe de la révolution culturelle chargé de diriger la littérature et les arts ». *Elle impose ses vues, exerce sa censure et persécute les créateurs qui s'écartent de la* « ligne » *officielle. Il s'agit pour elle de lutter contre le mal qu'elle avait dénoncé ainsi le 22 novembre 1966 :* « Un certain nombre de choses inondent le marché : le rock-and-roll, le jazz, le strip-tease, l'impressionnisme, le symbolisme, l'art abstrait, le fauvisme, le modernisme. (...) Si l'on n'y prend pas garde, la décadence et l'obscénité empoisonneront et corrompront l'esprit du peuple ».

L'ancienne starlette a perdu sa coquetterie ; c'est en vareuse trop ample, une casquette sur la tête, qu'elle harangue les gardes rouges et fait, en 1969, son entrée au bureau politique du parti. De nombreux écrivains ont payé leur indépendance d'esprit de leur vie ou de la prison quand l'hystérie de la révolution culturelle prend fin. Jusqu'à son arrestation, en octobre 1976, celle qui est présentée officiellement comme la « propagatrice de la pensée de de Mao » *continue à contrôler la production artistique chinoise.*

Cependant, à partir des années 70, le « grand timonier » *paraît prendre ses distances à l'égard de sa femme.* « Elle n'était jamais sûre de voir Mao appuyer ses grands projets, surtout à partir du moment où, de monarque autoritaire, il se transforma en philosophe solitaire », *écrit Roxane Witke qui, ayant évoqué la vie sentimentale tumultueuse du maître de la Chine, ajoute :* « Avec de tels précédents, comment aurait-elle pu se sentir en sécurité que ce fût en tant qu'épouse ou camarade politique ? ». *Quand, en 1972, l'universitaire américaine se rend secrètement à Canton, où Mme Jiang Qing* « médite sur sa vie et sur la révolution », *elle y trouve une femme en proie au phantasmes de l'univers totalitaire où chacun se méfie de la* « clique » *adverse.*

Mme Jiang Qing était-elle vraiment menacée ? Soutenait-elle une « ligne » *qui n'était plus celle de son mari ? Il faudrait, pour répondre, connaître à la fois les secrets d'un couple et ceux de l'histoire shakespearienne des derniers mois du règne de Mao.*

Parmi les « crimes majeurs » *reprochés aux accusés du procès de Pékin, il y avait celui de* « complot en vue d'assassiner le président Mao ». *Les débats ne semblent pas avoir étayé l'acte d'accusation sur ce point. Ce qu'on reproche à Mme Jiang Qing, c'est surtout d'avoir été l'interprète zélée et hystérique des désirs de son mari, au moins pendant la révolution culturelle. Mais cela, bien sûr, les juges ne pouvaient pas encore le dire explicitement.*

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

(1) *Camarade Chiang Ching*, Robert Laffont, 1978. Chiang Ching est le nom de la femme de Mao dans l'ancien code de transcription du chinois en français ; ce nom est devenu Jiang Qing dans celui, dit Pinyin, qui s'est généralisé ces dernières années.

Le châtiment de la « mauvaise concubine impériale »

Au-delà de sa signification proprement politique, le verdict de mort prononcé contre Mme Jiang Qing s'inscrit dans les stéréotypes élaborés par une histoire *multimillénaire, qui veulent que* la « mauvaise concubine », celle qui a réussi par ses intrigues à pervertir l'empereur ou à usurper son pouvoir, connaisse une fin tragique. Tout au long de son procès, Mme Jiang Qing aura tenté de refuser ce rôle écrit pour *elle par l'inconscient collectif* et les services de propagande. Le poème qu'elle a lu devant ses juges, lors de la dernière audience du procès, s'inscrit dans une autre tradition chinoise qui veut, elle, que les vaincus de l'histoire condensent en quelques vers — en général avant d'être exécutés ou contraints au suicide — la justesse de leur cause et leur *sort*.

Pourtant, l'image que les Chinois garderont d'elle sera certainement beaucoup plus proche de la « mauvaise concubine impériale » que de celle du ministre intègre, fidèle jusqu'au bout, au pouvoir déchu qu'il servait. Son *attitude de défi face à ses juges* aura, certes, fait crier « *hao* » (bien joué !), comme dans l'opéra *traditionnel où cette exclamation* tient lieu d'applaudissement, mais elle n'aura pas entamé l'exécration que les Chinois vouent, depuis longtemps, à l'épouse de Mao.

Jamais la propagande, même au temps où Mme Jiang Qing était au pouvoir, n'a réussi à imposer d'elle une image tant soit peu favorable. Au sein de la *vieille garde du parti, on la haïssait* d'autant plus qu'elle avait rompu un contrat tacite passé, à l'époque où à Yan'an elle avait épousé Mao, entre ce dernier et le parti : l'épouse du président se tiendrait à l'écart de toute activité politique. Dans le peuple, *on la haïssait comme l'exécutrice* des hautes et basses œuvres d'un empereur sur le déclin, qui en était réduit, pour faire appliquer sa politique, à recruter dans le gynécées : car, contrairement aux précédentes épouses de Mao, qui étaient, elles, d'authentiques révolutionnaires, rien, ni dans son passé ni dans ses compétences, ne pouvait justifier l'ascension poli*tique de Jian Qing*.

Le recours à la misogynie tra*ditionnelle a constitué, dans son* cas, une sorte de revanche populaire.

En 1974, dans la province du Guangdong, un homme fut incar*céré pour avoir raconté mal à* propos l'histoire de « *Da Ji cajeolant le roi Zhou* ». Da Ji est un personnage légendaire de l'antiquité chinoise. C'est une concubine cruelle et perverse qui attira le malheur sur le pays en corrompant un roi faible. Les références culturelles sont tellement vivaces en Chine que les propos de l'infortuné furent jugés, par la sécurité publique, dépourvus de toute ambiguïté :

Il ne pouvait s'agir que d'une calomnie contre Jiang Qing et le président Mao ! Lorsque la propagande lancera, peu de temps après leur chute, une violente campagne de dénonciation contre la « bande des quatre », elle ne se privera pas de recourir, en ce qui concerne Jiang Qing, aux clichés misogynes traditionnels. En appeler à l'inconscient collectif était beaucoup plus efficace que de déployer les trésors d'une *dialectique quelque peu émoussée*, il est vrai, par toutes les « campagnes » précédentes du régime, contre Lin Biao et Confucius, contre le roman *Au bord de l'eau*, contre « *le vent de réhabilitation de droite* », etc.

Après sa chute, elle fut caricaturée très souvent sous la forme d'une renarde. « *Dans cette discussion*, pouvait-on lire sur un dazibao affiché dans le Liaoning en 1978, *Jiang Qing laissa apparaître sa queue de renarde.* » Or la renarde, comme l'attestent maints romans et contes populaires, symbolise pour les Chinois la féminité inquiétante, *envoûtante et lascive*. On a dénoncé le luxe dans lequel elle vivait — non sans quelque imprudence : ce luxe, après tout, n'est-il pas réglementé méticuleusement en fonction de la place de chacun dans la « nomenklatura » chinoise ? N'importe. C'était une impératrice dégénérée, vivant « *dans une débauche et dans une luxure extrêmes* ». « *Il y a plus de soixante-dix ans, l'impératrice Ci Xi (la dernière impératrice de la dynastie mandchoue) obligea l'usine de locomotives n° 27 à lui fabriquer un train impérial. Si, aujourd'hui, Jiang Quing a commandé à une usine un train spécial, c'est parce qu'elle est la nouvelle Ci Xi* (1). »

Impératrice, Mme Jiang Qing ? L'empereur, lui, l'a échappé belle.

HENRI LEUWEN.

(1) Toutes ces citations sont extraites de la presse chinoise ou de dazibaos, eux-mêmes reproduits dans un ouvrage qui vient de paraître aux Editions Payot et qui analyse en détail la campagne contre la « bande des quatre » : *le Président clairvoyant contre la veuve du Timonier*, de W. Zafanolli.

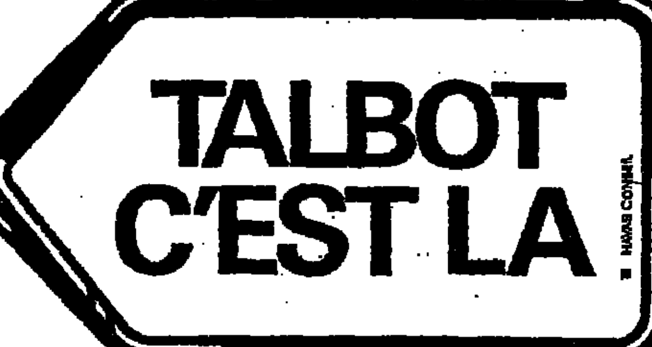
UNE « PREMIÈRE »

Même s'il ne constitue pas, c'est le moins qu'on puisse dire, une démonstration très éclatante de cette « légalité socialiste » toute neuve, dont les dirigeants chinois actuels se font, en paroles, les défenseurs, le procès de Pékin n'en est pas moins une « grande première » du régime, par le simple fait de la publicité du verdict prononcé contre les « cliques contre-révolutionnaires de Jiang Qing et de Lin Biao ».

C'est la première fois, en effet, *depuis qu'il a pris le pouvoir en* 1949, que le parti communiste chinois résout un conflit interne par un *procès*, au *lieu de faire* passer discrètement à la « trappe » les tenants de la ligne politique défaite. Si l'on relit, par exemple, les rares documents concernant la grave crise interne du P.C.C. en 1954, à l'issue de laquelle deux hauts dirigeants, Gao Gang et Rao Shushi, furent accusés respectivement de « frationnisme » et de « déviationnisme de droite », on s'aperçoit que si le premier, *Gao Gang*, « a, *en se suicidant*, trahi le parti une dernière fois », selon les propres paroles de M. Deng Xiaoping, alors principal accusateur, l'autre, Rao Shushi, a disparu purement et simplement. Qu'est-il advenu de lui, et de tant d'autres « épurés » ? — *H. L.*

PEUGEOT
C'EST ICI

à Rueil-Malmaison
S.A. Société
Denes Rueil Auto Service
16, av. du 18-Juin-1940
92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 732.30.30
Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.



Chine

AUSTÉRITÉ ET DÉFLATION

La presse prépare l'opinion à une augmentation du chômage

De *notre* correspondant

Pékin. — La Chine va vers de très sérieuses *difficultés sociales* qu'elle se prépare à affronter en mettant en place un *rigoureux* dispositif d'encadrement politique et idéologique.

Pour la première *fois*, récemment, le *Quotidien du peuple* a fait allusion à l'une des conséquences les plus graves que va entraîner dès cette année la politique d'austérité budgétaire et de déflation. Dans un éditorial consacré au rôle des syndicats, le journal du P.C. annonce que le « réajustement » renforcé de l'économie va conduire un certain nombre d'entreprises à fermer leurs portes au *moins provisoirement* ou à réduire en forte partie leur main-d'œuvre. Les ouvriers ainsi réduits à l'inactivité pourront être orientés vers des stages de formation afin d'améliorer leurs qualités professionnelles pour l'avenir. La même perspective avait déjà été évoquée, mais en privé, le 9 décembre, devant une délégation américaine, par le vice-premier ministre, M. Wan Li. Celui-ci avait précisé que les travailleurs licenciés pourraient également être employés à des tâches telles que le reboisement et qu'une forme d'indemnité leur serait versée.

Pratiquement, cela veut dire que le blocage des investissements, la réduction tous azimuts des dépenses de l'Etat et la pénurie d'énergie vont entraîner le développement d'un nouveau genre de chômage. On dit souvent que la Chine compte déjà près de 20 millions de « chômeurs ». Ce chiffre paraît exagéré (il représenterait un sixième de la population urbaine) et surtout il désigne en majorité des jeunes qui, à la fin de leurs études, ne parviennent pas à trouver en ville un premier emploi. Le problème est déjà assez grave et la municipalité de Shanghaï est par exemple obligée à l'heure actuelle d'assurer près de cent mille repas quotidiens gratuits à des gens démunis de ressources. La plupart des jeunes sans emploi sont toutefois soutenus par leurs familles dans l'attente de jours meilleurs, et très rares sont ceux qui fondent un foyer *dans* ces conditions.

Les licenciements annoncés vont frapper une catégorie de travailleurs très différents, car disposant déjà d'un emploi régulier, d'un salaire et ayant, dans la majorité des cas, charge de famille. Rien n'a été dit officiellement sur les allocations qui leur seront versées malgré les nombreuses questions qu'on se pose à ce sujet dans la population. On croit savoir que dans certains cas les ouvriers licenciés sont invités à trouver du travail par eux-mêmes — artisanat, petit commerce, « coopératives » de services, etc. — quittes à conserver leurs droits à une pension de retraite en versant une cotisation volontaire à leur ancien employeur. Dans les meilleurs cas, il est question d'indemnités correspondant à peu près au salaire de base, ce qui signifierait pour les intéressés une réduction de 25 à 50 % de leur revenu, correspondant à la suppression des primes diverses qui leur étaient périodiquement versées.

La volonté du gouvernement d'éliminer dans les meilleurs délais le déficit budgétaire — certains responsables parlent de la réduire à 1 milliard de yuans, soit un peu plus de 1 % seulement, dès cette année (au lieu de 17 milliards en 1979 et sans doute plus de 10 en 1980) — explique la sévérité de cette politique et exclut naturellement toute générosité excessive qui serait d'ailleurs contraire à l'intention déclarée de réduire la masse monétaire en circulation.

Primauté du parti sur les syndicats

La situation risque de provoquer un mécontentement compréhensible chez des travailleurs déjà préoccupés par la hausse des prix et le danger d'une agitation sociale ne peut, dans ces conditions, être exclu. C'est afin d'y parer que sont prises des mesures en vue de renforcer l'encadrement de ce qu'il est convenu d'appeler « les masses », bien entendu sous l'autorité et la *direction* des organismes du parti. L'éditorial publié jeudi par le *Quotidien du peuple* sur le rôle des syndicats est sans la moindre ambiguïté et laisse songeur sur le genre de leçon que les dirigeants chinois sont en train de tirer de la crise polonaise : « *Tout syndicat, tout ouvrier conscient*, écrit l'éditorialiste, *doit lutter contre les mauvaises tendances qui contestent la direction du parti* (sur les organisations syndicales) *ou qui voudraient affaiblir cette direction* ». Commentant les travaux d'une conférence sur le travail syndical, le journal ajoute que les syndicats ont obligation « *d'appliquer scrupuleusement la ligne du parti* », qu'ils doivent faire un rapport au comité du parti (de l'entreprise) des tâches qu'ils se proposent de remplir et ensuite de la manière dont elles ont été accomplies, qu'ils ont la responsabilité de tenir le comité du parti « *informé de l'état d'esprit, du travail et de la vie des ouvriers* ». « *Toute question importante*, insiste le *Quotidien du peuple*, *doit être soumise au comité du parti et c'est à ce dernier qu'appartient la décision.* » On ne saurait être plus net pour confier aux syndicats le rôle d'instruments de contrôle et de surveillance pour le *compte du parti*, un *point c'est tout*.

Encore faut-il que le parti soit en mesure de diriger avec la fermeté et la cohésion voulue...

Or, des doutes se manifestent sur ce point, si l'on en croit un commentaire de première page publié jeudi par le *Quotidien de Pékin*. Evoquant les problèmes posés par le réajustement, le commentateur observe que « *des opinions différentes existent parmi les cadres et les masses à propos des difficultés rencontrées* ». Il note qu'une partie des membres du P.C. méconnaissent les documents du comité central, en critiquent l'esprit dès que leur application pose un problème, contreviennent parfois en cachette aux instructions qu'ils contiennent, s'opposent même ouvertement dans certains cas aux politiques qu'ils définissent et accusent les autorités centrales du parti de « *changer sans cesse de politique* ». « *Tous ces phénomènes*, dit le *Quotidien de Pékin*, *ne sont favorables ni à l'unité du parti, ni aux efforts conjugués du peuple entier pour surmonter les difficultés.* » Or, constate le commentateur, la stabilité politique et la manière dont le peuple applique les politiques définies par le pouvoir central dépendent d'abord de l'unité du parti. L'accent, pour le moment, est mis sur « *le renforcement du travail politico-idéologique* », autrement dit sur une campagne d'explication qui fasse accepter par chacun, au sein comme à l'extérieur du parti, les épreuves qui s'annoncent.

On pourrait toutefois ne pas en rester là. « *Les communistes*, avertit le *Quotidien de Pékin*, *doivent fermement exécuter les décisions du comité central. Sinon, ils sont libres de quitter le parti. Mais il est inadmissible d'être à la fois membre du parti et de ne pas obéir au comité central.* »

ALAIN JACOB.

Cambodge

Phnom-Penh voit dans la tentative de formation d'un gouvernement sous l'égide de M. Son Sann une « comédie » orchestrée par Pékin

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), a annoncé, lors d'une conférence de presse tenue récemment à Sokh-Sann, au Cambodge, près de la frontière thaïlandaise, son intention de « *former un gouvernement provisoire avant la session d'automne de l'Assemblée générale des Nations unies* ». Ce projet a été qualifié, par Radio Phnom-Penh, de « *nouvelle comédie* », répondant aux « *ordres de Pékin pour trouver un laquais plus présentables* » que les Khmers rouges.

Jusqu'à maintenant, les Khmers rouges ont réussi à conserver le siège du Cambodge à l'ONU, en dépit de la volonté de Hanoï de le voir attribuer au gouvernement de Phnom-Penh. Se disant assuré du « *soutien de nombreux Etats* », M. Son Sann a rappelé que le F.N.L.P.K. était « *la seule alternative valable* » au régime de M. Heng Samrin.

« *Il n'y aura pas de* « *grand front uni* » *avec les Khmers rouges* », a-t-il dit. « *Il n'y aura pas de* « *troisième force* ». *Il n'y aura que des Cambodgiens qui se joindront à nous et qui combattront tous ensemble.* » Quant au prince Sihanouk, ancien chef de l'Etat, dont il fut le premier ministre, M. Son Sann a dit « *ne plus en espérer quoi que ce soit* ».

A Pékin, dont il revient et où il a rencontré « *de hautes personnalités dont un vice-premier ministre* », le président du F.N.L.P.K. s'est entendu rappeler par les autorités leur souhait de le voir *s'allier* aux Khmers rouges et leur volonté, une fois le Cambodge « *libéré* », d'en garantir la neutralité. Il a présenté cette promesse comme « *un succès* ». A son avis, « *les Vietnamiens ne peuvent donc plus invoquer la menace chinoise pour maintenir leur présence militaire au Cambodge* ».

M. Son Sann a réclamé l'assistance politique et militaire qui lui fait défaut et souhaité *que* le Japon en prenne l'initiative. « *Si certains pays nous aident, la Chine suivra* », a-t-il indiqué.

M. Son Sann a-t-il reçu *suffisamment* d'encouragements pour transformer son Front en gouvernement ? A première vue, la position de Pékin ne semble pas avoir beaucoup évolué. En revanche, les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (1), paraissent tentés, faute de mieux, de jouer la carte de M. Son Sann.

Soucieux de débloquer la question, plusieurs pays et non des moindres — l'Australie et le Japon, entre autres — s'interrogent sur le bien-fondé de leur soutien aux Khmers rouges. M. Son Sann n'ignore rien de leurs états d'âme et compte que, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, les voix qui feront défaut au régime Pol Pot se porteront sur son gouvernement. Encore faudrait-il que ces pays soient assurés d'une certaine représentativité du F.N.L.P.K.

JACQUES DE BA[illegible]IN.

(1) ASEAN : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

● *L'ouverture de négociations* entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran ne pourra sûrement pas avoir lieu avant la réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'ouvre le 9 *février* à New-Delhi, indiquait-on, samedi 24 janvier, de source officielle dans la capitale indienne. Le secrétaire général du ministre indien des affaires étrangères, M. R.D. Sathe, qui s'est rendu en janvier à Kaboul, Téhéran et New-York, estime qu'il n'y a pas de perspectives de « *conversations immédiates* ». Le Pakistan avait demandé au secrétaire général des Nations unies de nommer un « *représentant spécial* » de l'ONU pour suivre les entretiens tripartites. Or cela n'a pas encore été fait.

Bachelard, Kant, Sartre, Vernant, Durkheim, Bergson, dans la collection Quadrige.

KANT, Althusser, Durkheim, Bergson, Poulantzas, Attali, Bachelard, Dumézil... autant de textes d'hier et d'aujourd'hui qui sont aussi des textes pour demain.

Philosophie, économie, histoire, sociologie, littérature, histoire de l'art, psychanalyse... autant de disciplines neuves et anciennes qui délimitent les champs du savoir.

Ces textes et ces disciplines se retrouvent dans "Quadrige" une collection ouverte à toutes les expressions de la pensée moderne et contemporaine.

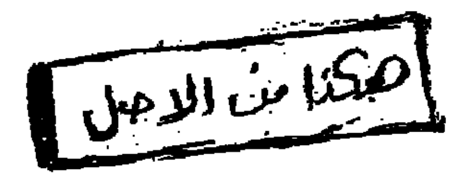
puf

Collection Quadrige

Les livres des Puf questionnent le monde.







EUROPE

Belgique

Une nouvelle crise gouvernementale paraît inévitable

De notre correspondant

Bruxelles. — La situation politique et économique s'est brusquement dégradée au cours des derniers jours, et la Belgique est à nouveau menacée de crise gouvernementale. Le quatrième cabinet Martens constitué fin octobre (*le Monde* du 23 octobre 1980) semble être sur le point d'éclater *et tout indique* que le premier ministre qui a dirigé quatre coalitions différentes en moins de deux ans ne reviendra plus au 16, rue de *la Loi* en cas d'échec. Il n'y aura pas de cabinet Martens-V et les élections législatives, *inévitables, pourraient* avoir lieu en mars.

Le gouvernement n'a pas réussi à imposer le plan de redressement que la majorité précédente recommandait déjà au cours de l'été 1980. La concertation avec les patrons et les syndicats ayant échoué, le premier ministre avait fait voter le blocage des salaires *à la date du 1er janvier 1981* mais il sera sans doute incapable de l'imposer. Le gouvernement abandonne graduellement du terrain sous la pression des syndicats, et ceux-ci semblent décidés à n'accepter dorénavant aucun sacrifice, sous prétexte que l'Etat *« ne prend pas l'argent où il est »*. Les organisations de travailleurs (la F.G.T.B. *de tendance* socialiste surtout, et dans une moindre mesure les syndicats chrétiens) reprochent au gouvernement de coalition chrétiens-socialistes de ne pas réprimer avec assez de sévérité la *fraude fiscale et de ne pas taxer* suffisamment les gros revenus.

Chômage, faillites...

Une manifestation de la *F.G.T.B. socialiste* a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de militants à Bruxelles le samedi 24 janvier, et le secrétaire général de l'organisation, M. Debunne, a opposé son veto absolu aux mesures envisagées par le cabinet Martens. *L'aile* socialiste de la majorité devra tenir compte de cette révolte même si le président du P.S., M. André Cools, continue à recommander la fermeté, et même s'il répète que le parti et le syndicat sont des mouvements distincts. Les socialistes flamands de M. Karel Van Miert, eux, sont infiniment plus *proches de la F.G.T.B. Pour* d'autres raisons aussi ils sont prêts à déclencher la crise gouvernementale en se retirant de la majorité : ils ne sont plus d'accord sur la politique étrangère du gouvernement et ils ont des revendications en matière scolaire.

On a l'impression d'ailleurs qu'le gouvernement est pris dans un véritable maelstrom, et qu'il ne contrôle plus son gouvernail. Le chômage est reparti en flèche et est, de loin, le plus élevé de la Communauté européenne avec *trois* cent quatre-vingt-cinq mille sans-emploi, 20 % de plus que l'année dernière, près de 10 % de la population active selon les chiffres officiels (mais infiniment plus en réalité parce qu'il y a des mises au *travail fictives*). *Les* experts prévoient de nouvelles pertes d'emplois dans les mois qui viennent et un chômage, en juin prochain, supérieur de 40 % à l'année 1980.

La crise se précise dans tous les secteurs. *Les faillites* se multiplient. Après la fermeture des usines Citroën à Bruxelles, en décembre, on annonce celle de la seule usine européenne de British Leyland, près de Mons, pour les prochains jours. La sidérurgie wallonne est plus malade que jamais et la fusion des aciéries de Liège et de Charleroi, nécessaire *à leur survie, entraînera* la suppression de 10 % de l'emploi du secteur. Un sommet belgo-luxembourgeois s'est tenu à Bruxelles, samedi, et n'a pas apaisé les inquiétudes en Wallonie où on redoute la concurrence *de l'Arbed du Grand-*Duché, et les réticences de la C.E.E., qui pourrait ne pas accorder le prêt de 12 milliards de francs belges (1,6 milliard de francs français) demandé à la Communauté.

Un désarroi total

Le textile paraît aussi menacé que l'acier. Les entreprises ferment les unes après les autres et dans *l'une d'elles, dans le Brabant*, le personnel menacé a même entamé une grève de la faim. De toute évidence l'Etat n'est plus capable d'apporter les aides sollicitées. Sa propre caisse est vide : la dette publique s'est accrue de *300* milliards (40 milliards de francs français) en 1980 et les recettes fiscales de l'année ont été inférieures de 47 milliards (6 milliards de francs français) aux prévisions.

Dans ce climat de panique sont apparues d'autres querelles purement politiques qui pourraient permettre une chute gouvernementale sur autre chose que l'économique : en Belgique, les majorités n'aiment pas « tomber » sur l'économico-social. La coalition s'affronte *sur* l'enseignement, et la paix scolaire, signée en 1958 après une guerre de plusieurs années, est remise en question. Socialistes et *sociaux*-chrétiens sont en désaccord sur les crédits à partager entre l'enseignement *officiel* et l'école libre catholique. Le ton monte rapidement.

Il en est de même à propos du Zaïre. Les socialistes flamands de M. Van Miert exigent, après les récentes mesures prises par le général Mobutu contre douze parlementaires zaïrois, que la Belgique suspende son aide militaire à Kinshasa et que le Parlement belge vote un blâme au chef de l'Etat zaïrois, ce que les sociaux-chrétiens refusent catégoriquement en invoquant la menace qu'une telle motion ferait peser sur les dizaines de milliers de Belges encore installés au Zaïre et les *répercussions sur* les commandes de ce pays à l'industrie belge, ce qui entraînerait une nouvelle aggravation du chômage.

Bref le désarroi est total et tous les éléments d'une crise politique sont à nouveau réunis, trois mois *exactement* après la constitution du cabinet Martens-IV.

PIERRE DE VOS.

Union soviétique

MORT DE M. ROMAN ROUDENKO, PROCUREUR GÉNÉRAL DEPUIS 1953

Moscou (A.F.P., U.P.I.). — M. Roman Roudenko, procureur général de l'U.R.S.S. depuis 1953, est mort le vendredi 23 décembre des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-quatorze ans. En 1946, il présida la déléga*tion de juges soviétiques* au procès de Nuremberg. Il sera enterré au cimetière de Novodiévitchi le mardi 27 janvier. La notice nécrologique officielle rend hommage au *« participant actif à l'édification du communisme »*, au *« fils fidèle du peuple soviétique »* et à *« l'éminent avocat »*.

[Né en 1907 à Novoska, dans la province de Tchernigov, M. Roudenko travailla d'abord dans une raffinerie de sucre. En 1929, il entre dans les services de la procurature quelques années avant les grandes purges. Son avancement sera rapide, comme dans tous les corps de l'Etat à l'époque. Et, en 1944, il devient procureur général *d'Ukraine*. A part l'intermède du procès de Nuremberg contre les grands criminels nazis, où il fait office de procureur de *l'U.R.S.S. (1944-1945)*. Il restera à Kiev jusqu'à la mort de Staline. Peu de temps après, il est nommé procureur général de l'U.R.S.S. et chargé de requérir contre Laurent Béria, le puissant chef de la police, dont on a de bonnes raisons de penser qu'il avait disparu avant son procès secret. D'un style plus discret que son prédécesseur Vychinski, M. Roudenko, membre du comité central et député au Soviet suprême, n'apparaissait plus dans l'actualité que lorsque son nom figurait dans les appels qui lui étaient adressés en faveur des prisonniers politiques en U.R.S.S.]

Grande-Bretagne

L'aile droite du Labour prépare la création d'une formation de centre gauche

(Suite de la première page.)

Cette initiative reflète les hésita*tions de ses auteurs à se lancer* dans une aventure *« très risquée »*, selon les paroles mêmes de M. Rod*gers, ou à quitter le parti dans un* mouvement d'humeur. Mme Williams, qui jusque-là semblait la plus réser*vée, a cependant été claire à la* radio : *« Faute d'un miracle, et je n'y crois pas, nous nous engageons inévitablement vers la sortie »*, a-t-elle déclaré. En tout état de cause, les dissidents ne veulent pas *quitter le parti* avant les élections locales de mai. D'ici là, ils seront mieux en mesure d'apprécier le *succès de leur démarche qui, pour* le moment, ne peut compter que sur l'appui de six à douze députés. En *même temps, ce délai leur per*mettra de réunir les fonds nécessaires au lancement de la nouvelle *formule* et aussi de *négocier* un éventuel accord électoral avec les libéraux. Cet accord sera peut-être difficile, étant donné le souci des dissidents de garder leur identité socialiste. D'ici à l'été, ils devraient pouvoir juger s'il convient ou non de transformer la séparation en divorce.

Une défaite pour M. Michael Foot

Le grand vaincu du congrès est M. Foot, dont les appels à l'unité n'ont été entendus ni à *gauche* ni à droite. Sa formule de compromis, qui donnait au groupe parlemen*taire la moitié des mandats du* collège électoral, a été rejetée. Le leader du parti a été débordé par *les éléments de la gauche et de* l'extrême gauche, ralliés derrière M. Benn, qui ont profité des erreurs de *jugement* et de la *confusion* de certains leaders syndicalistes. Le vote relativement serré (3.375.000 mandats contre 2.865.000) illustre la désunion au sein de la hiérarchie syndicale. L'abstention des métallurgistes au moment du scrutin décisif (ils avaient décidé de ne voter que pour une motion donnant 75 % des mandats aux parlementaires) a consacré la victoire de la gauche.

M. Foot, dans un discours final *prononcé après le vote, a regretté* la décision du congrès, mais il s'était gardé d'intervenir dans le débat pour défendre les droits des parlementaires. Cette passivité a renforcé les éléments de droite dans leur intention de quitter le parti le moment venu. Néanmoins, un certain nombre de personnalités du centre et de la droite du parti et des syndicats, comme M. Hattersley, continuent de penser qu'il vaut mieux poursuivre la lutte de l'intérieur et non à l'extérieur du parti.

Dans l'immédiat en tout cas, les pouvoirs et l'autorité des parlementaires travaillistes sont sévèrement réduits au bénéfice des militants du parti. Non seulement ils ont perdu leur droit exclusif de choisir leur leader, mais en outre, en vertu d'une nouvelle disposition, ils devront, avant de solliciter les suffrages des électeurs, obtenir l'approbation de leur section locale.

Les conservateurs de leur côté estiment avec satisfaction qu'un parti travailliste entièrement contrôlé par la gauche et offrant à l'électorat un programme socialiste avancé, « un choix de société », effraiera suffisamment les électeurs flottants du centre pour être exclu du pouvoir pendant de longues années. Les éléments de la gauche et de l'extrême gauche spéculent pour leur part sur le « désastre » économique et social de la politique de Mme Thatcher pour imposer des solutions authentiquement socialistes.

La décision du congrès de Wembley reflète le rôle décisif joué par les syndicats d'abord dans la créa*tion même du Labour, puis* dans l'orientation de sa politique. Il faut bien reconnaître que ceux-là mêmes *qui se plaignent aujourd'hui du* caractère peu démocratique du « block vote » (vote bloqué) s'en sont *parfaitement accommodés quand il* jouait en faveur de la droite du parti. Vingt ans après, la gauche prend sa revanche, mais *pour combien de* temps ? La lutte va continuer au sein des grands syndicats, et, à cet égard, il faut constater que les nouveaux dirigeants syndicalistes, dont l'ascendant se trouve confirmé, sont finalement plus modérés que les militants des sections locales. Ainsi, M. Benn, le grand vainqueur du congrès de Wembley, n'a pas gagné définitivement la partie.

HENRI PIERRE.

Pologne

LA GRÈVE POUR LE « SAMEDI LIBRE »

Le pouvoir semble divisé par le succès politique obtenu par Solidarité

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Les chiffres donnés de part et d'autre ne correspondent pas, mais personne ne conteste que les Polonais aient été plus nombreux (40 % contre 35 % *selon les autorités*) à ne pas se rendre au travail le 24 que le 10 janvier — précédent samedi déclaré ouvrable par le gouvernement et « libre » par le syndicat.

Dans la quasi-totalité des grandes villes, les usines sont restées fermées ou n'ont tourné qu'au ralenti avec les seules équipe qui travaillent normalement les dimanches et jours fériés. A Varsovie, les magasins d'alimentation ont ouvert, mais des affiches placées dans les vitrines indiquaient que les employés avaient pris cette décision *uniquement pour ne pas* gêner le public.

Au total, et pour s'en tenir aux pourcentages officiels (qui sont suffisamment parlants compte tenu de leur caractère), 47 % des ouvriers de l'industrie et 75 % à 95 % de ceux des grandes entreprises ont suivi le mot d'ordre lancé par Solidarité.

A l'heure du bilan, le porte-parole du gouvernement, M. Barecki s'est déclaré, samedi soir, *« convaincu que la solution du problème de la limitation de la durée du travail serait trouvée sur la base du réalisme et de la coresponsabilité »*. De nouvelles conversations entre le pouvoir et le syndicat, a estimé M. Barecki, *sont « possibles »*, mais ne pourraient aboutir qu'en l'absence de conflit.

Autre signe d'assouplissement, spectaculaire celui-ci : un débat sur les samedis libres auquel participeront des représentants du *gouvernement*, de Solidarité et des anciens syndicats dits « de branche » devait être enregistré ce lundi après-midi 26 janvier et diffusé dans la soirée à la télévision, sauf contre-ordre de dernière minutes. Initialement prévu pour vendredi, il opposera en fait le ministre du travail à deux des dirigeants de Solidarité les plus attaqués ces derniers temps par la presse et présidents des organisations régionales de Varsovie et de Bydgoszcz. Un tel débat, totalement contraire à tous les dogmes, est sans précédent en pays socialiste.

Reste à savoir maintenant comment les fils seront renoués. En principe la commission nationale de Solidarité, qui se réunit mercredi, devrait décider, sur propositions des organisations de Varsovie que Gdansk et Wroclaw doivent lancer un appel à une grève nationale de plusieurs heures pour le 3 février si la question des samedis n'est pas réglée d'ici là. Cela constituerait un geste d'apaisement dans la mesure où il serait parallèlement demandé aux syndiqués de suspendre toute action jusqu'à cette date, et où le gouvernement disposerait ainsi de temps pour prendre ses décisions.

Si le pouvoir choisit de reprendre et de conclure des négociations dans un délai bref, il n'aura en effet pas beaucoup d'autres possibilités que d'accepter le compromis proposé par Solidarité (*quarante* et une heure trente de travail par semaine provisoirement) en « jouant » seulement sur la date d'application effective de quarante heures — dans deux ans peut-être et non en janvier 1982 comme le demande le syndicat.

Ce compromis avait été refusé mercredi dernier et il s'agirait *donc d'un pas difficile, mais* s'il n'était pas fait il y aurait le risque que la direction de Solidarité ne puisse pas contenir ses troupes et que la mobilisation se développe encore. Toute la question de la réalisation des accords de *Gdansk* (notamment l'accès des syndicats aux moyens d'information) déjà *sous-jacente* dans la crise actuelle pourrait alors venir au premier plan et compliquer sérieusement les données du problème.

Ce choix entre le dialogue et la relance de l'épreuve de force est d'autant plus délicat à faire que les pays frères observent la situation avec attention (M. Zamiatine, le chef de la section *étrangère du comité* central soviétique vient de séjourner longuement à Varsovie) et qu'une dure lutte d'influence se livre à la direction polonaise. M. Olszowski, le secrétaire à la propagande, qui avait dès le départ imposé, *contre* l'avis de M. Kania, une attitude dure dans l'affaire des samedis doit en effet enregistrer l'échec de *cette* ligne. Mais il n'est pas dit qu'il soit maintenant disposé à en tirer les conséquences et que le rapport de forces soit pour autant en sa défaveur au sein du parti. Une éventuelle modification de *l'équipe gouvernementale, dont* on commence à évoquer l'hypothèse, pourrait peut-être éclaircir la situation dans les prochains jours.

BERNARD GUETTA.

Espagne

TÉMOIGNAGE

La mort de Manuel de Irujo

ancien ministre de la République

Manuel de Irujo, ancien ministre de la République espagnole pendant la guerre civile, est mort le 1er janvier (*le Monde* du 3 janvier). M. Paul Vignaux apporte son témoignage sur la personnalité de Manuel de Irujo.

Né à Estela en 1891, député du Guipuzcoa pour le parti nationalist. basque (P.N.V.), cet avocat et administrateur de sociétés fut appelé comme « ministre basque » à siéger dans le gouvernement d'union républicaine et d'unité ouvrière présidé par Largo Caballero. Le 17 mai 1937, Negrin, nouveau président du conseil, lui confia le ministère de la justice puis le garda comme ministre sans portefeuille, bien qu'il ait démissionné. En retour, de Irujo ne cessa, jusqu'à l'ultime session des Cortès à Figueras, le 1er février 1939, d'apporter son soutien aux principes de la politique de résistance de Negrin. Le 5 février 1939, il quittait l'Espagne pour un exil de près de quarante ans (d'abord à Londres puis au Mexique où il fut membre du gouvernement républicain espagnol en exil). De retour en Espagne, après la mort du général Franco en 1975, « Don Manuel » termina sa carrière politique là où il l'avait commencée : au Parlement Foral de Navarre, où il fut élu sénateur.

Manuel de Irujo avait un tempérament chrétien et libéral qui le singularisait parmi les nationalistes basques et les démocrates-chrétiens. Républicain de conviction et non de circonstance, il fut, lors du pronunciamento de juillet 1936, l'un des hommes qui engagèrent dans le camp républicain un parti régional porté à ne voir dans le conflit entre les deux Espagnes qu'un problème étranger aux Basques. Il devint ainsi « le ministre catholique » d'un régime qui n'avait pu empêcher le déchaînement de l'anticléricalisme. Mais il ne cessa d'agir pour la liberté de conscience et de culte et de combattre pour le droit de tout citoyen de dénoncer les actions incontrôlées des patrouilles anarchistes ou les les procédés policiers des appareils staliniens. Dans un monde où triomphait le sectarisme, son nationalisme basque faisait de lui le représentant d'un peuple. Et ce nationalisme restait imprégné d'un double universalisme, démocratique et chrétien. Si de Irujo parlait des Basques comme d'une « race », il connaissait trop l'histoire de l'Espagne pour méconnaître la communauté de destin des peuples de la péninsule et ne pas concevoir un avenir basque ailleurs que dans la démocratie espagnole.

SI VOS SOIRÉES vous paraissent monotones, nous vous organisons des rencontres dans des restaurants

SOLEIL A PARIS

38, rue de Bassano, 75008 Paris

720-51-21

A TRAVERS LE MONDE

Berlin-Ouest

● L'OPPOSITION CHRETIENNE-DEMOCRATE a demandé, le dimanche 25 janvier, l'organisation d'un référendum sur la dissolution du Parlement de Berlin-Ouest. En trois jours, la C.D.U. a réuni plus de 173 000 signatures d'électeurs favorables à cette procédure, alors que 80 000 seulement étaient nécessaires. Pour aboutir à la dissolution de la Chambre, il faudrait que 300 000 électeurs environ sur 1 500 000 inscrits à Berlin-Ouest se prononcent en sa faveur. — *(A.F.P.)*

Colombie

● UN RESSORTISSANT AMERICAIN MENACE D'EXECUTION. — Les militants du M. 19 (Mouvement du 19 avril), qui ont enlevé un *Américain, ont fait savoir*, vendredi 23 janvier, qu'ils l'exécuteraient si l'Institut américain pour lequel il travaille ne cessait pas ses opérations en Colombie avant le 19 février. Cet institut traduit la *Bible dans* les *langues* des tribus indiennes du pays, dans le cadre d'une activité missionnaire. — *(Reuter.)*

Paraguay

● QUATRE MOIS APRES L'ASSASSINAT D'ANASTASIO SOMOZA, à Asuncion, la police paraguayenne a annoncé, jeudi 22 janvier, l'arrestation, une semaine plus tôt, d'un photographe chilien, M. Alejandro Mella Torres, qui aurait avoué s'être vu proposer, par les sandinistes nicaraguayens, une somme de 40 000 dollars, pour filmer l'assassinat de l'ancien dictateur, le 17 septembre 1980. La police assure que, selon M. Mella, l'assassinat aurait été organisé à Panama, par le ministre nicaraguayen de l'intérieur, le commandant Tomas Borge. — *(A.F.P., Reuter, UPI)*.

Portugal

● LE GENERAL DOS SANTOS, NOUVEAU CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE DE TERRE, a été nommé par le président Eanes, vendredi 23 janvier, en remplacement du général Pedro Cardoso. Agé de quarante-cinq ans, membre du Conseil de la révolution, il dirigeait la maison militaire du général Eanes, dont il est considéré comme un des plus proches collaborateurs. Il a joué un rôle important dans la révolution du 25 avril 1974 et dans les événements du 15 novembre 1975, qui ont mis fin à la période révolutionnaire. — *(A.F.P.)*

Tunisie

● L'HEBDOMADAIRE DE LANGUE ARABE « EL HABIB » *(l'Ami)* a été suspendu pour six mois à partir du 21 janvier pour *« publication de fausses nouvelles et atteintes à l'honneur du président de la République et des chefs d'Etat arabes »*. L'un des articles incriminés dénonçait *« le défaitisme et la trahison »* des gouvernants arabes dans le conflit du Proche-Orient et d'autres critiquaient avec virulence la politique gouvernementale. *El Habib* publiait son second numéro. Se proclamant indépendant, il semblait vouloir principalement développer les thèses du courant intégriste islamique, dont les deux publications n'ont pu reparaître après leur suspension, voilà un an. — *(Corresp.)*

PEUGEOT C'EST ICI

à Étampes

S.A. Garage Auclert
122, rue Saint-Jacques
91150 Étampes
Tél. : 494.49.09

Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.

TALBOT C'EST LA

HAVAS CONSEIL

AMÉRIQUES

El Salvador

La démocratie chrétienne souhaite engager une « contre-offensive politique »

L'armée salvadorienne a pilonné, trois jours durant, des positions tenues par des guérilleros dans la province septentrionale de Chalatenango, a annoncé, le dimanche 25 janvier, un porte-parole militaire. Des hélicoptères et des avion ont également bombardé les environs de la ville de Suchitoto, à 50 kilomètres au nord de la capitale. Des tirs sporadiques ont eu lieu à Santa-Ana, la seconde ville du pays. à San-Salvador, des révolutionnaires ont attaqué des patrouilles militaires et dressé des barricades dans deux quartiers périphériques.

Le colonel Majano, ancien membre de la junte évincé par ses collègues conservateurs, a lancé, le 24 janvier, un appel « à la réflexion et au bon sens » de ses compagnons d'armes « pour en finir avec les luttes fratricides et enclencher un processus de paix et de reconstruction nationale ».

A San-José de Costa-Rica, le Front Farabundo Marti de libération nationale a déclaré qu'il s'apprêtait à engager un « dialogue constructif » avec le gouvernement américain lorsque celui-ci a décidé d'imposer « sa solution militaire à la crise » salvadorienne. Des contacts avaient déjà eu lieu au Honduras, a assuré le F.M.L.N.

Notre envoyé spécial à San-Salvador examine ici les perspectives qui s'offrent à la démocratie chrétienne — au pouvoir avec les militaires — au lendemain de l'échec de la première « offensive générale » de la guérilla.

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — *« Je ne peux pas parler de victoire, car ce qui s'est passé ne nous rapproche pas de la solution politique dont le pays a besoin »*, nous a déclaré M. Fidel Chavez Mena, ministre des affaires étrangères. Deux semaines après le déclenchement de l'offensive révolutionnaire et son apparent échec, les milieux dirigeants sont de plus en plus circonspects. Certains militaires se demandent dans quelle mesure il ne s'agissait pas d'une manœuvre de diversion. Ils sont en tout cas inquiets de constater que les contre-offensives lancées la semaine dernière ne donnent pas les résultats escomptés. »

Les démocrates-chrétiens, de leur côté, s'interrogent sur les conséquences politiques des événements récents. On commence à se demander à San-Salvador si l'euphorie ressentie dans les premiers jours n'était pas prématurée. Les milieux gouvernementaux sont persuadés que les guérilleros ont involontairement démontré qu'ils ne bénéficiaient pas du soutien populaire et qu'ils ont révélé au monde leur *« vrai visage »* : celui d'un mouvement à prédominance marxiste, qui cherche à prendre le pouvoir par la violence. Mais rien n'indique pour autant que la population est favorable à la junte. *« Dans le meilleur des cas, ils la voient comme un moindre mal »*, nous a confié un fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis. D'où la nécessité d'une contre-offensive politique pour gagner le terrain que les *« subversifs »* ne semblent pas avoir su occuper.

Mais les récents événements risquent de réduire la marge de manœuvre dont disposait la démocratie chrétienne au gouvernement. Au moment du remaniement de la junte, en décembre dernier, elle avait obtenu qu'un civil, pour la deuxième fois en cinquante ans, exerce, de fait, les fonctions de chef de l'Etat. M. Napoléon Duarte a su incontestablement mettre à profit cette position, largement honorifique pour, à tout le moins, se créer une base personnelle. Il a beaucoup utilisé la télévision et la radio, ainsi que des voyages à l'intérieur du pays pour se faire mieux accepter de la population. Il est en outre maintenant reconnu par un grand nombre d'officiers qui lui sont reconnaissants de les défendre publiquement. *« Mais dans un pays qui n'a pas de véritables traditions politiques,* nous faisait remarquer un écrivain, *les relations personnelles comptent plus que les autres ; et il s'agit plutôt d'un pacte entre Duarte et le colonel Gutierrez qu'entre la démocratie chrétienne et les forces armées. » « Le pouvoir réel des civils se limite à la propagande et à la nomination des militaires de haut rang »*, nous a déclaré, de son côté, M. Rey Prendes, maire démocrate-chrétien de San Salvador. La junte (composée aujourd'hui de quatre civils et d'un militaire), a en effet le commandement général des forces armées, elle a pu, de ce fait, obtenir le changement d'affectation du vice-ministre de la défense et de deux commandants de la garnison soupçonnés par certains d'avoir des responsabilités dans l'assassinat des religieuses américaines.

Trois problèmes

Mais l'offensive révolutionnaire de ce début d'année pose aujourd'hui trois problèmes difficiles : elle risque de favoriser une résurgence du militarisme. La désertion de certains officiers, considérés comme progressistes, va freiner le mouvement d'épuration, dans la mesure où les officiers « centristes » sont maintenant fondés à dire que les « conservateurs » ont été fidèles, au contraire des « modérés ». Enfin, personne n'est sûr du comportement des soldats sur le terrain. *« J'ai peur qu'ils ne se laissent dominer par l'esprit de vengeance et qu'ils aient la main trop lourde avec les civils innocents,* nous a déclaré un responsable de la démocratie chrétienne. *Cela qui ne manquerait pas d'entraîner le ressentiment de la population et de la pousser dans les bras des révolutionnaires. »*

« La contre-offensive doit être politique », pense M. Chavez Mena, qui envisage la création d'une sorte de commission des droits de l'homme, dotée de pouvoirs réels. *« Le gouvernement doit mettre en route un processus afin d'être crédible,* affirme-t-il. *La violence ayant sa source dans les inégalités, il est indispensable de poursuivre ou de mettre en pratique les réformes. Cela implique que l'aide internationale soit économique avant tout. »* Il faut enfin, pour M. Chavez Mena, que tous les secteurs du pays participent à la mise au point d'une loi électorale acceptable et que les médias s'ouvrent au débat idéologique et politique entre toutes les parties en présence.

La démocratie chrétienne dirige la propagande officielle avec habileté et d'autant plus d'efficacité qu'elle s'appuie sur la « chaîne nationale », programme commun imposé huit heures par jour à la radio et à la télévision sous la responsabilité du ministère de l'information. Le couvre-feu en renforce encore l'impact puisque, à partir de 19 heures, tout le monde est rentré chez soi. Mais, pour imposer sa philosophie des réformes, le parti de M. Duarte doit également compter avec des rapports de forces qui ne lui sont pas très favorables. Plus personne aujourd'hui ne nie publiquement la nécessité de changements ni l'oligarchie ni les militaires les plus conservateurs. L'un d'entre eux nous dit pourtant : *« Nous devons améliorer les conditions de vie du peuple ; mais je suis contre les réformes de structure qui n'ont d'autre effet que d'ouvrir la porte aux communistes. »*

La dernière difficulté pour les démocrates-chrétiens vient de M. Reagan. Ils sont tous d'accord pour dire que sa philosophie ne ressemble guère à celle qu'eux-mêmes professent. Peu d'indications sérieuses ont été données sur la politique qu'il entend suivre au Salvador.

FRANCIS PISANI.

● *La directrice de Caritas a été arrêtée* le dimanche 25 janvier. Mme Carmen Gonzalez est accusée d'avoir tenté de livrer des médicaments et des armes à la guérilla. Caritas et l'Eglise catholique ont envoyé récemment des vivres aux victimes de la guerre civile. — *(Reuter.)*

UN AVION POUR LES RÉFUGIÉS

Deux organisations françaises, l'Aide médicale au Salvador et Médecins du monde, qui aident déjà les dizaines de milliers de réfugiés en Amérique centrale ont décidé de lancer un appel pour envoyer plusieurs tonnes de médicaments, de vivres, de couvertures au Salvador, où la situation est particulièrement dramatique. On y compte plus de cent mille personnes déplacées rassemblées dans des camps ou errant dans les montagnes en essayant de pénétrer au Honduras voisin. Il y a urgence.

Plus de deux cents personnalités de toutes tendances ont déjà signé en France cet appel : « Un avion pour les réfugiés du Salvador

★ Aide médicale au Salvador, 11, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris.

★ Médecins du Monde, 17, rue du Fer-à-Moulin, 75005 Paris.

Les dons sont à envoyer au C.C.P. 11 669 07 H Paris, en précisant : « Pour le Salvador ».

A PARIS LES 31 JANVIER ET 1er FÉVRIER

Un colloque sur « la politique de disparition forcée de personnes »

Un colloque sur « la politique de disparition forcée de personnes » aura lieu le 31 janvier et le 1er février à la salle Médicis du Sénat, à Paris. Cette manifestation sera co-présidée par MM. Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix 1980 ; Maurice Aydalot, ancien président de la Cour de cassation, et Sean Macbride, ancien président d'Amnesty International et prix Nobel de la paix en 1974. L'objet de cette réunion sera de mieux connaître et de faire connaître l'une des formes qu'a prise la violation des droits de l'homme ces dernières années en Amérique latine : l'enlèvement de personnes par les forces de l'ordre et le refus des pouvoirs publics de reconnaître la responsabilité de ces *détentions* arbitraires.

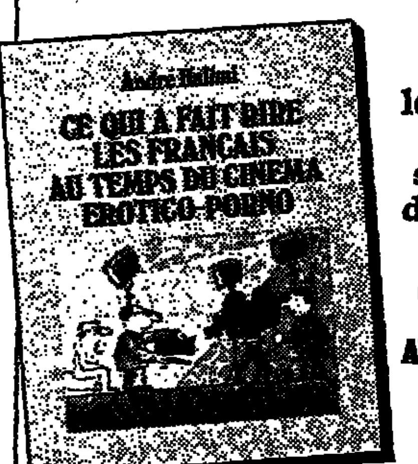
L'Argentine, la Bolivie, le Chili, El Salvador, le Guatemala, Haïti et l'Uruguay pratiquent cette technique répressive.

Deux avant-projets de convention internationale sur les disparitions seront présentés, respectivement par l'Assemblée permanente des droits de l'homme argentine et l'Institut des droits de l'homme du barreau de Paris.

Parmi les personnalités qui ont confirmé leur participation figurent l'archevêque de Sao-Paulo, Mgr Evaristo Arns ; l'ancienne présidente de la République bolivienne, Mme Lidia Gueiler ; d'anciens ministres de Salvador Allende, les Chiliens Sergio Inzunsa et Jacques Chonchol, l'écrivain paraguayen Ruben Barreiro Saguier, et les anciens sénateurs uruguayens Wilson Ferreira Aldunate et Enrique Erro, l'ancien directeur du journal argentin *La Opinion*, M. Jakobo Timerman, etc.

Le vendredi 30 janvier, un concert sera organisé à l'Unesco, 125, avenue de Suffren, à Paris, par les organisations responsables du colloque, en l'honneur de M. Perez Esquivel. Une prière œcuménique aura lieu le 30 janvier, à 19 h. 30, à Notre-Dame, sous la présidence de Mgr Marty, archevêque de Paris, du pasteur Jacques Maury, président de la fédération protestante de France, et de Mgr Meletios, président du comité interépiscopal orthodoxe.

Le cinéma érotico-porno : tout ce que vous voulez voir et savoir.



Joyeux, incisif, très illustré : le premier album "hard-core" sur les coulisses du porno-system.

CE QUI A FAIT RIRE LES FRANÇAIS AU TEMPS DU CINEMA EROTICO-PORNO

Un album d'André Halimi

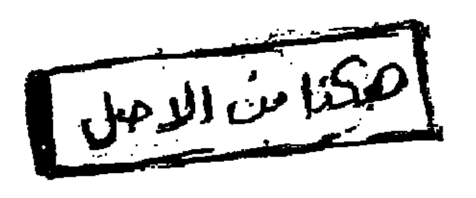
JClattès

GUY DE SAINT ANTHOST

Chefs d'entreprises,

soyez tout à vos affaires et laissez Sari réaliser votre implantation clefs en mains.

Un chef d'entreprise, vous le savez, se doit à ses affaires. Tout son talent, toute son énergie, il les consacre à son secteur d'activité. Et pas autre chose. Alors, pour votre implantation, appelez SARI. Sari, le spécialiste de l'implantation d'entreprise, envisage toutes les solutions. Construire, acheter, louer. Et vous aide à prendre la bonne décision.
Ensuite, grâce à ses services commerciaux, techniques et financiers, SARI vous décharge de tout souci : de la recherche du terrain au mobilier, jusqu'au déménagement, SARI propose, conseille. Vous décidez. Et SARI exécute. Au jour convenu, pour le prix convenu, SARI vous livre vos locaux. C'est sans doute pour cela que Rhône Poulenc, Atochimie, Saint Gobain-Pont à Mousson et la Banque Française du Commerce Extérieur ont confié leur implantation à SARI.
A chacun son domaine d'activité. A chacun sa spécialité. Celle de SARI, c'est l'implantation d'entreprise.



Le Conseil des Entreprises en Immobilier, 32, avenue d'Iéna, 75116 Paris - Téléphone : 720.14.15.
Groupe Seeri, filiale des compagnies d'assurances du Groupe Drouot et du Groupe Worms.

هكنا من الاجل

Le Monde

politique

Après la désignation du candidat du P.S. à l'élection

M. François Mitterrand se présente comme le « candidat de la France, pour la France »

Le meeting organisé samedi 24 janvier, à la porte de Versailles à Paris — au soir d'une journée marquée par la *consécration de la candidature* de M. François Mitterrand par un congrès extraordinaire réuni à Créteil (Val-de-Marne), — *a tenu toutes ses promesses* : plus de vingt mille personnes y ont assisté, qui n'ont pas ménagé leurs encouragements au chef de file des socialistes. Auparavant, la foule avait eu l'occasion d'applaudir quelques artistes de variétés, avant de huer le président de la République au cours de la projection d'un montage audiovisuel faisant ressortir l'hiatus qui existe entre les déclarations de M. Giscard d'Estaing et l'évolution de la situation économique et sociale.

Ce meeting avait été conçu comme un test de la capacité de mobilisation du parti : toutes les fédérations étaient *présentes, celles du Nord et du Pas-de-Calais* ayant déplacé le plus grand nombre de participants. Ce fut, au demeurant, une *journée à usage interne*, beaucoup plus que le véritable démarrage de la campagne du candidat Mitterrand. L'événement *était* moins la candidature elle-même (tout était accompli, ou presque, depuis le comité directeur du 8 novembre dernier), *que* l'accession au poste de premier secrétaire de M. Lionel Jospin (« le Monde » daté 25-26 janvier). « Une tâche qui n'est pas, dans mon esprit, un intérim », devait préciser, à ce sujet, M. Mitterrand.

Ainsi, même s'il échoue dans la conquête de la présidence de la République, le chef de file des socialistes n'entend pas redevenir leur premier secrétaire. C'est sans doute qu'il juge suffisamment solide la position de ses amis, groupés en quelque sorte autour d'un axe constitué par MM. Lionel Jospin et Paul Quilès (ce dernier, secrétaire national aux fédérations, étant la véritable plaque tournante de la campagne présidentielle), pour pouvoir leur transmettre ainsi le flambeau ; c'est sans doute aussi qu'il juge la position des minoritaires durablement... minoritaire.

Quelle que fût l'appartenance de chacun à tel ou tel courant, *l'heure était, le 24 janvier, au rassemblement des socialistes*. Tant il est vrai que leur candidat doit pouvoir, de *nouveau, additionner à son profit tous les avantages de la* diversité du P.S. Aussi M. Michel Rocard eut-il droit à un *salut devant le congrès puis au cours du meeting. De même* M. Pierre Mauroy fit l'objet d'un hommage appuyé devant le *comité directeur, qui est l'instance où se reflète le mieux l'évo*lution des rapports de force internes. Si le nom de Guy Mollet ne fut pas prononcé, les *socialistes* d' « *avant Epinay* » eurent droit, eux aussi, à une mention particulière (ainsi MM. Alain Savary et Augustin Laurent). *De sorte que* nul ne *puisse se* sentir à l'écart de cette bataille électorale.

Celle-ci doit s'ordonner autour de l'idée qu'il faut « une autre politique ». Contenue dans le « manifeste » que le congrès a adopté à l'unanimité, cette « autre politique » est d'ores et déjà jugée floue par « l'Humanité ». Le quotidien du P.C. reproche également à M. Mitterrand de ne pas répondre à la question de la participation des ministres communistes au gouvernement.

Il est vrai que le candidat socialiste n'a guère évoqué les relations P.C.-P.S. ; *tout au plus a-t-il ironisé* sur ces partis « qui prétendent incarner la classe sociale qu'ils représentent » ; tout au plus a-t-il jugé que « la responsabilité de ceux qui ont retardé l'heure du changement » est « lourde ».

Les électeurs communistes, pour n'avoir pas été nommés, n'ont cependant pas été oubliés : rappelant qu'il n'a cessé d'en appeler à l'union des forces populaires, M. Mitterrand les a exhortés à se prononcer en faveur du seul candidat « utile », puisque « seul en mesure de battre Giscard d'Estaing », et ce dès le premier tour de scrutin.

M. Mitterrand n'a pas non plus oublié, en énonçant ses « dix commandements », d'autres catégories d'électeurs : *les* gaullistes (« La France bat en retraite »), les écologistes (« La nature, c'est nous ! ») et *les femmes* (« *Justice* pour les femmes ! »). M. Mitterrand souhaite être le candidat d'une majorité de *Français*, de tous ceux qui *sont* hostiles à la reconduction du chef de l'Etat ; il se présente comme « le candidat de la France, pour la France ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« Je ne promets rien d'autre que le courage et la volonté de gagner »

Après avoir été accueillis par M. Laurent Cathala, *maire* de Créteil, et par Mme Paulette Nevoux, premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne, les congressistes entendent le rapport de M. Jean Poperen, membre du secrétariat national (*le Monde* daté 25-26 janvier). M. Pierre Joxe, trésorier, proclame ensuite les résultats au milieu des acclamations : 83,66 % des militants qui ont pris part au vote approuvent la candidature de M. François Mitterrand.

Une brève réunion du comité directeur permet ensuite l'élection, à l'unanimité, de M. Lionel Jospin, au poste de premier secrétaire. M. Mitterrand fait l'éloge de ce dernier et rend un *hommage appuyé au rôle joué* par M. Pierre Mauroy dans la construction du nouveau parti socialiste. M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national, désormais chargé de l'intérim du nouveau premier secrétaire, donne lecture d'une résolution, qu'il fait ensuite approuver à l'unanimité par le congrès. Ce texte appelle « *à l'union des forces populaires, au plus large rassemblement des Françaises et des Français* » autour du candidat socialiste.

La résolution précise : « *Par le rayonnement de sa culture et son exigence de justice, par la fermeté de son caractère et sa capacité de rassembleur, par son expérience internationale et sa passion de la liberté, François Mitterrand est prêt à exercer la plus haute fonction de la République dans les temps difficiles où nous sommes. Lui seul, parmi les candidats qui y prétendent, peut restituer aux citoyens le pouvoir qui leur a été confisqué et faire de la France un pays libre et respecté.* »

Vivement applaudi par les délégués au congrès, M. Lionel Jospin fait, à son tour, l'éloge de M. Mitterrand : il indique : « *Avec son immense talent, son calme, sa ténacité, sa sensibilité, sa passion, cet homme né des combats dangereux et presque solitaires de la Résistance, ayant vécu longuement la réalité du pouvoir puis renoncé à lui pour ses idées, lui, l'homme des compagnons fidèles, des cercles réduits il a rencontré le P.S., l'a conquis, et a été conquis par lui au point de l'incarner, et, à travers lui, a rencontré les masses qui essaient de faire l'histoire en 1974, et à nouveau en 1981, pour un rendez-vous cette fois avec la majorité du peuple.* »

Après avoir souligné que le P.S. est « *un lieu de rencontres de sensibilité, un creuset* », et qu'il sera « *un remarquable instrument de la campagne de François Mitterrand* », le nouveau premier secrétaire du P.S. fait l'inventaire des atouts du candidat socialiste (le mécontentement « *l'aspiration à l'unité dans le peuple de gauche* ») et des obstacles qu'il doit surmonter (« *la puissance des forces de droite, la politique de la direction du P.C.* »), puis il conclut : « *Nous avons un grand leader, un mouvement vivant et structuré, une cause historique à servir : celle du socialisme. Quoi de plus pour susciter l'enthousiasme, quoi de plus pour justifier le travail obstiné !* »

Le parti tout entier

Acclamé par les congressistes debout, le candidat socialiste prend la parole ; il indique : « *Je vous remercie de la confiance que vous me faites. Je la reçois comme un honneur — il n'est pas d'honneur dans la facilité — et comme le témoignage fraternel d'un parti rassemblé. Cet honneur, je ne l'ai pas sollicité pour mettre dans ma poche notre drapeau. Soyons nous-mêmes, vous ai-je dit si souvent... Eh bien, je porterai le socialisme auquel nous avons adhéré et auquel nous croyons, sans renoncer à rien de ce qui fait sa force et sa grandeur, de ce que signifie son message et de ce qui est sa réalité. Mais il ne s'agit plus de moi. C'est le parti tout entier qui s'engage maintenant dans la bataille politique, peut-être décisive, qui débute aujourd'hui. Chacun de nous y a sa place et, au premier rang, ceux qui, par la constance de leur action et la richesse de leur pensée, ont fait du socialisme ce qu'il est et qui assureront, demain, sa marche en avant.*

Je n'en veux distinguer aucun, si ce n'est, me tournant vers Lionel Jospin, l'assurer de notre concours et de notre affection qui l'accompagneront dans la lourde tâche qui l'attend et qui n'est pas, dans mon esprit, un intérim, et vers Michel Rocard, qui pouvait prétendre à nous représenter dans cette grande circonstance, pour lui dire avec amitié, s'il ne le savait pas déjà, qu'il n'est pas de frontière plus facile à franchir que celle qui sépare le présent de l'avenir. »

Après avoir cité les noms d'autres responsables socialistes (ceux de MM. Mauroy, Defferre, Chevènement, Mermaz, Jaquet, Savary et Augustin Laurent), M. Mitterrand ajoute :

« *Je n'ai jamais cessé, depuis qu'ensemble nous avons pris la route, d'en appeler à l'union des forces populaires, au-delà des rivalités de partis et des manœuvres de retardement. Lourde est la responsabilité de ceux qui ont retardé l'heure du changement et cru qu'il leur serait possible d'arrêter le mouvement de l'histoire. Tel n'est pas notre cas, et j'en appelle encore à notre peuple.*

» *Qu'il donne donc, ce peuple, dès le 26 avril, sans perdre davantage de temps, l'appui massif de ses suffrages au candidat des socialistes, seul en mesure, par la force des choses, de battre Giscard d'Estaing et, avec lui, la droite, le camp des privilèges et le grand capital !*

» *Ainsi serai-je, je l'espère, en votre nom, le candidat d'une majorité de Françaises et de Français, candidat de la France, pour la France !*

» *Une campagne électorale se prête mal à la tolérance et au respect mutuel. Insensible aux coups, j'en porterai sans doute, non pour atteindre les hommes, mais pour combattre les idées et la domination des puissants qui ont contraint les travailleurs et des millions d'hommes et de femmes à connaître, à subir la dureté et l'injustice. Mais je respecterai toutes les chances — je dis bien toutes les chances — d'unir ce grand pays, le nôtre, autour d'ambitions à son niveau, et d'entraîner sa jeunesse et ses forces de création vers les seules conquêtes, celles de la vie et de la connaissance, qui justifient la condition de l'être humain.*

» *Rien ne sera facile. Je ne promets rien d'autre que le courage, la continuité de l'effort et la volonté de gagner.* »

Au cours de la séance de l'après-midi, M. Bérégovoy rend compte des résultats des travaux de la commission des résolutions ; les modifications de détail ainsi apportées au « manifeste » sont approuvées à l'unanimité. Les congressistes se séparent vers 16 h. 30 pour se rendre au Palais des expositions de la porte de Versailles à Paris.

● *Mme Véronique Neiertz*, membre du secrétariat national du P.S., chargée de la lutte des femmes, doit désormais « *épauler* » M. Jospin pour tout ce qui concerne le secteur international, secteur dont le titulaire reste le nouveau premier secrétaire du P.S.

En cas d'absence de M. Jospin, le P.S. sera dirigé par M. Bérégovoy ; en cas d'absence de ce dernier, l'intérim sera assuré par M. Jean Poperen.

● RECTIFICATIF. — Un mastic a malencontreusement rendu incompréhensible un passage de l'article consacré, dans nos éditions datées 25-26 janvier, à M. Lionel Jospin. Il fallait lire : « *Ce sont elles* [ses qualités humaines] *qui expliquent la rapidité de sa promotion. Méfiant à l'égard du style de vie de la classe politique, il n'est pas l'homme des petites manœuvres ou des coups bas.* »

Le premier des "dix commandements" : "sauver la République" !

Après s'être difficilement frayé un chemin dans l'immense salle, comble, du Palais des expositions *de la porte de Versailles, M. Mit*terrand accède à une haute estrade, *d'où il domine la foule*. Derrière lui, un panneau proclame « *Vivre autrement !* » *Son image est retrans*mise instantanément sur un grand *écran vidéo, qui permet à tous de* le voir, et de l'entendre imparfaite*ment* (l'acoustique n'étant guère conçue pour une telle circonstance).

Dès le début de son intervention, M. Mitterrand exalte « *l'œuvre commune* » accomplie par tous les socialistes, évoque « *la campagne que celui-ci ou celui-là aurait pu mener* », et rend hommage « *au geste* » de M. Michel Rocard. Puis il énumère et développe ce qu'il nomme « *les dix commandements* ».

1) « *Sauver la République* » : « *La démocratie est en péril (...). Nous ne sommes pas en dictature. Nous ne sommes plus tout à fait en République. Nous vivons sous une sorte de monarchie déguisée qui ne serait même pas constitutionnelle.* »

M. Mitterrand explique ensuite « *qu'il n'est pas candidat* » pour une pratique constitutionnelle qui conduise à « *un gouvernement effacé* », ou bien à un abaissement des pouvoirs législatif et judiciaire. Il dénonce une majorité parlementaire « *soumise, docile, fuyante, si peu sûre d'elle-même et cependant tellement prompte à accepter de défaire l'équilibre des lois* ».

2) « *Halte à la revanche !* » : il s'agit de la revanche « *des privilèges, des maîtres de l'argent, de la droite et du grand capital* ».

3) « *Giscard d'Estaing et Barre, c'est pareil !* » : « *Il n'est pas facile à découvrir, ce président si voyant, dès lors qu'il s'agit d'assumer une responsabilité (...). Comme si tout, et le reste, n'était pas avant tout de la responsabilité du président.* »

4) « *La France bat en retraite* » : « *Il faut que les socialistes assument désormais cette cause essentielle qui est d'arrêter le recul de la France.* » A l'appui de cette *idée de recul*, M. Mitterrand évoque l'attitude du chef de l'Etat après *l'invasion soviétique* en Afghanistan, comme après la prise d'otages à *l'ambassade américaine en Iran*, et reproche à celui-ci d' « *oublier que le message de la France s'appelle liberté et indépendance* ».

Après avoir lui-même souligné le caractère « *négatif* » de ces quatre *premiers commandements*, puis affirmé qu'il « *s'émerveille* » des *chances et des capacités de la* France, le candidat du P.S. demande *aux socialistes de dire aux Fran*çais « *des choses simples* », pour *qu'ils prennent conscience de la* nécessité de réaliser les six autres commandements.

5) « *D'abord l'emploi* » : M. Mitterrand souligne le caractère prioritaire de cet objectif, « *pour donner à la famille son sens, pour sortir de la misère et de l'angoisse* ».

6) « *Tout commence à l'école* » : *sans celle-ci*, affirme-t-il, « *la République hésite* » et la France perd ses chances.

7) « *Tout passe par la recherche et le savoir* » ; M. Mitterrand juge insuffisant l'effort accompli dans ce domaine.

8) « *Justice pour les femmes* » : dans la « *masse* » des injustices, le candidat socialiste choisit de parler de « *celle qui nous permettra de rendre grâce au temps qui vient* ». Il s'écrie : « *Que sera la France demain si les femmes oublient qu'elles sont porteuses d'espérances ?* »

9) « *La nature, c'est nous !* » Selon M. Mitterrand, il revient aux socialistes de « *faire prendre conscience aux Français que l'équilibre naturel, c'est la vie* ». Après s'être demandé « *combien d'écologistes d'aujourd'hui sont socialistes sans le savoir* », il souligne que la société capitaliste détruit la nature. « *Qu'importent les hommes*, s'exclame-t-il, *pourvu que ça rapporte une belle dîme.* »

10) « *Une société qui libère* » ; sous ce chapitre, M. Mitterrand évoque la nécessité de réformer l'Etat, afin que celui-ci « *reste une armature suffisamment diversifiée pour que, partout où l'homme vit et travaille, il devienne responsable* ».

Au-delà des frontières du socialisme

Le député de la Nièvre invite ensuite les socialistes à regarder « *au-delà des frontières du socialisme* ». « *Nous nous sentons au-delà des luttes de classes imposées par la classe qui gouverne* », explique-t-il.

Analysant les moyens dont il dispose pour battre la droite, M. Mitterrand indique aux socialistes : « *Sans vous, je ne suis rien ; c'est pourquoi le parti tout entier va mener la campagne du candidat du P.S.* » « *Foin du sectarisme !* », s'exclame-t-il, avant de rappeler à ses auditeurs : « *Nous ne sommes pas à nous seuls toute la France, nous ne sommes pas toute la gauche, nous ne sommes pas toute la classe ouvrière. Mais si nous savons parler aux autres, nous entraînerons avec nous un formidable rassemblement populaire. Ce n'est pas nous qui allons établir des frontières, peser les élans, substituer les calculs à l'espoir.* » M. Mitterrand ajoute : « *Je n'aime pas plus que vous les partis qui prétendent incarner la classe sociale qu'ils représentent, ou qui prétendent détenir la vérité absolue.* »

Evoquant ensuite les perspectives de la bataille électorale qui s'engage, il indique : « *Respectez l'organisation nécessaire, ne cédez à rien de ce qui pourrait apparaître comme de la facilité, ne cédez pas aux euphories, aux optimismes dangereux. On ne gagne que les batailles que l'on sait difficiles, en sachant qu'elles sont difficiles, ou alors elles sont perdues.* » M. Mitterrand aborde alors la question du financement des campagnes électorales. Il affirme : « *De l'argent, nous n'en n'avons pas. J'ai lu quelque part que le président de la République aurait déjà amassé le magot, et qu'il serait de 14 milliards de centimes. On a exagéré ! Il n'est que de 10 milliards de centimes. Encore un petit effort, ici et là, avec les multinationales et leurs relais, et le grand capital qui s'inquiète : de 10 à 14, le chemin sera court. Mais nous, nous n'avons rien ; et quand je dis rien, ce n'est rien. Soyons stricts dans nos comptes : nous commençons avec 300 millions de centimes (3 millions de francs) ; c'est-à-dire que, par rapport aux milliards du patronat, nous n'avons rien. Chaque semaine, au début de la campagne active, je ferai connaître à l'opinion le point exact de nos dépenses et de nos recettes, et j'offrirai à qui voudra le droit de contrôle. J'attends, bien entendu, qu'on nous fasse la même bonne manière.* »

Evoquant ensuite les conditions d'une victoire au mois de mai 1981, M. Mitterrand indique : « *Je vous dois le langage qui marquera pour notre peuple la rudesse et la difficulté de la tâche : ils ont tout gâché, il faut tout reprendre. J'attends de vous courage, résolution et fermeté.* » Soulignant une nouvelle fois que la campagne des socialistes devra en appeler au « *courage* », M. Mitterrand assure ces derniers que le combat qu'ils mènent est « *celui de la vie* » contre « *les forces de la mort et de la destruction* ».

Vivement applaudi, M. Mitterrand quitte la salle tout aussi difficilement qu'il y était entré, aux accents de *l'Internationale* puis d'une chanson appelant à voter pour lui.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

« L'HUMANITÉ » : et la participation des communistes au gouvernement ?

René Andrieu, directeur adjoint de *l'Humanité*, reproche à M. Mitterrand, dans le numéro du lundi 26 janvier du quotidien communiste, son « *étrange discrétion sur les solutions qu'il propose pour changer de cap* ». René Andrieu estime que le fait que le candidat socialiste soit remplacé au poste de premier secrétaire du P.S. « *n'est pas sans rappeler le « congé de parti » dont usaient naguère les ministres de la S.F.I.O. et qui leur permettait de mener sans complexes au gouvernement une politique prenant quelques libertés avec les promesses électorales de leur formation* ».

L'éditorialiste communiste critique le manifeste adopté par le congrès du P.S. (« *le triomphe du vague* », écrit-il) et le silence de M. Mitterrand sur « *les convergences que tout le monde croit discerner entre socialistes et R.P.R.* ». « *Et la participation des communistes au gouvernement ?*, ajoute René Andrieu. *Là encore, il se réfugie dans le silence.* »

L'Humanité publie, d'autre part, un billet de Pablo de la Higuera, qui écrit : « *Scandaleux ! Marchais est contre Giscard ! Déjà, il n'a pas contribué à suicider Boulin. Et voici encore une découverte de taille : il serait anti-Giscard ! On le soupçonne même d'inciter à voter pour Mitterrand, le cas échéant, au deuxième tour...*

» *Attention, ce pourrait être le « baiser de la mort », a entendu Yvan Levaï, caché sous une table socialiste, dont l'un des convives aurait expliqué : « Le parti communiste souhaite tellement la défaite de Mitterrand qu'il est capable de le soutenir pour être sûr de l'obtenir.* »

» *Bref, ou je dois repasser par la maternelle, ou c'est très clair : si les communistes ne se désistent pas en faveur de Mitterrand, ils sont des traîtres à la discipline républicaine ; s'ils se désistent, ils sont des traîtres tout court.* »

LE MATIN : la condition « sine qua non »...

« *(...) Georges Marchais enfin : ses prises de position réclamant une présence communiste au gouvernement annoncent sans doute l'acceptation du désistement pour le second tour en faveur du candidat de gauche le mieux placé.*

» *La majorité ne manquera pas d'exploiter cette nouvelle attitude du P.C. et de crier à la renaissance de « la menace socialo-communiste ». Il reste que, quels que soient la part tactique et les effets recherchés par ces déclarations de Georges Marchais, le désistement communiste pour le candidat socialiste est, avec le rassemblement des socialistes, l'une des condition sine qua non du succès de la gauche en France. De ce point de vue, les éléments politiques de ce week-end sont autant de raisons d'espérer pour ceux qui souhaitent ce succès.* »

LIBERATION : *le sacre d'hiver.*

Sous le titre : « Inouï : Mitterrand candidat ! », *Libération* écrit : « *La nomination de Lionel Jospin au poste de « premier secrétaire » en remplacement de Mitterrand était, elle aussi, attendue. Elle marque le couronnement d'un sabra du socialisme requinqué après Epinay, énarque certes, mais pas trop, et politicien sans excès.*

» *Un fidèle qui voit ainsi récompensée sa constance mitterrandienne et qui pourrait faire plus que garder chaude la place du chef. Si celui-ci, sait-on jamais, est élu, ça va de soi ; s'il est, une troisième fois, recalé, rien ne prouve qu'il pourra ou voudra reprendre sa charge de premier secrétaire ; il y a bien d'autres moyens de jouer les pères nobles, emploi dans lequel, en toutes circonstances, on est sûr de le voir briller.*

» *Le sacre d'hiver de Mitterrand et l'éclat donné à son premier discours de candidat officiel n'annoncent pas une campagne non-stop immédiate.* »

LE FIGARO : la rentabilité de la diversité.

« *(...) A la différence de la plupart des autres formations qui ont été amenées à se spécialiser peu ou prou dans un type de clientèle, le parti socialiste pourrait, en effet, reprendre à son compte le slogan utilisé par un grand magasin : « on y trouve tout ». Ce qui ne fait, évidemment, pas plaisir au parti communiste qui ne se fera pas faute de souligner que, comme par hasard, le grand magasin en question se situe sur la rive droite. Mais les résultats du P.S. aux dernières élections partielles sont là pour démontrer la rentabilité, au moins à court terme, de cette diversité.* »

PIERRE THIBON.

LA LETTRE DE LA NATION : l'histoire bégaye.

« *(...) Comme chacun sait, l'histoire ne se répète pas, mais elle bégaye. Dès que le parti socialiste parle en termes de pouvoir, il se heurte au même problème : il ne peut gagner ni avec les communistes, ni sans eux.*

» *Tant que Marchais mitraillait Mitterrand en l'accusant de virage à droite, celui-ci s'en arrangeait : il y gagnait des voix à droite, tout en escomptant le réflexe unitaire de l'électorat communiste. Mais voilà que le P.C. vient de changer de tactique : tir à boulets rouges sur Valéry Giscard d'Estaing et offre de « prendre ses responsabilités jusqu'au gouvernement de la France ». Pourquoi ? La question est toujours sans réponse.*

» *Mais le parti socialiste croit avoir trouvé la parade. Elle aussi était esquissée dans* Ici et maintenant. *Elle consiste à séparer élection présidentielle et problème de gouvernement. Si Mitterrand est élu, il dissout l'Assemblée nationale et « le plus tôt sera le mieux ». Ensuite ? « la majorité qui gouvernera après les futures élections législatives sera celle que le suffrage universel aura envoyée siéger à l'Assemblée nationale... Donc c'est après les élections législatives que le problème de l'équipe gouvernementale sera posé ».*

» *Ce raisonnement n'a qu'un vice : ajourner un problème ne suffit pas à le résoudre.* »

PIERRE CHARPY.

présidentielle

République et monarchies

(Suite de la première page.)

Si le mal remonte à si loin, ne faut-il pas absoudre celui qui ne nous l'impose, somme toute, que depuis sept ans ? Ne vaudrait-il pas mieux s'indigner du comportement de M. Michel Debré, de M. Jacques Chirac, de M. Bernard Chenot et de quelques autres, qui crient aujourd'hui aussi fort que François Mitterrand contre la monarchie de Giscard d'Estaing après s'être bien longtemps accommodés, et sans mot dire, de celle de de Gaulle ?

L'équité y trouverait son compte, mais non la parfaite raison. On ne saurait, en effet, juger à la même aune le monarque d'hier qui ne s'était jamais caché de vouloir être tel (*« Il faut une tête à un grand État »*), et celui d'aujourd'hui qui dénonçait avec fougue et sans doute aussi avec sincérité, le 17 août 1967, *« l'exercice solitaire du pouvoir »*. Celui d'hier se réalisait, celui d'aujourd'hui se contredit.

Le premier se soumit à quatre reprises, en dix ans de règne, à l'épreuve du référendum qui finit par lui être fatale le 27 avril 1969. Le second n'en a pas une seule fois pris le beau risque ni même, semble-t-il, envisagé de le courir.

S'il y a bien, à cet égard, *« corruption des principes de la République »* ou en tout cas de ceux de la Ve, rien dans la Constitution n'interdit au président de la République de gouverner aussi longtemps que bon lui semble avec un premier ministre dont l'impopularité est extrême, rien ne l'oblige à vérifier périodiquement que « le courant passe » entre lui-même et ses sujets. C'est son affaire pour la bonne raison que tout est son affaire. Et à tel point que l'on est partagé entre le rire et la colère chaque fois que les instituts de sondage posent la question de savoir si ce tout-puissant doit ou non « avoir plus de pouvoirs ».

Que faire alors ? Certains bons esprits, qui semblent faire école ces temps-ci, trouvent que *« sept ans c'est trop »* et préconisent le quinquennat. Mais ce n'est là que chimère car on ne fera croire à personne que, pour supprimer le mal, il suffise d'en réduire la durée !

C'est à la racine de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est-à-dire à l'élection du président de la République au suffrage universel, source d'une primauté de plus en plus exorbitante et d'un déséquilibre des pouvoirs de plus en plus préoccupant. Par malheur, l'immense majorité des Français, toutes opinions et préférences partisanes confondues, continuent d'approuver et de chérir la révision constitutionnelle de l'automne 1962. Elle se trouve bien que le peuple ne soit souverain qu'une fois tous les sept ans.

La difficulté étant assurément considérable de préconiser la suppression de ce qui plaît, il n'est pas un seul candidat pour se risquer à proposer la seule modification qui vaille. Pas même François Mitterrand, qui s'était pourtant lancé dans sa première campagne présidentielle en proclamant hautement, le 21 septembre 1965, sa volonté de substituer « la République des citoyens » au « pouvoir personnel ».

A supposer que nul ne reprenne ce beau thème en l'assortissant de propositions précises, il devrait être entendu par avance que les discours sur la *« monarchie absolue »* la *« monarchie élective »* ou la *« monarchie déguisée »* ne seront plus recevables à partir du 10 mai 1981. Quel que soit, et de quelque famille que vienne, le nouveau monarque qui sortira des urnes ce jour-là.

RAYMOND BARRILLON.

« En toute liberté »

(Suite de la première page.)

Il sera beau de minuter légalement le temps de parole de chacun des candidats dans les trois semaines précédant le scrutin, après avoir, sous couvert d'information, matraqué l'opinion pendant trois mois au profit du sortant.

Paradoxalement, ce sont les postes périphériques qui souvent le pluralisme et l'honneur de la profession. Mais à l'écrire, ne risque-t-on pas d'inciter le pouvoir à réduire ces espaces de liberté ? La gauche, si elle vient jamais au pouvoir, serait bien avisée de les préserver.

Lors du conseil des ministres du 14 janvier, M. Giscard d'Estaing se félicitait que les Français aient « le privilège, trop rare dans ce monde, de désigner eux-mêmes, en toute liberté, le premier magistrat de la République ».

« En toute liberté » ? Il n'y a pas de réelle ou de totale liberté de vote lorsque le pouvoir use et abuse du contrôle qu'il a acquis sur les moyens d'information de masse.

On peut disserter longuement de la dérive des institutions et de ses causes. Que le présidentialisme accentué qui caractérise aujourd'hui le régime soit dû au tempérament apparemment libéral mais en réalité autoritaire et, l'usure aidant, vindicatif, de l'actuel titulaire de la fonction, au climat, au vacillement d'un système, d'une société que la peur de l'avenir conduit plus à la soumission qu'à la révolte, ou, plus probablement, à la nature des institutions, essentiellement à la durée du mandat et à l'élection du chef de l'exécutif au suffrage universel, il importe peu. La dérive présidentialiste n'est plus l'objet d'un débat ; elle est une donnée de fait.

Après Georges Pompidou et, au début du septennat, M. Giscard d'Estaing, le manifeste propose de ramener le mandat présidentiel à cinq ans, ou, plus précisément, il offre le choix entre une fois sept ans ou deux fois cinq ans. Pour réviser la Constitution, il n'envisage que le vote du Parlement, et il exclut donc le référendum de l'article 11, comme l'avait dit une fois, une seule fois, M. Giscard d'Estaing. Mais, comme on ne reviendra pas sur l'élection du président au suffrage universel, il faut l'aménager.

Au delà ou en deçà des théories, la démocratie, telle qu'on l'entend, c'est la libre délégation de la souveraineté populaire pour une durée limitée. Peu importe que, selon les époques et les pays, elle soit déléguée à un homme, à un parti, à une majorité. L'important est que la durée soit limitée et que l'élection soit libre. A cet égard, il est déjà regrettable que le respect de l'institution présidentielle ne soit pas suffisant pour dissuader de se présenter ceux qui, faute d'autre moyen, n'ont d'autre but que de s'exprimer. Mais il est intolérable que, mise à part la courte campagne officielle, les candidats ne jouissent pas d'un traitement égal à la radio et à la télévision. Liberté de vote, liberté de candidature, mais aussi liberté de l'information.

Pour plus de démocratie politique, le manifeste socialiste propose le rétablissement de la représentation proportionnelle. Les gaullistes se récrieront que l'actuel mode de scrutin appartient à l'héritage du général, feignant d'oublier que c'est lui qui l'avait écarté à la Libération pour instituer la représentation proportionnelle.

Dans un pays où la représentation parlementaire tend à se scléroser, il n'est pas malsain de changer de temps en temps de mode de scrutin. La représentation proportionnelle mettrait en outre fin à l'une des inégalités les plus choquantes de l'actuel régime électoral. Faut-il le rappeler ? On est élu député de la Lozère avec 12 488 voix sur 31 207, mais député de l'Essonne avec 76 320 voix sur 181 284 inscrits ! Certes, la terre doit être représentée autant que la population. Mais faut-il pour cela qu'une voix pèse six fois plus qu'une autre ? Le découpage dépend du gouvernement, et il a failli à son devoir en ne le modifiant pas avant 1978.

On n'abaisse pas le débat sur la démocratie en revenant à sa source, c'est-à-dire au suffrage populaire, à sa liberté et à son équité.

J. F.

LES RÉACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES

● *M. Jacques Blanc*, secrétaire général du parti républicain, a déclaré samedi 24 janvier à Toulouse : *« Le seul fait de demander l'investiture d'un parti est bien la preuve que l'on n'a pas compris et que l'on n'accepte pas les institutions de la Ve République. Les Français ne veulent pas d'un président de la République qui soit le prisonnier et l'otage d'un parti. »* Dimanche, M. Blanc a publié une déclaration où on lit notamment : *« M. Mitterrand est l'éternel soupirant ; celui qui reste l'implacable et diabolique manipulateur d'un appareil construit pour sa seule et unique ambition, qui reste prisonnier d'un projet suicidaire et qui reste toujours l'otage d'un parti démoniaque. »*

● *M. Michel Poniatowski*, ancien ministre d'État, membre du conseil national de l'U.D.F., a commenté en ces termes dimanche 25 janvier les reportages télévisés sur le congrès du P.S. : *« J'avais l'impression de voir M. Mitterrand sur un trône, entouré d'une cour, concédant à quelques dauphins des paroles aimables. Si dérive monarchique il y a, elle se trouve notamment dans les partis d'opposition, qui sont les partis d'un homme : le parti communiste est le parti de M. Marchais, le parti socialiste est le parti de M. Mitterrand. »*

● *M. Pierre Mauroy*, membre du bureau exécutif du P.S., interrogé sur France-Inter samedi 24 janvier, n'a pas écarté la possibilité d'une rencontre avec les communistes. M. Mauroy a répondu, au sujet de l'éventualité d'une telle rencontre : *« S'il y avait nécessité de se rencontrer, on se rencontrerait. Notre porte a toujours été ouverte et la table est ouverte également, il n'y a aucune difficulté sur ce plan-là. Seulement, cela supposerait effectivement qu'il y ait un certain nombre de problèmes réglés, que cette polémique, également, soit dépassée. »*

● *Le Conseil constitutionnel* a décidé, mercredi 21 janvier, de rejeter la requête présentée par M. Alain Krivine, candidat de la L.C.R. (Ligue communiste révolutionnaire) à l'élection présidentielle. M. Krivine avait contesté la procédure envisagée pour le « parrainage » des candidats à l'élection.

À Tourcoing

UN ADJOINT AU MAIRE EST EXCLU DE FAIT DU P.C.F.

De notre correspondant

Lille. — A Tourcoing, M. Christian Maes, adjoint au maire, chargé des affaires culturelles dans la municipalité d'union de la gauche que dirige M. Maurice Devloo (P.S.), vient d'être exclu de fait du P.C.F. Le divorce entre M. Maes et son parti remonte à l'invasion de l'Afghanistan par les troupes de l'Union soviétique. Au début de l'année 1980, lors d'une réunion du conseil municipal, M. Maes avait condamné publiquement cette intervention.

Depuis lors, M. Maes, professeur d'histoire et de géographie, assume toujours ses fonctions d'adjoint, mais ses liens avec son parti se sont de plus en plus distendus. Au début de cette année, M. Maes, qui, membre du P.C.F. depuis vingt ans, considère qu'il est toujours communiste, avait demandé le renouvellement de sa carte. La réponse est venue samedi dernier par un communiqué de la section de Tourcoing, qui déclare notamment : *« Depuis un an, Christian Maes non seulement est en désaccord avec le P.C.F., mais le combat. (...) Aujourd'hui, son attitude l'amène à lutter contre nous et, par là-même, à faire le lit de la politique du P.S. Il s'est donc placé hors du parti. »*

M. Maes considère que les statuts du P.C.F. ont été bafoués : *« Ma cellule ne s'est pas réunie pour débattre de cette exclusion,* dit-il. *La décision a été prise par le bureau de la section sur injonction de la fédération. C'est l'application parfaite du centralisme non démocratique... Je déplore que la direction du parti communiste refuse le débat sur l'orientation politique du P.C., qui retombe dans l'anathème et dans l'insulte. »*

● *M. Jean Delaneau (U.D.F.-P.R.)* a été réélu président du conseil régional du Centre lundi 26 janvier. M. Delaneau a obtenu 51 voix sur 57 votants ; il y a eu 5 bulletins blancs et 1 voix s'est portée sur M. Daniel Bernardet (U.D.F., maire de Châteauroux. — *(Corresp.)*

STAGES d'ANGLAIS à OXFORD
Formation continue
toute l'année, tous niveaux
Oxford Intensive School of English
21, rue Théophraste Renaudot 75015 Paris - Tél. 533.13.02.

Mardi soir sur Antenne 2

M. GISCARD D'ESTAING TRAITE DES SUJETS DE POLITIQUE EXTÉRIEURE

La septième émission de la série « Une heure avec le président de la République » est diffusée mardi 27 janvier sur Antenne 2 à 20 heures. Elle devrait être exclusivement consacrée aux sujets de politique extérieure. Le porte-parole de l'Élysée, M. Jean-Marie Poirier, a précisé que le chef de l'État se proposait de traiter essentiellement des relations Est-Ouest au lendemain de l'entrée en fonctions de M. Ronald Reagan, de la situation en Afrique et des questions découlant des événements de Pologne. Il a toutefois indiqué qu'aucun programme précis n'avait été établi.

Le président de la République est interrogé à cette occasion par trois journalistes d'Antenne 2 : Jean-Pierre Elkabbach, Alain Duhamel et Georges Bortoli. Lors des précédentes émissions de la série, les rédactions des trois chaînes de télévision étaient, en principe, représentées (deux seulement — TF 1 et FR 3 — le 26 février 1980). C'est la première fois que le chef de l'État s'entretient avec les seuls journalistes de la chaîne qui accueille l'émission.

La dernière diffusion d'« Une heure avec le président de la République » remonte à plus de huit mois : elle avait eu lieu le 5 mai 1980. A l'origine, depuis le 18 avril 1979, l'émission était programmée tous les deux mois. Quant à la plus récente conférence de presse de M. Giscard d'Estaing, elle date du 26 juin 1980.

LA CAMPAGNE DES GAULLISTES

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a évoqué dimanche 25 janvier à Foix le congrès extraordinaire du R.P.R. du 7 février. *« Le choix de notre candidat,* a-t-il dit, *se fera démocratiquement à la majorité et nous espérons que les candidats des minorités respecteront la discipline démocratique et se démettront. »* Il a dénoncé *« la politique suicidaire du président de la République, qui a mis la majorité dans une position difficile »*.

Les délégués de la fédération R.P.R. du Val-de-Marne réunis en assemblée générale ont adopté à l'unanimité une motion demandant que M. Jacques Chirac soit candidat et ajoutant que *« l'évolution de la situation économique et sociale de la France exige un changement profond de politique dont le point de départ doit être obligatoirement le changement de président de la République »*.

M. Philippe Séguin, député R.P.R. des Vosges, a indiqué qu'il soutiendrait le candidat que le congrès du R.P.R. déciderait de choisir. Pour le second tour il s'est refusé à envisager de voter pour M. Mitterrand assurant : *« D'ailleurs, au R.P.R., nous avons la conviction que nous pouvons être présents au second tour et gagner »*.

M. Michel Debré, dans une interview au *Nouvel Observateur*, a déclaré : *« La majorité des Français en a ras-le-bol et ces Français-là vont se rendre compte que le courant que je représente est plus fort que la droite et la gauche. Je suis,* a-t-il répété, *le meilleur rassembleur des gaullistes. »*

● *Opérations de révision des listes électorales.* — A la suite de l'annulation par le tribunal administratif d'Amiens des opérations de révision des listes électorales effectuées dans cette ville, un accord est intervenu entre le préfet de la Somme, M. Jean Clauzel, et le maire d'Amiens, M. René Lamps (P.C.). Une lettre sera adressée aux électeurs concernés (9 400 selon M. Lamps, 8 500 selon le préfet), leur demandant de confirmer leur inscription par écrit à l'aide d'un formulaire joint.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LA JUSTICE FISCALE
Envoyer 25 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 80 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Quatre élections cantonales...

ARDENNES : Charleville-la-Houillère (1er tour).

Inscr., 8 791 ; vot., 3 112 ; suffr. expr., 3 031. MM. Yves Saliou (P.S.), 1 230 ; Robert Gilles (P.C.), 851 ; Alain Charlot (R.P.R.), 558 ; Ghislain Daval (U.D.F.-P.R.), 392. *Ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès, en novembre dernier, de Jean Delautre, ancien maire socialiste de Charleville-Mézières. Le candidat du P.S. recueille 40,58 % des suffrages exprimés, devançant nettement celui du P.C. (28,07 %), celui du R.P.R. (18,40 %) et celui de l'U.D.F. (12,93 %). Il gagne 7 points par rapport au score réalisé par Jean Delautre au premier tour du scrutin de 1976, à l'issue duquel les résultats avaient été les suivants : inscr., 8 741 ; vot., 4 892 ; suff. expr., 4 751. MM. Delautre, 1 594 (33,55 % des suffrages exprimés) ; Berjot (div. maj.), 1 317 (27,72 %) ; Mme Chevrier (P.C.), 1 000 (21,04 %) ; MM. Zeller (Cent. dém.), 585 (12,31 %) ; Gomes (P.S.U.), 255 (5,36 %). Le candidat du P.C. enregistre, lui aussi, un gain de 7 points.]

AVEYRON : canton de Saint-Sernin-sur-Rance (2e tour).

Inscr., 3 790 ; vot., 3 247 ; suffr. expr., 3 196. MM. Jacques Godfrain, dép., adj. au maire de Saint-Affrique, R.P.R., 1 634 voix, ELU ; André Pagès, sans étiq., 1 562.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Albert Sirgue (U.D.F.-P.R.), sénateur décédé dans la nuit du 17 au 18 novembre dernier. Conseiller général depuis 1949, Albert Sirgue avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979, avec 1 551 voix, contre 1 400 à M. Pagès (sans étiq.) et 120 à M. Maraval (P.C.), sur 3 071 suffrages exprimés et 3 818 inscrits.

Au premier tour de ce scrutin partiel, les résultats avaient été les suivants : inscr., 3 791 ; vot., 2 989 ; suffr. expr., 2 937. MM. Godfrain (R.P.R.) 1 386 voix ; Pagès 1 343 ; Henri Moizet (P.S.), 167 ; Pierre Maraval (P.C.), 41.]

DORDOGNE : canton de Villamblard (1er tour).

Inscr., 3 838 ; vot., 2 793 ; suffr. expr., 2 755. MM. Henri de Montferrand, R.P.R., maire d'Issac, 967 voix ; Claude Fedou, P.C., adj. au maire de Douville, 804 ; Christian Flageat, P.S., maire de Maurens, 684 ; Mme Monique Daraignez, sans étiq., 300. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Clovis Reymond (P.S.), décédé, qui avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1976, avec 1 565 voix contre 1 489 à M. de Montferrand, R.P.R., sur 2 994 suffrages exprimés, 3 074 votants et 3 705 inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : insc., 3 704 ; vot., 2 979 ; suffr. expr., 2 894 ; Clovis Reymond, 894 voix ; MM. de Montferrand, 852 ; René Casado, P.C., 579 ; André Leyx, R.I., 479.

M. de Montferrand, qui arrive en tête du scrutin de ballottage, gagne 4,71 points (35,09 % contre 30,38 %) par rapport au premier tour de 1976, où, il est vrai, était présent, un candidat R.I. qui avait obtenu 17,08 % des suffrages exprimés. Le candidat du P.C. progresse plus nettement encore : 29,18 % contre 20,04 %. Il devance de plus de 4 points le candidat socialiste. Ce dernier enregistre un net recul : 24,82 % contre 31,88 %.]

SARTHE : canton de Sablé-sur-Sarthe (1er tour).

Inscr., 13 682 ; vot., 9 016 ; suffr. expr., 8 915. MM. François Fillon, maj., 6 837 voix, ELU ; Jean Thomas, P.S., 1 639 ; Henri Saulnier, P.C., 439.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Joël Le Theule (R.P.R.), ministre de la défense, décédé, qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979, avec 7 227 voix, contre 1 976 à M. Thomas (P.S.) et 689 à M. Saulnier (P.C.), sur 9 892 suffrages exprimés, 10 068 votants et 13 574 inscrits.

Entré le 11 janvier au conseil municipal de Sablé-sur-Sarthe, pour compléter l'assemblée communale après le décès de Joël Le Theule, M. Fillon, candidat de la majorité, fait mieux que son prédécesseur en mars 1979 : 76,69 % contre 73,05 %. Ce gain se réalise aux dépens tant du P.S., qui passe de 19,97 % à 18,38 %, que du P.C., qui perd plus de 2 points (4,92 % contre 6,96 % en 1979.]

● *M. Jean-Claude Lasserre*, candidat soutenu par le R.P.R. à l'élection partielle du dimanche 18 janvier dans le canton de Dax-Nord, vient d'introduire auprès du tribunal administratif de Pau un recours en annulation de l'élection de M. Claude Lagenèbre (P.S.), élu au premier tour. M. Lasserre a fondé son recours sur l'inéligibilité de M. Lagenèbre. Il estime en effet que ce dernier, inspecteur principal du cadastre, était toujours en fonctions à la date de l'élection bien qu'il eût déposé une demande de mise à la retraite anticipée avant le dépôt de sa candidature. Le tribunal administratif devra statuer dans les deux prochains mois. — *(Corresp.)*

...et une municipale

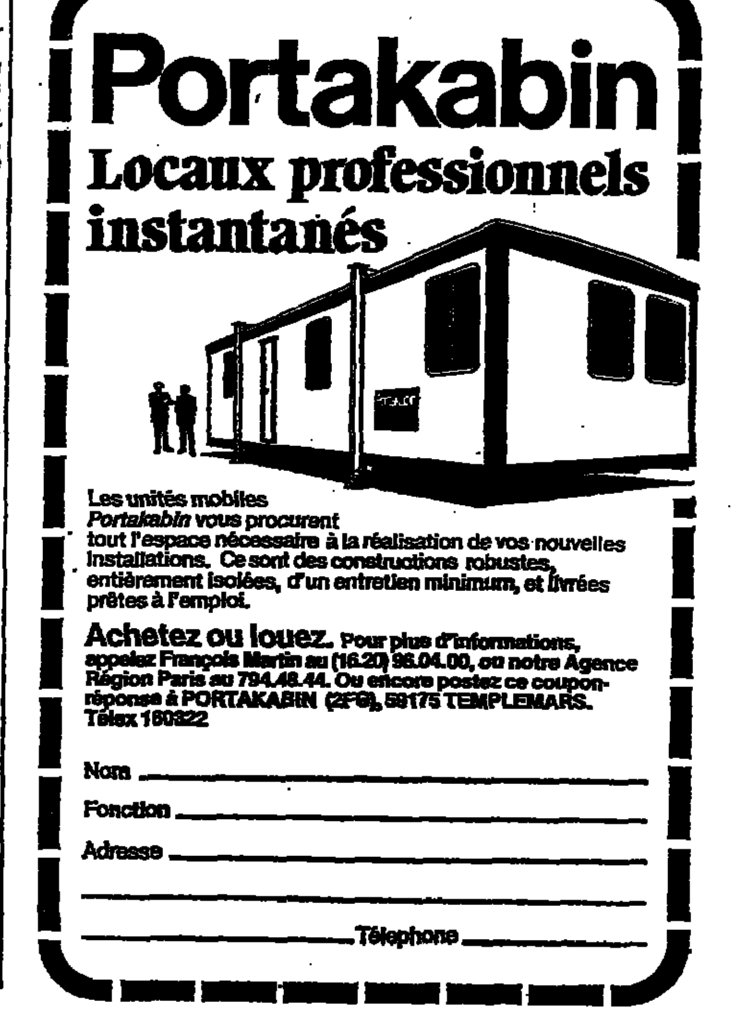
ALPES-MARITIMES : Biot (2e tour).

Inscr., 2 274 ; vot., 1 424 ; suffr. expr., 1 403. Liste d'union de la gauche : entre 653 et 705 voix, *sept élus* (4 P.C., 2 P.S., 1 M.R.G.) ; liste soutenue par le maire, M. Marcel Camatte (mod. maj.) : entre 491 et 550 voix ; liste de défense des intérêts biotois, composée de sept conseillers municipaux démissionnaires (mod. et sans étiq.) : entre 160 et 208 voix.

[Il s'agissait de pourvoir sept sièges (soit le tiers du conseil municipal) laissés vacants par la démission de sept conseillers en désaccord avec le maire et les autres élus locaux au sujet d'un projet d'implantation d'une grande surface sur le territoire de la commune.

Ces sept contestataires n'ont pas été suivis par la majorité des votants. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 2 272 ; vot., 1 195 ; suff. expr., 1 170. Liste d'union de la gauche : entre 508 et 548 voix ; liste soutenue par le maire : entre 315 et 356 voix ; liste de défense des intérêts biotois : entre 287 et 321.

Victorieuse, la gauche entre au conseil municipal qui était uniquement composé, jusqu'à présent, de conseillers modérés favorables à la majorité ou sans étiquette, élus sur la liste de M. Camatte. Celui-ci et ses amis disposent de quatorze sièges sur vingt et un.]



POLITIQUE

Bonnes feuilles

L'Énarchie est-elle un phantasme ?

En publiant en 1967 sous le pseudonyme de Jacques Mandrin l'Enarchie ou les mandarins de la société bourgeoise, deux anciens élèves de l'ENA, MM. Jean-Pierre Chevènement (promotion 1965) et Didier Motchane (1956), membres du parti socialiste, n'avaient pas seulement inventé un mot à succès *(le Monde* du 21 novembre 1967). Ils avaient aussi démythifié une institution *créée à la libération en mettant en lumière ses* carences et surtout ses déviations. Brisant les idoles et violant les tabous dans un style allègre et avec un enthousiasme truculent, ils faisaient preuve d'un bel optimisme dans l'espoir d'une réforme qui *ramènerait l'Ecole à sa vocation originelle, restaurerait le sens du* service public et préparerait mieux les futurs hauts fonctionnaires à se mettre à la disposition des citoyens. En rééditant leur livre treize ans après, les auteurs ne cachent pas leur déception.

Dans un nouveau chapitre intitulé « De de Gaulle en Giscard », ils affirment que l'ENA a été « banalisée », « normalisée », tout comme l'a été l'Etat lui-même. Alors que les énarques devaient être les hussards de la République, les moteurs de l'Etat, ils sont tout au plus aujourd'hui *« la tuyauterie de l'administration ».* La cause de cette perte de prestige viendrait, *selon Jacques Mandrin,* de l'influence de la *« bourgeoisie giscardienne qui met son Etat à l'heure atlantique »* et veut en tout imiter l'Amérique. Jouant le service public à la baisse, le giscardisme aurait donc supprimé la mystique de l'Etat et fait des énarques une *cohorte de « managers », de « cadres » appartenant à* la section française de l'internationale capitaliste *pour* gérer avec la même absence de foi ou le secteur public ou le secteur privé. En somme, l'Enarchie n'existe plus tellement. Elle est devenue un phantasme.

Dans son dernier livre, *la Droite absolue,* M. Roger-Gérard Schwartzenberg montre l'ambiguïté croissante des relations entre la politique, l'administration et les affaires.

C'est à peu près au même constat — mais sans la même indignation — qu'aboutit M. José Frèches, auditeur à la Cour des comptes, énarque de la promotion « Mendès France » (1978), dans *l'ENA, voyage au centre de l'Etat,* premier ouvrage d'une nouvelle collection, « L'Enathèque », réservée à des auteurs appartenant à l'Enarchie. Les anciens élèves de l'Ecole ne *constituent plus, selon lui, la chevalerie des origines.* Il souligne bien l'interpénétration croissante entre les secteurs privé et public. Mais il se contente de donner une explication sociologique à cette évolution qu'il juge naturelle. Il estime qu'il serait vain de lutter contre cette transformation et qu'il faut, au contraire, la canaliser en organisant une émulation avec le secteur privé, en brisant le monopole de l'ENA, bref en faisant de celle-ci une école de dirigeants aptes à remplir toutes les fonctions d'encadrement de la société.

Dans les extraits que nous publions ci-dessous, il décrit l'évolution de la notion de service public que de nombreux observateurs perçoivent mais pour laquelle les solutions divergent.

ANDRÉ PASSERON.

★ *L'Enarchie,* par Jacques Mandrin, Ed. La Table ronde. 174 pages, 48 F environ.

★ *L'ENA, voyage au centre de l'Etat,* par José Frèches. Collection « l'Enathèque », Conti-Fayolle éditeur, 1, quai de Conti, 75006 Paris, 300 pages, 60 francs environ.

« La notion de service public a subi des transformations très considérables depuis vingt ans. En d'autres temps, c'était un *terme* s.mple, recouvrant des faits tout aussi simples dont les inventeurs du droit administratif avaient fait un dogme. Le service public légitimait des contreparties qu'on appelait des prérogatives de puissance publique et qui traduisaient le fait que l'Etat, au nom de ce service public, évoluait dans un cadre juridique différent de celui des particuliers. Peu importe de savoir si cette notion a d'abord été un artifice pour légitimer la conception très régalienne de l'Etat qui est la nôtre depuis 1789 ou si elle correspondait vraiment à une réalité tangible.

Mais cette notion avait un contenu : elle visait toutes les activités d'un Etat minimal qui exerçait des fonctions de police, de défense, d'enseignement et de justice. Elle était l'âme de ce qu'on a appelé l'Etat-gendarme par opposition au nouvel Etat-providence. Autrement dit, la fonction publique n'était pas très différente d'un sacerdoce, avec ses règles, ses *disciplines,* sa hiérarchie et surtout, le dogme du service public, très enraciné dans la conception laïque du rôle de l'Etat héritée de la Troisième République. On entrait dans l'administration un peu comme en religion. Comme dans tout pays *méditerranéen,* la *fonction* publique est donc auréolée d'un certain prestige, renforcé par l'institution du système des concours et des examens qui ont remplacé la vénalité des charges.

Aujourd'hui, le caractère sacerdotal de la fonction publique disparaît à grands pas. Sans doute, pour les citoyens, faut-il le regretter, mais on peut difficilement aller à contre-courant. Le nombre des *fonctionnaires* s'est considérablement multiplié. Les émoluments de certains d'entre eux se sont lentement dépréciés avec le temps — les instituteurs par exemple — et surtout le contexte économique et social a vu surgir de nouveaux pôles d'autorités, à côté du curé et de l'instituteur, dont les voix sont désormais amplifiées par la presse et *la radio-télévision. Il en est ré*sulté, cela peut paraître paradoxal, une « délaïcisation » de la fonction publique en ce sens que laïcité supposait aussi un dogme laïc. L'Etat, donc, est concurrencé.

Mais cette concurrence n'explique pas les motivations qui poussent les hauts fonctionnaires à sortir de l'administration. Les raisons financières sont ici évidentes : il n'est pas rare qu'un *départ vers le secteur privé* aboutisse à un triplement du *revenu mensuel pour l'intéressé.* Indépendamment de ces considérations matérielles, c'est dans l'évolution de la notion de service public qu'il faut rechercher la cause du caractère naturel de leur sortie de l'administration aux yeux des individus qui passent le Rubicon administratif. En effet, la démultiplication des tâches de l'Etat a abouti à un affadissement *de la notion de service public* qui recouvre aujourd'hui un nombre très considérable de secteurs d'activités où, cette fois-ci, c'est l'Etat qui concurrence les autres. Il en résulte une « banalisation » du rôle de l'Etat qui devient, les difficultés économiques et sociales aidant, la voie du recours immédiat là où il ne devrait être que celle de l'*ultima ratio.* L'image de l'Etat. Il n'est plus possible aujourd'hui de la dessiner sur une seule feuille comme on pouvait le faire il y a vingt ans. A côté du citoyen est né l'usager, qui voit dans l'Etat davantage un instrument qu'un facteur de régulation sociale. *On* passe ainsi d'une nation de service public *stricto sensu* à celle, beaucoup plus large, de bien-être, de sécurité, et, pourquoi pas, de bonheur.

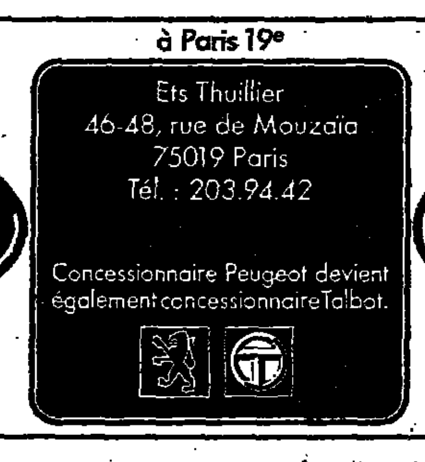
A partir de ce moment, finalement, peu importe le terrain de l'action. Qu'il soit public ou privé, le *secteur d'activité* est alors conçu comme un terrain d'application utile pour exercer ses compétences pour le bien commun. Ne parle-t-on pas de « guerre économique », de bataille de l'exportation, de défense du franc en pensant tout simplement à la place de la *France* dans le monde ? Quelle différence fait-on entre un ancien élève de l'ENA qui prend son bâton de pèlerin — c'est le cas — pour vendre des Airbus et celui qui planche une énième fois sur des *textes* réglementaires visant à réformer la Sécurité sociale ? L'un comme l'autre, c'est évident, *sont éminemment utiles.* Mais *on aura tendance* à donner la prime à celui qui réussit très vite à équilibrer notre balance des paiements tandis que l'autre sera suspecté de technocratisme ou de se comporter comme le chasseur du serpent de mer. On aboutira *ainsi au paradoxe qu'une activité* privée pourra se trouver plus proche du service public que ne l'est l'action quotidienne de l'administration. Ainsi, à l'heure même où les compétences de l'Etat se démultiplient, c'est peu à peu le seul secteur où l'Etat ne peut remplacer l'initiative individuelle, l'entreprise, qui devient le débouché recherché.

Dans les années 90, les enjeux importants ne se trouveront plus dans la politique mais dans l'entreprise. (...) Certes, les départs des hauts fonctionnaires vers le secteur privé demeurent infimes par rapport à la masse *importante des cadres de la fonction* publique. Mais le taux des départs augmente chaque année tandis que *s'abaisse* l'âge moyen des partants. Il s'agit donc d'un phénomène très profond dont on aurait tort de méconnaître les raisons ou de l'expliquer par de *simples motivations matérielles.*

(...) Le monde du management tend donc peu à peu à remplacer le monde administratif.

Tout se passe donc comme si la haute fonction publique, et singulièrement l'Ecole nationale d'administration, déteignait peu à peu sur *le reste des leviers de* commande de la société. Le cloisonnement qu'on avait soigneusement entretenu au siècle dernier entre les fonctions publique et privée disparaît. »









Services informatiques — **240.000 F**

Responsable des Etudes - *L'une des plus importantes sociétés de services et de conseils en informa*tique, disposant de puissants moyens informatiques, jouissant de longue date, d'une excellente image auprès d'une clientèle spécialisée, recherche le Responsable des Etudes de l'un de ses principaux départements. Il sera responsable dans un premier temps de l'animation et de la direction d'une équipe d'une quarantaine de personnes, dont une dizaine de chefs de projet. Puis, il sera appelé à évoluer rapidement vers des responsabilités techniques et commerciales plus étendues. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, disposant d'une solide expérience informatique dans le tertiaire et connaissant, si possible, l'activité bancaire. Une bonne autorité personnelle et *des qualités d'homme de développement sont indispensables. La rémunération, qui pourra atteindre* 240.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Paris et suppose un certain nombre de déplacements. Ecrire à J.A. DENNINGER à Paris. *Réf. A/2008M*

Ingénieurs commerciaux électronique — **200.000 F**

France et Allemagne - Un puissant groupe *international* recherche pour son unité Centre-Est de la France, deux ingénieurs commerciaux. Rattachés *hiérarchiquement* au Directeur Commercial, ils *auront pour mission de prospecter et de développer* des marchés auprès d'une clientèle d'industriels, en France ou en Allemagne. D'autre part, ils participeront à l'élaboration de la politique commerciale pour leurs produits (gamme étendue de matériels électroniques). Ces postes s'adressent à deux ingénieurs *électroniciens confirmés, âgés de 28 ans minimum* et possédant *une expérience de 4 ans acquise dans* la vente de produits électroniques (professionnels ou grand public) *et/ou* dans l'assistance technique aux clients. Ces postes requièrent une parfaite maîtrise de la langue allemande pour l'un, et une bonne pratique de l'anglais pour l'autre. *La rémunération sera fonction de la valeur et de l'expérience des can*didats retenus et pourra se situer dans une fourchette approximative de 160.000 à 200.000 francs. Ecrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. Réf. A/3569M

Responsable marchés — **150.000 F**

Région Nord-Ouest - Une très importante société industrielle française de renom international recherche pour l'une de ses unités de production (1.500 personnes) en pleine expansion et située dans le Nord-Ouest de la France le responsable des marchés. *Rendant compte au chef du service* des approvisionnements de l'Etablissement et en étroite liaison avec les services centraux du siège, il prendra en charge la négociation des marchés et contrats de sous-traitance, de travaux d'installation et d'assis*tance technique, ainsi que le contrôle des marchés préparés par les sociétés d'ingénierie mandataires.* Avec l'appui d'une petite équipe qu'il aura à animer, il assurera le suivi des affaires en cours, veillera à la bonne conformité juridique des contrats et jouera éventuellement un rôle de conseil en matière de responsabilité, d'assurance et de propriété industrielle. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre affirmé, créatif et fin négociateur, âgé d'au moins 30 ans et diplômé d'une école supérieure de commerce ou de *gestion ou de formation juridique équivalente. Il devra justifier d'une solide expérience dans des fonc*tions identiques acquise à un poste de responsabilité en milieu industriel. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction de l'expérience et de la valeur du candidat retenu. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2007M

Responsable commercial — **200.000 F**

Services techniques aux entreprises - Implantée *dans le Midi,* cette entreprise est spécialisée dans le contrôle, l'expertise et le conseil principalement dans les domaines de la pollution, des nuisances et de l'environnement. Pour développer son activité, elle recherche son *Responsable Commercial. Il* aura pour mission à partir d'une analyse marketing de ces différents marchés, de restructurer et de développer la gamme des services offerts, d'animer une petite équipe de technico-commerciaux et de *prendre lui-même en charge une partie importante de prospection sur la France entière auprès des* industries, des administrations... Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, scientifique ou technique de préférence, âgé de 35 ans au moins et ayant de bonnes connaissances en marketing industriel ou des services. Il aura acquis une solide pratique de la vente de prestations à caractère technique si possible (conseil, ingénierie...) et idéalement possèdera une première expérience d'animation d'une équipe. Le lieu de travail permet une grande liberté de choix de résidence. La *rémunération* comprenant une prime d'objectifs sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu et pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à M. FOBY à Villeurbanne. Réf. A/3571M

Chef de service automatisation — **Centre-Est**

Industrie électronique - Un groupe important spécialisé dans la production et la commercialisation de matériels électroniques recherche, pour une de ses unités localisée dans le Centre-Est, *le chef de* son service automatisation. Rendant compte au Directeur de l'usine, il sera responsable de la conception, de la réalisation (ou de son suivi) et de la mise au point des machines spéciales nécessaires aux *fabrications et à leur contrôle électronique. Il animera un service d'une quinzaine de personnes.* Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien ou électromécanicien ayant acquis une bonne expérience pratique des équipements automatisés. Cette expérience de 5 ans minimum se sera déroulée de préférence dans un service d'études et de mise au point de machines spéciales dans une industrie comparable. Une bonne connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire. La rémunération sera liée à l'acquis du candidat retenu. Ecrire à M. LE GOUEFF à Villeurbanne. Réf. A/3570M

Chef comptable — **150.000 F**

Dijon - FAMICREDIT, filiale de la CITICORP, troisième banque mondiale, recherche un chef comptable *pour son siège basé à Dijon. Sous l'autorité du Contrôleur Financier, il aura à reprendre,* repenser et regrouper les différentes opérations comptables dans une optique de rationalisation et d'amélioration des performances actuelles du service. Il optimisera la gestion d'une équipe de sept personnes et aura à concevoir et mettre en place, en liaison étroite avec l'informatique, de nouveaux outils de travail. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC + DECS) âgé d'au moins *30 ans, pouvant se prévaloir d'une solide expérience comptable, familiarisé avec l'informatique* et maîtrisant bien la langue anglaise. Une bonne connaissance des méthodes de comptabilité anglo-saxonne est indispensable. La rémunération annuelle de l'ordre de 150.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à Christine CHABAUD à Paris. Réf. A/2976M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30 — 19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54 — 1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

société

JUSTICE

AU PROCÈS DES AUTONOMISTES CORSES DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Les quatre frères Lorenzoni

Parmi les quinze autonomistes corses qui comparaissent devant la Cour de sûreté de l'État pour répondre de l'affaire Bastelica-Fesch (« le Monde daté 18-19 janvier et 23 janvier), quatre — tous frères — appartiennent à la famille Lorenzoni. L'un d'eux, M. Marcel Lorenzoni, dont l'autorité semble reconnue par tous les autres accusés, est au centre de cette affaire qui a commencé le 6 janvier 1980. Ce jour-là, trois hommes avaient été arrêtés et retenus en otages par un groupe d'autonomistes qui les soupçonnaient d'appartenir à des polices parallèles.

Les trois aînés de la famille Lorenzoni (Marcel, trente-six ans, Christian, trente-trois ans, et Maurice, vingt-huit ans) sont éleveurs de porcs et de chèvres à Bastelica. Les rapports des psychologues les décrivent comme *« intelligents »*, *« solides »*, *« authentiques »*, *« dotés d'une affectivité riche »*. Tous ont été de bons soldats et sont bien adaptés à la vie qu'ils ont choisie, après avoir passé leur baccalauréat, pour faire plaisir à leur mère, institutrice. Marcel a commencé des études supérieures — dentaire, puis philosophie. On lui prête *« une grande facilité de communication, une aptitude à diriger, à réfléchir, à négocier »*.

Ils sont connus des services de police *« comme étant des autonomistes virulents »* a précisé le président, M. Claude Allaer. eCla a soulevé des protestations parmi les avocats, Mᵉ Jean Maggiani estimant qu'on pouvait être connu de la police *« pour ses méfaits mais pas pour son appartenance à un parti politique ou à une organisation légale, comme l'Union du peuple corse (U.P.C.)*.

Les trois frères ne cachent évidemment pas leurs sympathies pour l'U.P.C., ni leur action au sein du collectif nationaliste de Bastelica que Marcel, qui l'animait, qualifie de *« structure informelle de réflexion »*. Leur plus jeune frère, Jean-Marie, vingt-cinq ans est infirmier à Ajaccio. S'il garde quelque distance à l'égard de leurs préoccupations politiques, il se sent totalement solidaire de ses frères en cas de danger.

« Solidarité » est, pour les accusés, le mot dans lequel tient tout entière l'affaire de Bastelica. C'est par solidarité avec leur ami Marcel Lorenzoni qui se sentait menacé que tous sont montés, armés, au village, le 6 janvier 1980.

Marcel Lorenzoni, dont on sent l'autorité naturelle dès qu'il se lève, est un personnage. Il écoute avec un brin d'ironie la description que fait de lui M. Allaer : *« Un leader né »*, *« Un chef par essence. »* *« On exagère »*, dit-il. Pourtant, lorsqu'il parle, de sa voix calme mais ferme, avec son langage concis et subtil, on comprend que se soit créé autour de lui le mythe dont il se plaint : *« A croire ce mythe*, indique-t-il, *Lorenzoni, c'est le type qui a fait tous les coups pendables depuis quinze ans en Corse, qui a fait Aléria à lui tout seul »* (après les événements d'Aléria auxquels il a participé, en août 1975, il a été condamné à quatre ans d'emprisonnement avec sursis). Haï des anti-autonomistes, Marcel Lorenzoni était tenu pour responsable de l'attentat à l'explosif commis en 1978 contre le commandant Pierre Bertolini qui avait dû être amputé d'une jambe.

Connaissant les soupçons des anti-autonomistes à son égard, il a pris très au sérieux le coup de téléphone reçu le 3 janvier 1980 le prévenant qu'un commando du groupe Francia (Front d'action nouvelle contre l'indépendance et l'autonomie) allait l'enlever pour le tuer. Déjà, on avait plastiqué la voiture de son frère Christian, sorti miraculeusement indemne de l'attentat. On avait incendié des matériaux de construction livrés à son frère Maurice. Lui-même avait reçu une lettre de menace anonyme et une estafette, qu'il utilisait pour le groupe de ski de fond qu'il animait, avait été plastiquée.

Marcel Lorenzoni a donc immédiatement averti ses frères et ses amis. Mais, dans les jours suivants, raconte-t-il, rien ne s'est passé. Le matin du 6 janvier pourtant, alors qu'il se prépare à aller faire du ski, il remarque une voiture avec trois occupants parmi lesquels il reconnaît le commandant Bertolini. Il téléphone à Ajaccio pour prévenir ses amis, mais ne renonce pas à aller skier. Pour le rejoindre, la voiture devrait rouler sur la neige et il aurait le temps de la voir arriver.

Quand il redescend au village quelques heures plus tard, les occupants de la voiture ont déjà été « interceptés » par ses amis.

Le fusil de M. Casanova

C'est M. Gilbert Casanova, trente ans, concessionnaire automobile, qui fait à la Cour le récit de cette arrestation, et personne dans la salle d'audience ne peut cacher son plaisir face à ce conteur inlassable, au fort accent corse : *« Moi, j'ai pris mon fusil*, explique M. Casanova, *et je ne dis pas que je suis monté à la chasse comme le dit Bertolini, moi je suis monté pour arrêter les barbouzes. »* Il décrit longuement les armes que possédaient ceux qu'il nomme toujours les barbouzes, armes dont il s'est emparé, et plaisante sur la peur de l'un, M. Alain Oliel.

Entendu par le juge d'instruction, M. Oliel a affirmé avoir été menacé de mort par M. Casanova, désigné comme particulièrement violent. *« Moi, je crie, c'est vrai, je gueule fort, mais c'est tout*, dit celui-ci. *Je n'ai pas menacé de mort, ni frappé. Attendez qu'Oliel vienne ici, on va s'expliquer et vous verrez, je parle beaucoup, je parle trop, mais c'est tout. »*

Le président — interrompant fréquemment le récit coloré de M. Casanova — voudrait que les accusés s'interrogent sur leur attitude lorsqu'ils ont arrêté les trois hommes, sur leur violence et la peur qu'on pouvait ressentir devant tant d'hommes en armes. Eux répondent en parlant des barbouzes, des attentats et de leur légitime défense face à cette menace.

Seuls, MM. Marcel et Christian Lorenzoni tentent de rompre ce dialogue de sourds, voulant dépasser le récit anecdotique pour proposer une analyse de l'affaire *« qui est incompréhensible si on ne s'intéresse pas à ses causes »*, dit Christian Lorenzoni. *« Il faut savoir que depuis cinq ans*, ajoute-t-il, *ces hommes commettaient des attentats et que, depuis cinq ans, ils étaient impunis. »* Pour les accusés, l'incurie des autorités rendait, sinon normale, du moins logique, une action violente. Pour les magistrats, il reste que des hommes ont été retenus prisonniers et qu'une prise d'otages ne saurait se justifier.

JOSYANE SAVIGNEAU.

● *Un militant corse écroué.* — Impliqué dans une série d'attentats du Front de libération nationale de la Corse, commis en 1979 dans la région de Porto-Vecchio, M. Joseph Andreani, vingt-sept ans, agriculteur à Porto-Vecchio, a été placé sous mandat de dépôt, vendredi 23 janvier, par M. Michel Legrand, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'État. Dans cette affaire, dix-sept personnes ont été inculpées. Cinq sont désormais détenues. L'information a été ouverte en mai 1979 pour attentats par explosifs, infraction à la législation sur les armes, atteinte à l'intégrité du territoire et association de malfaiteurs.

Faits et jugements

● *M. Gérard Blin, trente et un ans, grièvement brûlé dans l'attentat de la rue Copernic* et qui avait déposé plainte contre X..., pour tentative d'assassinat (*le Monde* du 16 janvier), ne pourra saisir le tribunal de droit commun. M. Roger Lecante, doyen des juges d'instruction au tribunal de Paris, s'est déclaré incompétent pour instruire la plainte de M. Blin. Cette ordonnance aura pour conséquence d'empêcher les constitutions de partie civile avant l'audience de la Cour de sûreté de l'État.

● *Trois cents personnes environ ont manifesté*, samedi 24 janvier, à Marseille pour protester contre le *« quadrillage policier de la ville »* et le *« contrôle sys-*
les organisateurs (une dizaine
tématique des immigrés ». Selon
d'associations anti-racistes, d'aide aux immigrés et des partis d'extrême gauche) les quartiers d'immigrés de la ville ont été passés au peigne fin, les mardi 20 et mercredi 21 janvier, uniquement *« dans le but d'impressionner les travailleurs immigrés, voire les terroriser et pour en expulser un certain nombre »*.

● *Radio-Alarme*, radio libre d'expression libertaire de Ris-Orangis et Evry, dans l'Essonne, a été saisie, le dimanche 25 janvier, dans la matinée, après avoir émis quinze dimanches de suite. Un des animateurs de la radio, M. Pesle, militant du groupe libertaire de Ris-Orangis et de la Fédération anarchiste, a été emmené au commissariat de police d'Evry par des inspecteurs du S.R.P.J. de Versailles et inculpé d'infraction au monopole.

● *M. Marc Rozenblum*, animateur du groupe Rozenblum (quarante-trois sociétés de construction immobilière, de ventes en multi-propriété et de location de locaux commerciaux), qui avait été inculpé, mercredi 17 décembre, d'*« abus de biens sociaux »* par M. Georges Martin, juge d'instruction à Paris, et laissé en liberté, a fait l'objet, vendredi 23 janvier, d'un mandat de dépôt délivré par la chambre d'accusation de Paris et conduit à la prison de la Santé. Le groupe, dont certains programmes ont été financés par les banques Rothschild et Paribas, enregistrait 300 millions de déficit.

● *Un attentat à l'explosif* a gravement endommagé plusieurs appareils électroniques dans le laboratoire de maintenance de la société Thomson-C.S.F., ce lundi matin 26 janvier à Toulouse. La charge avait été déposée devant une porte. Sur les lieux de l'attentat, on a trouvé des inscriptions d'un groupe « Laser », inconnu jusqu'alors.

● *Deux engins incendiaires de fabrication artisanale* ont été lancés, le dimanche 25 janvier, vers 3 h. 30 du matin, contre les locaux de l'aumônerie du Panthéon-Sorbonne (5ᵉ arrondissement) qui font partie du CEP, la communauté chrétienne universitaire de la région parisienne. Seule la vitrine a été brisée. Les responsables du CEP affirment n'avoir jamais reçu de menaces.

CORRESPONDANCE

LA S.N.C.F. ET SES « CONTROLES »

Nous avons reçu de M. G. Kuhn, chef du service de l'information et des relations publiques à la S.N.C.F., la lettre suivante :

Dans un article publié dans *le Monde* daté 1ᵉʳ janvier, et intitulé « Contrôles ! », vous avez marqué votre surprise qu'un contrôleur de la S.N.C.F. soit autorisé à demander à un voyageur de justifier de son identité.

Je sais que le recours à cette procédure est souvent mal admis et parfois mal compris, même des voyageurs qui ne sont pas directement en cause. Aussi bien recommandons - nous à nos contrôleurs, d'une part, de n'y recourir que dans les cas où il s'impose et, d'autre part, de ne jamais se départir de la plus grande courtoisie avec les voyageurs, fussent-ils des fraudeurs.

Nous ne pouvons cependant y renoncer si nous voulons sauvegarder les intérêts de la Société nationale. (...)

J'ajoute que nos contrôleurs, au demeurant assermentés, sont parfaitement en droit — en vertu des dispositions légales sur la police des chemins de fer et sur le contrat de transport — de demander à un client de justifier de son identité. (...).

A la S.N.C.F., un problème de même nature existe avec les abonnements : les abonnements de tous types sont des documents individuels, portant le nom et la signature de leur propriétaire, et il est bien clair que le contrôleur doit pouvoir vérifier que le porteur est bien le titulaire.

Je pense donc que cette précaution bien légitime ne doit pas être considérée comme une brimade ou une atteinte à la liberté des individus.

J'ai néanmoins demandé l'ouverture d'une enquête afin d'apprécier la conduite du contrôleur dans le cas particulier dont vous faites état.

Souhaitant que cette réponse permette à vos lecteurs de mieux admettre le rôle délicat, mais nécessaire, de nos contrôleurs, je vous prie...

FAITS DIVERS

APRÈS LA MORT D'UN CONDUCTEUR

Les enquêteurs écartent la thèse d'un attentat politique contre le train Roissy-Paris

Les policiers de la brigade criminelle chargée de l'enquête sur la mort, samedi 24 janvier vers 20 heures, d'un conducteur de train près de la gare d'Aubervilliers - La Courneuve (Seine-Saint-Denis), semblent écarter l'hypothèse d'un attentat, malgré la revendication de l'acte, dimanche, par un correspondant anonyme se réclamant du Groupe de libération armée de la Guadeloupe (GLA).

M. Robert Durand, âgé de trente et un ans, marié et père de deux enfants, était aux commandes du train 5 662 Paris-Roissy qui relie notamment la capitale à l'aéroport Charles-de-Gaulle, quand il a été tué sur le coup par la chute d'une plaque de béton de 18 kilos, lancée du pont Pascal, situé à proximité de la gare de La Courneuve. Le projectile a traversé le pare-brise de la locomotive et frappé M. Durand en pleine poitrine. La mort du conducteur n'a pas provoqué, cependant, d'accident, le convoi stoppant quelques centaines de mètres plus loin, grâce au système d'arrêt automatique. Aucun passager n'a été blessé.

La revendication de l'acte auprès de l'Agence France-Presse, par un correspondant anonyme affirmant parler au nom du G.L.A. avait d'abord laissé supposer que la mort du conducteur du train pourrait être due à un attentat. Cependant, les enquêteurs semblent ce lundi accréditer davantage la thèse d'une malveillance, vraisemblablement commise par des jeunes gens qui ont trouvé la plaque de béton près du pont et sont parvenus à la lancer au-delà de la grille métallique, d'une largeur de 1,60 mètre, qui prolonge le parapet. Le convoi roulant à 120 kilomètres à l'heure, les enquêteurs estiment peu probable qu'on ait cherché à viser M. Robert Durand. La S.N.C.F. a porté plainte.

Les actes de malveillance sont fréquents. En 1980, la S.N.C.F. a enregistré, sur l'ensemble de son réseau, 966 actes de malveillance contre les voies ou le matériel, contre 707 l'année précédente. Pour les vingt-quatre premiers jours de 1981, on note 47 actes de cette nature dont 17 obstacles sur les voies, 11 jets de pierre, 1 coup de feu. Plus exceptionnellement, des appareils de signalisation mécanique sont mis hors d'usage, par sectionnement des câbles de commande, ce qui a pour effet de neutraliser la voie. Parfois aussi, des feux sont brisés à coups de pierre.

Cette récente tendance à l'augmentation du nombre des actes de malveillance inquiète les responsables de la S.N.C.F. Le fait qu'ils se produisent le plus fréquemment le mercredi ou pendant des périodes de vacances scolaires laisse supposer qu'ils sont souvent le fait d'enfants. De même, l'appel à des matériaux (ballast, objets de béton, fûts vides) se trouvant à proximité de l'endroit des faits paraît généralement éliminer la préméditation.

Sur le réseau nord de la S.N.C.F., le trafic banlieue était toujours lundi matin 26 janvier totalement paralysé. Cela avait été le cas, déjà, la veille dimanche après l'arrêt de travail spontané du personnel de conduite des trains.

Sur les grandes lignes, en revanche, tous les trains circulaient ce lundi, avec toutefois des retards au départ de Paris-Nord de vingt à quarante minutes.

● *Naufrage d'un navire grec : vingt-neuf rescapés et neuf disparus.* — Vingt-neuf marins ont pu être sauvés et neuf sont portés disparus dans le naufrage du cargo grec *Deifovos* dimanche 25 janvier, en mer de Norvège, à quarante milles nautiques au sud-ouest du port de Bodoé. Le centre de secours maritime de Bodoé a annoncé que les recherches devaient se poursuivre et que deux bateaux soviétiques faisaient route vers le lieu de la catastrophe.

(Publicité)

LE LIVRE D'OR DE LA MOTO 1980

Jean-Patrick ORDONNEAU

Fidèle à sa légende, le monde sportif de la moto traverse, de circuit en circuit, des moments heureux et malheureux que les passionnés revivront dans LE LIVRE D'OR DE LA MOTO 1980, un ouvrage remarquablement documenté de Jean-Patrick Ordonneau.

Richement illustré avec des documents noir ou couleurs, LE LIVRE D'OR DE LA MOTO 1980 retrace avec fidélité, émotion et précision tous les grands moments d'une saison.

Depuis la série tronquée des Grands Prix de Vitesse jusqu'à la fantastique suprématie du Belge André Malherbe en motocross 500, sans oublier le Bol d'Or, les grandes courses d'endurance, le trial ou les pistes africaines, en se souvenant aussi avec fidélité de nos disparus, Patrick Pons, Olivier Chevallier et Jean-Bernard Peyré, les amateurs de moto ont rendez-vous avec leurs idoles.

Bref, avec une préface de Guy Bertin, vice-champion du monde de la catégorie 125 cc, LE LIVRE DE LA MOTO 1980 est destiné à combler tout le monde, les néophytes comme les fanatiques de la moto.

Collection SPORTS 2011 — Editions SOLAR

CETTE SEMAINE DEMANDEZ

La V.O.
"SPECIAL IMPOTS"

IMITEE MAIS JAMAIS EGALEE

Avec le barème de l'impôt, une mine de renseignements inédits, des tuyaux exclusifs,

LE GUIDE DU CONTRIBUABLE est un document unique.

Pour ne pas payer un franc d'impôt de trop

DEMANDEZ LA V.O. IMPOTS
aux militants CGT ou à votre dépositaire habituel — 10 F.

Dans le même numéro : un grand dossier syndical.
VOUS VOULEZ LE CHANGEMENT — CE QU'EN PENSE LA CGT !
Avec la V.O. IMPOTS un rendez-vous avec l'actualité.

SIX MORTS DANS LES PYRÉNÉES

Six skieurs ont trouvé la mort pendant ce week-end dans les Pyrénées et sept autres ont été grièvement blessés en dévissant, notamment sur de la neige verglacée.

Au Plan-d'Adet, au-dessus de Saint-Lary (Hautes-Pyrénées), deux personnes, Laurent Nazabal (onze ans) et Mme Viviane Piquenal (trente-six ans) ont fait des glissades mortelles.

A La Mongie (Hautes-Pyrénées), dans le même massif, Mme Marie-Claude Ernest (trente et un ans) a trouvé la mort le même jour dans des conditions identiques. Toujours au cours de cet après-midi, un scootériste des neiges, M. Joan Aleix, trente ans, architecte, qui évoluait dans la principauté d'Andorre avec son engin au col de la Botella, en compagnie de deux amis, est décédé après avoir dévalé une pente d'environ 70 mètres.

A quelques kilomètres de là, un skieur belge de vingt-huit ans, M. François-Pol Gremens, faisait une chute mortelle de 600 mètres, alors qu'il effectuait une randonnée.

Dimanche, enfin, au cours d'une randonnée au-dessus de Bagnières-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), à Campan, un autre skieur, M. Jacques Abadie, trente ans, demeurant à Séméac (Hautes-Pyrénées), a dévissé lui aussi sur plusieurs dizaines de mètres. Très gravement blessé, il a succombé dans l'hélicoptère qui l'évacuait.

Dans les Alpes, au-dessus des Menuires, M. François Lotiron, trente-six ans, a été emporté par une avalanche qu'il avait provoquée en faisant du ski hors piste.

SÉISMES EN CHINE, EN INDONÉSIE ET AU PÉROU

Plusieurs centaines de morts

Selon les nouvelles qui sont parvenues à Pékin, le violent tremblement de terre (magnitude 6,9) qui s'est produit le 24 janvier à 5 h. 14 (heure locale, soit le 23 janvier à 22 h. 14, heure de Paris) dans la province chinoise du Sichuan (*le Monde* daté 25-26 janvier), a tué près de deux cents personnes dans la petite ville de Dawu et dans quelques villages voisins, qui ont été partiellement détruits. Il y aurait aussi plusieurs centaines de blessés. Toutefois, ces chiffres sont encore incertains, la zone touchée très montagneuse étant d'accès difficile.

D'autre part, un tremblement de terre de magnitude proche de 7 a dévasté, le 20 janvier dernier, plusieurs villages situés dans le centre de l'Irian Jaya (la moitié indonésienne de la Nouvelle-Guinée) : on compterait, pour le moment, plus de trois cents morts et disparus, victimes, pour la plupart, des glissements de terrain provoqués par le séisme.

Enfin, la ville péruvienne d'Ayacucho (située à 350 kilomètres au sud-est de Lima), a été ébranlée, le 24 janvier, par trois fortes secousses : il n'y aurait pas de victimes, mais plusieurs édifices ont été assez sérieusement endommagés. — (A.F.P., U.P.I.)

● *Inondations meurtrières en Afrique du Sud.* — Quelque cent vingt personnes sont mortes au cours du week-end à Laingsburg, dans l'Ouest de la province du Cap, à la suite du débordement de la rivière Buffalo, causé par des pluies torrentielles, a annoncé, lundi 26 janvier, la Radio sud-africaine. Des centaines de personnes attendaient sur les toits de leurs maisons l'arrivée d'équipes de sauvetage. Plus de deux cents maisons ont été endommagées. Toutes les voies de communication convergeant vers Laingsburg ont été coupées. — (A.F.P.)

● *Une délégation de l'Amicale franco-italienne* et du mensuel en langue italienne *l'Emigrante* est partie pour l'Italie. Elle apporte le fruit de la collecte effectuée auprès de l'immigration italienne et de la population française, qui s'élève à 51 millions de lires italiennes. Cette somme sera distribuée aux sinistrés les plus touchés par le tremblement de terre des régions de Campanie et de Basilicate, en présence de la population locale et des autorités municipales.

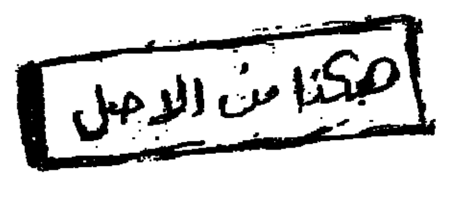
à Paris 12ᵉ



Mercier S.A.
37, rue de Lyon
75012 Paris
Tél. : 344.66.67

Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.





ÉDUCATION

Le nombre des étudiants étrangers inscrits en premier cycle a diminué

Les étudiants étrangers inscrits ou désireux de s'inscrire dans les universités françaises continuent à rencontrer des difficultés.

A *Reims, cinq Iraniens sur* quarante candidats ont été admis à s'inscrire par la commission nationale, ce qui a entraîné l'occupation d'une salle du bâtiment de droit et sciences économiques (*le Monde* daté 25-26 janvier) par une trentaine d'Iraniens.

A Poitiers, une centaine d'étudiants marocains ont observé une journée de grève de la faim, samedi 24 janvier, jour anniversaire de l'interdiction de l'Union des étudiants marocains (UNEM) au Maroc, depuis 1973.

D'autre part, quelque deux cents étudiants centrafricains, venus en France à l'instigation du gouvernement de Bangui, sont toujours à la recherche d'une université d'accueil. A la commission nationale chargée des dossiers d'inscription, on indique que ces étudiants centrafricains *« ont été trompés par leur gouvernement »*, car celui-ci a envoyé six cents étudiants au lieu des quatre cents prévus.

Quant aux étudiants iraniens, la commission précise que, sur trois mille demandes d'inscription, un total de mille vingt a été accordé, *« compte tenu du fait que les candidats iraniens n'avaient pu passer l'examen d'entrée »* dans les universités iraniennes (fermées pour cause de guerre et de révolution islamique).

La commission nationale précise que le plus fort contingent de nouveaux inscrits en premier cycle reste celui des Marocains (toujours limité à trois mille), suivi par celui des Iraniens (*mille vingt*) et par ceux des Américains et des Britanniques (neuf cents respectivement).

D'une manière générale, on compte cette année moins d'étudiants étrangers nouvellement inscrits en premier cycle, mais un *plus grand nombre d'inscrits* en troisième cycle (notamment dans les universités « parisiennes » de Créteil, Villetaneuse et Saint-Denis). Cette année, les universités de la capitale accueillent environ un quart des nouveaux inscrits étrangers, au lieu de la moitié précédemment.

Les milieux culturels grecs s'inquiètent des projets concernant l'École française d'Athènes

De notre correspondant

Athènes. — Le projet de modifier le statut de l'Ecole française d'Athènes (*le Monde* du 7 janvier) provoque une véritable levée de boucliers dans les milieux scientifiques et culturels grecs. Lors d'une séance publique tenue jeudi 22 janvier, l'académie d'Athènes s'est préoccupée de ce projet qui heurte profondément la sensibilité des Grecs. Plusieurs académiciens ont vivement critiqué ce projet. Entre autres, l'ancien président de la République M. Constantin Tsatsos et l'ancien premier ministre, M. Cannelopoulos, ont exprimé le souhait de le voir réexaminé par Paris. Dans un message adressé à M. Giscard d'Estaing, qui est un de ses membres, l'académie d'Athènes exprime la crainte de voir la modification du statut de l'Ecole française perturber les contacts et les échanges culturels entre les deux pays.

Depuis sa fondation, l'Ecole française d'Athènes, dont le prestige et l'autorité sont immenses *dans le domaine de l'archéologie* et des recherches historiques, se trouve étroitement associée à la vie spirituelle des Grecs. L'école possède une bibliothèque de *soixante mille volumes* traitant des recherches archéologiques et historiques sur l'antiquité grecque et le Moyen Age byzantin. La spécificité de l'Ecole française d'Athènes tient à ses traditions et à la nature de ses travaux qui relèvent de l'histoire même de la Grèce.

La société d'archéologie grecque, l'Ecole polytechnique d'Athènes et plusieurs institutions culturelles *de ce pays se joignent* à la campagne de protestation contre un projet qui reviendrait à rayer une si prestigieuse histoire. D'éminentes personnalités grecques signent une pétition afin que l'Ecole française d'Athènes demeure un établissement purement universitaire et scientifique et ne se transforme pas en un instrument de propagande culturelle, d'autant plus que l'Institut français d'Athènes couvre avec efficacité ce domaine. Ces remous autour de l'Ecole française d'Athènes se produisent au moment où les adversaires de la présence française en Grèce ne cessent de dénoncer un prétendu *« impérialisme culturel français »*.

Enfin, la presse grecque participe au mouvement de protestation, et les deux importants quotidiens athéniens *Vima* et *Kathemerini* consacrent de longs articles à ce *qu'ils considèrent* comme une fâcheuse affaire.

MARC MARCEAU.

● *Semaine d'action dans les lycées d'enseignement professionnel.* — Les enseignants et les personnels des lycées d'enseignement professionnel (LEP) sont appelés à des actions décidées localement pendant la semaine du *26* au *31* janvier. Ce sont les syndicats de la C.F.D.T. et de la C.G.T. qui lancent ce mot d'ordre national pour protester contre l'insuffisance des postes et des crédits, la surcharge des classes, et les conditions de travail *« incompatibles avec des initiatives pédagogiques que les difficultés des jeunes de ce secteur rendent pourtant nécessaires »*. Les syndicats demandent aussi une ouverture des *LEP « sur les réalités économiques, sociales et culturelles »*, mais s'opposent aux « stages Beullac » en entreprise, qu'ils estiment soumis à *« la mainmise du patronat »*.

● *Fin de la grève pour une partie des étudiants de Besançon.* — Les cours ont repris, samedi 24 janvier, à la faculté de droit et des sciences économiques de Besançon. Dans les deux autres facultés de l'université touchées par la grève commencée en décembre, les lettres et sciences humaines, les sciences et techniques, la décision de continuer ou d'arrêter le mouvement devait être prise ce lundi. *(Correspond.)*

● *Epreuve de travail manuel au baccalauréat.* — Une épreuve facultative de travail manuel sera *organisée pour la session 1981* du baccalauréat. Cette épreuve, *« destinée à valoriser l'exercice du travail manuel dans le cadre d'activités personnelles »*, portera, au choix, sur le travail du bois ou du métal. Il s'agira d'exécuter *« une ou plusieurs pièces simples »* d'après leur dessin de définition, au moyen *« d'un outillage manuel d'usage courant »*. Comme dans toutes les *épreuves facultatives* au baccalauréat, seuls les points au-dessus de la moyenne seront pris en compte.

SCIENCES

● *L'Union soviétique* a lancé, samedi 24 janvier, un nouveau vaisseau de transport automatique en direction de la station orbitale Saliout-6. L'engin, baptisé Progress-12, devrait, selon l'agence Tass, aider au *« fonctionnement ultérieur de la station »*. Il est donc raisonnable de penser que la station Saliout-6, dont les jours sont désormais comptés, va recevoir un *ou plusieurs* équipages de cosmonautes comprenant peut-être des cosmonautes de pays amis (Roumanie, Mongolie).

MÉDECINE

La politique gouvernementale entrave le fonctionnement des hôpitaux

estiment les responsables hospitaliers

Les mesures d'austérité, décidées par le gouvernement pour juguler l'extension des coûts hospitaliers, *entravent gravement le fonctionnement* des établissements de soins : telle est, résumée, la position qu'ont exprimée, récemment, devant la presse, les responsa*bles de la Fédération hospitalière* de France (1), par la voix de son président, M. Pierre Raynaud, et de M. Philippe Cadène, délégué général.

Le gouvernement a *décidé*, rappelons-le, en 1979, que l'augmentation des budgets des hôpitaux ne pourrait plus, désormais, excéder celle du produit intérieur brut et d'interdire, à cet effet, l'octroi de tout budget supplémentaire, ce qui permettait traditionnellement, aux établissements de terminer leur exercice.

D'après MM. Raynaud et Cadène, il résulte de ces décisions l'organisation, dans les hôpitaux, d'un déficit d'exploitation chronique de l'ordre de 2 % à 3 % et un appauvrissement des établissements, qui a pour conséquence, *notamment : une réduction des* travaux d'entretien, des fonds de roulement et d'amortissement, voire quelques amputations dans le patrimoine, des retards de paiement des charges *sociales*, un endettement, donc le paiement d'intérêts, et des reports de factures sur l'exercice suivant. *« Au total*, a déclaré M. Cadène, *la situation est de plus en plus gravement tendue, ce qui n'est pas sans risque pour la qualité de l'appareil de soins et, à terme, la sécurité des malades. »*

« Les restrictions budgétaires, a ajouté M. Cadène, *interdisent, désormais, l'embauche de nouveaux personnels, donc provoquent l'impossibilité de suppléer aux absences et entraînent une accumulation de fatigue pour le personnel. »*

D'autre part, la F.H.F. dénonce le risque d'une *« étatisation des hôpitaux »* (selon M. Cadène, le gouvernement s'apprêterait à nommer, désormais, les présidents des conseils d'administration des hôpitaux qui sont, de droit, les maires des communes où ils sont implantés) et celui d'une diminution d'activité, voire d'une suppression, de nombreuses consultations externes hospitalières, cela au profit de la médecine ambulatoire privée.

La F.H.F. pour remédier à cette *situation propose, notamment*, que l'Etat supprime l'impôt sur les salaires que les hôpitaux doivent acquitter et leur rembourse la T.V.A. sur les équipements et sur les travaux ; qu'il rembourse, aussi, *les charges d'enseignement* (des médecins, odontologistes et personnels para-médicaux) assumées par les hôpitaux ; que la tarification hospitalière soit simplifiée *et les moyens informatiques* développés.

La Fédération souhaite aussi voir supprimée la facturation individuelle des actes médicaux dans les hôpitaux et que ces derniers passent des conventions avec la *Sécurité sociale*. Elle demande enfin la suppression des services hospitaliers au profit des départements, l'organisation d'audits internes dans les établissements et le *développement* de *« structures alternatives à l'hôpital »* telles que les hospitalisations de nuit et de jour, les soins à domicile et la prévention. *« Nous ne faisons pas d'hospitalo-centrisme*, a conclu M. Cadène. *Qu'on ne fasse pas non plus d'hospitalo-phobie. »*

Les responsables des hôpitaux privés à but non lucratif (2) (FEHAP), de leur côté, dénoncent aussi en termes voisins les difficultés de fonctionnement et d'investissement entraînées par la politique restrictive du gouvernement. Ils protestent contre l'accusation selon laquelle l'adhésion au *« service public hospitalier »* de nombre d'entre eux aurait provoqué une considérable majoration du prix de journée dans leurs établissements. D'après une enquête menée par la FEHAP, sur deux cents de ces hôpitaux, les charges qui ont été *intégrées aux prix de journée* depuis l'adhésion au service public hospitalier se trouvaient antérieurement acquittées par la collectivité à d'autres titres. *C'est donc, selon M.* Jean Le Vert, président de la FEHAP, au prix d'artifices comptables *que cette* accusation a été portée et non à la suite d'un examen des réalités.

La FEHAP, d'autre part, dénonce l'application de la politique gouvernementale au sujet des personnes âgées : *avoir fixé* à 25 % de façon uniforme le nombre de lits *« médicalisés »* des maisons de retraite va conduire à des injustices locales et parfois à des sous-médicalisations préjudiciables à la qualité *de l'accueil* des personnes âgées. M. Le Vert a aussi contesté les objectifs de trop stricte rentabilité appliqués aux centres d'aide par le travail (qui accueillent des handicapés) et leur font *« perdre leur mission de soutien médico-social et éducatif »*. Il s'est enfin inquiété de la timidité avec laquelle le gouvernement met en œuvre la construction des maisons d'accueil spécialisées *(MAS)* chargées d'accueillir des personnes très gravement handicapées : *« 80 % des projets de création ont été refusés »*, a-t-il conclu sur ce point. — C. B.

(1) F.H.F., 33, avenue d'Italie, Paris-13e, téléphone : 584-32-50.

(2) FEHAP, Fédération des établissements hospitaliers d'assistance privée à but non lucratif, 24, avenue Villemain, Paris-14e, téléphone : 532-87-71.

RELIGION

Après la réunion au Vatican du Conseil du synode national
L'épiscopat néerlandais trouverait un compromis sur la formation sacerdotale

De notre correspondant

Amsterdam. — Mgr Joannes Gijsen, évêque traditionaliste de Roermond, serait sur le point *d'accepter un compromis sur* la question de l'enseignement religieux aux Pays-Bas dans le conflit qui l'oppose depuis longtemps à la plupart des autres *évêques néerlandais*.

Telle est l'opinion des observateurs aux Pays-Bas, après le voyage de Mgr Gijsen au Vatican, où Jean-Paul II a assisté, la semaine dernière, à la réunion secrète du conseil du synode *néerlandais, du 19 au 22 janvier (le Monde* daté 25-26 janvier).

Mgr Gijsen n'avait pas pris part au début de ces travaux pendant lesquels l'archevêque *d'Utrecht, Mgr Willebrands*, et Mgr Bluyssen, évêque de Bois-le-Duc (s'-Hertogenbosch), avaient informé le pape de l'absence de progrès dans le conflit sur l'enseignement religieux. L'invitation adressée à Mgr Gijsen de se rendre à Rome a *été entourée* de la plus grande discrétion. En l'absence d'une réaction personnelle de Mgr Gijsen, le fait que ses deux collègues néerlandais aient *exprimé à Rome leur optimisme*, a convaincu les observateurs, ici, que l'évêque de Roermond a fait des concessions.

Le pape a émis des propositions qui pourraient être rendues publiques lors de la réunion de la conférence épiscopale les *9* et 10 février. La lumière pourrait *être alors faite sur l'existence* éventuelle de pressions pour que Mgr Gijsen *se range aux côtés* des autres évêques (enseignement et formation des prêtres).

Mgr Gijsen lui-même, au mois d'août 1980, s'était adressé au pape, pour lui demander d'intervenir dans l'enseignement religieux aux Pays-Bas, où certains *établissements* prendraient des libertés avec les normes romaines. En agissant ainsi, Mgr Gijsen avait désavoué la commission épiscopale chargée d'étudier ce problème par le synode. Mgr Ernst, évêque de Breda et Mgr Möller, *évêque de Groningue, siègent également* dans cette instance.

C'est l'école supérieure de théologie de Heerlen, dans l'archevêché de Mgr Gijsen (Limbourg), *qui avait incité l'évêque le plus* traditionaliste des Pays-Bas à avoir recours au Vatican, arguant que l'enseignement donné mettait trop l'accent sur l'aspect séculier du sacerdoce.

Mgr Gijsen avait, on le sait, fondé *voici* dix ans, un séminaire traditionnel pour compenser l'influence de celui de Heerlen.

RENÉ TER STEEGE.

Recevant les membres de la Rote
JEAN-PAUL II INVITE A MOINS DE LAXISME DANS L'ANNULATION DES MARIAGES

Cité du Vatican *(A.F.P.)*. — Jean-Paul II a exhorté samedi *24 janvier les tribunaux ecclésiastiques* à ne pas se laisser aller *« à la facilité »* en accordant trop de sentences de nullité de mariage.

Le pape, qui recevait les membres du tribunal de la Rote (cour d'appel ecclésiastique suprême qui siège au Vatican) pour l'audience traditionnelle de la nouvelle *année, a fait siennes* les conclusions que le cardinal Felici avait rendues publiques en octobre dernier au synode général des évêques. Le cardinal avait dénoncé *le fait qu'au cours des dix* dernières années il y avait eu une augmentation de 5 000 % des sentences de nullité de mariage prononcées par les tribunaux *ecclésiastiques diocésains (le Monde* du 8 octobre 1980).

Jean-Paul II a rappelé à ce propos que les tribunaux régionaux devaient suivre plus efficacement les directives du Saint-Siège sans se livrer à des *innovations* dangereuses *pour* l'indissolubilité du mariage et le maintien des familles.

Recrutement d'Enseignants pour le Maroc.

Le Maroc recrute, dans le cadre de la Convention de Coopération Culturelle Franco-Marocaine, pour la rentrée scolaire et universitaire 1981-1982 un important effectif d'enseignants.

POSTES A POURVOIR.
Professeurs d'Enseignement Supérieur - Maîtres Assistants - Assistants - Docteurs d'Etat - Docteurs de 3e Cycle - Agrégés - Certifiés adjoints d'Enseignement - PT et PTA de lycées Techniques Titulaires - Maîtrise ou une licence d'Enseignement - Volontaires du Service National Actif.

DISCIPLINES.
Lettres modernes ou classiques - Mathématiques - Sciences naturelles - Physique et Chimie - Disciplines Techniques.

Les intéressés peuvent faire acte de candidature, pour enseigner au Maroc, dans le cadre de la Convention de Coopération Culturelle et Technique Franco-Marocaine.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES S'ADRESSER:

Carrefour Coopération, 34, rue Dumont-d'Urville - **75016 PARIS.**

Ambassade du Royaume du Maroc Service Culturel, 5, rue le Tasse, **75016 PARIS.**

Téléphone: 520.69.35 - Poste 240.

Ministère Marocain de l'Education Nationale et de la Formation des Cadres, **RABAT - Téléphone: 713-64 - RABAT.**

La 1re Commission de recrutement se réunira au cours de la dernière semaine du mois de Février 1981.

La 2e Commission au cours de la dernière semaine du mois d'Avril 1981.

HAVAS CONTACT



UNE GRANDE ECOLE D'AFFAIRES DANS UN CENTRE INTEGRE DE MANAGEMENT

L'Ecole Supérieure de Commerce du CERAM

• recrute sur Concours National (date limite d'inscription : 31 janvier 1981) pour les candidats issus des classes préparatoires au Haut Enseignement Commercial. 80 places au concours.
3 années d'études santionnées par un Diplôme National.

• recrute sur tests et épreuves d'entretien pour les titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'une licence, d'un bachelor ou d'un titre équivalent (date limite d'inscription 31 juillet 1981).
2 années d'Enseignement Supérieur des Affaires à temps complet sanctionnées par un Diplôme National.

Le CERAM est implanté au cœur du Complexe Scientifique International de Sophia Antipolis qui est notamment la première concentration européenne en informatique.

Associé au CESA (HEC, ISA, CFC), le CERAM propose une pédagogie à objectifs très professionnels, appuyée sur de très importants moyens informatiques et audiovisuels.

CERAM — Sophia-Antipolis B.P. 20, 06560 Valbonne Cedex, Tél. 33.95.95

« LAISSEZ-LES VIVRE » DÉNONCE « L'UTILISATION DE FŒTUS HUMAINS » POUR LA RECHERCHE

Le mouvement Laissez-les vivre (1), que préside le docteur Paul Chauchard, a célébré, les 24 et 25 janvier à Paris, son dixième anniversaire. Rappelant les principaux thèmes de leur action : la lutte contre l'avortement et l'euthanasie, la revalorisation de la maternité, les membres de l'association ont aussi, cette année, dénoncé *« l'utilisation de fœtus humains dans l'expérimentation »*. M. Claude Jacquinot, magistrat, a en *particulier* développé ce thème.

Il y a moins de trois mois, a déclaré M. Jacquinot, des informations ont été publiées sur *« l'utilisation de fœtus humains dans un laboratoire d'embryologie de Bordeaux »* (*le Monde* du 5 novembre 1980). Il s'agissait, a ajouté M. Jacquinot, d'extraire des embryons de *neuf* à dix semaines des cellules pancréatiques puis de les cultiver de manière à les faire *« parvenir au stade productif d'insuline. Il a fallu utiliser vingt et un pancréas de fœtus humains pour réaliser une greffe sur un malade. »*

Assimilant ces expérimentations à celles que réalisaient les nazis pendant la seconde guerre mondiale, M. Jacquinot a estimé que cette « dissection » ne pouvait en rien être comparée à celle qui est pratiquée sur un *cadavre*, car *il* s'agit d'embryons vivants, sur l'insensibilité desquels nul ne s'est interrogé.

Il s'agit d'un geste *« destructeur d'une personne »*, a déclaré M. Jacquinot, avant d'ajouter : *« Pratiquer de telles expérimentations, c'est accepter l'idée pernicieuse et fatale que la science doit se mettre inconditionnellement au service de la société, fût-ce au détriment de l'individu. C'est une conception totalitaire de la médecine. »*

(1) Boîte postale 111-10, 75463 Paris cedex 10.

PEUGEOT C'EST ICI

Au Kremlin-Bicêtre
Ets Grandchamp & Cie S.A.
54-56, rue de la Convention
94270 Le Kremlin-Bicêtre
Tél. : 658.01.22

Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.

TALBOT C'EST LA

HAVAS COMSEA

J. WALTER THOMPSON

"JE FAIS DES APPARTEMENTS DE VACANCES ASSEZ CHERS POUR ETRE HONNETES."

Jean-Marc Penchinat

Je ne me bats pas sur les prix, mais sur la qualité. Plus qu'une "bonne affaire", l'achat d'un appartement de vacances est un investissement sûr et solide : choix du site, soin apporté à l'isolation phonique et thermique, agencement et bonne finition.

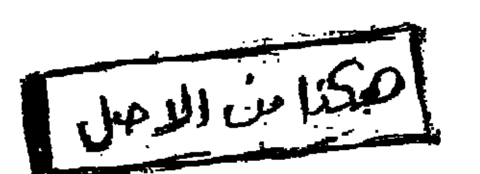
Tout ce qui procure du bien-être aux vôtres et fait prendre de la valeur à votre bien. Si mes appartements de vacances vous semblent chers, quoi de plus rassurant : c'est que le vrai bâtir revient cher aujourd'hui et que je ne veux pas sacrifier la qualité à la propriété à tout va. Et que, si rien n'est parfait, j'essaie au moins de faire mon travail avec rigueur et honnêteté.

Cette politique qui est la mienne depuis vingt et un ans, je l'applique à Port-Camargue, au Grau-du-Roi, au Cap d'Agde, au Golf de Nîmes-Campagne, et bientôt à Val Thorens et aux Arcs.

Rencontrons-nous.



18 Bd Victor-Hugo, 30000 Nîmes. Tél. (66) 676261



Le Monde

sports

SKI NORDIQUE

Les Norvégiens à l'assaut de la citadelle soviétique

La Bresse. — La cinquième étape de la Coupe du monde de ski de fond s'est déroulée les 24 et 25 janvier à La Bresse, dans les Vosges. Enotron cinq mille spectateurs s'étaient déplacés samedi matin pour « pousser » Jean-Paul Pierrat, dont le village natal, Xonrupt, se situe à une dizaine de kilomètres des pistes bressaudes. Le Vosgien n'a pas déçu ses supporters. Il a même provoqué une étonnante vague d'enthousiasme dans l'enceinte du stade d'arrivée en prenant la cinquième place du 15 kilomètres à seulement 36 secondes du vainqueur, le Norvégien Aunli.

Le Français signait ainsi sa meilleure performance depuis sa médaille de bronze aux championnats du monde de 1978. Engagé également cette saison sur le front des courses de longue distance, le leader de l'équipe de France s'envolait dans l'après-midi pour l'Italie afin de participer à la Marcialonga, épreuve de 70 kilomètres qu'il terminera deuxième malgré l'impressionnant effort de la veille.

Les Norvégiens ont frappé très fort à La Bresse : succès individuel d'Ove Aunli dans l'épreuve hommes, et collectif dans les relais masculin et féminin. Cette très forte poussée norvégienne donne un coup d'arrêt à la suprématie soviétique du début de saison. Mais Raisa Smetanina reste indéracinable : la championne olympique du 5 kilomètres a remporté l'épreuve individuelle, signant son quatrième succès consécutif...

Correspondance

Le ski de fond féminin soviétique peut donc désormais se passer de Galina Kulakova. Un monument pourtant. Une figure historique. Le plus bel exemple de longévité sportive au plus haut niveau. Quatre médailles d'or, deux d'argent et deux de bronze, cueillies en quatre olympiades, sont les plus beaux ornements du tableau de chasse de cette « grand-mère » explosive qui glisse encore comme une reine à trente-neuf ans. « *Elle est la quatrième ou cinquième Soviétique à l'heure actuelle,* dit Smetanina. *Elle participera peut-être aux dernières étapes de la Coupe du monde. En tout cas, personne ne pourra faire aussi bien. Ne me comparez pas à elle. Elle a été trente-six fois championne d'U.R.S.S. et moi six fois seulement.* » L'écart au palmarès olympique est moins important puisque Raisa Smetanina totalise déjà, à vingt-huit ans, trois titres et deux autres récompenses frappées d'argent.

Alors que vient d'être parcourue la moitié du parcours de la Coupe du monde, Smetanina a déjà placé la barre très haut, et on se demande qui pourrait bien la déloger de sa position au classement général. Ce chêne qu'on n'est pas prêt d'abattre est le magnifique arbre qui cache la forêt d'un recul global du fond féminin soviétique. A Lake-Placid, le commando est-allemand avait fait sauter le verrou en remportant l'épreuve de relais. Smetanina avait sauvé la face en gagnant sur 5 kilomètres. Actuellement, elle joue le rôle de citadelle assiégée par toute une troupe norvégienne ambitieuse.

Smetanina peut tenir longtemps, mais elle reconnaît qu'« *il existe un problème assez important dans l'équipe soviétique en ce moment. Rocheva Baldicheva et Kulakova ont quitté la scène internationale. Leur succession est difficile à assurer. Nous avons beaucoup de jeunes filles de grand talent, mais il faut attendre qu'elles mûrissent. Elles seront prêtes pour les Jeux de 1984. C'est une période de transition* ».

Ce phénomène de récession devrait être passager car le réservoir de cinq à six cent mille femmes sur les deux millions de candidatures que compte l'U.R.S.S. permet de raccourcir les délais de constitution d'une relève efficace.

En attendant, Raisa tient le choc. Sa carrière débuta à quinze ans dans un village de la République autonome de Komi, où l'élevage de rennes de ses parents exigeait que l'on utilisât les skis pour surveiller le troupeau... Son entrée dans l'équipe nationale remonte à 1972. Son premier coup d'éclat à 1974, avec une troisième place au championnat du monde, à Falun (Suède). C'était le début du cursus habituel des vedettes de la spécialité avec un passage obligé dans l'arène olympique. A partir de 1976, à Seefeld, on allait prendre l'habitude de voir son visage plutôt fermé sur les podiums.

Installée aujourd'hui à Syktyvkar, à 500 kilomètres de son coin de toundra natal, Raisa Smetanina pourrait enseigner l'éducation physique, mais la vie de sportive de haut niveau accapare tout son temps : « *Je suis habituée à tous ces vagabondages. Cela me plaît. Il me sera sans doute dur d'abandonner cette manière de vivre. J'y pense quelquefois. Mais le problème n'est pas actuel. Peut-être la sera-t-il après les Jeux de 1984.* »

Premier objectif, remporter la Coupe du monde : malgré mon avance, l'affaire n'est pas jouée. « *Il faut savoir lutter jusqu'au bout, suivre l'exemple de Kulakova.* » Le second objectif, les championnats mondiaux d'Oslo en 1982.

Une préparation biologique est-elle indispensable dans ce sport très éprouvant ? « *J'ai entendu parler d'une telle chose et j'y suis résolument opposée. Je suis certaine que, par ce biais, on ne peut obtenir que des succès très temporaires.* » La recette de Smetanina : 2 000 kilomètres de footing et de ski à roulettes pendant l'été ; un millier de kilomètres d'entraînement sur neige avant les compétitions ; 3 000 de plus pendant l'hiver. Le carnet de pistes de Raisa est bien rempli.

LLIBERT TARRAGO.

FOOTBALL

Dure reprise

Les cinq minutes de retard décidées par les arbitres pour le coup d'envoi de tous les matches de football des 24 et 25 janvier, afin de protester contre la violence dont ils sont de plus en plus souvent victimes, n'avaient guère incité à la réflexion les footballeurs du Paris - Saint-Germain et de Monaco. Moins de vingt minutes après cette reprise du championnat, interrompu depuis le 21 décembre pour une trêve hivernale, les Monégasques qui récupéraient Roland Courbis et Didier Christophe, indisponibles depuis plusieurs semaines, perdaient leur ailier droit, Roger Ricort, victime d'un mauvais coup de Luis Fernandez sur les ligaments du genou gauche. Courbis ne manquait pas bien sûr la première occasion de faire justice à son coéquipier, et écopait d'un carton jaune, tout comme... Fernandez un peu plus tard.

Ainsi, les trente mille spectateurs du Parc des Princes venus pour voir deux des équipes prétendant aux places d'honneur et réputées pour leur jeu agréable et spectaculaire ont eu droit à un festival de coups bas et de coups francs. Au moins pouvait-on attendre de la part de professionnels une bonne exploitation des coups-francs situés à proximité des buts adverses. Mais, devant le manque d'inspiration des Parisiens dans ce domaine, il est permis de se demander ce qu'ils peuvent bien répéter à l'entraînement.

Cette carence de buts et de spectacle constatée sur la plupart des stades — huits résultats nuls sur dix matches en première division — amène aussi à s'interroger sur l'utilité d'une trêve qui ne permet pas vraiment aux joueurs de récupérer en dix jours de repos, perturbe leur préparation et surcharge le calendrier à d'autres périodes de l'année. Après tous les aménagements imaginés pour le « tirage au sort » de la Coupe de France, faut-il croire que l'avis des trésoriers — ils redoutent les portefeuilles dégarnis par les fêtes, — prime là aussi sur toute autre considération ?

GÉRARD ALBOUY.

SKI ALPIN

Stenmark et Nadig confirment leurs options sur la Coupe du monde

Les courses de Coupe du monde disputées à Wengen pour les hommes et aux Gets pour les femmes, les 24 et 25 janvier, ont été déterminantes dans l'attribution du trophée de Cristal.

A Wengen, sur la piste du Lauberhorn, le Suisse Peter Muller, qui était le grand favori de la descente dont il détenait le record de vitesse, a fait une chute spectaculaire dans le mur d'arrivée. Cet accident, dont il se tira avec une épaule luxée, a permis à son compatriote Toni Burgler de s'imposer devant l'Autrichien Weirather et le Canadien Podborski, qui n'a pas réussi la passe de quatre après ses succès de Saint-Moritz, Garmisch et Kitzbuhel. Mais la chute de Muller l'a surtout écarté de la course au titre sur lequel le Suédois Ingemar Stenmark a pris une sérieuse option en terminant seulement troisième du slalom spécial. Renouvelant son coup de l'an passé sur cette même piste d'Innerwengen, le Yougoslave Bojan Krizaj a en effet pris le meilleur sur le Suédois, qui fut également dominé sur le second parcours par l'Autrichien Marc Girardelli, qui court sous les couleurs du Luxembourg à la suite d'un différend sur les méthodes d'entraînement avec la fédération autrichienne. Cette nouvelle contre-performance du Suédois — due à des ennuts avec un de ses bâtons — ne l'a pas empêché de reprendre la tête du classement général de la Coupe du monde.

Aux Gets, c'est la Suissesse Marie-Thérèse Nadig qui a renforcé son avance au classement général en terminant seulement à la dixième place du slalom géant, gagné par l'Américaine Tamara McKinney, qui, depuis sa victoire à Haute-Nendaz (Suisse), affiche une grande maîtrise. Les Françaises, en revanche, accusent une certaine baisse de régime : Perrine Pelen a terminé septième et Fabienne Serrat onzième, et elles se retrouvent respectivement à la quatrième et cinquième place de la Coupe du monde.

ESCRIME

La mise au point des boycotteurs

Habitué des places d'honneur, l'Allemand de l'Ouest Mathias Behr n'avait encore jamais pu remporter une compétition de grande envergure. A vingt-cinq ans, le fleurettiste de Tauberbischofsheim (à une centaine de kilomètres de Francfort) a pris une éclatante revanche *en gagnant, le dimanche 25 janvier à Paris,* la deuxième épreuve du sixième challenge Martini.

Son escrime n'est pas du tout comparable à celle pratiquée par les plus fins stylistes, mais, parfaitement adaptée à sa morphologie (1,94 mètre, 85 kilos), elle est d'une redoutable efficacité. En outre, Mathias Behr possède la faculté peu commune de s'adapter à toutes les formes du jeu. On le vit bien lorsque, au cours du gala final, il médusa tour à tour le subtil Français Pascal Jolyot, le déconcertant Belge Thierry Soumagne et, enfin, le vaillant et prometteur champion d'Italie, Angelo Scuri.

Six mois après les Jeux olympiques, les spécialiste de République fédérale d'Allemagne et d'Italie, absents de Moscou pour cause de boycottage, ont saisi la première occasion pour effectuer une mise au point remarquée.

Après sa victoire, Mathias Behr ne s'est d'ailleurs pas gêné pour déclarer : « *A Moscou, les Français n'ont vraiment mérité qu'une part de leur médaille d'or.* » Il est vrai que le forfait des Allemands de l'Ouest et des Italiens et la blessure du Soviétique Lapitsk, transpercé par un fleuret polonais, avaient grandement facilité la tâche des Français. Mais il n'en demeure pas moins vrai que, très bien préparés, ils ont su saisir cette chance que les Polonais notamment avaient laissé échapper.

Très conscients des responsabilités que confère un titre olympique et désireux de prouver devant le nombreux public qui se déplace à cette seule occasion que leur sacre n'est pas uniquement dû aux circonstances, Pascal Jolyot, Didier Flament, Frédéric Pietruszka et Bruno Boscherie avaient repris l'entraînement un peu plus tôt qu'à l'accoutumée. C'est que, débarrassés de leurs principaux rivaux, les Soviétiques *Vladimir Smirnov, champion* olympique, et Alexandre Romankov, champion du monde, qui déclinent régulièrement l'invitation de la ligue de Paris, ils entendaient aborder ce challenge Martini avec de bons atouts, sans pour autant abattre l'intégralité de leurs cartes, puisque leur objectif prioritaire reste bien entendu les championnats du monde, organisés du 2 au 13 juillet *prochain à Clermont-Ferrand.*

L'échec des Français

L'expérience montre qu'il est de plus en plus difficile d'être au meilleur de sa forme au début et à la fin de la saison. En fait, Jean-Claude *Magnan est le dernier* fleurettiste à avoir remporté la même année (1965) le challenge Martini et les championnats du monde qui, respectivement, inaugurent et clôturent la saison. A cette longue série d'échecs, il y a plusieurs raisons. Tout d'abord à l'époque le chiffre des engagés dans les tournois était beaucoup moins important. Du coup, les dons et l'imagination finissaient *toujours par faire la différence.* Cependant, de gré ou de force, il a bien fallu suivre l'évolution. Priorité a donc été donnée au travail en résistance, souvent au détriment de la vitesse. *Enfin,* force est d'observer que, Smirnov et Romankov mis à part, depuis Magnan aucun fleurettiste n'a réellement dominé sa génération.

Devant ce constat, Jacky Courtillat, l'entraîneur des fleurettistes français, a *changé son fusil* d'épaule. Il est revenu à une préparation trimestrielle axée successivement sur le volume de travail, la résistance et la vitesse. *Selon lui, ce système* devrait permettre à ses tireurs de retrouver leur place au soleil dès le début du mois d'avril.

C'est dire que l'échec par manque de rythme de *Jolyot,* handicapé par une petite élongation, Boscherie et Pietruszka en quart de finale du challenge Martini, ne l'a en définitive pas trop affecté : « *Avec neuf Français parmi les trente-deux premiers placés, j'ai tout lieu d'être satisfait du résultat global,* explique-t-il. « *Au reste, ce n'est pas parce que nous sommes champions olympiques que nous allons truster les victoires. Par ailleurs, trouver à ce niveau trois jeunes comme Philippe Omnes, Michel Magne et Marc de Lagerie, est à coup sûr encourageant.* »

Il n'empêche que, de toute évidence, ces jeunes sont encore un peu tendres pour pouvoir prétendre aux premiers rôles. Autrement dit, après les retraites de Didier Flament, Bruno Boscherie et Philippe Bonnin, annoncées au terme de la saison, le fleuret français risque de connaître un passage difficile malgré tout le talent de Pascal Jolyot, le vice-champion du monde et olympique.

JEAN-MARIE SAFRA.

AUTOMOBILE

RALLYE DE MONTE-CARLO

L'Audi Quattro de Mikkola fait la différence

Monte-Carlo. — Le Finlandais Hannu Mikkola et son Audi Quattro à quatre roues *motrices, turbocompressée, ont pris* un net avantage dans la première des trois parties du Rallye de *Monte-Carlo, lundi 26 janvier,* après les six épreuves spéciales du parcours de classement (Aix-les-Bains - Monaco), soit sur 148 kilomètres de sprint. Mikkola comptait 5 min. 54 sec. d'avance sur Jean-Luc Thérier (Porsche 911 SC), 6 min. 12 sec. sur Jean Ragnotti (Renault 5 turbo), 6 min. 19 sec. sur Guy Fréquelin (Talbot Lotus), 6 min. 58 sec. sur Bruno Saby (Renault 5 turbo) et 7 min. 21 sec. sur Markku Alen (Fiat 131 Abarth). Le calcul est facile à faire : Mikkola, à chaque kilomètre, a distancé ses adversaires d'au moins 2 secondes. Sa voiture à quatre roues motrices et à moteur suralimenté, engagée pour la première *fois dans le Rallye de Monte-Carlo,* s'est jouée de la neige et du verglas comme aucune autre ne l'avait fait avant *elle. Sur cette* première partie de la course, Mikkola a affronté les conditions de route convenant le mieux aux qualités et au potentiel de sa voiture et a éclipsé complètement les Renault 5 turbo de Ragnotti et de Saby, qui appartiennent, comme l'Audi Quattro turbo, à la toute nouvelle génération des voitures de rallye.

De notre envoyé spécial

Personne ne pensait que la supériorité de l'Audi Quattro sur la neige et le verglas serait aussi franche. Le premier surpris des écarts enregistrés au cours de la première des trois parties du rallye — parcours de classement, *parcours commun, parcours final* — a été Gérard Larrousse, le directeur de la compétition de Renault. « *Deux secondes au kilomètre, c'est tout à fait inattendu,* a-t-il reconnu. *Mikkola a désormais une avance qui peut lui permettre de choisir sa tactique. Mais, avant de juger vraiment l'Audi Quattro turbo, il faut attendre les épreuves qui seront disputées sur route sèche. Je dois cependant admettre que je ne crois pas que sur le sec l'avantage de mes voitures sera aussi net.* »

Chez Renault, où Ragnotti et Saby ont été handicapé par des ennuis de timonerie de boîte de vitesses, le parcours de classement prend fin dans le désappointement. C'est au demeurant un sentiment qui prévaut au sein de toutes les équipes de pointe du *rallye : Fiat, Ford, Opel, Porsche,* Lancia et Talbot. Pour mieux saisir cet étonnement et cette déception, sans doute est-il opportun de rappeler que le Rallye de Monte-Carlo a rarement donné lieu à une telle démonstration et que la victoire n'a quelquefois tenu qu'à une poignée de secondes. L'année dernière, par exemple, au terme d'une semaine de course, Walter Rohrl (Fiat-131 Abarth) n'avait précédé Bernard Darniche (Lancia Stratos) que de 2 min. 30 sec. C'est donc un grand coup que frappe d'entrée Hannu Mikkola. Son avantage de 5 min. 54 sec. acquis en une seule nuit a effectivement de quoi susciter beaucoup d'inquiétude.

Heureusement pour les adversaires de l'Audi, la météo prévoit que de nombreuses routes seront sèches dans les *prochains jours.* Après tout, il ne reste qu'une Quattro en course, Michèle Mouton ayant abandonné quelques kilomètres après son départ de Paris, sur des ennuis d'injection. Dans un rallye aussi long que celui de Monte-Carlo, une seule voiture ne donne guère de garanties de succès, et l'Audi Quattro présente aussi l'éventuel inconvénient d'être une toute nouvelle voiture, au début de son développement sportif et technique, dont la robustesse n'a pas *encore été démontrée.*

Ce lundi, à l'arrivée des concurrents en Principauté, l'Audi Quattro de Mikkola fait en tout cas figure d'épouvantail et monopolise l'attention. C'est un coupé aux lignes un peu lourdes, en *vente sur le marché* pour la coquette somme de 165 000 francs. Dans sa version sportive, la Quattro, la plus puissante des voitures engagées à Monte-Carlo, *développe* 330 ch. Elle est équipée d'un moteur cinq cylindres en ligne de 2 144 cm3, *servi par* un turbocompresseur KKK, soit avec la suralimentation une équivalence de cylindrée de 3 300 cm3. De cure d'allégement en *cure d'allégement,* son *poids* est passé à 1 050 kilos. Son pilote, Hannu Mikkola, champion du monde des rallyes en 1979, est un acrobate sur la neige et le verglas. *Il a aussi* une revanche personnelle à prendre et une réputation à reconquérir : il a été disqualifié au récent Rallye de Côte-d'Ivoire et soupçonné d'avoir voulu prendre un raccourci.

FRANÇOIS JANIN.

HIPPISME. — Le Prix d'Amérique, disputé le 25 janvier à Vincennes, a été gagné par Idéal du Gazeau (18) devant Jorki (17) et Classical Way (14). Tous les records d'enjeux ont été battus avec 178 millions de francs au P.M.U. et 9 millions de francs joués sur l'hip*podrome.*

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Dix-neuvième journée)

*Le Mans b. Monaco	87-79
*Caen b. Villeurbanne	85-82
*Tours b. Avignon	98-76
*Orthez b. Nice U.C.	97-76
Challans b. *S.F.-Evry	90-81
*Limoges b. Nice B.C.	103-77
Antibes b. Mulhouse	105-85

● Classement : 1. Le Mans, 51 pts ; 2. Tours, 47 ; 3. Villeurbanne et Orthez, 45 ; 5. SF Evry, 43 ; 6. Caen et Avignon, 41 ; 8. Limoges, 39 ; 9. Mulhouse et Antibes, 35 ; 11. Monaco, 33 ; 12. Challans, 31 ; 13. Nice U.C., 33 ; 14. Nice B.C., 31.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
PREMIÈRE DIVISION
(Vingt-quatrième journée)

*Lyon et Nantes	0-0
*Angers et Saint-Etienne	1-1
*P.-S.-G. et Monaco	0-0
*Bordeaux et Nîmes	1-1
*Strasbourg et Metz	3-3
*Lens bat Nancy	2-1
*Lille et Tours	1-1
*Bastia et Sochaux	1-1
*Auxerre et V.A.	1-1
*Nice bat Laval	2-1

Classement. — 1. Nantes, 36 pts ; 2. Saint-Etienne, 35 ; 3. Bordeaux, 32 ; 4. *Monaco,* 29 ; 5. *Lyon et Paris-S.-G.,* 27 ; 7. Sochaux et Valenciennes, 25 ; 9. Lens, Strasbourg et Metz, 23 ; 12. Lille, 22 ; 13. Nancy, 21 ; 14. Tours, Bastia et Auxerre, 20 ; 17. Nice et Angers, 19 ; 19. Laval et Nîmes, 16.

DEUXIÈME DIVISION
(Vingt et unième journée)

Groupe A

*Montpellier bat Montluçon	3-0
*Tavaux-Béziers (match arrêté)	
*Toulouse bat Gueugnon	3-1
*Libourne et Besançon	1-1
*Saint-Dié et Thonon	1-1
Marseille et *Ajaccio	0-0
Angoulême bat *Avignon	2-0
*Grenoble-Martigues	remis
Cannes bat *Corbeil	1-0

Classement. — 1. Montpellier, 30 pts ; 2. Toulouse, 29 ; 3. Béziers, 28 ; 4. Besançon et Thonon, 26 ; 6. *Gueugnon,* Angoulême et Marseille, 24 ; 9. Martigues et Cannes, 21, etc.

Groupe B

Rennes bat *Brest	1-0
*Thionville et Blois	2-2
*Rouen bat Montmorillon	2-0
*Châteauroux bat Nœux-les-M.	1-0
**Guingamp et Quimper*	1-1
*Limoges et Le Havre	1-1
*Reims bat Orléans	3-1
*Abbeville et Dunkerque	0-0
*Paris F.C. et Caen	0-0

Classement. — 1. Brest, 29 pts ; 2. Thionville et Rouen, 27 ; 4. Nœux, 24 ; 5. Guingamp et Châteauroux, 23 ; 7. Le Havre, 22 ; 8. *Rennes* et Abbeville, 21 ; 10. Orléans, 20, etc.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Onzième journée)

*Asnières b. Sète	3-1
*Montpellier U.C. b Saint-Maur	3-1
*Cannes b. Stade Français	3-2
*Grenoble b. *Lyon*	3-1
Paris U.C. b. *Clamart	3-2

● Classement : 1. Grenoble, 21 pts ; 2. Cannes et Asnières, 20 ; 4. Sète, 17 ; 5. Clamart, 16 ; 6. Saint-Maur, Lyon et Stade Français, 15 ; 9. Montpellier, 14 ; 10. Paris U.C., 12.

SKIS: POUR EN CHANGER A VOLONTÉ
louez-les en bas des pistes!

Avec le forfait "tous skis", vous pouvez maintenant louer chaque jour une paire de skis différente (ex. : piste, poudreuse, fond) en bénéficiant du même tarif dégressif. C'est l'un des avantages de la nouvelle charte de service Altisport signée par 220 magasins de sport situés dans les stations de ski.



le service et la compétence
où vous en avez besoin :
en bas des pistes, dans les stations.



Vous pouvez, maintenant, tester vos skis sur les pistes avant d'acheter. C'est l'un des avantages de la nouvelle charte Altisport signée par 220 magasins de sport situés dans les stations de ski. Altisport vous assure aussi un service après-vente inter-stations gratuit (fartage, affûtage, dépannage 1 journée).

altisport
le service et la compétence
où vous en avez besoin :
en bas des pistes, dans les stations.

Une nouvelle formule d'Assurance Accident

Votre épouse recevra 7 000 F par mois pendant toute sa vie.

Avec le contrat Rentavie de la Compagnie New-Hampshire.

Voici les principaux avantages de ce nouveau contrat d'assurance :

■ Votre épouse recevra 7 000 F par mois (84 000 F par an) pendant toute sa vie si vous décédez à la suite d'un accident. ■ Vos enfants recevront cette rente pendant les vingt premières années de son versement si leur mère disparaît prématurément. ■ Vous êtes assuré 24 heures sur 24, dans le monde entier, pour votre vie privée, vos activités professionnelles ou sportives et tous vos déplacements. ■ Vous pourrez étudier votre contrat tranquillement chez vous et sans engagement de votre part.

Votre épouse bénéficie d'une protection financière durant toute sa vie.

Rentavie prévoit le versement d'une rente mensuelle à l'épouse de l'assuré si ce dernier décède à la suite d'un accident. Si, par exemple, la veuve d'un assuré vit 35 ans après le décès de son mari, elle recevra tous les mois et pendant 35 ans, une rente de 7 000 F. Mais, 35 ans n'étant qu'un exemple, elle touchera cette rente aussi longtemps qu'elle vivra.

Vos enfants percevront cette rente s'ils devaient devenir orphelins de père et de mère.

Quel que soit leur âge, Rentavie continue de leur être versée en totalité, jusqu'à la fin d'une période de 20 ans qui commence le jour du premier versement de la rente à l'épouse.
Un exemple : si le conjoint survivant décède 3 ans après l'assuré, les enfants recevront, à la place de leur mère, la rente mensuelle pendant 17 ans.
Si les parents décèdent simultanément, les enfants bénéficient automatiquement de la rente pendant 20 ans. Ils sont par conséquent protégés dans tous les cas jusqu'à ce qu'ils atteignent au moins leur majorité.

Votre contrat peut bénéficier de certaines dispositions concernant la réévaluation des garanties.

La Compagnie vous proposera tous les deux ans d'augmenter la rente prévue dans votre contrat pour tenir compte de l'inflation. En cas d'accord, votre cotisation sera, bien entendu, majorée dans la même proportion.
De plus, Rentavie pourra bénéficier, le moment venu, des dispositions relatives aux majorations des rentes viagères si le bénéficiaire remplit les conditions légales et réglementaires qui seront en vigueur lorsqu'elle sera servie.

Pour assurer une garantie de ressources à votre épouse, il est préférable de choisir une rente plutôt qu'un capital.

La solution traditionnelle est d'assurer un capital sur la tête du chef de famille. Mais est-ce toujours satisfaisant?
Qu'advient-il de ce capital?
S'il est placé, les intérêts financiers sont-ils assez élevés pour aider efficacement la famille?
S'il est entamé, combien de temps cela durera-t-il?
Avec la solution Rentavie, ces questions ne se posent plus. En déterminant aujourd'hui le revenu mensuel dont disposera votre épouse vous êtes certain que votre assurance remplira bien la mission que vous lui assignez.

Vous bénéficiez d'une formule de souscription particulièrement économique.

D'abord parce que Rentavie peut être souscrite directement auprès de la Compagnie par un très grand nombre de personnes dans un court délai. Les frais de toute nature sont donc réduits au minimum et vous en profitez.

Ensuite parce que le tarif de Rentavie est sans surprise. Il vous est communiqué dès maintenant et vous n'avez pas à craindre de majorations en raison de votre âge ou de votre profession.

Enfin parce que Rentavie vous assure pour le risque auquel vous êtes le plus exposé : l'accident. Vous n'avez pas à payer pour des à-côtés inutiles ou coûteux et votre contrat ne fait pas double emploi avec ceux que vous possédez déjà.



... une nouvelle formule d'assurance qui garantit efficacement l'avenir de la famille...

Enfin un contrat clair que vous pouvez étudier sans engagement pendant 15 jours.

Les conditions générales de Rentavie répondent clairement aux questions que vous pouvez encore vous poser. Tout y est prévu : la définition précise des risques assurés, les modalités de règlement de la rente, la protection de vos enfants s'ils deviennent orphelins, etc.

Les exclusions habituelles ont été limitées au maximum et portent seulement sur : la guerre, l'explosion atomique, le suicide, l'alcoolisme, l'usage de stupéfiants non ordonnés médicalement et le pilotage d'avion.

Vous ne recevrez la visite d'aucun démarcheur et si, après examen, votre contrat ne vous convenait pas, vous n'aurez aucune explication à nous fournir.

Retournez-nous dès aujourd'hui votre demande d'adhésion sans engagement.

Ne laissez pas échapper cette occasion d'étudier gratuitement et sans engagement un contrat d'assurance qui garantit à votre épouse une rente mensuelle jusqu'à la fin de sa vie.

Rentavie est unique sur le marché français et après la date limite nous ne pourrons plus vous garantir les mêmes conditions. Aussi, agissez dès aujourd'hui. Complétez la demande d'adhésion ci-dessous et adressez-la sous enveloppe non affranchie à :

Compagnie New-Hampshire
Libre Réponse n° 4334 75N
75851 Paris Cedex 17

Vous recevrez gratuitement votre police Rentavie pour étude et vous aurez 15 jours pour donner suite ou non.

La New-Hampshire

Notre Compagnie, fondée aux États-Unis en 1869, gère à travers le monde plus de 900 000 polices. En 1979, elle a versé près d'1 milliard de francs à ses assurés au titre de leurs contrats. Elle fait partie de l'American International Group implanté dans 135 pays et dont les actifs s'élèvent à plus de 13 milliards de francs.

A ce même groupe appartient la société EURAVIE, Compagnie Européenne d'Assurances sur la Vie, entreprise régie par le Code des Assurances. La rente prévue par Rentavie sera constituée auprès de cette société qui en assurera le versement.

Compagnie d'Assurance
New-Hampshire
24, Avenue de la Grande Armée
75017 Paris. Tél. 755.72.20.

Rentavie en 5 points.

1/ Une garantie accident, partout dans le monde, 24 heures sur 24, vie privée et professionnelle.

2/ Des rentes mensuelles payées à votre épouse pendant toute sa vie.

3/ Une rente versée pendant 20 ans minimum en cas de décès prématuré de votre épouse.

4/ Une rente réversible au profit de vos enfants.

5/ Un contrat que vous pouvez renouveler sans formalité jusqu'à 65 ans. Il deviendra ensuite renouvelable annuellement par la Compagnie après examen d'un questionnaire de santé.

La New-Hampshire vous propose trois options

	Montant de la rente	Montant des cotisations mensuelles T.T.C.
Option 1	7 000 F par mois	149,50 F
Option 2	5 000 F par mois	119,50 F
Option 3	3 750 F par mois	91,50 F

*La date limite ci-dessous sera prorogée en cas de perturbations dans l'acheminement du courrier.

*DATE LIMITE : 9.2.81

RENTAVIE — 08101XX703

DEMANDE D'ADHESION SANS ENGAGEMENT

COMPAGNIE D'ASSURANCES NEW-HAMPSHIRE

Entreprise régie par le Code des Assurances - Capital social : 5 640 640 $
R.C. PARIS B 775.758.618
24, Avenue de la Grande Armée - 75017 PARIS - Tél. 755.72.20

Souscripteur (âge limite pour souscrire : 64 ans)
NOM .... Prénom ....
N° .... Rue ....
Ville .... Code postal ....
Date de naissance .... Taille .... Poids ....
Profession ....

Bénéficiaire * ....
Nom de jeune fille .... Prénom .... Age ....
* Si le bénéficiaire n'est pas votre épouse prière de le préciser ici.

Option choisie. Je désire recevoir un contrat établi pour une rente mensuelle de : 7 000 F ☐ 5 000 F ☐ 3 750 F ☐ (Cochez la case correspondant à votre choix).

Nous vous remercions de répondre aux deux questions suivantes pour nous permettre d'apprécier le risque que nous prendrions en charge si vous décidiez de bénéficier des garanties de Rentavie.

1 - Souffrez-vous actuellement d'une infirmité, d'une gêne fonctionnelle d'un membre ou d'une maladie infectieuse ou chronique ? ☐ oui ☐ non

2 - Une compagnie d'assurance vous a-t-elle refusé ou supprimé un contrat d'assurance « vie » ou « accident » au cours des cinq dernières années ? ☐ oui ☐ non

(si vous répondez oui aux questions posées, merci de nous donner des précisions sur un papier libre que vous joindrez à votre demande d'adhésion).
Je certifie que les réponses fournies sont à ma connaissance exactes.

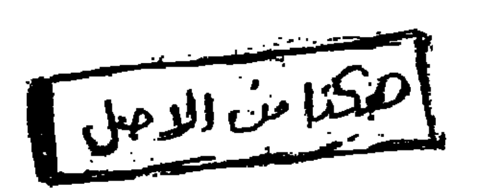
Signature X .... Date ....

N'envoyez pas d'argent avec votre demande d'adhésion.

Langages







صكنا من الاصل

Le Monde

culture

CINÉMA

« LA PROVINCIALE », de Claude Goretta

Le temps des refus

A cause de cette lumière qui affleure, de cette *douceur*, de cette malice, et en même temps de cette retenue, son sourire fait penser au sourire de certaines statues romanes ou de certaines vierges de la Renaissance. *Ce sourire, c'est à la fois* sa beauté et sa protection. Son ouverture au monde et sa façon de dire « non » à ceux qui veulent l'entraîner là où elle ne veut pas aller. *Apparemment* fragile, Christine ne rompt jamais. Elle ne se fâche pas, ne se révolte pas. Simplement, d'un sourire, elle écarte ce qui pourrait la corrompre.

Pourquoi Christine a-t-elle quitté sa province natale, cette petite ville de Lorraine où elle comptait tant d'amis ? *Parce qu'il lui fallait* gagner sa vie et que, dans cette ville, ses études de dessinatrice en bâtiment ne lui servaient à rien. Comme tant d'autres, elle est donc partie tenter *sa chance à Paris. Mais la* chance à Paris ne se laisse pas facilement saisir. A moins, quand on est jeune et jolie fille, d'accepter certaines goujateries, certaines humi*liations, certaines compromissions.* Ce dont Christine est incapable.

Entre deux cafés crème et deux démarches vouées à l'échec, une brève aventure éclaire sa solitude. *Rémy (Bruno Ganz) est bon, généreux*, sincèrement amoureux. Le contraire d'un salaud. Mais, quelque part en Suisse, une femme et des gosses l'attendent.

Plus tard, elle *repoussera une* autre tentation quand, introduite dans le « beau monde » par une comédienne en chômage (Angela Winkler) devenue call-girl, elle prendra brusquement la fuite au milieu d'une *réception champêtre. plantant là d'im*portants personnages qui pourraient lui venir en aide, trop intransigeante pour supporter la bassesse de leurs propos et de leur comportement, trop *fière pour* s'avilir en leur compagnie.

Plutôt qu'une « déracinée », comme aurait dit un de ses célèbres compatriotes, Christine est une personne « déplacée ». Déplacée dans un monde où tout l'agresse, où tout la blesse, dans une jungle où l'argent dicte sa *loi*, où *le pouvoir* est réservé aux plus roublards, aux plus cyniques, où survivre devient pour elle un cauchemar. Après avoir collectionné les bleus à l'âme, elle pré*fère rentrer au pays.*

A ce personnage dont le seul mystère est la farouche volonté qui l'habite, Nathalie Baye apporte la clarté de sa présence, la simplicité de son *jeu*, les *brusques* élans d'une sensibilité secrète. Plus schématique et plus conventionnel est l'arrière-plan sociologique sur lequel se dessine ce délicat portrait de femme. *Certes il existe des patrons peloteurs* et, en quelques notations précises, Goretta décrit bien les misères du chômage. Mais la longue séquence du P.D.G. suicidaire et, malgré son *caractère symbolique*, la « *course* au million » apparaissent un peu comme des concessions romanesques où se glissent des poncifs qui altèrent insidieusement l'authen*ticité du récit.*

Faux-pas et dérapages à suivre son héroïne, Claude Goretta se serait-il, lui aussi, égaré dans la faune parisienne ? C'est possible. Pour l'hommage rendu à la dignité, *au courage têtu de Christine — et* pour le sourire de Nathalie Baye, — il lui sera cependant beaucoup pardonné

JEAN DE BARONCELLI.

★ *Voir les films nouveaux.*

THÉATRE

« LA FAILLE », de Françoise Chatôt

Françoise Chatôt est une comédienne, la scène est son terrain de jeu et de vie, elle s'y explore. Elle va au-dedans d'elle-même, franchit les frontières interdites : elle représente une comédienne qui chute dans un trou de mémoire, y touche les vertiges et les fascinations de la folie, fixée au cours des siècles dans *les mots et les rôles.*

Concrètement, il s'agit d'un collage des grandes scènes du réper*toire. En vrai, c'est bien autre chose* qu'une série de numéros, c'est un tourbillon dense qui entraîne l'écriture et s'empare d'une *personne* humaine. C'est la lutte de cette femme avec ses peurs, ses questions, *ses attirances morbides*, ses folies aussi, et, à son tour, elle s'empare des mots, pas seulement avec sa voix, avec tout son corps, avec le sourire qui craque son masque. Elle plonge, s'engage, soudain se détache, porte en avant d'elle le jeu, le détruit, laisse la souffrance courber ses épaules, offre son visage à nu, et son regard magnétique. Françoise Chatôt est une grande comédienne.

COLETTE GODARD.

★ Essaïon, 18 h. 30.

MUSIQUE

« LA FORCE DU DESTIN » à Lyon

Un décor monumental

En quelques années la Force du *destin a pris une place de choix dans le répertoire des théâtres lyriques français où l'on ne se soucie plus des invraisemblances énormes du livret (on en a vu d'autres) pour aimer cette belle musique sortie d'un jet en quarante jours de la plume de Verdi avec un frémissement et une émotion irrépressibles*

Gaston Benhaim et Jacques Rapp lui ont donné un cadre très impressionnant à l'Auditorium de Lyon, où les contraintes des règlements de sécurité obligent à trouver des dispositifs scéniques simples, assez abstraits, à la manière du théâtre élisabéthain. Comme pour l'inoubliable Couronnement de Poppée, Rapp utilise une sorte de longue passerelle ou galerie à laquelle mènent de vastes escaliers mobiles qui peuvent donner aux lieux des formes différentes. Au milieu de la passerelle, une porte de pierre encadrée par les statues gothiques d'un homme et d'une femme doublées par leurs squelettes.

Au centre, un cénotaphe de marbre plat, très simple, avec des gradins, marquée d'une croix sur laquelle se joue toute l'action pour symboliser cette présence sous-jacente du Destin qui broie les hommes. Ce décor unique ne va pas sans quelque gêne quand les paysans italiens viennent danser sur la croix où Preziosilla entonne son joyeux Rantanplan, encore que le symbolisme demeure. Mais il prend une dimension monumentale lorsque la croix gigantesque se relève, portant un Christ très expressionniste à la Grünewald qui domine toutes les scènes du couvent, et notamment celle, admirable, où Leonora fait ses adieux au monde au son des grandes orgues de l'ancien palais de Chaillot

Ce superbe dispositif permet à Gaston Benhaim une mise en scène en groupes stylisés, en visions rapides et frappantes, parfois un tableau vivant qui s'accorde fort bien avec le déroulement rapide et fort de la musique de Verdi, même si parfois la stylisation amène quelques ratures avec un effet trop appuyé On notera la présence muette du jeune homme en velours rouge, tour à tour marquis, officier et moine, qui personnifie le destin et la mort, comme son frère inventé par Salieri dans le Don Giovanni de Losey.

Sans personnalités très connues, la distribution n'en était pas moins honorable avec Marilyn Zschau, Leonora touchante, à la voix riche, au phrasé émouvant, Ermano Mauro, faux ténor au timbre rugueux et coloré d'un lyrisme un peu rudimentaire, et Franco Bordono, baryton solide mais de peu de relief dramatique ; on remarquait par ailleurs la très belle voix du supérieur des moines Dimitri Kavrakos, le portrait rapide mais savoureux comme un personnage de Moussorgsky de Trabuco par Gérard Friedmann, et surtout la grande qualité des chœurs, fortement renforcés par un ensemble vocal de Sofia, et de l'Orchestre de l'Opéra de Lyon excellement dirigés par Maurizio Arena, qui, par-delà cette distribution un peu grise, a donné un superbe accent au livret de Verdi.

JACQUES LONCHAMPT.

ROCK

JAMES BROWN A PARIS

Mister Dynamite remet son titre en jeu

Il revient enfin Mister Dynamite, le Godfather, *le Parrain du rhythm'n blues, l'homme qui a enregistré plus de cinquante albums et près de cent cinquante* singles *qui sont autant de classiques de la chanson populaire, celui de* Please, Please, Please, *de* Try Me *de* Think, *de* Papa's Got a Brand New Bag, *de* I Got You, *de* It's a Man's Man's Man's World, *de* Sex Machine, *de* Superbad, *de* The Payback *et de tant d'autres, le roi des pirouettes et du grand écart, le créateur de mille danses, du boogaloo au mashed potatoes en passant par le camel walk et le funky chicken, l'influence éternelle du rock, des Rolling Stones au Clash, la légende vivante, le maître après Dieu d'une musique universelle, dont la magie fonctionne depuis un quart de siècle, le prince des ghettos qui a chanté* Say It Loud I'm Black and I'm Proud *(Dis-le fort je suis Noir et j'en suis fier), celui-là, James Brown en personne, revient, après sept ans d'absence, pour effectuer une tournée en France. Il a traversé tous les courants qui ont marqué les deux dernières décennies, le rhythm'n blues, le funk, la disco, il en a souvent été le principal inspirateur. A quarante-huit ans, James Brown reste au devant de la scène internationale.*

Né le 3 mai 1933, à Augusta, en Georgie, James Brown a grandi dans un milieu d'une extrême pauvreté pour s'imposer comme l'un des principaux symboles de la réussite noire aux Etats-Unis Il enregistre en 1956 son premier 45 tours, qui obtient un succès d'estime suivi de quelques autres (qui sont aujourd'hui des hymnes du rhythm'n blues), mais il lui faut attendre 1962 pour accéder à la gloire avec Live at the Apollo, *l'un des premiers albums enregistrés en public qui reste parmi les plus grosses ventes du rhythm'n blues.*

Petit, nerveux, plein de rage, James Brown s'impose comme un showman exceptionnel, menant ses concerts comme un combat de boxe, il est partout à la fois, en trois secondes il tombe à genoux, saute en l'air, se jette sur son micro et, quand il s'effondre, on vient lui mettre une cape scintillante de boxeur sur le dos Tous les plus grands lui envient son jeu de scène, sa voix est sauvage et sensuelle, sa musique, qui fait appel aux rythmes africains, est une invitation instantanée à la danse. Très vite, il devient le Soul brother *numéro un aux Etats-Unis et, plus encore que Muhammed Ali, il personnalise l'émancipation des Noirs américains. Le jour de l'assassinat de Martin Luther King, c'est à lui qu'on s'adresse pour appeler les Noirs au calme et les persuader de quitter la rue.*

James Brown enregistre les disques à une cadence inégalée, et au début des années 70 il est le roi des discothèques. C'est que lorsqu'il chante Sex Machine, *on sait ce qu'il veut dire. Un peu écarté par le phénomène disco, dont il a été pourtant l'une des principales sources, le chanteur apparaît naturellement comme un chef de file du rhythm'n blues actuellement à la mode. Entouré de dix-sept musiciens, James Brown fait les beaux jours des clubs new-yorkais avec tous les moments forts de son show légendaire. Vingt-cinq ans après ses débuts, Monsieur cent mille volts remet son titre en jeu. Il n'a pas encore trouvé son maître.*

ALAIN WAIS.

★ Le 26 janvier à l'Hippodrome de Paris, le 27 à Nancy, le 28 à Lyon, le 29 à Aix-en-Provence, le 31 à Toulouse.

★ Discographie chez Polydor.

LETTRES

Le Salon de la bande dessinée à Angoulême

(Suite de la première page.)

Gageons pourtant qu'aucun des milliers de fidèles qui ont foulé une nouvelle fois le sol d'Angoulême ne se sera imposé l'épreuve de tout lire. Car s'il y a, pour ses *détracteurs, une B.D. méprisable*ment homogène, ceux qui l'aiment et la fréquentent savent qu'il y a, en son sein, des genres, des écoles, des styles et des publics qui n'ont *qu'un seul point commun : l'art* d'utiliser les « bulles ». Comme avant elle d'autres moyens d'expression — l'écriture, le cinéma, la télévision, — elle est devenue, au fil *des ans, et des succès*, le véhicule de tout et de n'importe quoi, du meilleur et du pire.

Le miracle d'Angoulême, c'est d'arriver encore à faire se côtoyer *des dessins (et des desseins !)* inconciliables, des mercantis et des artistes, des esthètes et des érudits, des marchands de soupe et quelques génies. On y voit de l'excellent et *du pitoyable*, du vulgaire et du maniéré, le monde en réduction. Ici on peut, sans transition, passer du stand des éditions Dominique Leroy, qui exploitent le créneau de la *B.D.* érotique, à celui des Eglises réformées, qui ont produit une Bible en bandes dessinées, *du stand des très catholiques* éditions Bayard-Presse à celui des Editions du Square, où les phantasmes de Reiser voisinent avec les tee-shirts de Coluche. Quittant le *stand des éditions Vaillant (Pif le chien)*, proches du P.C.F., on peut se rendre à celui d'Amnesty International.

Le succès de la B.D., genre qui a cessé d'être *mineur*, lui a valu d'être mise à toutes les sauces, des plus épicées aux plus fades. Larousse en a *fait* une *Histoire de France* qui a plus brillé par son tirage que par ses qualités graphiques, les éditions Philippe Auzou ont en chantier une gigantesque *Encyclopédie en bandes dessinées* dont cinq des quarante-cinq volumes on déjà été publiés. Des partis politiques ont résumé leur programme en B.D., on a connu *une vie de Charles de Gaulle* en B.D., l'Europe en B.D., la philosophie en B.D., Lip en B.D., la vie de Freud et celle des saints, etc.

Il serait excessif d'affirmer que c'est dans ce domaine de la B.D. à tout faire que s'affirment les *meilleurs créateurs, que se lancent les idées nouvelles, les graphismes hardis*, en un mot les œuvres de qualité. Cet art-là, pas plus que les autres ne sort grandi d'une utilisation par les propagandistes, les hagiographes et les pédagogues *Il en résulte des œuvres* lourdes et soporifiques.

Une utilisation intelligente et adaptée de la B.D. consiste, au contraire, à faire coïncider un thème avec le moyen d'expression utilisé. A cet égard, le numéro spé*cial que le journal (A suivre) vient* de consacrer à John Lennon est un modèle du genre. Il y a correspondance parfaite entre une esthétique, une philosophie, une nostalgie et le média utilisé.

La B.D., après avoir connu, depuis *1965, une floraison luxuriante de* talents orientés essentiellement vers le public adulte, semble amorcer, très timidement, un retour aux sources et accepter l'idée d'un mar*ché diversifié en fonction des âges.* Cela ne va pas sans difficultés, car la plupart des dessinateurs et scénaristes de qualité se bousculent au portillon des éditeurs pour adultes, *tandis que ceux qui éditent* des livres pour enfants ne cachent pas qu'ils aimeraient avoir plus de bons candidats. Le retour à l'enfance se manifeste aussi d'une manière indirecte, *par* la réédition des œuvres anciennes pour les enfants d'hier. Tous les éditeurs, désormais, le font Jusqu'à *Fleurus* qui réédite des bandes publiées naguère dans *Cœurs vaillants* et *Ames vaillantes*. Vaillant s'adresse résolument aux enfants et ne veut pas connaître le *public* adulte. *Bayard-Presse*, l'antique maison, vient de créer un « Atelier B. D. » pour sortir des albums reprenant les histoires parues dans les excellents journaux *pour enfants que sont Astrapi et Okapi*, en attendant la sortie prochaine d'un nouveau journal, pour les collégiens et les lycéens, baptisé *Phosphore*. M. Didier Platteau, secrétaire général de Casterman, éditeur pour enfants, qui a su investir le domaine de la B.D. pour adultes, *constate : « On revient un peu vers les enfants. On a peut-être fait une sorte de plein avec les adultes C'est le balancier Il y a un phénomène de segmentation du marché en fonction des âges. »*

Journaux et albums

Ce qui caractérise la bande dessinée par rapport aux autres domaines de l'édition, c'est le lien étroit, vital, entre les journaux et les livres (les albums). Toutes proportions gardées, on se trouve dans la situation du roman populaire du dix-neuvième siècle qui devait d'abord faire ses preuves en « feuilleton » dans les journaux et revues. Tous les grands éditeurs de B.D. ont donc leur journal : *Pilote* pour Dargaud, *(A suivre)* pour Casterman, *Circus* pour les éditions Jacques Glénat, *Spirou* pour Dupuis, *Charlie-Hebdo, Hara-Kiri* et *Charlie* pour les Editions du Square, *Fluide glacial* pour Audie, *Métal hurlant* pour les Humanoïdes associés. Mais, sur ce plan-là, la situation n'est pas rose. Quelques rumeurs pessimistes sur le sort de certains journaux couraient à Angoulême. Au cours d'un débat, M Claude Moliterni, conseiller de l'éditeur Dargaud, a lancé un cri d'alarme : « *Il n'y a pas un mensuel qui dépasse cinquante mille exemplaires. Chaque mois, nous baissons. La file d'attente des auteurs s'allonge.* » Moins alarmiste, M. Platteau confirme cependant : « *Le marché des albums est tellement énorme qu'il fait concurrence aux journaux.* » Or, sans journaux, plus d'albums... Comment en sortir ?

Dans ce petit monde où chacun tire joyeusement sur le confrère, des géants voisinent avec des nains. Que pèsent les éditions Futuropolis avec leurs albums tirés à quelques milliers d'exemplaires, quand ce n'est pas quelques centaines, face aux trois millions de Tintin vendus *en 1980 par Casterman ?* M. Etienne Robial, de Futuropolis, fait pourtant plaisir à voir, car on le sent animé par la joie de l'éditeur. Il se moque un peu des tirages et, même *en cas de succès, il préfère ne* pas faire un nouveau tirage, choisissant de « *publier une œuvre nouvelle, inédite* ». « *Un livre qui arrive*, dit-il, *c'est pour nous comme une naissance, une fête. J'ai la chance d'avoir des auteurs qui ne viennent pas pour faire fortune.* » C'est un *langage* qu'on entend rarement dans le monde de la bande dessinée.

BRUNO FRAPPAT.

● *Au terme du Salon d'Angoulême*, plusieurs prix ont été décernés : à Jean Giraud (alias Mœbius) le Grand Prix de la Ville d'Angoulême, à Daniel Goossens *(la Vie d'Einstein)* le Prix de *l'espoir*, à Carlos Gimenez, pour *Paracuellos* et à Comès pour *Silence*, le Prix de la meilleure B.D. de l'année. Le Prix « enfants » a été décerné à Jean Roba, l'auteur de *Boule et Bill.*

VARIÉTÉS

LA MORT DE JEAN NOHAIN

Une France « bien de chez nous »

Le parolier, auteur dramatique et producteur-présentateur d'émissions radiophoniques et télévisées Jean Nohain est mort dimanche 25 janvier à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingts ans. Ses obsèques seront célébrées mercredi 28 janvier à 11 heures en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, rue de l'Annonciation, Paris-16e. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise.

D'autre part, France-Inter rediffusait le lundi à 17 heures la Radioscopie de Jean Nohain, réalisée en novembre 1977.

Né avec le siècle, le fils du poète Franc Nohain avait beaucoup écrit pour les enfants sous le nom de Jaboune quand la chanson et la radio qu'on nommait encore T.S.F. lui firent quitter le métier d'avocat qu'il s'était d'abord choisi.

La chanson, ce fut essentiellement une longue collaboration avec Mireille. C'était au début des années 30. En pleine dépression économique. Mireille composait la musique. Jean Nohain écrivait des histoires désinvoltes, pleines de soleil et de malice, offrait une poésie fraîche, perceptible pour tout le monde, propre à toucher, à émouvoir, à faire rire l'homme de la rue. Avec Couchés dans le foin, Un petit chemin qui sent bon la noisette, le Vieux Château, le Jardinier qui boite, Quand un vicomte. *Mireille et Jean Nohain proposaient à la fois une fuite devant la réalité et un nouveau style de chanson, tout un autre univers que celui réaliste de Fréhel et de Damia, loin des mélodrames à succès et de la vulgarité d'un Fragson ou d'un Georges Milton. Ensemble, Mireille et Jean Nohain ouvraient naturellement la brèche où allaient s'engouffrer Charles Trénet et une grande partie de la chanson moderne française.*

La radio — dès 1922 — ce furent les premiers feux radiophoniques : « Que personne ne sorte », « Changement de décors », « Quarante millions de Français » ; *après la défaite de 1940,* « Bonjour la France », *à Radio-Vichy plus tard, après la division Leclerc et à la fin de la guerre,* « Reine d'un jour ». *Devinant la formidable puissance d'évocation, l'impact de la radio sur le public, Jean Nohain allait développer le discours d'une France peuplée de gens* « gentils, simples, charmants, merveilleux, bien de chez nous ». *Dans une période grise, Nohain proposait avec ces jeux une forme d'évasion Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, il alla même, avec* « Reine d'un jour », *tirer un instant de la détresse une « jeune femme méritante » par la générosité publicitaire des industries.*

En 1952, associé avec André Leclerc, Jean Nohain allait poursuivre à la télévision ce discours d'une « France merveilleuse » avec l'émission « 36 Chandelles », *un spectacle populaire de variétés occupant la soirée tous les quinze jours, réunissant chansons, sketches, interviews, concours, et se déroulant en public, sur la scène de l'Alhambra ou de l'Empire.* « 36 Chandelles » *allait durer sept ans. D'autres ensuite (Guy Lux, Jacques Martin), perfectionnèrent le système.*

Jean Nohain ne « décrocha jamais », consacrant ces dernières années au public du troisième âge.

CLAUDE FLÉOUTER.

[Né le 16 février 1900, à Paris, fils du poète Franc Nohain et frère de l'acteur Claude Dauphin, Jean Nohain — de son vrai nom Jean-Marie Legrand, — outre ses activités de parolier et de producteur de radio et de télévision, avait aussi écrit des opérettes *(Fouchtra, Plume au vent)* et des scénarios de films *(la Petite Chocolatière)* Il avait été aussi un découvreur de talents — notamment celui de Fernand Raynaud.

Comme son frère Claude Dauphin et son fils aîné, Dominique, il s'était engagé lors de la seconde guerre mondiale, dans la deuxième division blindée du général Leclerc. Il avait la médaille militaire et était commandeur de la Légion d'honneur.]

■ L'exposition « Henri Cartier-Bresson, trois cents photographies, 1927-1980 », initialement prévue jusqu'au 11 janvier, est prolongée jusqu'au 31 janvier, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, avenue du Président-Wilson (fermeture le lundi).

à St-Germain-en-Laye

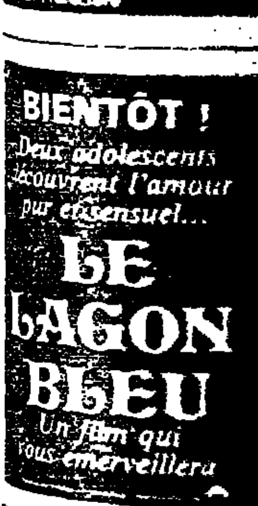
PEUGEOT C'EST ICI

Ets Hossard
place Vauban
78100 St-Germain-en-Laye
Tél. : 973.25.07

Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.

TALBOT C'EST LA

théâtres







SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Essaïon (278-46-42), 18 h. 30 : la Faille.
La Roquette (805-78-51), 20 h. 30 : Charcuterie fine.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Lundi 26 janvier

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-78-50), 20 h. : Peter Grimes.
Salle Favart (296-12-30), 18 h. 30 : Une heure avec Malcolm Walker.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : les Caprices de Marianne; l'Épreuve.
Centre Pompidou (277-12-33), Débat, 18 h. 30 : Questions à D. Buren; 19 h. : Côté jardins; 20 h. 30 : G. Luca. Lecture. — Théâtre, 20 h. 30 : Parcours.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : Adama.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 18 h. 30 : N. Bera-Tagrine, piano, et l'Orchestre symphonique de la Garde républicaine, dir. R. Boutry (Schumann, Chopin, Berlioz).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 15 : la Bande dessinée; 21 h. 45 : Falligan' Visions.
Cartoucherie, Atelier du Chaudron (328-97-04), 20 h. 30 : Ordures.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Élysée.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Essaïon (278-46-42), I, 21 h. : la Vie en douce. — II, 20 h. : Madame Bovary meurt en province; 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?
Fac Dauphine-16e, 20 h. 30 : Antigone.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Leçon de schizophrénie; 20 h. 30 : Ficelles; 22 h. 15 : l'Inconciliabule. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit; 20 h. 30 : Jeux et Faitres; 22 h. 15 : Molly Bloom. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français; 19 h. 30 : Compartiment non-fumeurs.
Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Marigny (256-04-41), 21 h. : la Bonne Soupe. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Plaisance (320-00-06), 21 h. : Des oiseaux par les yeux.
Renaissance (208-18-50), 18 h. 30 et 21 h. 15 : les Mouches.

Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Ka; 22 h. 15 : Camisoles Blues.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Pythie-Trésor; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar; 22 h. 30 : le Testament du Père Leleu.
Au Lapin agile (606-85-87), 21 h. : La bohème qui chante.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau.
Le Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : Thomas; 23 h. 30 : M. Fanon et D. Val.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : P. Rapeat; 21 h. 15 : Ivres pour vivre; 22 h. 45 : G. Tazartes.
Le Débarcadère (607-79-39), 21 h. 30 : A. Cuniot.
L'Écume (542-71-16), 20 h. 30 : J.-P. Réginal.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte; 21 h. 15 : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : 1 001 Recettes pour devenir maître du monde.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant.
Pied-Bleu (285-32-16), 21 h. : Nous, on aime; 23 h. : D. Requillet.
Sélénite (354-53-14), 20 h. 15 : Racontes-moi votre enfance; 21 h. 30 : Two men chauds. — II, 22 h. 30 : Pico.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Madame le Président; 21 h. 30 : Bonjour les monstres; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Le music-hall

Aire libre (322-70-78), 23 h. : J.-L. Debattice.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Palais des Congrès (758-21-34), 21 h. : Serge Lama.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : A. Sylvestre.

Les comédies musicales

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Cache ta joie.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Heureux ceux qui n'attendent rien car ils n'auront pas plus.
Deux-Ânes (606-10-26), 21 h. : Quand les Ânes voteront.

La danse

Cartoucherie, Atelier du Chaudron (328-97-04), 22 h. : Shusaku Dorma Dance.
Dunois (584-72-00), 21 h. : Association 1901.
La Défense, parvis, 20 h. 30 : Caroline Marcade.

Les concerts

Radio-France (Grand Auditorium), 20 h. 30 : Quatuor Via Nova (Haydn, Tisné, Beethoven). — Studio 105, 20 h. 30 : Œuvres des étudiants en composition musicale, dir. D. Cohen.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Staatskapelle Dresden, dir. H. Blomstedt (Wagner, Bruckner).
Salle Gaveau, 21 h. : Badura-Skoda (Bach, Brahms...).
Athénée, 21 h. : F. Palmer, G. Parsons (Monteverdi, Caldara...).
Musée Guimet, 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Saint-Denis, dir. P. Ménet (Meriet, Succari, Roussel).
Ranelagh, 20 h. 30 : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. A. Paris; sol., D. Varsano (Satie, Ravel, Milhaud).
Point Virgule, 21 h. : la Camerata de Paris (du Moyen Âge au baroque).
Lucernaire, 21 h. : L. Robert (Debussy, Dutilleux...).
F.I.A.P., 21 h. : J. Vitale, M. Bataini (Fretzanet, Casanovas...).
Théâtre de la Madeleine, 20 h. 45 : M. Reinhard (Mozart, Schubert, Debussy).
Théâtre 13, 20 h. 45 : K. Aizawa (Schumann, Beethoven, Haydn); C. Villevielle (Poulenc, Britten, Saint-Saëns).

Jazz, pop, rock, folk

Café d'Edgar (320-85-11), 18 h. 30 : Jose Barrense Dias.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Dany Doriz Professional Jazz Swingtet.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 22 h. : G. Richardson, G. Arvanitas, P. Michelot.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Teddy Edwards.
Forum des Halles (297-53-47), 20 h. 30 : R. Weston.
Nouvelle Chapelle des Lombards (357-24-24), 20 h. 30 : Martial Solal Big Band; 23 h. : Azuquita Unit Orchestra.
Petit Journal (326-28-59), 22 h. : Jazz Bandar.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : Th. Gubitsch, O. Calo.
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h. 30 : Hibiscus.
Tremplin de Paris (281-56-79), 20 h. 15 : Les Babouches font du rock mou.

Dans la région parisienne

Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), 21 h. : le Gardien.

Après son succès à la CARTOUCHERIE reprise à partir du 26 janvier à
LA ROQUETTE ex-THÉÂTRE OBLIQUE
76, rue de la Roquette 75011 Paris Tél. 805 78 51
charcuterie fine de Tilly
mise en scène de Michel Hermon

BOBINO
guy bedos
RCA
Location Bobino tél. : 322.74.84 / agences / Fnac.

CIELS du 15 au 31 janvier
Manoury
Galerie Drouant
52, Fg St-Honoré - Paris

THEATRE MONTPARNASSE
LE TRIOMPHE
Reprise le 27 janvier



L'ÉVANGILE SELON SAINT MARC
conception scénique de LARS SCHMIDT et RAYMOND GEROME
dit par RAYMOND GEROME
Lundi : 21 h - du mardi au vendredi : 18 h 45 (relâche samedi) Dimanche : 17 h 30
tél. 320.89.90 - 31, rue de la Gaîté

ACTUELLEMENT
LE DERNIER METRO

SALLE GAVEAU
MARDI 3 FÉVRIER - 20H30
michel plasson
jean-philippe collard
GOUNOD - BEETHOVEN - SCHUBERT
MERCREDI 4 FÉVRIER - 20H30
jean-philippe collard
jean-pierre wallez - philip bride
serge soufflard - dominique lobet
paul boufil - francky dariel
manfred stilz
TCHAIKOVSKI - FRANCK
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
DIRECTEUR JEAN-PIERRE WALLEZ
Location Salle Gaveau

MUSIQUE AU CHATEAU DE VERSAILLES
1980 - 1981
Directeur artistique : Frédéric SICHLER
Mercredi 28 Janvier 1981 - 20 h. 45 - Chapelle Royale
Jill GOMEZ
soprano
Jean-François HEISSER
piano
Ensemble vocal
Michel PIQUEMAL
SCHUBERT : Sonate en la majeur D. 664
7 lieder - Gebet D. 815
Staendchen D. 920 - Mirjams Siegesgesang D. 942
Prix des places : 60 Francs, 45 Francs, 30 Francs (Étudiant, JMF)
Renseignements, abonnements, locations par correspondance : A.L.M., 6, place de la Madeleine, 75008 PARIS et A.L.M., 10 ter, rue Neuve-Notre-Dame, 78000 VERSAILLES
Location des places : à Versailles : Office du Tourisme, 7, rue des Réservoirs, Lyre Musicale, 41, rue Carnot à Paris : Salle Gaveau, 45, rue La Boétie - 3 FNAC (adhérents alpha) au Château, une heure avant le concert
Renseignements par téléphone : à Versailles : Office de Tourisme : 950-36-22; à Paris, Salle Gaveau : 563-20-30.
Parking gratuit assuré dans la cour du Château, pour tous les concerts
Avec le concours de l'Office de Tourisme de Versailles

MAISON DES ARTS ANDRÉ MALRAUX CRETEIL
28-29-30-31 janvier 20h30
1er février 15h30
HENRI TACHAN
Place Salvador Allende tél. 899 94 50
M° Créteil Préfecture

BIENTÔT !
Deux adolescents découvrent l'amour pur et sensuel...
LE LAGON BLEU
Un film qui vous émerveillera

ELYSEES-LINCOLN
SAINT-GERMAIN-HUCHETTE
MOULES-LES HALLES
7 PARNASSIENS
HITCHCOCK
agent secret

Pour les salles voir lignes programmes



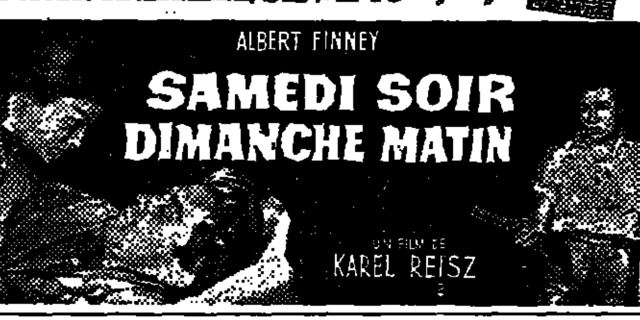
avec GIULIETTA MASINA
ANTHONY QUINN
RICHARD BASEHART

MERCREDI
UNE SELECTION COLINE/OCEANIC
FRANCO BROGI TAVIANI
C'est un grand privilège pour moi de pouvoir souffrir et aimer.
MASOCH

MERCREDI
Criez "pas de quartier!" et lâchez les chiens de guerre...
LES CHIENS DE GUERRE
LES CHIENS DE GUERRE (THE DOGS OF WAR)
CHRISTOPHER WALKEN • TOM BERENGER • COLIN BLAKELY

ACTION CHRISTINE / OLYMPIC Balzac-Élysées
un film inédit de
AKIRA KUROSAWA
LES BAS-FONDS
d'après MAXIME GORKI avec TOSHIRO MIFUNE

STUDIO DE LA HARPE / OLYMPIC Balzac-Élysées
ALBERT FINNEY
SAMEDI SOIR DIMANCHE MATIN



KAREL REISZ

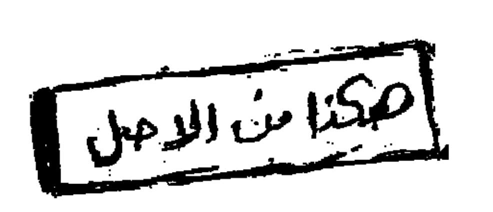
OLYMPIC-ENTREPÔT / 14 JUILLET BASTILLE
OLYMPIC Balzac-Élysées
LE DIBBOUK
la plus belle légende fantastique d'Europe Centrale
DE MICHAEL WASZYNSKI 1938

MERCREDI
C'est la vie
LE NOUVEAU FILM DE PAUL VECCHIALI

TALBOT C'EST ICI

à Paris 11e
Sud-Est Automobiles
12, rue Guillaume-Bertrand
75011 Paris
Tél. : 357.37.41
Concessionnaire Talbot devient également concessionnaire Peugeot

PEUGEOT C'EST LA



SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24). — Relâche.
BEAUBOURG (276-55-57), 15 h. : Johan, de M. Stiller ; 17 h. : l'Epreuve du feu, de V. Sjostrom ; 19 h. : Contes cruels de la jeunesse, de N. Oshima.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.), Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
L'ALTRA DONNA (It., v.o.), Studio Logos, 5e (354-26-42).
ASPHALTE (Fr.), UGC Opéra, 2e (261-50-32), UGC Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA BANQUIERE (Fr.), Français, 9e (770-33-88).
BIENVENUE M. CHANCE (A., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.), UGC Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), (v.f.), Caméo, 9e (246-66-44), Montparnos, 14e (327-52-37).
LA BOUM (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Paris, 8e (359-53-99), Français, 9e (770-33-88), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), Publicis-Elysées, 8e (720-76-23), Passy, 16e (288-62-34).
BRUBAKER (A., * v.o.), UGC Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18), Ermitage, 8e (359-15-71), 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), UGC Opéra, 2e (261-50-32), UGC Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43), Miramar, 14e (320-89-52), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Murat, 16e (651-99-75).
BYE BYE BRESIL (Brés., v.o.), Epée de Bois, 5e (337-57-47) H. Sp.
LA CAGE AUX FOLLES N° 2 (Fr.), UGC Opéra, 2e (261-50-32), UGC Danton, 6e (329-42-62), Normandie, 8e (359-41-18), Helder, 9e (770-11-24), UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59), UGC Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43), Miramar, 14e (320-89-52), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CALIGULA (It.-angl., v.o.) (*) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45.)
LE CHASSEUR (A., v.o.) (*) Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Paramount - Bastille, 11e (357-90-81), Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (320-89-90), Paramount - Orléans, 14e (540-45-91), Convention-St-Charles, 15e (579-33-00), Paramount - Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
CLARA ET LES CHICS TYPES (Fr.), Gaumont - Halles, 1er (297-49-70), Berlitz, 2e (742-60-33), Richelieu, 2e (233-56-70), Quintette, 5e (354-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont - Convention, 15e (828-42-27), Mayfair, 16e (525-27-06), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) Studio de la Harpe, 5e (354-34-83), Forum-Ciné, 1er (297-53-74), France-Elysées, 8e (723-71-11), Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LA CONSTANTE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE COUP DU PARAPLUIE (Fr.), Ambassade, 8e (ex-Paramount-Elysées) (359-49-34).
LE DERNIER METRO (Fr.), Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (354-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
DROLES DE COUPLES (It., v.o.) La Clef, 5e (337-90-90).
ERASERHEAD (A., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90), Hautefeuille, 6e (633-79-38).
EXTERIEUR NUIT (Fr.), La Clef, 5e (337-90-90).
LA FAIM DU MONDE (Fr.), La Clef, 5e (337-90-90).
FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Parnassiens, 14e (329-83-11), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.), George-V, 8e (562-41-46), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), mat., Richelieu, 2e (233-56-70), Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse - Pathé, 14e, (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), mat., Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
FRAYEURS (It., v.o.) : Rotonde, 6e (633-08-22).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLORIA (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (634-13-26) ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Champs - Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-49-75) (v.f.) : Impérial, 7e (742-72-52) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy - Pathé, 18e (522-46-01).
GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18).
HARLEQUIN (Austr., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Convention Saint-Charles, 15e (575-79-79) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91).
HAZAL (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
HISTOIRE D'ADRIEN (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
IMMACOLATA ET CONCETTA (**) (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), hres spéc.
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention Saint - Charles, 15e (575-79-79) ; Ternes, 17e (380-10-41) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Paramount Bastille, 11e (343-79-17).
JE VOUS AIME (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96), soirée.
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
MANHATTAN (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
MELODIE MEURTRIERE (It., v.o.) : Paramount - City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-89-90).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NICK'S MOVIE (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet - Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe - Montparnasse, 15e (544-25-02).
OUBLIER VENISE (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e 633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoch. Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) H. Sp.
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suis) (*) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES SEDUCTEURS (Fr.-It., v. it.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
SHINING (A., v.o.) (*) : Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
STARDUST MEMORIES (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), soirée : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
SUPERMAN II (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; *Montparnasse-Pathé*, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
TENDRES COUSINES (Fr.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LA TERRASSE (It., v.o.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Quintette 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03).
THE ROSE (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LA TOUR EIFFEL EN OTAGE (A., v.f.) : Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), soirée.
TROIS HOMMES A ABATTRE (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
TUSK (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
UN DROLE DE FLIC (A., v.o., v.f.) : Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Max - Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 11e (342-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (532-52-43) ; Magic - Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
UN MAUVAIS FILS (Fr.) : Paramount - Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Paramount - Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
O. FEU NEGRO (Brés., v.o.) : Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
PHANTOM OF THE PARADISE (A.) (*) (v.o.). Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LES PORTES DE LA NUIT (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86), Studio Cujas, 5e (354-89-22).
QUATRE BASSETS POUR UN DANOIS (A., v.f.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
ROLLERBALL (A.) (*) (v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
LA STRADA (It., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25), Athéna, 12e (343-07-48), Montparnos, 14e (327-52-37) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-88).
LA TOUR INFERNALE (A., v.f.) : Eldorado, 10e (208-18-76).
TRAQUENARD (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
VALENTINO (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LES VISITEURS DU SOIR (Fr) : La Clef, 5e (337-90-90).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).

FILMS NOUVEAUX

HURLEMENTS, film américain de Joe Dante, v.o. : U. G. C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U. G. C. - Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA NUIT DE LA METAMORPHOSE, film yougoslave de Kristo Papic, v.o : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade (ex-*Paramount - Elysées*), 8e (359-49-34) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). — v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA PROVINCIALE, film franco-suisse de Claude Goretta : Gaumont - Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
VACANCES ROYALES, film français de Gabriel Auer : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Studio-Cujas, 5e (354-89-22) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).

Les grandes reprises

AGENT SECRET (A., v.o.) : Movies-les-Halles, 1er (260-43-99) ; Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
A LA RECHERCHE DE Mr GOODBAR (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
AMERICA-AMERICA (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES AVENTURES FANTASTIQUES DU BARON DE MUNCHAUSEN (All.), Action Ecoles, 5e (325-72-07).
BABY DOLL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LA BATAILLE D'ALGER (It.-Alg., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
BELLADONNA (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
BEBERT ET L'OMNIBUS (Fr.) : Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32), en matinée.
LA BETE S'EVEILLE (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
BOULEVARD DU CREPUSCULE (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50), h. sp.
101 DALMATIENS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327 - 52 - 37) ; Convention Saint - Charles, 15e (828-42-27) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
DE LA VIE DES MARIONNETTES (Suéd., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) H. sp.
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. sp. ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
FANTASIA (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90), v.f. : Lumière, 9e (246-49-07), Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
FAUST (All.), Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA FOULE EN DELIRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
FLESH GORDON (A.) (**) (v.f.) : 3-Haussmann, 9e (770-47-55).
LE GUEPARD (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-52-47).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
HESTER STREET (A., v.o.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LULU (All., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
MEURTRE (All., v.o.) : Studio J. Cocteau, 5e (354-47-62).
MOLIERE (Fr.) 1re et 2e époque : Calypso, 17e (380-30-11) H. sp.
MONTY PYTHON (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
MORT A VENISE (It., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
LE MYSTERE DES DOUZE CHAISES (A., v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. spé.
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LES NUITS DE CABIRIA (It., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

Les festivals

CHEFS-D'ŒUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS (1930-1958, Les vedettes du samedi soir : Jules Berry, Robert Le Vigan) : Action-République, 11e (805-51-33), Les affaires sont les affaires ; Studio 43, 9e (770-63-40), en alternance : Entrée des artistes, le Drame de Shanghai, Quai des orfèvres, Hôtel du Nord, Entre la Fin du jour ; (Viviane Romance, Michèle Morgan) : Olympic, 14e (542-67-42), les Musiciens du ciel.
HOLLYWOOD-POMPEI (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), le Forum en folie.
UNE MEMOIRE, UNE ALGERIE, des Algériens en France, Saint-Séverin, 5e (354-50-91). En alternance : la Bataille d'Alger, le Petit Soldat, Elise ou la vraie vie, Avoir vingt ans dans les Aurès.
TROIS GRANDS ARTISTES DANS LE CINEMA SOVIETIQUE (v.o.), Cosmos, 6e (359-38-66) : l'Unique ; Comment le tsar Pierre le Grand arrangea le mariage de Brahim Hannibal ; l'Ascension ; l'Obier rouge.
DESSINS ANIMES JEAN IMAGE, *Grand-Pavois*, 15e (554-46-85) : en alternance : Magie Moderne ; l'Aventure du Père Noël ; Monsieur Victor ; le Loup et l'Agneau ; le *Crayon magique* ; le *Petit Peintre* et la Sirène ; Kiri le clown ; la Cigale et la Fourmi ; la Petite Reine.
STUDIO GALANDE, 5e (354-72-71). (v.o.), 18 h. 40 : Le shérif est en prison ; 20 h. 25 : Taxi Driver ; 22 h. 30 et 24 h. 20 : Rocky Horror Picture Show.
CENT FILMS D'AMERIQUE DITE LATINE (v.o.), Le Denfert, 14e (354-00-11) : Salvador, révolution ou la mort ; l'Evangile A. Solentiname.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325 - 72 - 07) (v.o.) : Un jour au cirque.
A. HITCHCOCK (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : le Procès Paradine. — Nickel-Odéon, 6e (633-22-13) : Rebecca.
CASSAVETES, 3 films (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : En alternance : le Bal des Vauriens ; Une femme sous influence.
COMEDIES MUSICALES (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : *Madame Crotte-Marie*.
CINE-SEINE, 5e (325-95-99) (v.o.), I : India-Song, le Génie du Kung-Fu, la Honte de la jungle, Suzanne Simonin, *la religieuse de Diderot*, Qui a peur de Virginia Woolf ? le Grand Frisson ; II : Répulsion, Alien, le Messager, la Vallée, la Malédiction, la Dernière Folie de Mel Brooks.
PALACE CROIX-NIVERT, 15e (374-95-04) (v.o.) : en alternance : Médée, Œdipe roi, The Getaway, C'était demain.
SAINT-AMBROISE, 11e (700-89-16) (v.o.) : en alternance : Peau d'Ane, Tintin et le temple du Soleil, le Voleur de Bagdad, l'Ile nue, les Producteurs, Docteur Folamour, Nos plus belles années, Rencontre avec des hommes remarquables, Macbeth, Casanova (F.), Dersou Ouzala, Funny Girl.
GUY GILLES, Escurial, 13e (707-28-04) (v.o.) : en alternance : le Clair de Terre, Absences répétées, le Jardin qui bascule, l'Amour à la mer, le Voyage des comédiens, Numéro 2, Zorba le Grec, les Demoiselles de Rochefort, le Voyage en ballon, la Planète sauvage, l'Ultime Razzia, les Chevaux de feu.

Les séances spéciales

L'ANNEE DERNIERE A MARIENBAD (Fr.) : Noctambules, 5e (354-42-34), 20 h. 15
ARTISTES ET MODELES (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
BREAKING GLASS (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6 (633-97-77), 24 h.
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), 17 h. 30 et 67-42), 18 h. (sf S., D.).
L'EMPIRE DES SENS (Jap.) (**) (v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
FELLINI ROMA (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 20 h., 22 h.
L'HONNEUR PERDU DE KATARINA BLUM (All., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 20 h., 22 h.
LE PASSE-MONTAGNE (Fr.) : St-André - des - Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
UN ETE 42 (A.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 20 h., 22 h.
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Calypso, 17e (380-30-11), 20 h. 30.

CARNET

Naissances

— Jean-Pierre et Odile CORNET, née Bonnet-Madin, Augustin Cornet, ont la grande joie d'annoncer la naissance d'

Emmanuel,

le 21 janvier 1981.
1, rue de Nevers,
75006 Paris.

— Marie - Martine et François VEVERKA, ainsi que Fabrice, ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël.

52, rue du Docteur-Blanche,
75016 Paris.

Décès

SUZANNE DE DIETRICH

Suzanne de Dietrich

spécialiste protestante de la Bible, est morte le 24 janvier à Strasbourg, dans sa quatre-vingt-dixième année.

[Mondialement connue, Suzanne de Dietrich a longuement servi dans les fédérations française et universelle des associations chrétiennes d'étudiants, au Conseil œcuménique des Eglises et à la CIMADE. Elle a joué un rôle important dans le renouveau biblique qui a marqué le milieu de notre siècle, et, dès le lendemain de la première guerre mondiale, elle a été un des pionniers du mouvement œcuménique.

Un service funèbre, présidé par les pasteurs André Appel, président du directoire de l'Eglise de la confession d'Augsbourg, d'Alsace et de Lorraine, et Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, aura lieu le jeudi 29 janvier, à 14 heures, chapelle du Diaconat, rue Sainte-Elisabeth, à Strasbourg. Un autre service religieux aura lieu à Paris, fin février.]

— L'Union des israélites séphardis de France a la douleur de faire part du décès de

M. Edgar ABRAVANEL,

vice-président de l'U.I.S.F. et membre fondateur,

survenu le 22 janvier 1981, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques auront lieu ce jour, à 14 h. 15, au cimetière de Pantin-Parisien (porte principale).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Alain Aizier,
Gaël, Laurent, Arnaud Aizier,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès du

lieutenant-colonel Alain AIZIER (E.R.),

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 23 janvier 1981.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 27 janvier, à 14 h. 15, en la cathédrale de Nantes.

32, rue de Strasbourg,
44000 Nantes.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Fanny BEREZIN,

survenu le 18 janvier 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

De la part des familles Bérézin, Bergogne, Lugan.

Les obsèques ont eu lieu le 22 janvier 1981, au cimetière de Bourg-la-Reine, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Jean Curchod,
Brigitte, Véronique, Olivier,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de leur mère et grand-mère,

Mme Dominique BORDAGUIBEL,

pieusement décédée dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques ont été célébrées, à Salles-de-Béarn, le 21 janvier 1981, dans l'intimité familiale.

166, rue Maurice-Arnoux,
92120 Montrouge.

— M. et Mme Jean Sodini,
Et leurs cousins,
nous prient d'annoncer le décès de

M. Jean DOMARCHI,

professeur à la faculté de droit de Dijon.

L'incinération aura lieu le vendredi 30 janvier, à 14 h. 30, au colombarium du Père - Lachaise (entrée rue des Rondeaux).

Départ de l'Institut médico-légal, à 13 h. 45.

[Le Monde du 24 janvier.]

— Nous apprenons le décès de

M. Pierre FUTIN,

conseiller général du Jura,

survenu à l'âge de soixante et onze ans.

[Maire d'Orgelet, président de nombreux organismes dont le syndicat intercommunal d'équipement collectif, membre du conseil supérieur d'E.D.F., Pierre Futin (U.D.F.) était président de la commission des finances du conseil général où il représentait depuis 1951 le canton d'Orgelet. Sa succession à l'assemblée départementale pourrait créer un problème pour la majorité qui détient dix-huit sièges contre seize à l'opposition.]

— M. et Mme Bernard Gheerbrant,
M. et Mme Alain Gheerbrant,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Gheerbrant et Arambourg,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme J.L. GHEERBRANDT,

née Alice Clarisse Arambourg,

survenu dans sa quatre-vingt-onzième année, en son domicile, à Paris.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Mondoubleau (Loir-et-Cher).

12 bis, rue Raynouard,
75016 Paris.
2, rue Guisarde,
75006 Paris.
10, passage du Chantier,
75012 Paris.

— Lyon.
Mr et Mme Eugène Grafmeyer,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de leur fils,

Jean GRAFMEYER,

docteur ès sciences,
Maître assistant
de l'université Claude-Bernard,

enlevé à leur affection le 22 janvier 1981, à l'âge de trente-neuf ans.

5, rue du Docteur-Mouisset,
69006 Lyon.

— M. Antonin Panouse,
Mme Jean B. Panouse,
M. et Mme Jacques-J. Panouse,
M. et Mme Michel Panouse,
M. et Mme Jacques Michelet et leurs enfants,
M. Bertrand Panouse,
M. et Mme Alain Gualfi et leurs enfants,
ont la grande peine de faire part du décès de

Mme Antonin PANOUSE,

née Marguerite Perrin,

leur épouse, mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenu le 16 janvier 1981, dans sa *quatre-vingt-dixième année*.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, en l'église Saint-Etienne de Vernouillet (Yvelines), *le 20 janvier 1981*, suivie de l'inhumation au cimetière de Gentilly, dans le caveau de famille.

M. A. Panouse,
28, rue Paul-Doumer,
78540 Vernouillet.
Mme J.B. Panouse,
Cambianes,
33360 Latresne.
M. et Mme J.J. Panouse,
14, rue Grosjean,
25000 Besançon.

— M. Patrick Revidi, son époux,
M. et Mme René Collot,
ses parents,
Juliette et Jean Collot,
sa sœur et son frère,
M. et Mme Marcel Revidi,
ses beaux-parents,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Laure REVIDI,

docteur en médecine,
pneumologue,

survenu à l'âge de trente ans, des suites d'une douloureuse maladie, affrontée avec courage et dignité.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 janvier 1981, en l'église de Vert-le-Grand (91).

16, rue des Pivoines,
92160 Antony.
9, rue des Sablons,
91810 Vert-le-Grand.
Résidence « Ronceval »,
Rue Eugène-Delacroix,
33150 Cenon.

— Enzo Sinopoli,
Et sa fille Lorenza,
font part du décès de *leur père* et grand-père,

Nicola SINOPOLI,

survenu le 23 janvier 1981, à Palermo.

87, boulevard Charles-de-Gaulle,
92700 Colombes.
Corso Umberto n° 63,
Carini (Palermo).

Remerciements

— Dans l'incapacité matérielle de répondre maintenant à tous ses parents et amis qui lui ont témoigné la plus vive affection à l'occasion du décès par assassinat de son père,

Jean KRUG-BASSE,

officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
1939-1940 et 1939-1945
(Résistance), etc.,

de son frère,

Pierre KRUG-BASSE,

chevalier de l'ordre national du Mérite,
médaille des Forces françaises libres,
médaille de la Reconnaissance française,

de sa belle-sœur,

Marguerite,

orpheline de guerre,

qui a élevé avec Pierre Krug-Basse leurs quatre enfants, dont l'un a seize ans.

Mme Anne-Marie Krug - Basse exprime sa profonde reconnaissance et sa vive gratitude pour l'amitié dont elle a été entourée, pour les fleurs splendides qui ont été envoyées lors des obsèques de ses trois parents, pour la présence de nombreuses délégations et des porte-drapeaux de l'Association d'entraide des membres de la Légion d'honneur ; ainsi que pour les prières dites à Paris et en province à la mémoire des défunts.

— La famille du

docteur Surville Marc ELIET,

mort subitement à l'âge de trente-six ans, très touchée des nombreux témoignages de sympathie qui lui ont été adressés, remercie toutes les personnes qui se sont associées à son deuil.

53, rue de la Tour,
75016 Paris.



PEUGEOT C'EST ICI
à Paris 20e
Paris Nation Automobiles
54, bd de Charonne
75020 Paris
Tél. : 370.01.39
Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.
TALBOT C'EST LA
HAVAS CONSEIL

CARNET

Anniversaires

— Il y a un an,
Jean-Louis MONGE
choisissait de nous quitter.
Merci à toutes et à tous qui avez pour lui une pensée amie.
Jacqueline et Maurice Monge,
Christine et Jacques Monge,
Sergine Evrard.

— Pour le cinquième anniversaire de la mort de
Pascal Pépin LEHALLEUR,
une pensée est demandée à sa mémoire et à celle de sa femme
Françoise.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la disparition de
Joseph FONTANET,
une messe sera célébrée à son intention, le mardi 2 février, à 18 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 8, rue de l'Annonciation, Paris-16e.

Avis de messe

— Eglise catholique universelle (chapelle de la Mission Sainte-Rita, 13, rue Morand, 75011 Paris).
Dimanche 1er février, à 10 h. 30, grand-messe solennelle célébrée en latin, fête de la purification de la Sainte-Vierge, précédée de la bénédiction des cierges.
Lundi 2 février, grand-messe, à 18 h. 30.

Messes

— En la chapelle de l'école Sainte-Geneviève, 2, rue de l'Ecole-des-Postes à Versailles, une messe sera célébrée le samedi 31 janvier, à 15 heures, pour
Père Roger LEROLLE s.j.,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
professeur
à l'Ecole Sainte-Geneviève
de 1946 à 1977.

Communications diverses

— L'assemblée générale annuelle du comité des Hauts-de-Seine de la Ligue nationale française contre le cancer aura lieu le lundi 2 février, à 17 h. 30, à la salle des congrès de l'Hôtel de Ville de Nanterre (88, rue du 8-Mai-1945). Un exposé par le docteur Malaise sur « L'utilisation des cyclotrons dans le traitement des cancers » aura lieu à la suite de cette assemblée.

— Le Centre national des indépendants informe ses adhérents que la conférence qui doit avoir lieu le mardi 3 février 1981, 106, rue de l'Université, à 20 h. 30, dans le cadre des conférences indépendantes « Libres propos avec Jacques Féron », est reportée à une date ultérieure.

Soutenances de thèses

— Université de Paris-V, vendredi 30 janvier, à 17 heures, salle des actes, M. P. Bouteiller : « Le cautionnement personnel consenti aux banques et aux établissements financiers ».

— Université de Paris-II, samedi 31 janvier, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Claire Boaretto : « Edition critique de la correspondance de Jean Paulhan et de Francis Ponge (1923-1968), avec introduction et notes ».

Télécommunications

L'ORGANISATION INMARSAT LOUE DEUX SATELLITES EUROPÉENS

L'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) vient de passer un contrat de 65 millions de dollars avec l'Agence spatiale européenne pour la location de deux de ses satellites (Marecs-A et B). Ce contrat, valable pour une durée de cinq ans, devrait prendre effet au début de 1982 (les deux satellites devraient être lancés dans le courant de 1981).

Le réseau de télécommunications d'INMARSAT doit permettre grâce à une série de six satellites, d'acheminer directement par téléphone ou par télex les communications entre les navires de haute mer et la terre sur simple composition du numéro de l'abonné. Ce système permettra également de relayer les messages de recherche et de détresse entre un navire et la côte.

Le réseau d'INMARSAT devrait assurer une couverture complète des trois océans Pacifique, Atlantique et Indien. A cette fin, les deux satellites européens Marecs-A et B seront respectivement mis à poste au-dessus de l'Atlantique et du Pacifique. Le reste du service sera assuré par l'un des trois satellites Marisat de la Comsat General et par trois satellites Intelsat-5, dont le premier modèle de vol doit être lancé dans quelques jours.

Pour l'ensemble de la location de ces six satellites, INMARSAT devrait dépenser quelque 180 millions de dollars.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Là-bas fuir

Partir à l'aventure, ailleurs, n'importe où, décrocher, tout lâcher, les amis, le métier, les enfants, les responsabilités, larguer les amarres, s'en aller seul ou peut-être bien à deux, ne rien emporter qu'on ne puisse porter soi-même, découvrir des horizons inconnus... ce fantasme-là, on est combien à le reprendre chaque matin au métro Cité, vieux tricot sans cesse recommencé, où s'ajoutent maille à maille, les fils multicolores dont sont tissés nos rêves d'évasion ?

Tissés et ligotés, ces rêves, tenus en bride par la trop courte longe des comptes en banque et des congés payés, coupés dans leur élan et obligés de se contenter d'un ersatz, d'un succédané : le dépaysement au forfait, le vagabondage organisé, le voyage en groupe. Ce n'est pas si mal, notez. Les Baléares à notre porte, les Canaries au coin de la rue, le sable à deux heures d'avion de l'asphalte, ce n'est pas rien. C'est même très bien, mais, enfin, ce n'est pas ça.

Et ça, rares sont ceux qui savent, de nos jours, où le trouver. D'où le succès du « Magazine de l'aventure » le samedi après-midi sur TF 1 suivi en fin de soirée sur A 2 par « les Carnets de l'aventure ». La vraie. Celle qui comporte un risque, celle qui exige de la détermination, de la volonté, du courage et de l'esprit de compétition.

Cette aventure là où se cache-t-elle à présent ? Elle n'est plus au bout de la route. L'exploration telle que la concevait un François Balsan qui, pendant près de quarante ans, a arpenté, seul, à pied ou à dos de mulet, de chameau, l'Afrique australe et le Moyen-Orient avec, pour unique préoccupation, être le premier, ne jamais emprunter une piste qu'un autre, un Occidental s'entend, aurait foulée avant lui. Cette balade en éclaireur au pays de la découverte a vécu. Les sentiers écartés, intacts alors sont devenus sentiers battus par le ressac de la société d'abondance qui jette toujours plus loin, toujours plus haut ses paquets de vacanciers.

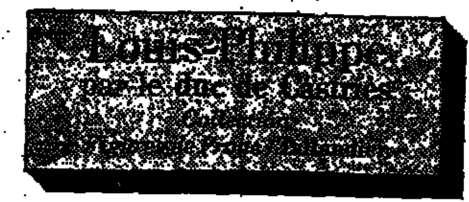
Alors que faire, où aller ? Au bout de soi-même. Il faut avoir le désir impérieux, irrésistible de se dépasser et de dépasser les autres à l'occasion. Il faut traverser les mers avec Olivier de Kersauzon, à l'affût du bruit du vent dans les toiles, du bris des vagues sous l'étrave, seul à comptabiliser à la table à carte les efforts déployés à la voilure et à la barre. Il faut se vouloir, à l'exemple de Jean-Marc Boivin, un nouvel Icare plongeant du haut de l'Himalaya en delta-plane. Nous l'avons accompagné la semaine passée dans le Cervin : descente à ski bride abattue par la face est, remontée à pied, à vive allure par la face nord et redescente à tire-d'aile le même soir. Il faut encore traverser le désert en courant comme ce jeune ingénieur qui a parcouru 3 300 kilomètres au petit trot en moins de deux mois ! C'est dingue ? Eh oui ! Depuis que les hommes sont allés sur la lune, l'aventure en solitaire exige, sur cette bonne vieille terre soudain rétrécie, un petit grain de folie.

CLAUDE SARRAUTE.

MADAME DESACHY
Mariages réussis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : 742.09.39

Lundi 26 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



18 h 45 Avis de recherche.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Comment se débarrasser d'un héritage encombrant.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « Docteur Folamour ».
Film américain de S. Kubrick (1963), avec P. Sellers, G.C. Scott, S. Hayden, K. Wynn, S. Pickens. (Rediffusion.)
En plein délire anticommuniste, un général américain déclenche une opération irréversible : le bombardement atomique de l'U.R.S.S. Comment arrêter la catastrophe ? Cauchemar de politique-fiction, farce tragique reposant sur la réalité de l'organisation de défense aux Etats-Unis. Humour noir pour un film apocalyptique. Peter Sellers dans trois rôles.
22 h 5 Débat : Le terrorisme nucléaire est-il possible ?
Avec MM. B. Goldsmidt, chimiste, ancien directeur du C.E.A. ; M. Pecqueur, administrateur général du C.E.A. ; J. Goldblat, juriste international, responsable des problèmes de désarmement à l'Institut de recherches pour la paix à Stockholm, le professeur A. Kastler, prix Nobel de physique et F. Nourissier.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.

Marie-France Garaud
candidate à la Présidence de la République
parlera ce soir sur Antenne 2
à 20 h 35

20 h 35 Magazine : Cartes sur table.
Avec Michel Crépeau et Marie-France Garaud, candidats à l'élection présidentielle.
21 h 50 Document : Histoire de l'alpinisme (IV).
A chacun sa voie
22 h 45 Magazine Cinémania.
Cinq réponses à Jean-Luc Godard ou le jeune cinéma des années 80.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo-jeunes
18 h 55 Tribune libre.
Initiative républicaine et socialiste.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
David chez le dentiste.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « Monsieur ».
Film français de J.-P. Le Chanois (1964), avec J. Gabin, L. Pulver, M. Darc, P. Noiret, J.-P. Darras, G. Morlay. (N. rediffusion.)
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Ballade pour Carson McCullers », d'A. Lemaître.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Présence des arts : A la recherche de Pablo Gargallo.
20 h., « Ombrie, ou ici un grand silence », de B. Villien.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : Descartes et la crise de la raison.
22 h. 30, Nuits magnétiques : l'imitation.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Six-huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Chasseurs de sons stéréo.
20 h. 30, Concert (cycle de quatuors, en direct du grand auditorium) : Quatuor à cordes n° 78 en si bémol majeur (Haydn) ; Quatuor à cordes, création (Tisné), Quatuor à cordes n° 8 en mi mineur (Beethoven), par le quatuor Via Nova.
23 h., Ouvert la nuit ; Solistes français d'aujourd'hui, le violoniste Jean-Pierre Wallez (Lalo, Debussy, Fauré) ; 0 h. 5, Domaines de la musique électro-acoustique.

Mardi 27 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première
13 h Journal
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
18 h TF 4.
18 h 20 L'île aux enfants.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les chemins de l'adoption.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 45 Variétés : Les Compagnons de la chanson.
Une émission de la télévision belge, enregistrée en public à Spa, le 8 juillet 1980.
21 h 40 Série : Ils ont vingt ans.
De D. Bessnikoff et J.-O. Chottard.
Que pensent ceux qui sont nés en 1960 de la bombe atomique ? de l'écologie ? de la pollution ? de la liberté ? du bonheur ? du racisme ? Une série un peu bâclée sur un sujet passionnant.
22 h 35 L'histoire de la bande dessinée : Trait de mémoire.
Série d'A. Blanc. Réal. Cl. Miller.
Des images par milliers (deuxième épisode).

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : les Amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Avec Jacques Chancel.
15 h Cinéma : « Houla, houla ».
Film français de R. Darène (1958) avec F. Raynaud, R. Giannuzzi, G. Rivière, M. Flohr, J. Lefebvre. (Rediffusion.)
16 h 30 Histoires courtes.
Carnet trouvé chez les fourmis, de G. Sénéchal.
17 h Fenêtre sur...
Les arts folkloriques de Taïwan.
17 h 50 Récré A 2.
Emilie ; C'est chouette ; 3-2-1 contact.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Une heure avec le président de la République.
M. Valéry Giscard d'Estaing parle de la politique internationale. Il est interrogé par Jean-Pierre Elkabbach, Georges Bortoli et Alain Duhamel.
21 h Les dossiers de l'écran : « F comme Fairbanks ».
Film français de M. Dugowson (1975), avec P. Dewaere, Miou-Miou, J. Berry, M. Piccoli, J.-M. Folon. (Rediffusion.)
Un jeune ingénieur chimiste cherche désespérément un travail stable. Ses angoisses et ses hantises détériorent sa liaison amoureuse avec une comédienne.
Une approche de la réalité contemporaine (la crise économique) à travers une comédie douce-amère où passe la nostalgie des héros imaginaires d'un cinéma de rêve. Original, très bien interprété.
22 h 45 Débat : Le chômage chez les jeunes et la recherche du premier emploi.
Avec MM. J.-P. Fourcade, président des clubs Perspectives et Réalités, J. Delors, président du club Echange et Projets, membre du Parlement européen, M. Roux, directeur d'une A.N.P.E., Mme P. Sartin et quatre chômeurs.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
La Nouvelle Droite française.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
David et son brevet d'invention.
22 h 5 Journal.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Planète interdite ».
Film américain de F. McLeod Wilcox (1955), avec V. Pidgeon, A. Francis, L. Nielsen, W. Stevens, J. Kelly. (Rediffusion.)
Un classique de la science-fiction hollywoodienne des années 50. Truquages, musique électronique, décors insolites et robot perfectionné. Une imagerie rappelant les bandes dessinées.

FRANCE-CULTURE

14 h., Sons : quotidien, la traversée du zéro.
14 h. 5, Un livre, des voix : Jean Cayrol, « l'Homme dans le rétroviseur », « Poésie-Journal ».
14 h. 47, Magazine international.
15 h. 20, Actualité : le musée Pissarro à Pontoise.
16 h. 50, Départementale : en direct de Lunéville.
17 h. 32, Renaissance de la musique traditionnelle : le collectage.
18 h. 30, Feuilleton : « Ballade pour Carson Mc Cullers », d'A. Lemaire.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Science : la matière aujourd'hui : les plasmas.
20 h., Dialogues : Dissuasion et défense de l'Europe, avec le général F. Valentin et J.-P. Chevènement (P.S.).
21 h. 15, Musique de notre temps, avec Sergio Ortega.
22 h. 30, Nuits magnétiques : l'imitation.

FRANCE - MUSIQUE

14 h., Musiques : Les chants de la terre (carnavals aux Amériques) ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Piano (Brahms, Scriabine) ; 15 h. 55, Un disque pour la semaine : « Messe szardique », de Liszt, par les Chœurs de l'armée du peuple hongrois, dir. B. Podor et I. Kiss ; 16 h. 30, L'art de Hermann Scherchen (Offenbach, Mahler).
18 h. 2, Six-huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Premières loges ; Bidu Sayao, soprano (Mozart, Gounod, Puccini).
20 h. 30, Concert (Festival de Lille 1980) : Symphonie n° 4 en mi mineur (Brahms) ; « Ainsi parlait Zarathoustra », poème symphonique (R. Strauss), par l'Orchestre national de France, dir. G. Albrecht.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Les chants de la terre (traditions musicales dans le monde) ; 23 h., Revue de la presse et de l'édition musique internationale : José Bruyr (Brahms, Ropartz, Dukas, Dutilleux, Ingelbrecht, Migot).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 26 JANVIER

— *M. Jean Poulit*, directeur de l'Agence pour les économies d'énergie, est l'invité du « Téléphone sonne », de France - Inter, à 19 h. 20.

— *M. Jacques Attali*, économiste, conseiller économique de M. Mitterrand, participe au journal d'Europe 1, à 19 h. 30.

— *Mme Marie-France Garaud et M. Michel Crépeau*, candidats à l'élection présidentielle, participent à l'émission « Cartes sur table » (Antenne 2), à 20 h. 30.

MARDI 27 JANVIER

— *M. Giscard d'Estaing* est interviewé par par Jean-Pierre Elkabbach, Alain Duhamel et Georges Bortoli, lors de l'émission, « Une heure avec le président de la République », sur Antenne 2, à 20 heures.

— *M. Michel Debatisse*, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des industries agro-alimentaires, est l'invité de « Radioscopie », sur France - Inter, à 17 heures.

ENTENDU

JEU RADIOPHONIQUE

Après « la trace », « le cercle », « les chiffres », l'Atelier de création radiophonique proposait, dimanche soir, une nouvelle émission à thème, « la perte ». C'est une démarche difficile, au fond insensée : n'ayant pas choisi d'exercer son esprit, avec rigueur et obstination, sur un objet précis, en laissant bien des « restes » de côté, Colette Fellous a essayé de tout garder (de ne rien perdre !), en accumulant les points de vue, les témoignages, les registres. Il y avait un risque, celui de toute démarche thématique : par définition abstraite, c'est-à-dire détachée a priori de tout contexte, antiréaliste, imaginative, une telle démarche ne peut accueillir les nuances nées des expériences, des époques, des lieux.

Elle ne permet pas non plus le plaisir d'une pensée articulée, mais seulement des passages, des bouts de chemins et, parfois, dans le meilleur des cas, des « fusées »... De plus, paradoxalement, elle voue à l'impossible la tentative, qui est pourtant à son principe, d'introduire la pensée mythique (Déméter, Orphée, Othello, etc.) dans la vie quotidienne (service des objets trouvés, témoignages, etc.) : c'est dommage

Ce n'est pas sérieux ? Pas tellement. Alors c'est un jeu : un jeu de mots, un jeu radiophonique à partir d'un mot. Colette Fellous, ici, ne s'est pas trompée ; elle a parfaitement compris les règles de ce jeu : rapprocher des domaines très éloignés les un des autres (par exemple, la psychanalyse et le tiercé !), savoir passer de l'un à l'autre (de « Quitte ou double » à Dostoïevski), savoir les rattraper (en faisant, par exemple, revenir régulièrement les mêmes voix, le bruit de la mer, etc.), savoir tendre des pièges, surprendre (constamment). Et surtout, ne jamais se lasser de lancer la balle : prononcer le plus souvent possible, et sous toutes les formes possibles, le mot fatidique « perte », « perdre », « perdu », en prose ou en musique, jusqu'à ce que l'auditeur... eh bien ! perde le fil, la tête, le contrôle, et qu'il se laisse gagner par le goût des mélanges, du jeu.

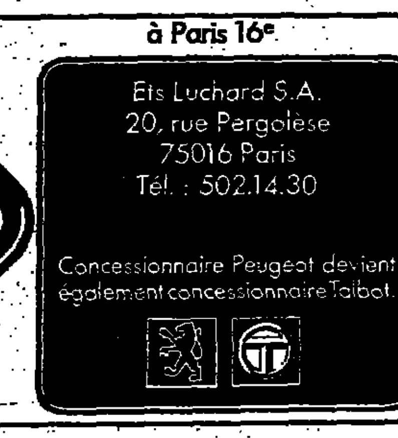
Une telle émission tendait donc à la virtuosité. Elle n'y est pas toujours parvenue, la dernière demi-heure déçoit, la durée, deux heures vingt minutes, est sans doute trop longue. Mais il y a une idée, une idée de radio : celle d'un genre purement adressé à l'imagination et qui parviendrait, par un art des séquences et de leur succession (un art de la vitesse, un art du rythme), à offrir soudain à l'auditeur le choc d'un événement inouï, d'un moment de grâce : aussi vite passé, emporté dans la course.

Ce moment a eu lieu, il reste dans notre souvenir : c'est une parole crue, celle d'une femme souffrante, puis immédiatement, sa transposition musicale (un extrait des Noces de Figaro*). Est-elle devenue plus libre d'avoir parlé, de cette manière, à tous ceux qui l'auront entendue ? C'est presque sûr. La radio devrait plus souvent remplir ce rôle, elle devrait délivrer les mots, délivrer la parole.*

BRIGITTE ANDERSEN.

★ « Perdus, pas perdus », par Colette Fellous. Ateliers de créations radiophoniques. France-Culture, dimanche 25 janvier, à 20 h. 40.

PEUGEOT C'EST ICI

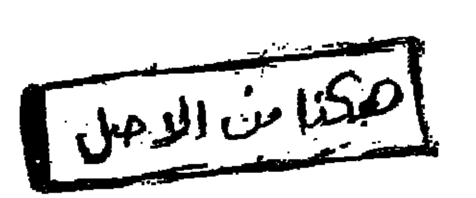


à Paris 16e



TALBOT C'EST LA

HAVAS CONSEIL



INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Feu d'artifice chez Ricci

Lever de rideau des collections de printemps en haute couture chez Nina Ricci, où Gérard Pipart est au mieux de sa forme. Il sculpte, en volume de rêve, des jerseys et des soies drapés pour mettre le corps en valeur, en combinaisons, ensembles à culottes ou jodhpurs à l'orientale, sous de longues vestes strictes, dans une ambiance de mousson chère à Louis Bromfield. Se suivent des ensembles de shantung grège, de lin blanc parfois brodé, mais aussi du rouge puis du noir. Mais tout cela est follement parisien, comme ces ensembles de jour, au genou, en lainage à carreaux de plusieurs dimensions, ces robes fluides à collerettes bouillonnées, ces ensembles de dentelle à jupes plissées, sans oublier les robes à volants croisés en cache-cœur puis drapés aux hanches sous des jupes à danser.

A retenir, pour les premiers beaux jours, les chignons tirés bas sur la nuque, à orner d'un mince ruban ou piqué d'un camélia, des collants blancs et de fins souliers noirs à talon bas.

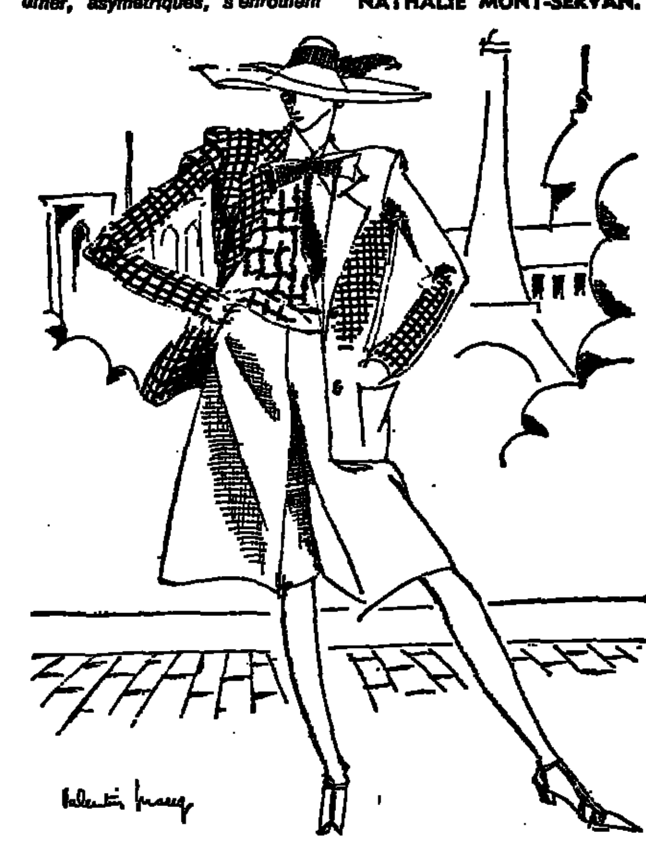
Philippe Venet *est célèbre pour ses manteaux et ses ensembles poids plume, aux découpes parfaitement étudiées. Ses couleurs sont vives ou douces, et ses paletots de printemps se portent aussi bien sur des jupes que des pantalons, accrochés aux épaules par des empiècements bas et arrondis. Quelques spencers noirs de coupe stricte s'épanouissent au contact de jupes blanches, destinées aux courses. Enfin, les robes de dîner, asymétriques, s'enroulent en volutes autour du corps, dénudant une épaule ou une jambe.*

. Chez Jean Patou, *Roy Gonzalès frôle le genou, dans une collection plus seyante que la saison dernière. Vestes longues un peu carrées, à taille basse, font sérieux sur des bouts de jupes plissées pour le jour. De jolies robes de crépuscule et du soir sont travaillées en lampions de soies diaphanes, plissées en relief à la verticale ou à l'horizontale. Dans le même esprit, des robes longues à bustier se détachent en rubans dans des soies multicolores.*

Torrente *joue la Haute-Egypte, avec une silhouette épaulée et structurée, assouplie par des plissés au bas des jupes, des jaquettes et des robes un peu hiératiques. On peut leur préférer les blazers en grosse soie rouge, grise, jaune ou noire, sur des jupes ou des pantalons noirs en contraste. Dans un style plus souple, des tuniques à taille basse nouées sur une hanche, avec des jupes en corolle couvrant le mollet. Très croisière sur le Nil, comme les bijoux et les accessoires.*

Gilbert Feruch, *on le sait, veut casser les prix de ses modèles haute couture. Les tailleurs de François Broca adoucissent une coupe structurée de détails et d'incrustations en biais. Les vestes s'allongent, à col moyen, revers plastronnants et pli dans le dos. Les robes de fin de journée s'animent de quilles, et les fourreaux du soir dénudent une épaule, au corsage drapé en crête de houle.*

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCQ).

NINA RICCI : tailleur à trois carreaux noir et blanc, dont la veste lainage vichy de *Pétillault* sur une *jupe-culotte* à mini pied-de-poule et une blouse de mousseline fantaisie de Bucol imprimée et rayée formant un dessin de grisaille. Chapeau de paille, gants de chevreau et collants *blancs*, chaussures à *talons bas* en cobra noir.

AUTOMOBILE

RÉGLAGE DES CARBURATEURS. — L'Automobile-Club de l'Ile-de-France organise une visite gratuite des véhicules à moteur à Paris, place du Panthéon, du mardi 27 au vendredi 30 janvier inclus, de 9 heures à 17 heures. Objectif : réglage des carburateurs qui entraînent une consommation anormale de carburant.

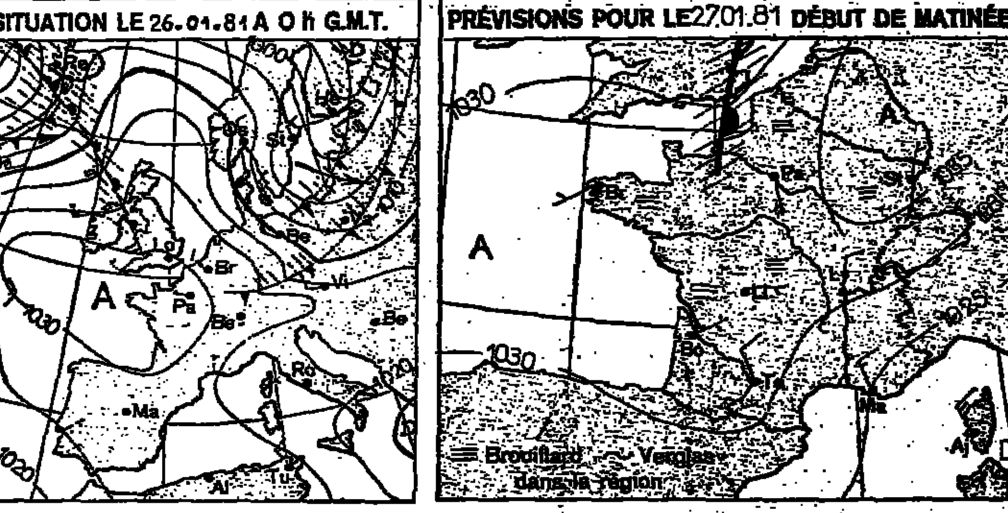
FORMATION PERMANENTE

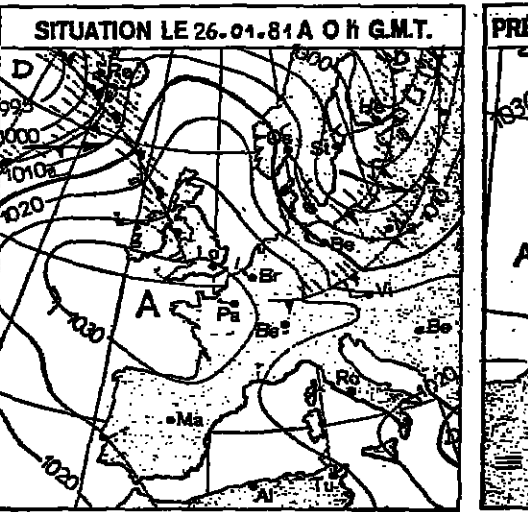
ACCORDEURS DE PIANOS. — La chambre de commerce et d'industrie d'Alès organise un stage d'« initiation au métier d'accordeur de pianos ».

Ce stage s'adresse aux demandeurs d'emplois inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (elle-même partie prenante) quel que soit leur âge, pourvu qu'ils possèdent un niveau de baccalauréat général et de fin d'études musicales des conservatoires en piano et solfège. La formation durera quatre mois. Les stagiaires seront rémunérés. Le nombre de places offertes est de douze. Les épreuves de sélection se dérouleront à Alès à la fin janvier.

★ *Chambre de commerce et d'industrie d'Alès, B.P. 225, 30103 Alès Cedex. Tél. (66) 52-21-15.*

MÉTÉOROLOGIE







Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 janvier à 0 heure et le mardi 27 janvier à 24 heures :

Au cours de ces deux jours, les hautes pressions persisteront sur la France, où elles maintiendront un régime de vents faibles. De l'air assez froid subsiste dans les basses couches, et seule la bordure méridionale du courant perturbé circulant de l'Atlantique à la Scandinavie touchera passagèrement nos régions du Nord-Ouest et du Nord.

Mardi 27 janvier, les nuages seront abondants sur la Bretagne, la Normandie, la région parisienne et le Nord ; ils donneront des pluies intermittentes, généralement faibles. Les vents de sud-ouest seront faibles. Sur le reste de la France, il fera assez froid le matin avec des gelées de 0 à −2 °C dans le Sud-Ouest et de −3 à −6 du Massif Central aux Alpes et au Nord-Est. Les brouillards seront fréquents dans l'intérieur et souvent givrants. Des éclaircies se développeront l'après-midi. Enfin, les régions méditerranéennes, la vallée du Rhône et les Alpes bénéficieront d'un ciel peu nuageux.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 26 janvier 1981, à 7 heures, de 1 032,1 millibars, soit 774,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26) : Ajaccio, 13 et 2 degrés ; Biarritz, 8 et 0 ; Bordeaux, 8 et 5 ; Bourges, 6 et 0 ; Brest, 9 et 5 ; Caen, 9 et 3 ; Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 5 et −1 ; Dijon, 1 et −1 ; Grenoble, −1 et −4 ; Lille, 8 et 3 ; Lyon, −1 et −2 ; Marseille, 10 et −3 ; Nancy, 4 et 2 ; Nantes, 10 et 0 ; Nice, 13 et 4 ; Paris-Le Bourget, 9 et 0 ; Pau, 10 et −2 ; Perpignan, 16 et 6 ; Rennes, 10 et 2 ; Strasbourg, 2 et 1 ; Tours, 9 et 1 ; Toulouse, 6 et −2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 1 degrés ; Amsterdam, 7 et −2 ; Athènes, 13 et 5 ; Berlin, 4 et −1 ; Bonn, 7 et 1 ; Bruxelles, 7 et 4 ; Le Caire, 18 et 10 ; îles Canaries, 19 et 15 ; Copenhague, 3 et −2 ; Genève, −1 et −5 ; Lisbonne, 17 et 6 ; Londres, 10 et 4 ; Madrid, 14 et −4 ; Moscou, −6 et −9 ; Nairobi, 28 et 13 ; New-York, 2 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et −2 ; Rome, 12 et −1 ; Stockholm, 3 et −5.

PRÉVISIONS POUR LE 27 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 27 JANVIER

« Le Marais », 14 h. 30, façade de l'église Saint-Gervais, Mme Allaz.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Bachelier.

« La Mansarde bleue », 15 h., 17, quai Malaquais, Mme Chapuis.

« Carnavalet », 15 h., 23, rue de Sévigné, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les trésors de la Thaïlande », 15 h., Petit Palais (Approche de l'art).

« Chez un restaurateur de vitraux », 15 h., 6, rue de la Grande-Chaumière (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Poulpry », 15 h., 12, rue de Poitiers (Mme Ferrand).

« Eglise Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h., façade (M. de La Roche).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h. 30, devant la poste (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

MARDI 27 JANVIER

15 h., 62, rue Madame : « L'architecture funéraire privée de l'Egypte pharaonique » (Arcus).

18 h. 30 : Institut néerlandais, 121, rue de Lille, M. E. Faurge : « Turgot et l'esprit de réforme ».

19 h., 6, square Rapp, Mme Brandon-Albini : « La voce delle regioni italiane nella letteratura popolare ».

20 h. 30 : Centre Albertus Magnus, 34, rue Saint-Jacques, M. F. Schwarz : « Comment se dessine la carte de l'Egypte » (nouvelle Acropole).

20 h. 30 : 21, rue Notre-Dame des Victoires, Mme C. Thibaut : « Van Gogh ».

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DU PRIX D'AMERIQUE

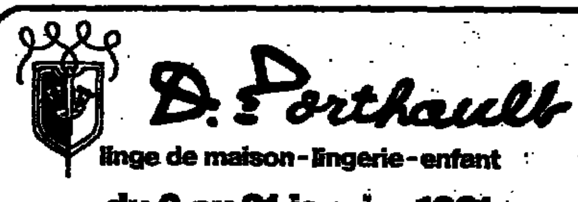
TIRAGE N° 6 DU 24 JANVIER 1981

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RESULTATS DE LA COURSE : [illegible]

TERMINAISON	FINALES ET NUMEROS	SERIE 8	SERIE 7	SERIE 5	AUTRES SERIES
		F.	F.	F.	F.
1	1 41 651 4 021 10 631	250 (1) 2 000 10 000 20 000 5 000 000	[illegible] 1 000 4 000 10 000 750 000	[illegible] 500 2 000 4 000 250 000	[illegible] 250 1 000 2 000 70 000
2	2 9 282	250 (1) 20 000	[illegible] 10 000	[illegible] 4 000	[illegible] 2 000
3	3 6 663 6 453	250 (1) 20 000 20 000	[illegible] 10 000 10 000	[illegible] 4 000 4 000	[illegible] 2 000 2 000
4	4 6 024 7 304	250 (1) 20 000 20 000	[illegible] 10 000 10 000	[illegible] 4 000 4 000	[illegible] 2 000 2 000
5	5 1 665 7 765	250 (1) 20 000 20 000	[illegible] 10 000 10 000	[illegible] 4 000 4 000	[illegible] 2 000 2 000
6	6 66	250 (1) 2 000	[illegible] 1 000	[illegible] 500	[illegible] 250
7	7 57 227 907 3 457	250 (1) 2 000 10 000 10 000 22 000	[illegible] 1 000 4 000 4 000 11 000	[illegible] 500 2 000 2 000 4 500	[illegible] 250 1 000 1 000 2 250
8	8 15 455 0 718 3 558 6 508 86 248 06 006	250 (1) 6 000 15 000 25 000 20 000 20 000 300 000 750 000	[illegible] 3 000 4 000 13 000 10 000 10 000 700 000 250 000	[illegible] 1 500 2 000 5 500 4 000 4 000 70 000 100 000	[illegible] 650 1 000 2 650 2 000 2 000 20 000 40 000
9	9 09	250 (1) 2 000	[illegible] 1 000	[illegible] 500	[illegible] 250
0	0 2 500	250 (1) 20 000	[illegible] 10 000	[illegible] 4 000	[illegible] 2 000

(1) Les lots de 250 F sont attribués aux billets de la série 8 qui ne bénéficient d'aucun autre lot.

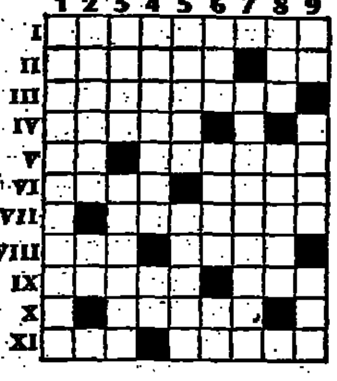
PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DE LA NAVIGATION DE PLAISANCE LE 28 JANVIER 1981 à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)



linge de maison - lingerie - enfant
du 2 au 31 janvier 1981
prix exceptionnels
18, AVENUE MONTAIGNE - PARIS 8e
tél. : 7207525

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 852



HORIZONTALEMENT

I. Première station du métropolitain. — II. Dessous piquants d'une reine de beauté ; Un faible en math. — III. A choisi les airs comme moyen de transport. — IV. Il fut arrêté et exécuté sous Othman. — V. Phonème afro-asiatique ; Héros d'une histoire assez complexe. — VI. Commune présentant une homophonie avec son département ; Difficile à faire avec des nouilles, même si ce sont de bonnes pâtes. — VII. Sur le métier remet son ouvrage. — VIII. Crête en Crète ; Le roi autrefois, aujourd'hui la princesse. — IX. Femme évoquant, à la fois, sourire et tristesse ; Où des fidèles n'écoutent plus la voix du chœur quand la chaire parle. — X. Pour ce qui est de frapper, il n'est pas de taille. — XI. Ancienne monnaie d'échange ; Domaine du prince des Ténèbres.

VERTICALEMENT

1. On lui ferait de la peine en lui disant qu'il n'a d'ordres à recevoir de personne. — 2. Accélérateur permettant de passer du trot au galop ; Plus courant sur la place Rouge que sur la place Blanche en matière d'affirmation. — 3. Ville du Constantinois ; Quand ils viennent de là-haut, ici c'est l'abat. — 4. Ce qu'est l'argent, d'après un illustre promoteur d'édicules ; Rouge quand il s'agit du cœur. — 5. Théâtre d'un combat où l'un des adversaires se battit comme un lion ; Celui qui la plante préfère qu'elle ne soit pas arrosée. — 6. S'il n'était si fréquent dans les grilles, sa victoire sur les Madianites passerait inaperçue ; Le fléau de la balance ; Ebauche un ornement ou peut en être le composant. — 7. Condamnation à mort avec sursis. — 8. Où la « montre » n'est pas tenue d'indiquer l'heure ; Il fallait vraiment être un âne pour en être victime sans en être atteint. — 9. Préposition ; Facteur de multiplication ; Les faveurs qu'elle accorde ne nuisent en rien à sa vertu.

Solution du problème n° 2 851

Horizontalement

I. Epouse ; Fougères. — II. Postillonner. — III. Oseille ; Dilemme. — IV. Ut ; Egée ; Aïeul. — V. Xérès ; Utérin ; El. — VI. Ré ; Aime ; Attise. — VII. Risible ; A.M. ; Et. — VIII. Epelés ; Guarini. — IX. Ruine ; Vers ; Nid. — X. Erra ; Alène ; Fève. — XI. Asine ; Gares. — XII. Attentats ; Etal. — XIII. Laisse ; Sis ; Rien. — XIV. Eros ; Râ ; Parue. — XV. Rênes ; Si ; Misère.

Verticalement

1. Epoux ; Régaler. — 2. Postérieur ; Tare. — 3. Ose ; Respiration. — 4. Utile ; Iéna ; Esse. — 5. Sil ; Sable ; Ans. — 6. Elle ; Ile ; Aster. — 7. Légumes ; Léa ; As. — 8. Fô ; Eté ; Vents. — 9. Ondée ; Agénésie. — 10. Uni ; Ramure. — 11. Gelait ; As ; Gé ; Pi. — 12. Ereinter ; Fatras. — 13. Me ; Itinéraire. — 14. Mues ; Niveleur. — 15. Stellérides ; Née.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 25 janvier 1981 :

DES DECRETS

● Fixant les conditions d'attribution des subventions d'installation attribuées à certains travailleurs handicapés ;

● Pris pour l'application de la loi du 22 décembre 1980 modifiant la loi du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise ;

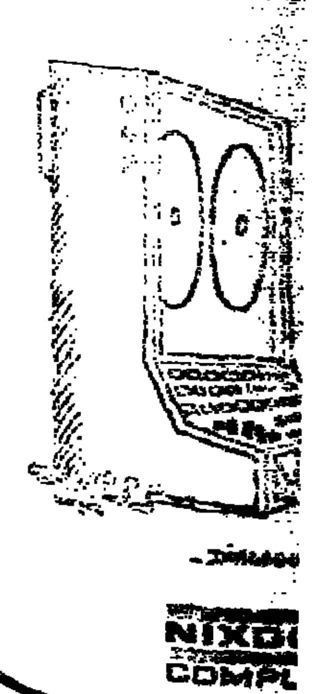
● Soumettant les sociétés Systèmes de télécommunications et d'informatique Télésystèmes et Entreprise générale de télécommunications au contrôle économique et financier de l'Etat.

UN ARRETE

● Instituant des comités consultatifs de règlement des dommages engageant la responsabilité de l'Etat et des établissements publics de l'Etat n'ayant pas un caractère industriel et commercial.



à Paris 10e
S.D.A. Paris Est
180, rue du Fg-St-Martin
75010 Paris
Tél. : 238.66.00
Concessionnaire Talbot devient également concessionnaire Peugeot
PEUGEOT C'EST LA



Le Monde

ECONOMIE

La querelle du prix du pain

La boulangerie traditionnelle face aux artisans dissidents et aux supermarchés

Savait-il, M. Rodriguez, de La Ciotat, qu'en vendant ses baguettes à un franc, il déclencherait une sorte de guerre de religion ? La puissante confédération de la boulangerie, qui avait tant réclamé la liberté des prix, s'indigne à l'idée que cette liberté serve à faire baisser le prix du pain.

Accusés de vendre à perte, les artisans dissidents ont quelque ennui à fournir des chiffres. Leurs accusateurs n'en avancent pas plus. Et les consommateurs éberlués, qui ont vu le prix du pain faire un bond de 40 % en vingt-huit mois, demandent aujourd'hui, comme la confédération syndicale du cadre de vie, qu'on leur dise la vérité selon les différentes filières de fabrication : boulangeries de quartier, industrielles, et grandes surfaces.

Au risque de décevoir ceux qui réclament une vérité, disons que celle-ci est variable et qu'au fil de cette enquête une seule certitude apparaît : les boulangers, petits et gros, gagnent de l'argent.

C'EST un fait que la consommation de pain a considérablement diminué. On est loin des 850 grammes par jour et par personne qui étaient, paraît-il, consommés en 1850. Un siècle plus tard, en 1950, chaque Français absorbait encore 324 grammes quotidiennement. Dans la dernière décennie, on est passé de 199 grammes en 1970 à 172 grammes en 1979. Mais depuis trois ans la consommation semble s'être stabilisée entre 172 et 174 grammes.

Parmi les fabricants de pain, on distingue trois catégories : les artisans boulangers, les boulangeries industrielles et les rayons boulangerie des grandes surfaces.

● Il y a dix ans, les artisans étaient environ quarante-cinq mille, qui avaient travaillé, chacun dans l'année, quelque 62 tonnes de farine. En 1979, ils ne sont plus que trente-neuf mille environ, qui, toujours en moyenne, auront pétri l'équivalent de 67 tonnes de farine. La confédération de la boulangerie arrondit, pour sa part, les chiffres : quarante mille boulangers, à 60 tonnes de farine, soit 2 quintaux par jour, représentent, selon elle, 93 % du marché du pain consommé en France. Déjà, on peut pressentir une différence de prix de revient entre le petit artisan qui utilise 3 tonnes de farine par mois et d'autre, artisan toujours, qui comme M. Blanc à Vénissieux par exemple, en traite 300 tonnes. Quand il s'agira de parler de prix, on se souviendra que les prix actuels sont susceptibles de permettre au premier de ces boulangers de vivre largement de son travail.

● Les effectifs du Syndicat professionnel de la boulangerie industrielle se sont brutalement gonflés depuis le 1er janvier 1978, avec l'adoption d'une convention collective de travail pour cette branche. Ce syndicat revendique aujourd'hui cent trente-cinq adhérents, et quelque chose comme 8 % du marché du pain. Fin 1978, elles étaient 90 entreprises qui assuraient 5,5 % de ce marché. Qu'appelle-t-on en fait boulangerie industrielle ? Il faut réunir trois des quatre critères suivants :

— Avoir vingt salariés, dont deux cadres ;

— Travailler un minimum de 45 tonnes de farine par mois ;

— Ne pas vendre au détail plus de 39 % de la production de pain ;

— Disposer d'au moins 30 mètres carrés de surface de cuisson.

Les atouts des grands de la distribution

On trouvera donc, selon ces critères, deux catégories de boulangeries industrielles : celles qui revendent toutes leurs fabrications et celles qui disposent de magasins de vente. Dans tous les cas, la boulangerie industrielle doit inclure, dans le prix de revient de son pain, les frais de distribution, qui ne sont pas, comme on l'imagine, en diminution.

● Viennent enfin les boulangeries de grande surface, avec tous les cas de figure possibles : le pain est acheté à un artisan ou un industriel ; il est fabriqué sur place ; il est fabriqué par une centrale appartenant au distributeur. C'est ici que l'étude se complique, car les statistiques ne prennent pas en compte ce secteur de la fabrication du pain, qui semble bien être en développement rapide. Selon un fabricant de matériel, les hypermarchés disposeraient aujourd'hui de quatre cents à cinq cents fours, et représenteraient bientôt 7 à 8 % du marché.

93 % d'un côté, 7 % à 8 % de l'autre, et si on ajoute encore 8 %, on doit conclure à un certain chevauchement des catégories qui rend plus aléatoire encore l'opération vérité réclamée par les consommateurs.

Les grands de la distribution ont effectivement des atouts redoutables, pour la concurrence artisanale ; ils ont le client, et des frais de main-d'œuvre pas plus élevés que les boulangers industriels. Ils s'équipent avec un matériel moins coûteux, mais d'une durée de vie limitée à cinq ou six ans. Les frais fixes (amortissements, frais financiers, loyers, etc.) sont délayés dans l'ensemble des frais du magasin. Toutefois, la tendance récente est à l'équipement industriel, pour la livraison dans les supermarchés : c'est le cas du groupe PARIDOC, à Chilly-Mazarin, qui distribue ses produits de boulangerie sous la marque MAGDIS, tandis que Casino procède actuellement à des achats de fours. La boulangerie artisanale et son président M. Combes ont, au-delà d'une opposition de façade, des intérêts convergents avec la boulangerie industrielle pour s'opposer à ce trouble-fête du pétrin, le boulanger de supermarché. Et le crime de M. Rodriguez aura été, en fait, de déclencher une guerre des prix qui a aiguisé les appétits du commerce de distribution, lequel, estiment certains spécialistes, peut aisément baisser ses prix et sa marge tout en continuant à gagner beaucoup d'argent.

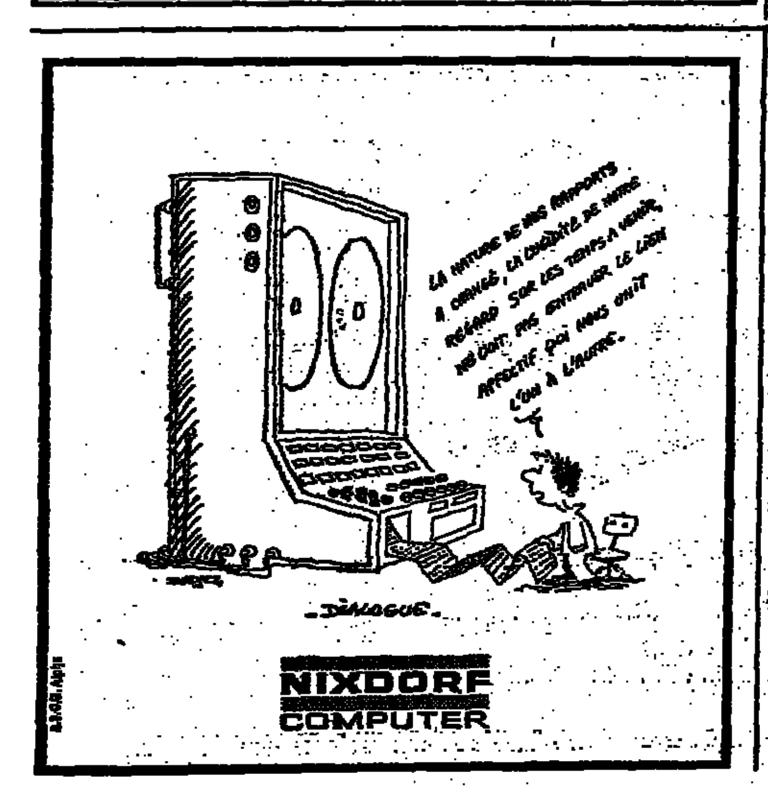
L'apparition de la baguette à 1 franc chez certains artisans n'est cependant pas le fait du hasard. Elle est due à l'innovation technologique, à la libération des prix et, par contraste, à l'immobilisme de la grande masse des boulangers.

JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 25.)

L'évolution de la consommation de farine par les boulangers

Classe	% tonnage mis en œuvre		% nombre de boulangers		Tonnage moyen	
En tonnes de farine	70	79	70	79	70	79
— 55	30,9	28,7	54,2	53,7	35,2	35,7
55 à 110	45,7	41,1	37,8	37	74,6	74,3
110 à 165	11,8	11,6	5,6	5,9	129,4	130,2
165 à 220	3,4	4,1	1,1	1,5	186,6	186,2
220 à 330	2,5	2,4	0,5	0,8	262,5	263,3
+ 330 tonnes	5,4	10,7	0,4	0,8	695,4	802,7
Total					61,5	66,6



Le faux argument de la balance commerciale

POUR présenter les résultats supposés « mauvais », puisque déficitaires, des échanges de marchandises avec l'étranger de l'année dernière, M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur, a déclaré : *« 1980 a été une année difficile, préoccupante sur le plan de nos échanges commerciaux. Mais si nous n'avions pas eu une facture pétrolière beaucoup plus élevée que l'année précédente, nous aurions enregistré un léger excédent de notre balance commerciale. »*

De 1979 à 1980, le déficit de la balance commerciale de la France a été multiplié par quatre. Celui qui ne s'inquiéterait pas de cette évolution ne ferait-il pas preuve d'une bien coupable légèreté ? Quant aux achats de pétrole, en dépit d'une diminution sensible des quantités importées, ils ont coûté 131,8 milliards de francs au lieu de 83,8 milliards, soit d'une année sur l'autre une augmentation de 48 milliards de francs due à la hausse des prix décidée par l'OPEP. Comment ne pas penser qu'elle n'a pas été un facteur décisif de l'aggravation du déficit ?

L'argument est paré de toutes les vertus du bon sens. Il est pourtant hautement contestable. Supposons un instant que l'on cherche à identifier les *comptes* d'une entreprise quelconque vis-à-vis de tous ses clients et fournisseurs résidant dans une autre ville que celle où elle est située et où elle exerce son activité principale. Des renseignements ainsi recueillis pourrions-nous tirer des conclusions générales sur l'évolution de sa situation financière, son aptitude à soutenir la concurrence ? Evidemment non ; c'est en examinant la totalité de ses comptes, de ses recettes et de ses dépenses qu'on pourrait avoir des chances de porter un jugement d'ensemble valable.

Analyser isolément la balance commerciale d'un pays est illogique. Il faut l'étudier à la lumière d'autres données, et notamment de l'état de ses moyens de paiements sur l'étranger pendant la période considérée. Un des faits marquants de l'année 1980 aura été pour la France un afflux considérable de devises dues à des entrées de capitaux étrangers et aussi au comportement des agents économiques français eux-mêmes (prompts à rapatrier leurs recettes d'exportation et au contraire à retarder les règlements de leurs importations, comme cela arrive toujours en période de confiance dans le franc).

Sur le marché des changes, l'afflux de capitaux extérieurs a eu tendance, toutes choses égales par ailleurs, à faire baisser la valeur des monnaies étrangères et donc à faire monter le franc. Franc plus fort, cela signifie produits étrangers relativement meilleur marché. D'où une incitation à dépenser en achats de biens et services, produits dans les pays capables de les fournir, les abondantes devises provenant des mouvements favorables de capitaux. D'où encore la « détérioration », pour employer le vocabulaire malheureusement en usage, de la balance des échanges avec les grands pays industriels, sans que cela indique nécessairement une baisse de la productivité des fabricants français dont les performances à l'exportation ne semblent pas avoir été mauvaises.

L'incitation à importer aurait été encore plus forte si la Banque de France n'avait pas freiné la hausse du franc en rachetant sur le marché quelque 20 milliards de dollars de devises étrangères, ce qui a eu pour résultat d'accroître à due concurrence ses réserves. Dans une large mesure, le déficit commercial apparaît ainsi comme le résultat des mouvements de capitaux et des conséquences qu'ils ont sur l'évolution des prix en francs des produits importés comparés avec les produits français concurrents. Si demain, les capitaux viennent moins nombreux se placer en France, le solde négatif de la balance commerciale aura tendance à se résorber, voire à disparaître, et cela indépendamment du montant de la facture pétrolière qu'il est arbitraire d'isoler du reste des dépenses.

PAUL FABRA.

Les indices à l'index

par ALBERT MERLIN (*)

Les indices sont à nouveau sur la sellette. Conventionnels, réputés froids et désincarnés, ces êtres statistiques abstraits ont cependant le double pouvoir de susciter maints débats techniques et aussi d'alimenter les polémiques les plus passionnées dès qu'il est question de leur « utilisation » : voir le débat actuel sur l'indexation.

SUR le plan technique, l'épisode le plus marquant de la dernière décennie en France fut la mémorable passe d'armes de 1972 entre la C.G.T., qui contestait l'indice officiel des prix à la consommation, et l'INSEE, qui le défendait en puisant dans toutes les ressources de son arsenal scientifique. Aujourd'hui, c'est l'indice américain des prix qui fait l'objet d'ardentes discussions outre-Atlantique. Motif : le fameux C.P.I. (Consumer Price Index), qui, jusqu'à 1978, variait à peu près parallèlement à l'indice annuel tiré des comptes nationaux (ce parallélisme étant généralement considéré comme un « certificat de bonne conduite »), s'est mis à « diverger » en 1979 et 1980 pour atteindre un rythme annuel de près de 13,5 %, soit quatre points de plus que l'indice tiré des comptes nationaux ! Tout cela parce que le C.P.I. prend en compte le coût d'accession à la propriété des logements (principal + intérêts) : cette originalité des usages statistiques américains a ainsi conduit à « surestimer » — relativement — l'inflation américaine depuis deux ans.

Exemple propre à nous rappeler une vérité d'évidence : qui dit indice dit mesure partielle et conventionnelle, et risques de biais. Il ne faudrait donc utiliser les indices qu'avec discernement, et ne pas les déifier.

Mais la vie n'attend pas. Et l'on subit la magie du chiffre « moyen ». Alors on use et l'on abuse des indices, spécialement en période de forte inflation, où chacun veille à ne pas prendre de retard.

L'indice règne sans partage et, au bout de quelques années, la majorité des revenus se trouvent plus ou moins indexés sur l'évolution du coût de la vie. Jusqu'au jour où l'on s'aperçoit des méfaits de l'indexation, désignée comme responsable de la perpétuation de l'inflation. Dès lors, l'indice des prix n'apparaît plus seulement comme imparfait et techniquement fragile : il est considéré comme facteur d'inflation, et donc pernicieux. C'est le diable en personne.

On passe alors d'un extrême à l'autre. En France, après une période de large tolérance à l'égard du « réflexe d'échelle mobile », on tend aujourd'hui à dénoncer toute forme d'indexation, sans autre forme de procès. Sans doute faudrait-il être plus nuancé, et s'efforcer de trier le bon grain de l'ivraie.

Il convient, tout d'abord, de distinguer entre la référence à l'indice général des prix et la référence à tel *ou* tel indice *spécifique*. Sur la première de ces formes d'indexation — restant le plus souvent implicite, — l'affaire est claire : il faut la pourchasser, ou du moins la limiter au minimum minimorum. D'abord, parce qu'il n'y a rien de plus contestable, du point de vue de l'optimum social, que de vouloir aligner toutes les hausses de revenus sur une « moyenne » ; ensuite, parce que, l'indice moyen étant toujours en hausse, on perpétue ainsi, inévitablement, et presque mécaniquement, les enchaînements inflationnistes. Il semble qu'un mouvement de « désindexation progressive » commence à se faire jour dans l'industrie. Mais la partie est loin d'être gagnée.

Le problème se présente différemment pour les indexations spécifiques. Ce que l'on peut déplorer, c'est qu'un certain nombre d'entre elles soient devenues quasi institutionnelles, la loi ayant sinon imposé, du moins « béni » et « sacralisé » tel ou tel indice, comme dans le cas des baux. Rien de tel pour rigidifier le système.

Trois lignes directrices

En revanche, il paraît difficile de rejeter les indexations contractuelles, débattues en toute liberté. En son principe, l'indexation contractuelle n'est pas inéluctablement inflationniste. Cela tient d'abord à ce que les indices spécifiques enregistrent parfois des baisses : et elles se propageraient facilement de proche en proche dans une *société* où ne jouerait pas automatiquement le réflexe d'échelle mobile salaires-prix. Cela tient aussi à ce que, pour indexer un contrat, il faut être deux : c'est-à-dire que l'acquéreur ou le locataire consente à s'engager, et cela ne serait pas nécessairement le cas dans un système où jouerait la seule loi du marché.

Ainsi, dès aujourd'hui, en l'état actuel du marché immobilier, il y aurait sans *doute* moins de locataires pour accepter de signer des baux indexés sur l'indice du coût de la construction si les textes législatifs, en désignant expressément cet indice *comme* particulièrement adapté à ce type de contrat, ne l'avaient, en quelque sorte, légalisé, encourageant ainsi son utilisation. Ce qui était virtualité est devenu norme. *A fortiori*, le jour où le locataire ne pourrait plus compter sur l' « échelle mobile » pour rattraper la hausse de son loyer par une augmentation de salaire, il serait moins enclin à accepter l'indexation de son bail.

Si le réflexe de l'indexation ne peut être « changé par décret », du *moins* les pouvoirs publics détiennent-ils un certain nombre de leviers. Il nous semble que trois directions pourraient être explorées.

1) La première se *situe* dans le droit fil des développements précédents : il serait sain d'ôter tout ce qui peut apparaître comme institutionnel dans la pratique des indexations contractuelles. Car aujourd'hui, dans la plupart des cas, le rattachement à l'indice ne joue plus un rôle modérateur (conforme à la volonté initiale du législateur, et explicable en période de pénurie), mais représente au contraire une garantie de hausse, et entrave le jeu de la concurrence. Le « dirigisme implicite » des baux n'est pas sans rappeler l'effet pervers qu'exerçait naguère le contrôle des prix industriels, et par là même les raisons pour lesquelles il a été abandonné. Il faut redonner la priorité au marché, à la liberté des contrats.

2) Dans les domaines où les pouvoirs publics exercent un rôle *déterminant* sur le niveau des prix, on pourrait souhaiter que les rajustements se fassent à la baisse comme à la hausse.

La répercussion des mouvements du dollar sur le prix des produits pétroliers pourrait participer de cette logique. Peut-être convient-il d'éviter les oscillations trop fréquentes, mais en son principe le souci de faire partager au consommateur hausses *et* baisses serait tout à fait sain.

3) Troisième idée de manœuvre, pouvant apparaître comme paradoxale, voire iconoclaste : il faudrait savoir admettre et quelquefois même favoriser les indexations lorsqu'elles ne sont pas inflationnistes par nature, et qu'elles peuvent contribuer à la « vérité des prix ».

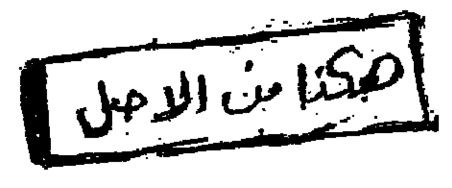
Prenons le cas des emprunts à taux variable, à l'égard desquels règne un certain dogmatisme. Beaucoup y voient un risque supplémentaire d'élévation des coûts, et recommandent ainsi de se cramponner aux taux fixes, auxquels ils attribuent un rôle de frein. Mais ce partage entre le vice et la vertu est-il fondé ? Certes, avec la formule des taux variables, le risque de hausse n'est pas niable en cas d'accélération de l'inflation, mais on oublie, en contrepartie, que ces emprunts sont émis à des taux nettement inférieurs aux taux longs classiques, lesquels prennent implicitement en compte une sorte de « prime d'inflation ». A cet égard, les emprunts à taux variable sont donc un facteur de baisse des coûts.

Mais il y a plus : si l'on examine les conditions d'une véritable « désinflation », on ne voit guère comment la rendre compatible avec le maintien de taux fixes, compte tenu des niveaux atteints aujourd'hui. Car, sauf à prendre les chefs d'entreprise pour des magiciens, on a peine à imaginer qu'ils puissent affronter une décélération sensible de la hausse nominale de leurs revenus en ayant en même temps un bilan *durablement* obéré par des emprunts souscrits à 15 %. L'effet de « cliquet » est un obstacle de taille sur la voie de la désinflation, sauf à introduire des taux variables participant eux-mêmes au mouvement.

Mais pourquoi ne pas élargir l'analyse et reposer enfin sérieusement le problème de la réévaluation des bilans ? Sujet tabou ? Est-il cependant raisonnable, sous prétexte de barrer la route à tout ce qui peut ressembler à une indexation, de prendre le risque de voir les entreprises consommer leur propre substance en continuant à pratiquer des amortissements calculés sur des valeurs d'origine ? On sait depuis longtemps que les palliatifs (amortissements dégressifs principalement) sont insuffisants en période de forte inflation : ils ne sauraient remplacer une réévaluation des immobilisations, une bonne fois, sur la base d'un indice spécifique, avec toutes ses conséquences fiscales. Rien de moins inflationniste que cette mesure-là, qui permettrait seulement de *compter* enfin correctement. Serait-il logique de la voir repoussée *sine die*, alors que l'indexation de type inflationniste — celle qui permet l'enchaînement des hausses de prix et de revenus — a pu exercer des ravages en toute impunité pendant de longues années ?

La libération des prix engagée depuis 1978 a ouvert une voie féconde : qu'on profite aujourd'hui du débat sur l'indexation pour aller plus avant et repenser l'ensemble des mécanismes affectant les flux *et* les patrimoines. Allons jusqu'au bout de l'opération « vérité ». Et n'en restons pas au dogme : indexation = inflation.

(*) Vice-président de la Fédération européenne des économistes d'entreprise.



Un avenir moins sombre pour le monde rural asiatique

Les chiffres et les sombres pronostics s'accumulent : déficit céréalier du tiers-monde en hausse, gaspillages, abus, échecs... La partie est-elle perdue ? Essayons de répondre à partir d'exemples tirés du continent asiatique qui abrite les deux tiers de la population du tiers-monde.

par GILBERT ETIENNE

« *ARRÉ sahab (allez monsieur), ça ne va plus, le prix des engrais augmente, celui du blé ne suit pas. Alors, que faire ?* », demande Ram Singh. « *Je viens de planter des pommes de terre pour la première fois. Ce n'est déjà pas si facile de se mettre à de nouvelles cultures, mais voilà, on dit qu'il y a trop de pommes de terre sur le marché* », enchaîne Diwan, lui aussi bougon dans sa grosse moustache. « *Mais ce n'est rien tout cela,* remarque Karan Lal, de sa voix de tribun (c'est un des anciens leaders du village). *Comment continuer à cultiver la canne à sucre avec des pompes d'irrigation qui s'arrêtent faute d'électricité ?* » Tous trois, nous les observons depuis dix-sept ans dans leur village de Khandoï (ouest de l'Uttar-Pradesh, Inde). Ram Singh signe avec peine de son nom. Diwan est illettré, Karan Lal est plus instruit. Paysans moyens de 2 ha à 3 ha chacun, ils ont su, à force de travail, améliorer leur sort, acheter une pompe, utiliser les nouvelles semences de blé, les engrais.

Des scènes de ce genre se répètent dans toutes les régions de l'Inde qui ont connu un fort mouvement économique. La vieille triade ciel, terre et homme est bien morte avec l'entrée en scène d'une quatrième dimension, les nouveaux facteurs technico-économiques.

On est évidemment bien loin d'une simple copie du modèle occidental. A Khandoï, sur 350 hectares cultivés, on ne rencontre que deux tracteurs. Avec leur vieil araire, les paysans arrivent à 2-3 tonnes de blé à l'hectare (contre 4,8 tonnes en France), moyennant quelques innovations telles que pompes, semences, engrais.

Un tel processus nécessite une ouverture croissante du village sur le monde extérieur : davantage de ventes et d'achats, des activités nouvelles ou accrues dans le commerce, les transports, la petite industrie... Mais encore faut-il que les engrais soient livrés à temps, que les pompes ne tombent pas en panne, que la relation coût-bénéfice assure une marge satisfaisante au paysan.

Et les pauvres, les sans-terre ? Lorsque le mouvement est assez fort (nord-ouest de l'Inde, deltas rizicoles du Sud-Est), les salaires augmentent en termes réels et les occasions d'emploi se font plus nombreuses.

Modèle capitaliste ? En fait, les communes rurales avancées de Chine s'inscrivent dans une problématique identique qui va à l'encontre du principe de la *selfreliance* (compter sur ses propres forces) appliqué de manière excessive et dogmatique lors de la révolution culturelle. Dans les villages prospères, l'économie est très largement ouverte sur l'extérieur pour l'acquisition de semences ou d'engrais, pour des ventes accrues de céréales, de coton, etc., ce qui permet de nouveaux investissements dans l'agriculture, la petite industrie, les transports... Certes, les revenus sont mieux répartis à l'intérieur des collectivités que dans un village indien. La valeur des points-travail augmente, l'emploi fait de même. Les activités privées se multiplient également.

Dans les régions de Chine où soit la nature, soit les défauts de gestion et de planification font échec à une forte progression, le niveau de vie est beaucoup moins bien assuré : le niveau collectif et privé n'atteint guère que la moitié, le tiers, et parfois moins, du revenu des zones avancées.

Ces images de l'Inde et de la Chine se retrouvent dans le reste de l'Asie. Si le Pakistan n'est pas encore autonome en blé, il exporte du riz en quantités croissantes. Ce dernier progresse à Sri-Lanka et en Malaysia. Les extraordinaires paysans javanais parviennent à des performances sur des parcelles minuscules. La Thaïlande, qui dépendait presque exclusivement de ses exportations de riz jusqu'en 1945, a beaucoup diversifié son agriculture.

Les données du problème population-subsistance sont fort simples. Il ne reste plus guère de nouvelles terres à mettre en valeur à l'échelle du continent asiatique, d'où la nécessité d'augmenter les rendements à l'hectare et le nombre de récoltes annuelles sur le même sol en se concentrant dans une première phase sur les céréales et autres produits vivriers. Puis, à mesure que la production du blé, du riz, du millet augmente, de réduire les surfaces au profit de cultures qui rapportent plus : légumes, certaines plantes commerciales, fruits...

Par ce biais, là où le milieu physique s'y prête, il est possible, comme l'expérience le démontre depuis plus de dix ans, de doubler ou tripler la production à l'hectare dans une première étape. Par exemple, passer de 800-1 200 kg/ha de blé à 2 000-3 000 kg, ou les mêmes chiffres pour le riz décortiqué, et cela sans compter l'accroissement des doubles récoltes sur le même sol.

Une telle évolution que l'on observe dans les zones avancées de nombreux pays ne joue pas partout. Lorsque l'eau donnée par la pluie ou donnée par l'irrigation (ou des deux façons à la fois) fait défaut, l'ensemble du processus est bloqué ou très atténué.

Cette constatation met en relief l'importance des plaines alluviales irriguées ou irrigables qui, au niveau national, compensent et compenseront le déficit des autres régions.

Et les techniques alternatives ? Leurs possibilités ne sont pas négligeables mais ne remplacent pas tous les moyens modernes.

Autre sujet, le biogas : creusez une cuve, entassez le fumier, mettez un couvercle. Il en sort du gaz et un fumier enrichi. Donc coup double : plus besoin de diesel ou d'électricité ni d'engrais chimiques.

En fait, une unité à peu près rentable exige quatre ou cinq têtes de bétail, ce qui n'est pas à la portée de tous les paysans. Quant à des installations collectives, il ne faut pas y songer, sauf en Chine.

Le choix est donc brutal : au niveau national, le monde asiatique peut arriver à se nourrir — et mieux qu'aujourd'hui — mais il n'y parviendra que si les zones fertiles atteignent, partout où cela est possible, les normes indiquées plus haut, soit les 2 à 3 t/ha de blé ou de riz qui, du reste, ne représentent pas le maximum qu'on peut atteindre, et qui pourront, dans certains cas, être dépassées.

Le tableau de bord de l'économie française

FRANCE	DATES de référence	UNITES	EVOLUTION En un mois	EVOLUTION En douze mois
PRIX	Novembre	261,7	+ 0,7 %	+ 13,5 %
PRODUCTION INDUSTRIELLE (*)	Novembre	133 (128)	— 5,7 % (— 2,3 %)	— 7 % (— 4,5 %)
COMMERCE EXTERIEUR (*) :	Décembre			
— Importations		49 899 (47 437)	+ 8,8 % (— 0,1 %)	+ 28,2 % (+ 18,8 %)
— Exportations		46 426 (43 247)	+ 15,3 % (+ 2,5 %)	+ 17,3 % (+ 10,9 %)
— Taux de couverture			92,9 % (91,2 %)	89,1 %
EMPLOI :				
— Demandes d'emploi :				
Données observées	Décembre 1980	1 632 000	+ 1,2 %	+ 11,1 %
Données corrigées	Décembre 1980	1 514 000	+ 2,6 %	+ 11,3 %
— Allocataires Assedic :				
Données observées	Décembre 1980	1 097 353	+ 5 %	+ 16 %
— Offres d'emploi :				
Données observées	Décembre 1980	66 200	— 11,3 %	— 20,6 %
Données corrigées	Décembre 1980	73 300	— 3,2 %	— 20,7 %
— Licenciements économiques	Décembre 1980	44 800	+ 19,1 %	+ 62,7 %
— Effectifs en chômage partiel (1)	Août 1980	109 157	— 15,4 %	— (1)
C.E.E.				
— Demandes d'emploi	Décembre 1980	7 914 100	+ 4,2 %	+ 27,3 %
DUREE DU TRAVAIL :			en un trimestre	
— Hebdomadaire ouvriers	1er octobre 1980	41	— 0,20 %	— 0,5 %
— Hebdomadaire employés	1er octobre 1980	40,4	— 0,25 %	— 0,25 %
EFFECTIFS OCCUPES :				
— Indice 100 en décembre 1979	30 septembre 1980	99,6	— 0,7 %	— 1,2 %
SALAIRES :				
— SMIC	Décembre 1980	14,79	+ 3,5 %	+ 14,28 %
— Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	Octobre 1980	100,7	+ 3,4 %	+ 15,7 %
			en un semestre	
— Gain mensuel ouvrier avant impôt	Avril 1980	3 780	+ 8,9 %	+ 13,6 %
— Gain mensuel cadre avant impôt	Avril 1980	10 000	+ 6,7 %	+ 12,5 %
ASSURANCE-MALADIE (salariés) : Dépenses cumulées depuis janvier	Novembre 1980	112 139 millions de francs	+ 0,5 %	+ 14,2 %
MASSE MONETAIRE :				
— Données corrigées (en milliards de francs)	Octobre	1 347,6	+ 0,8 %	+ 10,5 %
TAUX D'INTERET (taux moyen)	Janvier (du 2 au 23)	10,75 %	Taux décembre 1980 10,875 %	Taux décembre 1979 12,173 %

(1) La série statistique a été révisée depuis avril 1980 et ne permet pas de comparaison annuelle. Les effectifs touchés étaient de 110 495 en avril, et de 18 4 191 en mai.

(*) Données brutes. Entre parenthèses : chiffres corrigés des variations saisonnières.

DSM ACTUALITES

Chimistes dynamiques et musclés, et aussi...

CROSS-COUNTRY CHEZ DSM

Cross-country original en tout cas, puisque cette course à travers la campagne se déroule à fleur de terre, en fait juste au-dessous du niveau du sol.



Il s'agit en effet de la course continue de dérivés du pétrole et de matières chimiques, dans les centaines de kilomètres de canalisations enterrées qui sillonnent les Pays-Bas et le nord-ouest de l'Europe.

"Canalisations cross-country", c'est le nom donné par DSM – ce groupe chimique qui fait partie du peloton de tête européen – à cette étonnante mais discrète infrastructure qu'une de ses filiales : DSM – Transport a pour tâche d'exploiter, garantissant ainsi le bon acheminement, pour le groupe, de matières premières et de produits chimiques intermédiaires.

Ainsi, la société DSM-Transport gère, seule pour certains, en collaboration pour d'autres, quatre importants réseaux de canalisations.

Voici quelques précisions sur ces réseaux que DSM-Transport contrôle à partir d'un poste central installé chez DSM, à Beek.

1 – 220 Km. Canalisation appartenant en propre à DSM, qui du port de Rotterdam achemine du naphta jusqu'au complexe de Beek. Capacité : 1,3 million de tonnes/an.

2 – 70 Km. Cette canalisation, qui appartient entièrement à DSM, transporte vers Beek du monochlorure de vinyle, produit en Belgique, pour fabriquer du PVC.

3 – 440 Km. Il s'agit du transport d'éthylène par l'important réseau international A.R.G., qui est utilisé par DSM et par cinq autres partenaires, tous dépendant du delta industriel Anvers-Rotterdam. Le réseau A.R.G. a été raccordé aux réseaux allemands : au total, 1.000 Km de canalisations "éthylène" dans cette partie de l'Europe de l'Ouest.

4 – 150 Km. En coopération avec le secteur public belge, Oléoduc dénommé PALL (Pipeline Anvers-Liège-Limbourg), qui achemine, en fin de course, du naphta et du gazole jusqu'aux nouvelles unités de craquage de DSM. Le transport par canalisations souterraines, qui connaît un large développement depuis une décennie, a le double mérite de respecter l'environnement et de permettre la décentralisation des usines de production et de transformation.



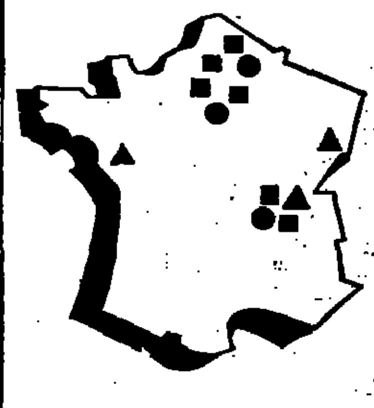
CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houillères d'Etat néerlandaises ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté principalement en Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS :

Engrais :	ammoniac, acide nitrique, urée, produits azotés, engrais complexes, etc... ;
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélamine, etc... ;
Plastiques :	éthylène, propylène, polyéthylène bd et hd, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc... ;
Produits chimiques industriels :	méthanol, formaldéhyde, résines, benzyl, butyl, etc... ;
Energie :	production et exploitation de gaz naturel, recherche de gaz et pétrole ;
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, etc... ;
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc...

En termes de chiffre d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont les 2/3 des ventes sont réalisées hors des Pays-Bas. Au total : 31.000 employés dont les 3/4 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 15 milliards de florins.



DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

● ▲ les plastiques et produits chimiques

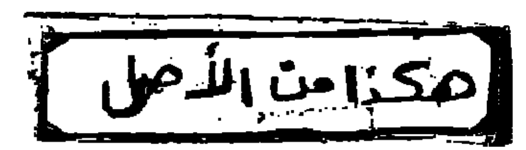
■ les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

Pour toute information :
DSM-FRANCE
Immeuble Périsud
5, Rue Lejeune
92120 MONTROUGE

C.B.A.

DANS TOUTES LES LANGUES DU MONDE DSM VEUT DIRE CHIMIE





La querelle du prix du pain

(Suite de la page 23.)

On trouve aujourd'hui sur le marché un nouveau type de four, appelé « four rotatif » ou encore « vertical », qui a pour avantage de prendre moins de place dans un fournil, et de sortir des fournées de 200 baguettes avec moins de main-d'œuvre. Les avis restent partagés sur la qualité du pain, moins bon (« *de qualité industrielle* », nous a dit un constructeur), moins beau aussi. La confédération de la boulangerie a pris position contre cet équipement, qui se vend bien, merci, et qui donne un pain « *à l'aspect appétissant* », selon un autre industriel.

Plus intéressante est la généralisation de la technique dite de la « pousse contrôlée » : elle permet de préparer la pâte d'avance, et d'arrêter la fermentation en la plaçant dans une armoire à froid. Fini, avec cette méthode, le travail de nuit, encore largement pratiqué, et les charges qui en résultent !

Nombre d'opérations de production enfin se sont mécanisées : pétrin et façonnage mécaniques déjà anciens et, plus récente, la peseuse automatique, accessible par son coût (200 000 francs) aux boulangers « moyens ».

La libération des prix a-t-elle aussi contribué à ranimer les investissements ? Ainsi, la société Bongard, de Holtzheim (Bas-Rhin), leader national, qui détient 42 % du marché des fours artisanaux, a bien vu ses ventes progresser de 36 % en 1979 (avec 150 fours de plus qu'en 1978).

> **Les dix premières boulangeries industrielles**
>
> Les dix premières entreprises de boulangerie industrielle s'appellent Sofrapain (du groupe Rank Hovis Mac Dougall), qui représente en fait neuf sociétés, Paindor (Orléans), les Boulangeries de l'Est parisien (Marne-la-Vallée), Carpentier, dans le Nord, Touflet (Saint-Etienne-du-Rouvray), Boulangerie de Champagne (Reims), Paindor (Evreux), William Pelletie (Villeneuve-Ablon), Nord-Panification (Lomme), la Société des boulangeries-pâtisseries réunies (Troyes).
>
> Sur les cent seize sociétés recensées, vingt ont réalisé un chiffre d'affaires de plus de 13 millions de francs, dix un chiffre compris entre 10 et 13 millions, dix-huit entre 7 et 10 millions, quarante entre 4 et 7 millions de francs et vingt-huit enfin ont obtenu un chiffre d'affaires inférieur à 4 millions de francs.

Dès 1980, le soufflé est retombé, avec des ventes tout juste supérieures à celles de 1978. Et l'industriel s'attend à une année 1981 identique à celle de 1980.

Selon M. Pierre Gouet, installé à Eu (Seine-Maritime), le troisième grand du matériel de panification, derrière Pavailler (Valence) et Bongard, précisément, le chiffre d'affaires global de la branche a diminué, entraînant des difficultés pour les constructeurs, au point que l'un des plus importants, Tibiletti, a dû déposer son bilan dans le courant du dernier trimestre 1980. Selon M. Gouet, les boulangers qui ont gagné de l'argent ont surtout réalisé des investissements à l'extérieur de leur entreprise.

Ainsi se dessinent quelques portraits-robots : quelques individus, relativement isolés, qui jouent la carte de l'investissement et accessoirement baissent les prix, et la grande masse des autres, qui ne prennent pas de risques : « *Le pain est très cher. Même ceux qui travaillent mal gagnent de l'argent. Pourquoi donc changer de four ?* », dira un autre industriel.

Cet immobilisme se traduit dans les statistiques de l'Office national interprofessionnel des céréales (voir tableau ci-contre). Le tonnage moyen de farine travaillée par les boulangers qui absorbent moins de 330 tonnes de farine par an n'a pratiquement pas changé entre 1970 et 1979. Par contre, les plus gros, ceux qui font plus de 330 tonnes, ont doublé leur part (passant de 5,4 % à 10,7 % du tonnage de farine global mis en œuvre), et ils sont deux fois plus nombreux (0,8 % des points de livraison contre 0,4 % en 1970). Surtout, le tonnage moyen mis en œuvre est passé de 695 à 802.

Les artisans-boulangers doivent-ils s'inquiéter pour autant ? D'après les banquiers, les fonds de boulangerie sont parmi les plus chers des commerces à l'heure présente. On constate en second lieu que les effectifs des salariés sont en progression d'une année sur l'autre. Mais, en réalité, le sens de l'évolution n'est pas net. Les quelque 27 400 artisans employeurs de main-d'œuvre avaient 89 080 salariés en 1978 et 92 730 en 1979 (source UNEDIC). 800 d'entre eux ont plus de 10 salariés. En boulangerie industrielle et chez les pâtissiers, la main-d'œuvre serait également en augmentation. Toutefois, selon la C.F.D.T., la dispersion des emplois ne permet pas de bien connaître la tendance récente : on imagine aisément que la mécanisation se fait au détriment de la main-d'œuvre. Ainsi ce syndicat a eu à connaître dans les quatre derniers mois de 1980, de dix dossiers de licenciement dans le seul département des Côtes-du-Nord. Mais ailleurs on reconnaît qu'il est difficile de trouver des ouvriers boulangers qualifiés. En tout cas, les centres de formation n'ont guère de difficultés de placement. De 85 % à 90 % des élèves de l'Ecole des grands moulins de Paris retournent travailler avec leurs parents. Dans les centres d'apprentis de la région parisienne qui préparent au C.A.P. de boulanger, sur les 100 élèves recrutés par an, 99 vont dans l'artisanat. En fait, il semble bien que la boulangerie industrielle emploie une majorité de salariés sans qualification, recherchant pour son encadrement des professionnels confirmés. D'ailleurs, la création d'un brevet professionnel de boulanger est actuellement envisagée, à cet effet.

Boycottage

Autre atout pour l'artisanat, la puissance syndicale. Voilà une confédération qui n'hésite pas, pour défendre ses intérêts, à recourir au boycottage : lorsque Pillsbury voulut lancer les croissants surgelés sur le marché français, il y a plusieurs années, le syndicat de M. Combes exigea du groupe Unilever, qui distribuait alors Pillsbury, le financement d'une campagne pour le croissant boulanger, faute de quoi on boycotterait Astra. Boycottage dans le passé des produits de la Générale alimentaire, qui avait imprudemment émis l'idée qu'elle prendrait le contrôle de la boulangerie en France. Les Grands Moulins de Paris, qui ont eu quelques ambitions également dans le croissant surgelé, ont dû composer avec la confédération. D'ailleurs, le premier minotier de France, qui fabrique du pain pour l'exportation, se garde bien de chercher à vendre sa production sur le territoire national.

Les fabricants de matériel, enfin, doivent filer doux. Lorsque la société Bongard doit équiper aujourd'hui un supermarché, elle demande l'accord du président du syndicat départemental de la boulangerie. Ce qui n'empêche pas la maison de M. Combes de mener campagne, ces jours-ci, contre la société alsacienne, car elle aurait commis le crime d'avoir cautionné le boulanger de La Ciotat. Chez Bongard, on dément et on s'inquiète des conséquences d'une telle campagne pour les cinq cents salariés de l'entreprise. Bref, M. Combes et ses amis ne sont pas des tendres.

Les artisans boulangers ont peut-être enfin un dernier atout. Depuis cinq ans, ils jouent, semble-t-il, la carte de la qualité du pain qui, au dire des spécialistes, s'améliore. La qualité des matières premières y entre pour beaucoup. A l'intérieur d'une gamme de vingt-cinq variétés, les Grands Moulins de Paris proposent, en fait, quatre types de farines différentes pour la fabrication du pain, allant de 195 francs à 208 francs le quintal : à première vue, il n'en coûte pas très cher d'obtenir, par ce moyen, une meilleure qualité. En 1980, la part des livraisons de farine des G.M.P. aux artisans, soit environ le quart de ses ventes totales, est en augmentation par rapport aux autres débouchés, c'est-à-dire industries et exportation. Et la farine de haut de gamme, la plus chère donc, représente la moitié de ces ventes.

De 0,5 à 0,6 centime le gramme

Ainsi, le décor est-il maintenant planté pour aborder la question du prix du pain. M. Rodriguez et ses émules vendent-ils à perte, comme l'en accusent M. Combes et ses amis ? Une constatation de taille : au ministère de l'économie, on dit que, depuis la mi-78, l'administration n'a plus de contacts avec les professionnels comme elle en avait auparavant pour fixer les hausses de prix du pain. Elle ignore donc quel est le « bon prix » aujourd'hui.

A partir des exemples donnés ci-contre, on peut tenter de trouver une explication sur les différences de prix du pain.

Sur le prix de revient d'abord : les boulangers industriels doivent tenir compte, sans doute, des frais de gestion, administratifs, que ne prennent pas en compte les boulangers « modernes » ou l'artisan traditionnel. La grande surface, quant à elle, peut « diluer » là encore ses frais de gestion, comme les autres frais, à l'exception de l'investissement spécifique et de l'achat de matière première, dans l'ensemble des frais fixes du magasin. L'artisan, enfin, n'aura-t-il pas tendance à sous-estimer, voire à ne pas compter du tout, son temps de travail, confondant résultats sur le chiffre d'affaires avec la rémunération de son travail ? Ces différentes approches expliquent qu'il y ait autant de différences dans les prix de revient.

Quant aux prix de vente, il est étonnant de constater, à partir de ces exemples toujours, que les boulangers qui ont baissé leurs prix, qu'il s'agisse de l'artisan, du « moderne » ou de la grande surface, vendent en fait au même prix, de 0,5 à 0,6 centime le gramme. S'ils vendaient à perte, il faut croire qu'ils se seraient entendus sur le niveau de cette perte.

Les boulangers qui ont décidé de jouer la carte de l'investissement, de se moderniser et d'accroître les volumes de production, peuvent, comme les supermarchés, et à la condition que les circuits de distribution, s'il y a vente à l'extérieur du magasin, soient courts, baisser leurs prix, gagner moins sur l'unité pour se rattraper sur la quantité. Les autres continueront à suivre les « recommandations » du syndicat.

JACQUES GRALL.

Enquête réalisée avec la participation de Claude Fabert, Claude Régent et Georges Sueur.

> ### « Je ne fais pas tant de calculs »
>
> Selon une étude réalisée par un industriel qui emploie 12 boulangers et utilise entre 50 et 60 tonnes de farine par mois, le prix de revient de la baguette de 250 grammes sans les amortissements, ni les frais administratifs, revient à 1,15 F, soit 0,46 centime le gramme. Si, selon cet industriel, on ajoute les frais de gestion et l'amortissement du matériel, le prix de revient s'élève à 1,65 F ou 0,66 centime le gramme.
>
> Or, à Vénissieux, M. Blanc, boulanger qui emploie 15 personnes, possède 2 boulangeries et livre les hospices civils de Lyon et l'Intermarché de Vénissieux, estime que la baguette de 200 grammes lui revient à 55 centimes. Frais financiers et amortissements inclus, soit 0,27 centime le gramme. Il a acheté il y a dix-huit mois 3 fours rotatifs, à 140 000 F pièce. Il fabrique chaque jour entre 3 500 et 4 000 baguettes qu'il vend 1 F à l'Intermarché, qui, lui-même, la revend 1,20 F, soit 0,5 centime le gramme chez le boulanger, et 0,6 centime chez le distributeur.
>
> A Pontarlier, M. Lallemand travaille avec sa sœur et un salarié : 30 tonnes de farine par an. Il vend la baguette de 250 grammes 1,50 F (0,6 centime le gramme) ; le pain de 400 grammes 2 F (0,5 centime le gramme). Quel prix de revient ? « *Je ne fais pas tant de calculs. Quand j'ai de l'argent, j'en ai, et quand j'en ai pas, je m'en passe.* »
>
> Dernier tableau : Continent, une grande surface à Aulnoy-les-Valenciennes, fabrique elle-même son pain et sa pâtisserie, emploie 15 salariés, et utilise de 20 à 25 tonnes de farine par mois. 1 F la baguette de 200 grammes (soit 0,5 centime le gramme), 2,50 F le pain de 400 grammes (0,6 centime le gramme). Selon les dirigeants, le prix de revient de la baguette se situe autour de 75/80 centimes l'unité (0,4 centime le gramme) incluant les frais de vente, les amortissements, les investissements, etc.

(Publicité)

ISSEC

formation continue des cadres

(Groupe ESSEC)

Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales
Etablissement privé de formation continue

Tél. 233-21-88

PRINTEMPS 1981

— **UN ENSEIGNEMENT INTENSIF,** sans absence prolongée hors de l'entreprise,
— Chaque cours ou crédit — **9 journées** réparties sur 4 mois — selon 2 formules :
- **1 journée tous les 15 jours,**
- **2 ou 3 jours consécutifs une fois par mois.**

— Un centre d'orientation, véritable conseil en formation, à la disposition des participants pour les aider dans l'élaboration de leur plan de perfectionnement.
— Un corps professoral constitué des professeurs permanents de l'ESSEC, l'une des toutes premières écoles de gestion de France, et de spécialistes d'entreprises.

40 COURS dans l'une des fonctions suivantes :

Production
— *Eléments fondamentaux de gestion de production.*
— *Techniques de planification et contrôle en production.*
— *Conception d'un système de production.*
— *Direction du personnel par l'encadrement.*

Informatique de gestion
— *Introduction à l'informatique de gestion.*
— *Applications de l'informatique dans les entreprises.*
— *Les bases de données.*
— *La politique informatique dans l'entreprise.*

Organisation Planification
— *Techniques d'organisation des tâches.*
— *Structures d'organisation.*
— *Planification d'entreprise.*
— *Mise en place d'un système d'organisation.*

Comptabilité contrôle
— *Comptabilité générale de gestion.*
— *Introduction au contrôle de gestion comptabilité analytique et comptabilité budgétaire.*
— *Contrôle de gestion.*
— *Fiscalité.*

Secrétariat général
— *Droit général des affaires et pratique des contrats commerciaux.*
— *Données fondamentales et pratique du droit des sociétés.*
— *Fiscalité.*
— *Fonctions spécifiques du secrétariat général.*

Finance
— *Techniques de gestion financière.*
— *Analyse financière et évaluation des sociétés.*
— *Financement des entreprises.*
— *Aspects économiques et financiers des opérations internationales.*
— *Décisions et politiques financières.*

Marketing
— *Marketing des produits industriels.*
— *Communications publicitaires.*
— *Techniques de base du commerce international.*
— *International management.*
— *Marketing agro-alimentaire.*
— *Montage des opérations de négoce international.*
— ...

Personnel et formation
— *Techniques de base de la fonction personnel.*
— *Approche stratégique de l'organisation et des conditions de travail.*
— *Droit du travail.*
— *Direction du personnel par l'encadrement.*
— *Analyse transactionnelle et amélioration de la communication.*
— *Expression orale*

— **UN DIPLOME DE SPÉCIALITÉ ISSEC,** homologué par l'Etat depuis 1976, réservé aux sessionnaires ISSEC ayant suivi quatre crédits de perfectionnement avec succès et soutenu un mémoire.

MANAGEMENT GÉNÉRAL

Destiné à des cadres ayant un fort potentiel de développement et une expérience d'entreprise confirmée, devant devenir des généralistes, ce cycle a pour objectifs :
— Faire acquérir aux participants de solides connaissances dans tous les domaines de la gestion ;
— Développer l'aptitude à la prise de décisions ;
— Elargir l'optique de travail ;
— Susciter des comportements d'animateurs d'hommes.

ISSEC

DEMANDE D'INFORMATIONS - SESSION PRINTEMPS 1981 *

M., Mme ....
Société ....
Adresse personnelle/professionnelle ....
....
.... Tél. ....

☐ *Je désire recevoir un programme de perfectionnement ISSEC et un dossier de candidature.*
☐ Je désire un rendez-vous avec le centre d'orientation de l'ISSEC
☐ Je désire recevoir un programme « Management Général ».

A retourner à **ISSEC - Groupe ESSEC**
Etablissement privé de formation continue
35, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS
Tél. 233-21-88

L'euromarché

Les demandes brésiliennes à la France

LE Brésil est certainement l'emprunteur le plus connu de l'euromarché. M. Joao Figueiredo, son président, en visite officielle cette semaine en France, est également à la tête du pays ayant la plus forte dette étrangère du monde. Son ampleur, qui représente l'équivalent d'environ 55 milliards de dollars, est telle qu'elle confère au Brésil *un statut privilégié. Aucun de ses* créanciers n'a envie de voir un débiteur de ce calibre dans l'embarras, parce que *toute* faillite dans ce domaine risquerait d'entraîner, également, la chute des prêteurs. Ceux-ci étant composés des plus grandes banques internationales, le système bancaire mondial en serait sérieusement ébranlé. En outre, toute crise financière revenant à assécher le Brésil des liquidités dont il a un besoin impératif pour poursuivre son développement économique aurait des répercussions sociales et politiques d'une portée incalculable parce que affectant une *nation appelée à devenir l'une* des premières puissance mondiales au cours du prochain siècle.

L'absence de pétrole, *ajoutée à un très ambitieux programme* de mise en valeur du pays, a contraint les sociétés brésiliennes, qu'elles soient du secteur public ou privé, d'emprunter énormément à l'étranger. L'euromarché a joué un rôle de premier plan dans ce domaine et au *cours des dernières années* les grandes entités publiques y ont en permanence eu recours. Il en a été ainsi notamment pour *la Banco Nacional do Desenvolvimento* Economico, la banque de développement économique, Petrobras, la société nationale pétrolière, Electrobras, en ce qui concerne l'électricité et Telebras pour les télécommunications. Chacune de ces sociétés avait jusqu'ici l'habitude de venir chaque année solliciter le marché financier international pour des *montants en moyenne de l'ordre* de 200 millions à 400 millions de dollars par le truchement de crédits syndiqués avec de très larges consortiums bancaires. Dans le cas de la République du Brésil, elles avaient même réussi en novembre 1979 à enlever en *un seul prêt 1,2 milliard d'euro-dollars.*

La situation n'est plus la même. Parce que le Brésil a *beaucoup trop emprunté sur* l'euromarché et que les portefeuilles des banques regorgent de papier brésilien, ces dernières sont maintenant réticentes pour prêter davantage, tout au moins par le canal d'euro-crédits financiers traditionnels. Ce *mouvement de retrait est surtout* le fait des établissements européens qui, dorénavant, donnent la préférence aux crédits liés à des exportations, et plus spécialement aux prêts liés à des crédits acheteurs. Ceux-ci ont l'avantage de favoriser tout à la *fois les exportations des pays* concernés et les trésoreries des sociétés exportatrices.

C'est un montant proche de 1 milliard de dollars que les Brésiliens tentent actuellement *d'obtenir des banques françaises* par des prêts variés où les prêts d'accompagnement de crédits acheteurs viennent s'ajouter aux crédits financiers proprement dits. Comme il sera vraisemblablement difficile pour les banques françaises de trouver de l'aide auprès de leurs consœurs étrangères placées dans une position similaire, elles auront, si *elles acceptent le financement* recherchés par les Brésiliens, à en supporter la quasi-totalité du fardeau. Qui plus est, comme le nombre d'établissements français susceptibles d'agir dans ce secteur est pratiquement limité aux trois nationalisés et à Paribas, on conçoit que le poids est extrêmement lourd pour chacun d'eux. La tâche n'est donc pas plus aisée pour les banques qu'elle ne l'est pour les Brésiliens eux-mêmes.

Un emprunt du Gaz de France en eurofrancs

Le marché euroobligataire libellé en dollars reste des plus hésitants par la suite de l'incertitude *à l'égard de l'évolution des* taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis (voir ci-contre l'article sur le marché monétaire). Avec donc un marché des euro-obligations en dollars condamné au mieux à un état de veille, et celui libellé en euromarks demeurant hermétiquement fermé parce que Francfort veut se conserver l'entière disponibilité du marché allemand des capitaux afin de financer le déficit du budget fédéral, le marché de l'eurofranc français demeure l'un des derniers secteurs d'activité. Les investisseurs internationaux y trouvent des rapports attrayants. Les professionnels peuvent y accéder sans risque parce *qu'ils ont la* possibilité de se refinancer à des taux à court terme inférieurs aux coupons proposés.

L'emprunt à cinq ans de 400 millions d'eurofrancs français de la Kontrolbank autrichienne a connu un beau succès. Ouvert à 100 % avec un taux d'intérêt annuel de 14 %, il avait fait l'objet d'offre de souscriptions égales à trois fois le montant proposée au public soit 200 millions (les autres 200 millions devront être placés auprès d'institutions financières). Le coupon aurait pu être aisément inférieur à ce niveau sans l'intervention des autorités françaises. Celles-ci, certaines que les emprunts garantis par l'Etat français sont par essence supérieurs à tous les autres, ont apparemment tenu à imposer un taux d'intérêt de 14 % à l'emprunteur autrichien, afin de permettre à Gaz de France de lancer prochainement une euro-émission d'échéance de cinq ans d'au moins 600 millions de francs assortie d'un coupon de 13,875 %. On peut regretter cette discrimination lorsqu'on agit sur la scène internationale. Mais qu'elles offrent 14 % *ou* 13,875 % les euroémissions en francs français sont assurées du succès, surtout lorsqu'elles sont pour beaucoup d'emprunteurs garanties par l'Autriche ou la France.

Préalablement à l'emprunt Gaz de France, les Ciments Lafarge devaient, ce lundi 26 janvier, lancer une euroémission convertible en actions de la même société de l'ordre de 00 millions de francs. D'une durée de dix ans, l'euroemprunt Lafarge, nom bien connu à l'étranger, est attendu avec un coupon de 11 % et une prime de conversion qui devrait être de 8 à 10 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

Le marché monétaire

Tension persistante aux États-Unis

LE fait dominant, c'est la persistance des taux élevés outre-Atlantique. La semaine dernière, l'intervention des *autorités monétaires pour empêcher* la baisse du loyer de l'argent sur le marché interbancaire et la déclaration pessimiste d'un des augures new-yorkais (voir ci-dessous) se sont conjuguées pour provoquer le phénomène.

Lundi, les milieux financiers avaient, *pourtant, accueilli* avec calme et philosophie l'annonce, la veille du week-end précédent, d'une véritable explosion de la masse monétaire américaine, qui, dans sa version « élargie » (M1B), bondissait de plus de 11 milliards de dollars pour la première semaine de l'année, après avoir fléchi pendant quatre semaines consécutives. Ils mettaient cette *explosion sur le* compte à la fois des transferts effectués de la masse monétaire dans sa *définition « étroite »* (M1A) sur M1B à la suite de la mise en place des comptes à vue rémunérés (comptes N.O.W), et d'un versement global de 8 milliards de *dollars effectué.*

Mardi, le loyer de l'argent entre banques, les federal funds, retombait même à 14 %, sous l'effet, a-t-on dit, du placement soudain, sur le marché de New-York, des dollars iraniens « dégelés » et virés à Londres, où les banquiers britanniques se seraient empressés de les replacer aux Etats-Unis. Vrai ou faux, le lendemain la *Réserve fédérale* mettait fin à ces « errements » en intervenant sur le marché par placement de bons du Trésor, faisant remonter ledit loyer aux 19 % à 20 % « normaux » depuis quelques semaines. Du coup, l'ensemble des taux se réorientaient *à la hausse*, notamment ceux à long terme, ce qui fait chuter lourdement les cours des obligations sur les marchés financiers américains.

Jeudi, les inquiétudes des investisseurs sur l'évolution des taux étaient encore avivées par les déclarations de ce « gourou » qu'est devenu M. Henry Kaufman, chef économiste de la firme de courtiers new-yorkaise Salomon Brothers. Selon M. Kaufman, l'escalade pourrait reprendre cette année, le taux de base bancaire (prime rate) devant *pulvériser le record de 21 1/2 %* établi à mi-décembre 1980. Son raisonnement s'appuie sur le fait que les dépenses publiques pour l'exercice budgétaire se terminant au 30 septembre 1981 étant déjà engagées à hauteur des 8/10ᵉ, les mesures d'économie que voudrait prendre le président Reagan n'auraient d'effet qu'à la fin de l'année. La charge de lutter contre l'inflation incomberait donc d'ici là à la Réserve fédérale, qui ne pourrait que maintenir des taux élevés, tandis que les besoins d'emprunt du Trésor et des *entreprises* demeureraient très importants.

Dans ces conditions, les taux *européens ne pouvaient que rester* inchangés. En Allemagne fédérale, la Banque fédérale a injecté 4,7 milliards de DM de liquidités dans le système financier en abaissant les réserves des banques et en élevant les contingents de réescompte, ceci pour compenser, en partie, la venue à échéance de 9,9 milliards de DM de pensions sur titre.

En *France*, le loyer de l'argent à court terme reste stable à un mois (10 7/8 %) et à trois mois (11 3/8 %).

A long terme, les taux se sont légèrement tendus sur le marché secondaire, révélant une certaine inquiétude sur l'évolution future *du marché : la contagion* de l'Amérique, sans doute. Selon les indices Paribas, le rendement des fonds d'Etat est passé de *13,74 %* à 13,77 %, celui des fonds publics de 14,36 % à 14,43 % et celui des emprunts privés, de 15,01 % à 15,06 %.

Sur le marché primaire, après l'emprunt d'Etat de 10 milliards de francs, qui s'est placé plutôt moins facilement que le précédent, les banques ont lancé leurs propres émissions. Pour le C.C.F. 250 millions de francs à taux variable (moyenne du marché monétaire à un *mois* + 10 % de sa valeur) ; pour le Crédit lyonnais, 850 millions de francs à *taux fixe de 14,80 %, la cotation* étant effectuée uniquement à la bourse de Lyon, et 150 millions de francs à taux flottant « type Paribas » (taux moyen du marché monétaire à six mois + 0,50 %) ; pour la B.N.P., 1 milliard de francs à 14,80 % et *10 ans* ; pour IndoSuez, 300 millions de francs à taux variable (taux moyen du marché monétaire à un mois + 8 % de sa valeur avec minimum de 13 % la première année) et, enfin, le Crédit chimique : 125 millions de francs à 14,90 %.

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Nouvelle baisse des métaux, reprise du sucre

Les places commerciales ont vécu à l'heure de la libération des otages américains et du renchérissement du loyer de l'argent aux Etats-Unis. Conséquence : chute des cours des métaux précieux et poursuite de la baisse de la presque totalité des matières premières.

Un maintien des taux de l'argent à un niveau élevé au cours des prochains mois aux Etats-Unis paraît probable, perspective ne laissant pas présager une reprise prochaine de l'activité économique.

En janvier 1980, les métaux précieux étaient au zénith, l'argent se traitait à Londres à 2 165 pence l'once troy, l'or à 835 dollars l'once. On est revenu très loin de tels niveaux... même si, entre-temps, le dollar et la livre se sont valorisés de près de 15 %.

MÉTAUX. — La baisse est générale. Dans le sillage de l'or, les cours de l'argent ont encore fléchi à Londres. Aux Etats-Unis, la consommation de métal, *en 1980*, est la plus faible enregistrée depuis quinze ans. La diminution serait de 50 % par rapport à *celle de 1979*. Quant aux stocks mondiaux, ils se sont accrus de 20 %.

Le plomb a perdu, à Londres, depuis un an, 45 % environ de sa valeur. En janvier 1980, ce métal cotait plus de 500 livres par tonne. Maintenant, les niveaux les plus bas, depuis 1978, ont été touchés. Un producteur américain a réduit de 2 cents *par livre le prix de son métal* ramené à 32 cents. En 1980, l'offre mondiale a excédé la demande — incidence de la crise traversée par l'industrie automobile — de 200 000 tonnes, selon les estimations du groupe international d'études du plomb et du zinc. Les exportations de métal vers les pays communistes ont diminué — surtout vers l'U.R.S.S. — s'établissant entre 150 000 et 160 000 tonnes.

Les cours du zinc retrouvent leurs bas niveaux de septembre 1980. Malgré une diminution de la production mondiale, due aux réductions volontaires de capacités pratiquées, mais suivie, *hélas !* d'une baisse de la consommation, les stocks mondiaux restent encore beaucoup trop élevés. Il ne faut donc pas s'attendre à une reprise dans le courant du premier semestre.

Nouvelle chute des cours du cuivre, déprimés à la fois par *l'accroissement de 1 500 tonnes* des stocks britanniques de métal, qui atteignent 122 600 tonnes, et la perspective d'une reprise du travail dans les mines zambiennes.

TEXTILES. — Aux ventes aux enchères de laines, en Australie, des cours records ont été enregistrés (425 cents le kilo). Des achats accrus passés pour le compte du Japon et de certains pays d'Europe orientale (Pologne et U.R.S.S.) en sont à l'origine. Les utilisateurs redoutent une réduction des offres en fin de saison. D'ailleurs, les exportations australiennes de laines ne sont plus évaluées qu'à 515 millions de kilos au lieu de 530 millions de kilos.

DENRÉES. — *Pour la première* fois, depuis quelques semaines, une amélioration des cours du sucre s'est produite sur l'ensemble des marchés. Plusieurs acheteurs, tentés par des prix revenus à des niveaux plus raisonnables, sont intervenus. On parle *même du retour de* l'U.R.S.S., à la recherche d'un premier lot de 100 000 tonnes. La consommation mondiale dépassera, en 1980-1981, la production de 3 millions de tonnes au moins.

Le café est toujours déprimé. *La Colombie a déjà satisfait, avec* le Brésil, à ses obligations d'exportateur pour le premier trimestre. L'organisation internationale du café a autorisé une augmentation de 421 598 sacs du quota d'exportation des pays membres de l'accord pour le second trimestre de 1980-1981 (1ᵉʳ octobre - 30 septembre).

Le cacao ne vaut pas plus cher qu'en *avril 1976, ce qui ne* peut que réjouir les fabricants de chocolat. La Côte-d'Ivoire a repris ses ventes.

CÉRÉALES. — L'embargo décrété par les Etats-Unis sur les exportations de céréales vers l'U.R.S.S. pourrait être maintenu par le nouveau président, décision peu appréciée par le marché aux grains de Chicago.

Les cours

Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.

MÉTAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 763,50 (779,50), à trois mois 787 (800,50) ; étain comptant 5 740 (5 805), à trois mois 5 890 (5060) ; plomb 281 (287) ; zinc 314 (328) ; aluminium 583 (595) ; nickel 2 590 (2 670) ; argent (en pence par once troy) 593,50 (626). New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 82,20 (84,10) ; argent 14,25 (14,82) ; platine (en dollars par once) 515 (539,50) ; ferraille cours moyen (en dollars par tonne) inch. (99,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) 370-380 (355-360). — Penang (en ringgit par kilo) : 30,45 (31,58).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton mars 90,62 (92,45) ; mai 91,70 (93,90). — Londres (en nouveaux pence par kilo : laine (peignée à sec) mars 359 (352) ; jute (en livres par tonne) Pakistan, White grade C inch. (221). — Roubaix (en francs par kilo) : laine mars 34,90 (33,50).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 55,30-56,30 (58-58,40) ; Penang (en cents des Detroits par kilo) : 302,50-303 (310-319,50).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : sauf pour le cacao en dollars par tonne : cacao mars 1 958 (1 988) ; mai 2 007 (2 038) ; sucre mars 28,35 (27,40) ; mai 28,56 (27,45) ; café mars 126,60 (131,80) ; mai 128,60 (134,05). — Londres (en livres par tonne) : sucre mars 282,25 (273,25) ; mai 283 (274,25) ; café mars 1 023 (1 056) ; mai 1 031 (1 070) ; cacao mars 843 (870) ; mai 869 (896). — Paris (en francs par quintal) : cacao mars 930 (958) ; mai 958 (974) ; café mars 1 159 (1 170) ; mai 1 166 (1 185) ; sucre (en francs par tonne) : mars 3 325 (3 295) ; mai 3 285 (3 175) ; tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne) : mars 217,20 (228,20). — Londres (en livres par tonne) : février 118,50 (127,20).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé mars 475 1/2 (502) ; mai 485 (511 1/2) ; maïs mars 364 3/4 (376) ; mai 374 1/2 (383 1/4).

Indices : Moody's 1 188,60 (1 218,90). Reuter 1 684,40 (1 703,34).

ON DORT COMME EN VACANCES A L'HOTEL DU CLUB.

HCM HOTEL CLUB MEDITERRANEE
58 boulevard Victor Hugo - 92200 NEUILLY
Tél : 759.11.00 - Télex : Méditel : 610971
le 4 étoiles des hommes d'affaires.

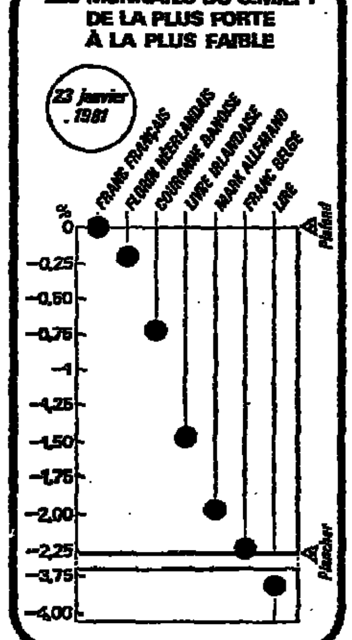
Je désire recevoir votre documentation.
NOM
Adresse

Les devises

Fermeté du dollar et de la livre

FACE à un dollar toujours très ferme, grâce à la tension persistante des taux d'intérêt aux Etats-Unis, la livre sterling s'est montrée à nouveau très vigoureuse et a encore progressé par rapport aux monnaies européennes, toujours déprimées, tandis que le cours de l'or fléchissait sur toutes les places.

Au début de la semaine précédente, sur des marchés rendus



* Système monétaire européen

très nerveux par les péripéties de l'échange des otages américains détenus par l'Iran, le dollar commençait par faiblir. Mardi, il revenait même à 4,61 F à Paris et 1,99 DM à Francfort à la suite d'une baisse très sensible — et très temporaire — des taux d'intérêt outre-Atlantique (voir en rubrique Marché monétaire).

Certains opérateurs redoutaient, également, que l'Iran ne vende au plus vite les milliards de dollars récupérés pour acquérir d'autres monnaies — telles que la livre sterling, par exemple, — ce qui aurait fait baisser, momentanément, le dollar. Les craintes *devaient se révéler vaines*. Au surplus, sur 9 milliards de dollars d'avoirs iraniens ainsi « dégelés », 3 milliards seulement sont utilisables immédiatement par l'Iran, le reste étant bloqué pour assurer la contrepartie des emprunts que ce pays avait antérieurement contractés.

En fin de semaine, « dopé » par la tension persistante des taux d'intérêt outre-Atlantique, le dollar faisait preuve d'une grande fermeté, remontant au-dessus de 4,68 F à Paris et de 2,02 DM à Francfort.

La livre sterling s'est encore revalorisée, un peu vis-à-vis du dollar, qu'elle accompagne dans ses *hausses, mais qu'elle ne suit* pas dans ses baisses, essentiellement vis-à-vis des monnaies européennes : plus de 11,27 F à Paris. Son caractère désormais reconnu de « pétro-monnaie » et les taux relativement élevés pratiqués à Londres contribuent à pousser ses cours vers le haut.

Au sein du système monétaire européen, le franc français est *toujours* en tête. S'exprimant devant l'Association des journalistes étrangers, M. Raymond Barre a affirmé que « *le franc n'était pas surévalué* ». « *Ceux qui en parlent*, a poursuivi le premier ministre, *sont fidèles à de bonnes vieilles méthodes consistant à tout céder et à tout lâcher. La monnaie n'est pas une variable économique avec laquelle on peut faire de la dentelle.* »

Le cruzeiro brésilien a été dévalué pour la deuxième fois de l'année (4,5 % depuis le 1ᵉʳ janvier). En 1979, il a été dévalué de 53,95 %, le taux d'inflation ayant atteint 110,2 % (on prévoit entre 70 % et 100 % en 1981).

Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31,1 g, après avoir monté mercredi de 563 dollars à 578 dollars du fait de la baisse passagère du dollar et du taux, est retombé lourdement un peu au-dessus de 550 dollars. Manifestement, les taux d'intérêt élevés ne lui valent *rien*, renchérissant exagérément le coût du financement de la spéculation. — F. R.

Cours moyens de clôture comparés du 16 au 23 janvier

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	—	2,4080	11,2766	4,4114	4,5786	78,4526	5,3900	2316,49
	—	2,3960	11,1953	4,3990	4,8459	77,7502	5,2616	2296,96
New-York	2,4080	—	21,3538	54,5851	49,3563	3,0693	45,4338	0,1039
	2,3960	—	21,4018	54,4662	49,4437	3,0816	45,5373	0,1042
Paris	11,2766	4,6830	—	2,5562	231,11	14,3735	212,77	4,8680
	11,1953	4,6725	—	2,5449	231,02	14,3990	212,77	4,8697
Zurich	4,4114	183,20	39,1205	—	90,4244	5,6230	83,2348	1,9043
	4,3990	183,60	39,2942	—	90,7787	5,6579	83,6065	1,9134
Francfort	4,5786	202,60	43,2636	110,5895	—	6,2185	92,0490	2,1060
	4,8459	202,25	43,2862	110,1579	—	6,2326	92,0992	2,1078
Bruxelles	78,4526	32,58	6,9571	17,7838	16,0809	—	16,1287	3,3866
	77,7502	32,45	6,9449	17,5189	16,0444	—	16,7768	3,3819
Amsterdam	5,3900	220,16	46,9991	120,1419	108,6377	6,7556	—	2,2879
	5,2616	219,68	46,9991	119,6078	108,5784	6,7673	—	2,2886
Milan	2316,49	962,88	205,4220	525,1851	474,5272	29,3373	437,07	—
	2296,96	959,50	205,3324	522,6052	474,6188	29,5485	437,88	—
Tokyo	485,21	202,66	43,0282	[illegible]	99,4570	6,1961	91,54	0,2094
	485,96	202,90	[illegible]	[illegible]	[illegible]	6,2896	92,34	0,211

(*) A Paris le yen était coté vendredi 23 janvier 2,2340 francs contre 2,3040 francs le vendredi précédent.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

emplois internationaux — emplois internationaux

CHEF DU DEPARTEMENT GESTION MINE

16 500 000 F CFA

Exploitation Minière Afrique Equatoriale

Une Compagnie Minière (4.000 p) implantée en Afrique Equatoriale recherche le CHEF DE SON DEPARTEMENT GESTION MINE. Sous l'autorité du Directeur de la Mine, il participera à la définition des objectifs de la Direction Mine et au choix des moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre, de même qu'il sera responsable de leur contrôle technique et budgétaire. Dans cette optique, il sera chargé du contrôle de la qualité des productions, de la gestion des gisements (implantation des sondages...) et de la gestion technique fonctionnelle de la Direction Mine (programmes de production, équipements et installations, budgets d'investissement et d'exploitation, organisation des chantiers et services...). Il effectuera les prévisions à court, moyen et long terme de la Direction Mine. Il sera assisté dans ses missions par une centaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 40 ans de formation Ingénieur en exploitation minière, possèdera une expérience professionnelle lui ayant permis de bien connaître les problèmes liés à la production et au traitement du minerai avec mise en application de moyens de gestion rigoureux (comptabilité analytique et budgétaire, organisation, méthodes...). Ecrire sous référence 409/M à :

G.R.H. Conseils
3, avenue du Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Société d'Ingenierie Offshore recherche le

futur directeur technique de sa filiale norvégienne

Après une période d'adaptation de 6 à 12 mois à notre siège, il sera installé à Oslo pour assurer :
- Le suivi et la supervision des études réalisées par la filiale et ses sous-traitants.
- La représentation de notre Société et la défense de ses intérêts en Norvège.

Pour tenir ce poste, le candidat devra avoir une expérience solide d'ingénieur dans le domaine de l'offshore et l'habitude des contacts techniques et commerciaux de haut niveau au plan international.
Anglais courant indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf.8538M à:
projets publicité
12 rue des Pyramides 75001 PARIS
qui transmettra.

Chef comptable

200.000 FF

Gabon - La filiale, d'importance moyenne, d'un groupe international, spécialisée dans l'exploitation du bois et les services diversifiés correspondants, recherche un chef comptable pour son siège situé à Libreville. Dépendant du Directeur, il supervisera une équipe de 5 personnes et aura la responsabilité globale de la gestion financière, administrative, comptable et informatique de cette société. Il prendra notamment en charge la préparation et le montage des bilans mensuels et annuels, l'implantation de nouvelles procédures et les problèmes inhérents à la gestion du personnel. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, titulaire du DECS ou d'un niveau équivalent et disposant d'au moins 5 ans d'expérience en milieu industriel, si possible dans un contexte similaire. Une connaissance des méthodes comptables nord-américaines et de la langue anglaise est souhaitable. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 200.000 francs français. Il s'y ajoutera de nombreux avantages liés à l'expatriation : logement tous frais payés, personnel domestique, frais médicaux, voiture de fonction, contribution financière à l'éducation des enfants, congés annuels de deux mois avec transport aérien payé pour toute la famille. Réf. AA34/7561M.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en anglais ou en français (le consultant chargé de cette recherche est francophone) en précisant la référence sur la lettre et sur l'enveloppe. Les candidats ayant déjà eu un contact avec notre société sont priés de le mentionner.

PA Personnel Services
Hyde Park House, 60a Knightsbridge, London, SW1X 7LE
Tél: 01-2356060 Télex: 27874
PA
A member of PA International

Formation en Afrique de l'Ouest Francophone

Importante société d'ingénierie recherche pour l'Afrique de l'Ouest Francophone :

Ingénieur
- 5 ans d'expérience
- Ayant exercé la Direction d'activités de formation de personnel Travaux Publics
- Ayant travaillé en Afrique.

Ingénieur
- Ayant l'expérience de la mise au point et de l'éxécution de programmes de formation de Travaux Publics.

Contremaitre principal d'atelier
- Ayant l'expérience de l'entretien et de la formation de mécaniciens Travaux Publics Dieselistes.

Merci d'adresser CV, photo, prétentions, en précisant bien la nature du poste choisi à rscg carrières - 64, rue La Boëtie - 75008 PARIS - sous réf. 4048.

rscg carrières

L'AFRIQUE DU SUD
connaissant un développement sans précédent, offre d'excellentes perspectives d'emploi pour :
INGÉNIEURS et TECHNICIENS
Dans les domaines :
CHIMIQUE - MÉCANIQUE
ÉLECTRIQUE - MÉTALLURGIQUE
GÉNIE CIVIL
Pour détails, écrire à Attaché (Immigration), nº 972, Ambassade d'Afrique du Sud, 59, quai d'Orsay, 75007 Paris.

FROMAGERIE DES CHAUMES

recherche

marketing Allemagne

- dans le cadre de sa politique d'expansion France et Etranger, cette Société épulée, recherche un Assistant Marketing qualifié chargé de participer au développement du Marché Allemand.
- il doit disposer d'une expérience préalable de 3 à 5 ans dans le domaine du marketing à des postes opérationnels, avoir la connaissance des biens alimentaires de grande consommation et de la distribution sur le Marché Allemand.
- sa tâche consistera à appréhender les débouchés et les circuits de son marché pour participer activement à l'évolution du volume des ventes par des mesures pratiques appropriées.
- parfait bilingue Français et Allemand exigé.
- Résidence PAU (64) France, avec 50% de déplacements sur l'Allemagne.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous référence 312-MH à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées).

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS - FRANCE

— Vous êtes

Cadre Comptable

En début de carrière, titulaire du DECS ou d'un diplôme d'enseignement supérieur équivalent.

— Vous avez 2 à 3 ans d'expérience en comptabilité générale de PME.

— Vous souhaitez élargir vos responsabilités et vous vous sentez préparé à évoluer vers une fonction opérationnelle à

dominante commerciale.

— Nous sommes filiale d'un important groupe français et nous vous offrons l'opportunité d'accéder sous un an environ à la direction d'une de nos exploitations d'Afrique Equatoriale.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à COFAP - No 15173 - 40, rue de Chabrol - 75010 Paris - qui transmettra.

SENEGAL
Importante société minière, recherche

RESPONSABLE DU SERVICE TRAITEMENT

chargé de l'unité d'enrichissement du minerai.

Il aura sous ses ordres 250 personnes dont environ 40 cadres et agents de maîtrise.

Cette unité, de grosse capacité (6 millions de tonnes à l'entrée), met en oeuvre divers procédés de valorisation en voie humide dont une flottation.

Le poste s'adresse à un ingénieur de grande école, ayant une expérience similaire et alliant des qualités de relations humaines à celles d'organisation.

Les conditions de vie sur place à 100 km de DAKAR, près de la mer, sont très satisfaisantes (logement, scolarisation, etc.).

Adr. CV et prétentions sous réf. 2601 à BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Société de transports internationaux recherche pour une de ses Agences Portuaires de l'Etranger

1 RESPONSABLE FACTURATION transit

Dans le cadre d'une gestion informatisée, ce poste exige une bonne connaissance des operations de transit ainsi que des qualités d'ordre et de rigueur. Remunération attrayante, avantages liés à l'expatriement.

Adresser C.V. détaillé et photo s/réf. 2932 à INTER P.A. - B.P. 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

MAROC

INGENIEUR TRAVAUX PORTUAIRES

Nous sommes une grande entreprise française de travaux publics à vocation internationale dont les activités sont en progression constante. Les travaux maritimes représentent une part importante de notre chiffre d'affaires.

Nous recherchons un Ingénieur diplômé d'une grande école, à l'expérience confirmée (environ 10 ans) dans le domaine des travaux portuaires. La première affectation qui lui sera proposée concerne le Maroc où, sous l'autorité du Directeur Technique, il sera responsable des travaux maritimes d'un port en création.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur qui, outre ses compétences techniques, a le goût des grands chantiers et en connaît les aspects administratifs et humains.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous réf. M 5441 A, à

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris 359 13.82

media-system

IMPORTANT GROUPE COMMERCIAL à vocation internationale

recherche pour ses filiales en
AFRIQUE NOIRE

INSPECTEUR COMPTABLE

D.E.C.S. complet et 5 ans d'expérience en Cabinet expertise comptable sont impérativement requis.

Résidence PARIS. Inspections en Afrique noire pouvant représenter deux tiers de l'activité.

Pratique courante de l'anglais indispensable pour les missions en pays anglophones.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à nº 85.433

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Groupe de taille internationale recherche pour l'une de ses filiales spécialisée dans la distribution de matériel de reprographie (photocopieurs, duplicateurs, offset de bureau)

UN CHEF DE VENTE

Lieu de travail : ville d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
- Expérience souhaitable ;
- Avantages liés à l'expatriement.

Adresser C.V. + prétentions sous le nº 84638 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1ᵉʳ, qui transmet

---

Société recherche pour

CASABLANCA CHEF DE FABRICATION

Ayant une expérience de 5 ans minimum de production dans le domaine de la transformation du verre étiré à usage d'ampoules pharmaceutiques
Très solides connaissances en mécanique et en électricité indispensables. Aptitude certaine au commandement et à l'organisation de la production, ainsi qu'à la formation du personnel. Doit pouvoir répondre avec efficacité aux objectifs de productivité fixés.
Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétention sous nº 85.507 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra Paris-1ᵉʳ

---

emplois régionaux

Telemecanique

11 000 personnes - 2,2 milliards Francs/an
rech. au sein des équipes de DÉVELOPPEMENT de ses départements MODULES ÉLECTRONIQUES & AUTOMATES installés à 06 - SOPHIA près ANTIBES

2 INGENIEURS DE CONCEPTION ELECTRONIQUE CHEFS DE PROJETS

CHARGÉS DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'INDUSTRIALISATION DE PRODUITS ÉLECTRONIQUES de grandes séries (fonctions d'automatismes, télétrans,...) COORDONNENT ET ANIMENT CHACUN LES ACTIONS D'UNE ÉQUIPE D'INGÉNIEURS TECHNICIENS.

• INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS (INDISPENSABLE) • ANGLAIS nécessaire • EXPÉRIENCE (2-3 ans mini) CONCEPTION DE PRODUITS ÉLECTRONIQUES (analogiques et numériques) DE SÉRIE (GRAND PUBLIC) ou d'AUTOMATES. Connaiss. micro-processeurs et analyse de la valeur très appréciée.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., salaire, photo ss réf. 4595 à



sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Un ensemble industriel de plus de 2.000 personnes et 3 usines, premier fabricant français de machines à laver et sèche-linge, filiale **Thomson Brandt** recherche pour son siège à **Lyon**

RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE

Ingénieur grande école, il aura pour mission de mettre en place un plan de développement de 4 ans en cours d'élaboration dont les moyens de gestion en temps réel seront les plus modernes. Il coordonnera l'activité de l'ensemble organisation et informatique de production constitué par 18 personnes.

La fonction convient à un homme jeune ayant obligatoirement un passé en industrie et souhaitant évoluer dans le cadre d'un groupe puissant.

Ecrivez au Cabinet GATIER, sous réf. 510, 32 rue Barrême 69006 Lyon.

Cabinet Gatier

media-system

ORGANISME FORMATION FRANCHE-COMTÉ

recrute
- UN CONSEILLER chargé des relations avec les entreprises ;
- UN RESPONSABLE de FORMATION MARKETING-VENTE pour relations avec directeurs commerciaux, organisation et animation de stages ;
- UN INGÉNIEUR en MICROÉLECTRONIQUE (ou assimilé) pour perfectionnement des stagiaires.

Expérience professionnelle exigée.
Ecrire avec C.V. + photo + prétentions.
Ecrire s/nº 7733 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

FILIALE ELF-AQUITAINE

(Banlieue lilloise)

engage d'urgence

INGÉNIEUR de RECHERCHE confirmé

Électrotechnique - Thermique - Rayonnement
Hautes températures
- Conception procédés nouveaux à base infra-rouge, prototypes, faisabilité, rédaction brevets.
- Laboratoire équipé et appuyé par les services de recherche du groupe dans le cadre de sa diversification.

Anglais lu (parlé si possible)
Niveau de rémunération en fonction de l'expérience et de la valeur potentielle
Evolution de carrière très ouverte

Envoyer lettre et C.V. manuscrits avec photo retournée sous la référence NAS, à G.C. Conseil d'entreprises
5/33 Résidence Citeaux, 59800 LILLE SAINT-MAUR

Société Région Orléans

recherche

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Formation électro-mécanique
- Animation de l'équipe de vente ;
- Contacts principaux clients ;
- Encadrement monteur installateur ;
- Fonction de chef de produit avec possibilité d'accéder rapidement au poste de Chef de Département.

Ecrire avec C.V. et prétentions à HAVAS ORLÉANS, nº 200391.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

REPRODUCTION INTERDITE

DIRECTEUR D'USINE

UNE SOCIÉTÉ DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES PASSIFS
recherche pour lui confier la direction de son unité de production (120 personnes)

ingénieur A.M. ou équivalent

Rattaché à la Direction Industrielle, il aura pour mission de diriger les services fabrication, outillage, méthodes, ordonnancement.

Des connaissances en injection matières plastiques, automatisme et gestion de production sont nécessaires.

Homme de terrain et animateur, le candidat aura une bonne expérience de la fabrication de matériels électriques et électroniques acquise dans un poste similaire.

Poste situé en province à 140 kms de Paris.

Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions sous nº 25691 à :
PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue de Réaumur - 75002 PARIS

GRENOBLE

Notre division européenne d'informatique industrielle connait un développement très rapide ; son taux d'expansion se situe en moyenne autour de 40 % par an. Nous étions moins de 200 en 1975, nous sommes aujourd'hui près de 700. Cette croissance d'effectif supérieure à 25 % par an nous amène à recruter un ou une :

responsable de recrutement

Dans un premier temps, il prendra en charge l'ensemble du recrutement des techniciens, ouvriers et employés administratifs non cadres, en liaison avec les services et responsables concernés. A court terme il prendra la responsabilité du recrutement de certains cadres.

Au-delà de cette fonction, son champ d'action s'étendra, suivant ses goûts et ses capacités, vers des interventions ponctuelles, dans d'autres domaines de la gestion du personnel, ceci devant lui permettre de se préparer à prendre en charge à moyen terme (2 à 4 ans), des responsabilités plus larges, toujours dans le cadre de la fonction personnel.

Ce poste, dont l'évolution peut donc être très rapide, conviendrait à un ou une diplômé (e) de l'enseignement supérieur ayant acquis, de préférence en milieu industriel, une solide expérience du recrutement (2 à 3 ans minimum), et maitrisant l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence CP 01 à Claire BACHELARD, Service du Personnel, HEWLETT-PACKARD, 5 Avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.





assistant chef de produits

INDUSTRIE ALIMENTAIRE - CONSERVES

BOULOGNE S/MER . 80.000 +

Notre client est une très importante société de l'agro-alimentaire (conserves de poissons, légumes, plats cuisinés). Dans le cadre de son développement actuel et du lancement de nouvelles lignes de produits, elle recherche un jeune diplômé de l'enseignement supérieur de gestion, afin de l'intégrer au sein de sa direction commerciale. Il lui sera confié, sous la supervision du Directeur Commercial, la gestion et le développement d'une ligne de produits distribués au sein de la grande distribution. Par ailleurs, il aura aussi une partie de ses activités orientées vers l'exportation. Ce poste devrait intéresser une personne ayant déjà eu une première expérience de 2 à 3 ans dans une entreprise commercialisant ses produits au travers de la grande distribution (rayon épicerie sèche). La connaissance de l'anglais serait souhaitée. Les possibilités de carrière sont intéressantes, cette société connaissant actuellement une forte expansion. La plus grande discrétion dans l'examen des dossiers est assurée.

Ecrire sous référence 2560-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

4 jeunes ingénieurs Grandes Ecoles ou Universités futurs chefs de projet

Important groupe industriel français à vocation internationale, *réalisant* 50 % de son C.A. à l'exportation, effectifs 30 000 personnes recherche de jeunes ingénieurs, pour leur confier dans un premier temps, et après une période de formation, des responsabilités au sein d'équipes informatiques où ils auront l'occasion de développer des applications sophistiquées mettant en œuvre des techniques élaborées, notamment en matière de gestion de production.

- 2 de ces postes seront confiés à des débutants dégagés des obligations militaires - complément de formation en gestion apprécié.
- les 2 autres nécessitent d'avoir une première expérience d'organisation administrative acquise au cours de stages, du service national ou d'un premier emploi en entreprise.

Ces postes pourront constituer le point de départ d'une carrière dans le groupe, soit dans le cadre du système d'information, soit dans une autre fonction (commerciale, production, *administrative...*).

Disponibilité géographique et connaissance d'une ou plusieurs langues - dont l'anglais - appréciées. Lieu de travail : Province.

sélé CEGOS Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73546/M à Mme CLERE, *Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres* - 92516 BOULOGNE CEDEX.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis

Membre de SYNTEC



THOMSON-CSF

Centre de CAGNES-SUR-MER
recherche pour CONDUITE D'AFFAIRES

1° UN INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT

Pour assurer le développement d'antennes acoustiques sous-marines
Connaissances en mécanique, thermique, hydrodynamismes et si possible en technologie de constructions sous-marines.

2° UN INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Pour animer les études d'industrialisation et prendre la respons. de la production d'affaires à dossier stabilisé.

Pour ces deux postes nous demandons :
- 3 à 6 ans d'expérience *industrielle acquise* dans l'électronique professionnelle.
- Formation ARTS ET MÉTIERS - CENTRALE ou *équivalent.*
- Anglais exigé.

Adresser C.V. détaillé à *THOMSON CSF*, Service du Personnel, B.P. 53 - 06802 CAGNES-SUR-MER.

Directeur des ventes Ingénieur EFP

Fabricant des produits destinés aux industries papetière, métallurgique, plastique, textile (constructeurs et utilisateurs), le haut niveau technique de nos interventions est assuré, en amont, par un réseau d'ingénieurs de vente France et export de bonne compétence. C'est de leur patron qu'il s'agit ici.
Il élaborera avec la Direction Générale, une politique commerciale, définira avec ses Ingénieurs les objectifs, sera responsable de leur réalisation en volumes et en marges. Très proche de nos marchés, il en suivra l'évolution pour orienter des innovations techniques et imaginer des moyens d'action adaptées. Nous sommes une petite équipe, nous souhaitons accueillir un animateur, un homme de vente, sensible au marketing industriel, très bon technicien. Bien sûr il sera souvent dehors (à 50% du temps) pour les appuis en clientèle et bien sûr aussi il doit parler anglais parfaitement (nous sommes licenciés d'un groupe américain premier mondial).
C'est un ingénieur EFP qui nous semble le mieux adapté à ces fonctions mais nous ne mettons pas d'exclusive à une autre formation d'ingénieur, doublée d'une expérience similaire.
Le poste est à pourvoir à Lyon.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. DV 133M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

CPIO

NANTES

Notre Société, 2100 personnes, 450 M de C.A., spécialisée dans la fabrication de pièces techniques en caoutchouc et plastique destinées à l'automobile et à l'industrie, cherche un :

ingénieur chimiste

pour son laboratoire de NANTES.

Dépendant du Chef du Service Industrialisation, il sera chargé des Contrôles de réception des Matières premières (Caoutchouc - Matières Plastiques - Colles), de l'étude et du développement des polyuréthanes, de la peinture sur matières plastiques.

Les contacts avec les fournisseurs nécessitent quelques déplacements de courte durée.

Pour la réalisation de ces travaux, il aura sous sa responsabilité une équipe d'une dizaine de personnes.

Diplômé d'une grande école, avec quelques années d'expérience, il aura le sens de l'organisation, l'esprit d'analyse, le goût des contacts humains. Une bonne connaissance de l'Anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo à : C.P.I.O. - B.P. 1226 - 44023 NANTES CEDEX, sous référence 8005M.

CONTROLEUR BUDGETAIRE

100 000 F. **Savoie**




La Société d'Aménagement et d'Exploitation Les Montagnes de l'Arc (C.A. : 350 millions - Effectif : 450 p/1100 en saison) recherche un contrôleur budgétaire. Sous l'autorité du responsable du contrôle financier et du plan, il sera chargé de préparer les budgets annuels et d'en suivre l'exécution avec analyse des écarts, d'établir et mettre à jour les plans pluriannuels (investissements, exploitation) et divers tableaux de bord de gestion (hôtellerie-restauration-remontées mécaniques-immobilier...). Il participera aux études devant permettre une évolution et une amélioration des outils de gestion informatisés. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation E.S.C. possèdera quelques années d'expérience du contrôle budgétaire, et de la comptabilité analytique avec utilisation de l'informatique. Lieu de travail : Les Arcs. Ecrire sous référence 408/M à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.



plastique ménager

Nous venons de nous joindre à un important groupe européen de l'industrie chimique. Convaincu de notre capacité à devenir parmi les premiers sur le marché du plastique grand public, il a engagé de très *importants capitaux pour nous permettre* de renouveler en profondeur notre outil de production. Cette transformation démarre. En même temps qu'elle, nous modifions notre structure et recrutons un

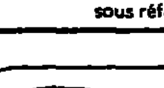
directeur d'usine

qui, en tant que chef de l'établissement, aura autorité complète sur toutes les fonctions d'exploitation. Cette usine, d'environ 300 personnes, va vivre un bouleversement considérable et il faudra à sa tête un Ingénieur (type A & M) à poigne, ayant une dizaine d'années d'expérience industrielle, comportant une partie importante de responsabilités hiérarchiques en production, dans des unités organisées de façon moderne tant en fabrication qu'en contrôle de gestion et logistique.
Les objectifs et les moyens du groupe dont nous faisons maintenant partie laissent à penser que le développement professionnel de ce nouveau collaborateur lui donnera toute satisfaction.

Lieu de travail : 90 minutes Nord de Paris.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous référence 3166-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS



L'Entreprise Industrielle

Importante Entreprise de Travaux Publics (6.000 personnes. 7è rang sur le plan national) souhaite étoffer les activités ELECTRICITE et GENIE CIVIL de ses Directions Régionales en intégrant des

ingénieurs débutants

Centrale - TP - A et M
INSA ou équivalent

Ils se verront confier d'une manière progressive, des responsabilités qui leur permettront selon les résultats obtenus d'évoluer à terme vers des postes de haut niveau dans l'Entreprise.
Postes à pourvoir sur l'ensemble du territoire français.

Merci d'adresser C.V. détaillé et photo en précisant la référence 850 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

LA VENTE PAR CORRESPONDANCE

un marché porteur en pleine croissance

QUELLE

une société jeune et en fort développement (1300 personnes - 800 M. de C.A.) filiale d'un groupe d'importance internationale, une société qui souhaite renforcer son encadrement pour préparer l'avenir, en engageant :

4 jeunes diplômés EN GESTION

E.S.C. ou UNIVERSITE

Deux postes peuvent convenir à des débutants :
- *Responsable service EXPORT (DOM - TOM - Afrique francophone)* (Réf. 671)
- Assistant de gestion département ACHATS. (Réf. 800)

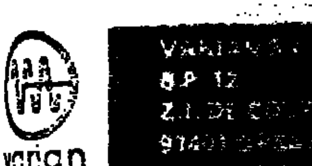
Deux postes requièrent une expérience professionnelle d'un an minimum dans une fonction de gestion :
- *Responsable service CREDIT.* (Réf. 641)
- Acheteur adjoint ou acheteur. (Réf. 810)

De bonnes connaissances en mathématiques, statistiques, gestion et, si possible, informatique sont nécessaires.
La connaissance de l'ALLEMAND serait appréciée.
Les postes sont à pourvoir à

ORLEANS

Adresser C.V. détaillé photo et prétentions sous la référence choisie à QUELLE Service Recrutement - B.P. 100
45403 FLEURY-LES-AUBRAIS CEDEX.





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

HABIA

Société spécialisée dans la câblerie fine destinée à l'électronique, l'aéronautique, l'informatique et ayant une évolution de plus de 50 % l'an,

recherche pour son centre international

TECHNICO-COMMERCIAUX
RESPONSABLES DE MARCHÉ

Formation ingénieur I.U.T., B.T.S., parlant anglais, si possible expérimentés en exportation.
Le lieu d'habitation sera Montmirail ou proximité (à une heure à l'Est de Paris).

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : HABIA - Service du Personnel - 51210 MONTMIRAIL.
Discrétion assurée.

D.G.A...en commençant par les affaires sociales

Dans une affaire qui consolide sa mutation, le responsable des Affaires Sociales devra, en pratique, créer la fonction pour aider la Direction et le personnel à réussir sur un marché nouveau. Il mettra en place la nouvelle organisation qui permettra, non seulement, les résultats immédiats mais aussi la conquête de nouveaux débouchés comme des accords de coopération avec des partenaires français ou étrangers. Il supervisera ensuite les autres fonctions administratives pour devenir très rapidement le D.G.A., sous réserve de réussite.

Cette création de poste correspond à une attente importante des dirigeants et du personnel. Par conséquent, cette opportunité doit être une chance pour un jeune cadre de formation supérieure, désireux d'habiter une belle ville des Pays de Loire et disponible à fin mars. Les premières expériences professionnelles devront avoir été acquise dans des sociétés de premier plan (automobile, aviation, engins TP, etc...).

Au delà de ces considérations de compétence, de disponibilité, nous attachons beaucoup d'importance aux qualités individuelles de décision, d'écoute, de stabilité émotionnelle nécessaires au dirigeant d'une affaire qui reste à consolider. Voulez-vous écrire aux conseils en recrutement SIRCA. Référence 814 524 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
— MEMBRE DE SYNTEC —

SOURCES

ARMEMENT

P.M.E. en forte expansion recherche

INGÉNIEUR EXPORT

A une formation technique supérieure, il alliera une expérience commerciale réussie et si possible des connaissances dans ce secteur d'activité.

Agé de 32 ans minimum, il sera parfaitement BILINGUE ANGLAIS.

Résidence : SUD-OUEST + déplacements 50 %.
Rémunération : environ 130.000 selon expérience.

Adresser c.v. complet sous réf. D 208 à : TELEX P.A. 34, boulevard Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra.

VARIAN, une des premières sociétés mondiales d'instrumentation recherche pour son DEPARTEMENT OPTIQUE (spectrométrie absorption atomique, spectrométrie UV-Visible)

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Le candidat rattaché à l'agence Rhône-Alpes sera chargé de promouvoir un matériel de pointe dans les régions Rhône-Alpes et Provence-Languedoc.

Vous aimez vendre et vous l'avez prouvé.
Vous avez de bonnes connaissances en spectrométrie.

Alors vous pourrez contribuer à l'expansion de ce département.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous référence IG/2 à

varian
VARIAN S.A.
B.P. 12
Z.I. DE COURTABOEUF
91401 ORSAY CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE VENTE D'ENGRAIS

recherche

UN INGÉNIEUR AGRONOME

pour sa délégation régionale de REIMS

Cette activité convient à un ingénieur déjà expérimenté, apte à établir d'excellents contacts avec les agriculteurs, les organisations professionnelles agricoles, les services officiels de l'agriculture, les coopératives agricoles et les négociants en produits du sol.

Adresser curriculum vitae à : S.N.S.T.
3, rue Paul-Cézanne, 75008 PARIS.
Discrétion assurée.



Groupe ELF AQUITAINE

recherche

JEUNE CADRE

SUP. de CO. option Commerce
Après une première affectation «SUR LE TERRAIN».
Résidence AMIENS.

Evolution ultérieure vers des postes de responsabilités dans l'un des Etablissements du Groupe.

Une expérience professionnelle d'une ou deux années serait appréciée.

Adresser lettre, C.V. et photo à ELF FRANCE, Service Recrutement 145, rue de l'Université 75007 PARIS.

Dans le Sud-Ouest LANGUEDOCIEN
le DIRECTEUR d'une usine de transformation de MATIÈRES PLASTIQUES
incluant des activités de SOUDURE HAUTE FRÉQUENCE, de COUTURE TEXTILES et de MONTAGE-FINITION
recherche son

CHEF DE FABRICATION INGÉNIEUR ou ASSIMILÉ

EXPÉRIMENTÉ

Bonnes connaissances pratiques de la gestion des ateliers, du lancement et du suivi des programmes de fabrication, ainsi que des approvisionnements.
— Effectif 100 personnes.
— Disponible rapidement.

Adresser C.V., références et prétent. ss nº 85.543 à : CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

ORLEANS

Le Service Central d'Informatique de la Direction Générale des Télécommunications
offre un poste de

RESPONSABLE DE SON SERVICE "METHODES"

Assisté de quelques ingénieurs, il sera chargé :
- de la coordination des divisions opérationnelles
- de la planification des actions en cours
- de l'identification des besoins de formation et de l'utilisation des compétences
- de veiller à la qualité des produits logiciels
- de recenser, d'expérimenter et de mettre en œuvre les outils d'aide à la réalisation des logiciels.

Ce poste conviendrait à un ingénieur possédant quelques années d'expérience et ayant déjà dirigé une équipe de réalisations d'applications informatiques.

Cette fonction qui nécessite le sens des relations humaines et de la négociation doit permettre à un candidat de valeur une évolution ultérieure particulièrement intéressante.

Faire acte de candidature sous référence M 4034 à
Jean PORRACCHIA



COMPAGNIE MARITIME MARSEILLE

SPECIALISEE DANS LE TRANSPORT CONTAINERS

recherche

SON RESPONSABLE LOGISTIQUE

Capable encadrer équipe en place et optimiser la gestion d'un parc containers en très forte augmentation.

Expérience similaire indispensable.

Envoyer curriculum vitae et photo à REGIE-PRESSE nº T 024.987 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

DIGITAL EQUIPMENT — CENTRE TECHNIQUE EUROPE
crée un poste de :

RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, ce spécialiste gérera directement ou en s'appuyant sur l'équipe existante qu'il devra éventuellement compléter :
les services télex, téléphone, courrier, reprographie,
les achats non techniques,
les contrats d'assurance, de location, d'entretien, de prestations,
et tous les autres services reliés à la fonction.

Excellent gestionnaire, pratiquant couramment l'anglais, sa formation et son expérience lui permettront de participer à la réalisation de nos projets immobiliers.
Il sera également responsable des coûts administratifs qu'il budgétera et qu'il contrôlera.

Pour être retenus, les candidats âgés de 28 ans au moins, devront impérativement justifier d'une expérience dans un poste similaire et être disponibles très rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Patrice VENET — Direction du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT Centre Technique Europe
Sophia Antipolis — B.P 29 — 06562 Valbonne Cedex

digital

Très Importante Entreprise de Travaux Publics Routiers
recherche
pour REGION RHONE ALPES
et pour la durée du chantier (5 à 6 mois)

Ingénieur Travaux

— Il s'agit de diriger la construction d'une section autoroutière : graves traitées hydrauliques (expérience CMI souhaitée), enrobés, travaux divers.
— Selon réussite et conjoncture, l'engagement pourrait devenir permanent à l'issue du chantier.
— Sérieuses références exigées.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 3553 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Un manager social dans l'Est

Ce n'est pas parce que notre activité est tournée vers le logement social que nous n'avons pas besoin de managers avertis. Qui sachent élaborer et exécuter un budget, préserver un taux d'occupation assurant la rentabilité, entretenir un patrimoine. Mais, en même temps, qui sachent véritablement animer quelques centaines de collaborateurs et qui aient le souci constant de procurer à leurs clients une certaine qualité de vie.

Cette responsabilité, vous l'exercerez sur une dizaine de départements de l'Est. Regroupés dans une structure régionale assez largement autonome du siège parisien, et dont vous serez le patron. Le poste n'est pas pour vous si vous rêvez d'une situation douillette, sans imprévus et sans «points durs». Il peut être pour vous si déplacements, horaires pas toujours réguliers et responsabilités en plein vent ne vous font pas peur. Et si une installation en Lorraine, où vous avez de fortes attaches, ne vous pose pas de problème.

Nous avons demandé aux consultants de Sirca de nous présenter des hommes et des femmes expérimentés et de cette trempe. Ecrivez-leur sous réf. 812 523M : leur totale discrétion vous est assurée.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
— MEMBRE DE SYNTEC —

SOURCES

SEP Energie Propulsion Industrie

Leader européen de la Propulsion recherche pour son Etablissement de

BORDEAUX (1600 personnes)

responsable analyses qualité

Ce sera un INGENIEUR POSITION 2, ayant de préférence une formation mécanique et possédant une expérience de quelques années en "contrôle - qualité". Connaissances en STATISTIQUES et INFORMATIQUE nécessaires.

Salaire motivant en rapport avec l'expérience et les qualités professionnelles du candidat.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel - Société Européenne de Propulsion Boite Postale 37 - 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES.

AEXA

Importante Société d'Electronique professionnelle
Grande ville de l'Ouest
recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Réf. JLL.83.

Ces cadres seront intégrés au sein d'un service contrôle final de Production. Ils auront la responsabilité de la gestion des ressources humaines et de l'ensemble des biens matériels d'un secteur de contrôle déterminé.
Les candidatures présenteront une formation technique assurée, une bonne maîtrise des technologies, une volonté de réussite à l'intérieur d'une entreprise en pleine évolution.

UN JEUNE INGENIEUR SUPELEC

Réf. JLL.84.

Placé dans un service d'étude, le candidat possédera un esprit créatif, une capacité d'analyse et d'innovation, un sens de décision qui devrait lui permettre des possibilités de promotion et une réelle autonomie de travail.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à :
AEXA Conseils - J.L. LUCAS
3, rue Julien Videment 44200 NANTES
Réponse et discrétion assurées

Nous sommes un Groupe Financier et Immobilier puissant.
Nous recherchons pour notre DIRECTION REGIONALE DE

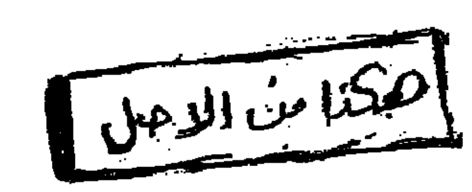
NICE

prospecteur-monteur

Formation : INGENIEUR Grandes Ecoles, H.E.C., Ecole de Commerce.
Sous l'autorité du Directeur Régional, il sera chargé, d'une manière générale, de la recherche d'opérations nouvelles dont il devra étudier le montage au sens large : faisabilité technique, financière et commerciale.
Son action se situera dans le cadre d'une programmation pluriannuelle.
C'est une opportunité pour un cadre supérieur de 28 ans minimum, ayant une première expérience professionnelle et le désir de réussir dans un Groupe où les possibilités d'évolution sont réelles.

Nous vous remercions de nous consulter en adressant lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 2081 à :

OP organisation et publicité



REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



1er fabricant français de tubes d'acier

INGENIEUR ou ASSIMILE

pour ASSISTANCE CLIENTELE PETROLE sur CHANTIER

Assurer la présence de Vallourec sur les chantiers de forage par des visites périodiques pour assister et former techniquement les utilisateurs des produits tubulaires à haute technicité.

Expérience pétrole serait très appréciée.

Anglais parlé indispensable et la connaissance d'autres langues serait un avantage.
Nationalité indifférente.

Résidence en usine, 2 heures de Paris (logement assuré).
Nombreux déplacements, courte durée.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous référence 01.81 A à Mme Varène - VALLOUREC
7, Place du Chancelier Adenauer 75116 PARIS.

CLINIQUE CHIRURGICALE
Ville Préfecture - Région Est
recrute

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

40 ans environ.
Expérience et références sur poste similaire exigé.
Ecrire : Sté FIM, 22, pl. Vendôme, 75001 PARIS.

VOUS ÊTES JEUNE env. 35 ANS

- Dynamique.
- *Vous avez une expérience soit* de Direction Générale, soit de Direction des Ventes, soit d'Animation.
- Vous aimez les contacts et les voyages.
- Vous pouvez correspondre au profil d'homme que nous *cherchons pour animer notre groupement* d'installateurs dans le cadre de la politique du président, duquel vous dépendrez directement.
- De plus votre famille vivra dans une région agréable, ski l'hiver et bateau l'été.

Env. votre lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à : CABINET VITTE Jacques, 15, boulevard Maréchal-Leclerc, 38000 GRENOBLE.

"COMMERCIALISER UNE INFRASTRUCTURE"

Il s'agit de promouvoir une région, une main-*d'œuvre des espaces et infrastructures prêts* à répondre aux besoins de nouveaux industriels Français ou Étrangers.
LA MAIRIE DE CHATEAUROUX veut confier *le poste de :*

DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS ÉCONOMIQUES

à un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure, trilingue Allemand-Anglais, qui possède de solides connaissances des milieux économiques et industriels. Des qua*lités de négociateur de haut niveau seront* vos atouts. Base à Chateauroux, déplacements fréquents France et Étrangers.

Merci d'adresser C.V. et photo sous réf. CH/18 à Bernard JOUSLIN.

NORAY CONSULTANTS
28, rue de l'Echiquier 75010 Paris - T. 246 12 28
réponse et discrétion garanties — Membre de la CNSCR

bleu

Banque Populaire Berry - Orléanais
recherche

analyste programmeur

Le candidat que nous souhaitons participera à la mise en place d'applications fonctionnant sous CICS.

Pour ce poste nous demandons une expérience d'environ 2 ans de la programmation PL1 et/ou DL1 - DOS/VSE.

Un diplôme IUT informatique ainsi que la connaissance du milieu bancaire sont nécessaires.

Faire acte de candidature sous référ. 0406/M à Jean PORRACCHIA



Recherchons
pour un groupe d'ingénierie et d'électronique en pleine expansion un

CHARGÉ D'AFFAIRES EXPORTATION

grandes écoles de commerce

- anglais
- expérience souhaitée, débutant accepté, formation assurée.
- salaire selon profil.

Faire offre de candidature à Mme ROLAND, section spécialisée cadres ANPE
12, pl. de la Croix-de-Bourgogne, 54 000 NANCY.

RADIOTÉLÉPHONES
THOMSON-CSF

Nous sommes les leaders sur le marché français et dans le cadre de notre développement nous recherchons

1 ATTACHE COMMERCIAL Région BORDEAUX

COLLABORATEUR DIRECT DU DIRECTEUR REGIONAL BORDEAUX AQUITAINE

Il sera chargé de suivre et de développer un important portefeuille de clientèle composé d'entreprises industrielles et de sociétés de services.

Agé d'au moins 27 ans, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur (DUT - BTS ou équivalent), possèdera de bonnes connaissances en électronique (ou en électrotechnique) et des aptitudes indiscutables à négocier à haut niveau.

Les dimensions de notre *société* ouvrent de larges perspectives d'évolution de carrière pour un candidat de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions à THOMSON CSF, Département Radiotéléphones - M. ROGE, 66 rue du Fossé Blanc 92231 GENNEVILLIERS.

FRAMATOME

Usine de CHALON-SUR-SAONE
recherche pour son « EQUIPE CALCUL »

UN INGENIEUR

Formation : Grandes Ecoles ou Université.

Compétences acquises : bonne connaissance en mathématiques appliquées et analyse numérique. Anglais lu indispensable.

Compétences spécifiques : méthode des éléments finis. Programmation FORTRAN.

Expérience professionnelle : 1 à 2 années dans le calcul des structures (programmation et utilisation).

Ecrire avec CV détaillé FRAMATOME
BP 13 - 71380 SAINT-MARCEL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR TERTIAIRE RÉGION OUEST

recherche

JEUNE CADRE GESTION

Pour développer le CONTROLE DE GESTION, l'audit, les études économiques, le contrôle des filiales..., le Directeur financier souhaite s'adjoindre un jeune collaborateur débutant ou ayant une première expérience.

Il s'agit en fait, en collaboration avec la Direction, de participer à la gestion des activités de la Société : c'est-à-dire, dans une perspective marketing, de suivre de près l'élaboration et le contrôle des prévisions.

Ce poste convient aux jeunes diplômés d'HEC, ESSEC... ou des Facultés de gestion.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR pour qui réussira.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2348)

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

---

directeur de région



O.S.A. 1er groupe normand de presse gratuite (taux d'expansion 70 % par an) crée le poste de Directeur de Région et recherche un candidat répondant aux critères suivants :

EXPERIENCE : 5 à 10 années de direction commerciale ou de direction P.M.E (dans le service de préférence).
- APTITUDES : Rompu au maniement des hommes ;
Habile gestionnaire.
- ROLE : Réalisation des objectifs déterminés avec la D.G, dont il dépend directement ;
Animation de 14 collaborateurs dont 4 responsables de journaux : BAYEUX, CAEN, LISIEUX et VIRE.
- REMUNERATION : 150 / 180 000 Frs + intéressement aux résultats.
- LIEU DE RESIDENCE : CAEN

Adresser C.V détaillé à : I.S.E. recrutement, 3, rue Roger Bastion, 14000 CAEN
Réf. PL 924

média-system

Importante entreprise de fabrication d'emballages métalliques
(1.500 personnes - 3 usines - 600 millions de C.A.)
recherche pour son Unité
située en PICARDIE

CHEF DE FABRICATION

(Ingénieur-Mécanicien ou équival., 40 a. min.)

Directement rattaché au Chef de l'établissement.

Principales responsabilités :
- animer et coordonner l'activité des 5 ateliers (250 personnes) ;
- veiller à l'exécution, dans les délais impartis, des ordres de fabrication ;
- améliorer les performances des équipements ;
- réduire les coûts de production ;
- assurer la formation ou le perfectionnement du personnel.

Une expérience en unité de production est indispensable pour ce poste.

Des possibilités d'évolution existent au sein de la société.

. Envoyer lettre manuscrite avec C.V. s/n° 85.435,

cabinet lecomte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FABRIQUANT DES BIENS D'ÉQUIPEMENT IMPLANTÉ DANS TOUTES LES RÉGIONS DE FRANCE recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

pour, après période de formation, être responsables de production d'unités décentralisées.
Ces postes conviendraient à des ingénieurs ayant de bonnes connaissances en automatisme, électricité, mécanique et ayant le goût des responsabilités.
Ils débouchent sur des postes de directeurs d'unité, ou groupe d'unités décentralisées de 50 à 300 personnes avec responsabilités très étendues sur les plans technique, commercial, administratif.
Rémunération : fixe + intéressement sur les résultats de la région.
Adresser C.V. manuscrit + photo + prét. sous n°875.861, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Ville d'ECHIROLLES (40.000 habitants, agglomération de GRENOBLE), recrute

ATTACHÉ

disponible rapidement par voie de mutation ou inscription sur liste d'aptitude, pour poste programmation-finances à créer.

Licence Sciences économiques
Expérience dans finances communales

Candidatures à M. le Maire
Hôtel de Ville - B.P. 248
38433 ECHIROLLES CEDEX
Téléphone : 23-16-72

---

1 jeune INGÉNIEUR, 30 ans, formation automobile, pour études et réalisations compétitions.
B. BOUHIER
Téléphone : (38) 85-48-21.

IMPORTANTE AGENCE DE PUBLICITÉ
cherche plume tous terrain ayant besoin d'air frais pour régénérer ses cellules créatives

Au pays des lacs et des volcans nous lui offrons un poste de

Rédacteur Concepteur

avec profil de carrière évolutif dans la plus importante agence autonome de publicité en AUVERGNE (25 personnes)

Il justifiera :
d'une expérience minimum de 2 ans,
aura des idées,
pourra les mettre en forme et élaborer des plans de campagne.
Il sera assisté d'une équipe de graphistes diplômés.

Réponse originale appréciée.

PUBLI CROIZET CONSEIL
33, pl. de Jaude
63000 CLERMONT-FERRAND
Téléphone : (73) 93-05-73

ORGANISME PROFESSIONNEL A TROYES EN CHAMPAGNE RECHERCHE

ANIMATEUR DE FORMATION

- Détenant une formation supérieure à la gestion : E.S.C., D.E.C.S., etc.
- Ayant déjà pratiqué les techniques comptables.
- Expérience ou goût pour l'animation de stages.
- Capable de s'adapter aux différents besoins en formation des entreprises (micro-informatique de gestion, fiscalité, législation).
- Rémunération de départ entre 72.000 F et 84.000 F/an (possibilité de temps partiel).

Adresser C.V. et photo à Mme WEIDMANN, 11, rue des Hates, 10320 BOUILLY.

Association cherche pour centre d'hébergement

TRAVAILLEUR SOCIAL

diplômé (convention collective 66) enfance inadaptée.
Candidature + C.V. à A.I.E.M., 63, rue Mazelle, 57000 METZ.

Association socio-culturelle havraise recrute

ANIMATEUR (TRICE)

emploi stable à terme, expér. adjoint direction souhaité.
Env. candidature et C.V. détaillé M.J.C., 2, avenue Foch, 76600 LE HAVRE.

P.M.E. LYONNAISE

spécialisée dans la fabrication de condensateurs, RECHERCHE, ds le cadre de son développem.

INGÉNIEUR

responsable de la conception, de la mise au point et du lancement de produits nouveaux *d'application de condensateurs* et composants.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école, à dominante électronique, ayant quelques années d'expérience professionnel, de préférence en matière de condensateurs ou composants.

Env. C.V., photo et prét. à : Sté PRELYO - Mme ALDEGUER, 56-58, av. Georges-Clémenceau, 69230 SAINT-GENIS LAVAL.

OFFRES D'EMPLOIS



Cii Honeywell Bull

recrute pour la Division Technologie du Centre de Recherche, un

INGENIEUR INFORMATICIEN

Il participera, au sein d'une petite équipe, à la définition et au développement d'outils logiciels de CAO de circuits à très haute intégration (VLSI).

Il intégrera des techniques d'optimisation et d'interaction graphique dans le cadre d'un système réparti (L 66 - MINI 6) et assurera plus spécifiquement la maitrise des aspects système et graphique interactif de ces projets.

Une bonne expérience des langages de haut niveau et la connaissance des problèmes de conception du matériel (architecture, logique et technologie) sont souhaitées.
Lieu de travail : les Clayes-sous-Bois (78)
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 401 M (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull - PC 103 61/63, *rue* d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

MUTUELLES D'ASSURANCES - I.A.R.D. ET VIE
150.000 SOCIÉTAIRES - C.A. 350 M.F.
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Mission : Étudier le marché.
Élaborer la politique commerciale,
Assurer la promotion commerciale,
Animer l'équipe de vente du siège (Paris) et de 20 délégations régionales.

(Le groupe dispose d'une informatique performante.)

Profil : H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.,
30 à 40 ans environ,
Connaissance des assurances souhaitée,
Poste à Paris (Étoile),
Salaire annuel : 120.000 F +
Possibilités d'avenir.

Poste à créer sous l'autorité directe du directeur général.

Envoyer lettre de candidature (discrétion assurée), prétentions, C.V. et photo,
s/n° 7.751 *le Monde* Pub.,
5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

SOCIETE DE TELEMATIQUE
recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX (expérimentés)

pour commercialisation de matériels de haute technicité dans les municipalités et les entreprises.

Formule d'intéressement extrêmement attractive.

Adresser C.V. à AETA, 1, rue de Verdun 92140 CLAMART.

LA VIE FRANÇAISE
société de presse
Hebdomadaire 100.000 exemplaires
recherche

LE CHEF DE SON SERVICE COMPTABLE

très expérimenté

Envoyer C.V. et prétentions à la VIE FRANÇAISE
Secrétariat général, 2, r. du Pont-Neuf, 75001 Paris

UN TRÈS IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

leader mondial dans sa spécialité renforce les structures de sa filiale française et crée plusieurs postes de.

CADRES TECHNICO - COMMERCIAUX

pour ses secteurs câbles spéciaux et condensateurs de puissance. Ces postes intéressent des spécialistes connaissant ce domaine ou déjà expérimentés dans la vente de produits techniques auprès des prescripteurs des sociétés d'installations, de l'industrie...

- Anglais souhaitable.
- Situation attrayante dans un groupe réputé pour la technicité de ses produits.
- Postes basés proche banlieue Ouest.
- Déplacements fréquents Paris et métropole.
- Salaire intéressant, véhicule fourni.

Envoyer lettre de candidature manuscrite c.v. et prétentions s/n° 025012 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	66,00	78,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10.00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

La filiale française d'un des plus puissants Groupes multinationaux spécialisé dans les équipements électroniques professionnels complète ses équipes de développement des

systèmes de télécommunication des années 1985/1990

Ces systèmes formés de réseaux de microprocesseurs font appel aux technologies rapides les plus récentes : TTLS et mémoires dynamiques MOS. Les logiciels « temps réels » de plusieurs centaines de kilo-instructions développés pour ces produits seront mis au point sur le système d'émulation dont un VAX11/780 est le pivot.

Nous recrutons :

plusieurs Ingénieurs et Agents Techniques de Recherche et de Développement

souhaitant participer à des projets ambitieux et dont les caractéristiques principales seront :

- issus d'une grande école d'Ingénieurs ou BTS Electronique ou Informatique
- 2 à 5 ans d'expérience logiciel et/ou matériel numérique ou analogique
- bonne connaissance de l'Anglais, moyen de communication privilégié de notre Groupe
- participation à des développements en milieu industriel.

Ecrire avec CV détaillé à No 15212 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui trans.

La CEGOS

FINANCE ET ENTREPRISES

Consultant en Engineering Financier

La CEGOS est le premier cabinet européen indépendant de Conseil et de Formation. Son Département Finance et Entreprises est en forte expansion. Il a pour mission de réduire les frais financiers, restructurer les bilans, négocier avec les banques, apporter des solutions originales et opérationnelles aux problèmes financiers des entreprises en développement.

Vous êtes imaginatif, entreprenant et réalisateur, diplômé grande école ou de 3e cycle ; vous avez le goût et l'expérience des problèmes financiers et de trésorerie, vous recherchez une grande autonomie et appréciez le travail en équipe : vous pouvez devenir Consultant-expert financier auprès des Directions Générales d'entreprises variées et vous ouvrir ainsi des perspectives de carrière très enrichissante et évolutive.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 23568 à M. RAICHER, Directeur de la Division Opérations Financières et Commerciales - CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

Chef de Service
Etudes Fiscales et Financières

NOTRE CARTE DE VISITE : Une des toutes premières sociétés pharmaceutiques françaises. La filiale d'un important groupe international.

L'HOMME QUE NOUS RECHERCHONS ? Un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC...) âgé de 28 ans minimum. Pouvant justifier de plusieurs années d'expérience en fiscalité. De préférence au sein d'un cabinet d'audit. Et aussi, une excellente connaissance de l'anglais.

LES RESPONSABILITÉS QUE NOUS PROPOSONS ? La préparation des déclarations fiscales et parafiscales des sociétés du groupe. Un important ensemble d'études financières et d'analyses prévisionnelles de rentabilité. En bref, la responsabilité du Service Études Fiscales et Financières.

LES AVANTAGES QUE NOUS OFFRONS ? Une rémunération à la hauteur de vos ambitions. Et surtout, de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe pour un candidat à bon potentiel.

Si vous êtes prêt à rejoindre une société performante, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au Service du Personnel MERCK, SHARP et DOHME CHIBRET - 3 Avenue Hoche 75008 PARIS.

MEDIA PA

MERCK SHARP et DOHME-CHIBRET

Jeunes diplomés grandes écoles

(X, E.C.P., E.S.E., MINES, H.E.C...)
Ayant une première expérience ou débutants

cegi tymshare

Filiale commune de CREDIT LYONNAIS et TYMSHARE (USA)
vous propose à Paris le poste
d'INGENIEUR CONSULTANT.

Vous participerez à la conception, la réalisation et l'évolution d'applications informatiques dans les domaines les plus avancés du management des grandes entreprises.

Vous acquerrez rapidement :

- une formation pratique aux techniques de gestion (simulation financière, contrôle de production, gestion du personnel, étude marketing...) et à leurs solutions informatiques les plus évoluées ;
- l'expérience de contacts à haut niveau au sein des plus importantes entreprises nationales et internationales ;
- de réelles responsabilités ;
- les premières notions de techniques commerciales.

Nous disposons d'un réseau mondial comprenant plus de 50 gros systèmes interconnectés. Nous utilisons une gamme complète de langages des plus classiques aux plus sophistiqués.

Ce poste requiert :

- un caractère actif et ouvert aux contacts ;
- la faculté de s'adapter à la nouveauté et à la diversité ;
- la pratique d'un langage informatique ;
- la connaissance de l'anglais.

Rejoindre notre société, c'est participer à la croissance d'un groupe leader dans son domaine sur le plan mondial et assurer sa propre carrière.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V. et photo à Mlle SABOUREAU sous référence 215 à CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213 ST-CLOUD - Téléphone 602.70.12.

Entreprise TÉLÉCOMMUNICATIONS
proche banlieue Nord-Ouest
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

GRANDES ÉCOLES
débutants ou quelques années d'expérience

Ces postes sont offerts dans des secteurs de pointe :

- Antennes,
- Hyperfréquence,
- Conception de circuits,
- Interfaces transmission téléphonie,
- Groupe d'essais.

Ecrire avec curr. vit. détaillé, photo et prétentions à A.G. IMPACT, 41, av. de Friedland - 75008 PARIS, qui transmettra.

Groupe de sociétés prestataires de services
recherche

UN RESPONSABLE

pour secteur Maîtrise d'Ouvrage
Parfaite connaissance droit et fiscalité immobilière, grande expérience exigée dans gestion, comptabilité et contentieux de société de promotion immobilière, ou de société d'aménagement

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/réf nº T 024967 M à Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Important groupe industriel de dimension internationale recherche son

Responsable Gestion de Trésorerie

Pour faire face à l'essor constant de ses activités ce groupe renforce son encadrement de haut niveau et souhaite confier à un homme expérimenté la gestion d'opérations financières complexes jusque là prise en charge par la direction.

Le candidat susceptible de tenir cette fonction aura acquis une expérience d'une dizaine d'années environ, au sein d'une grande banque et/ou d'une entreprise privée. Son rôle comportera :

- La négociation avec les différentes banques du groupe, exigeant de sa part une maîtrise parfaite des mécanismes financiers et de leurs intéractions.
- La gestion des règlements importation, exportation avec les sociétés sœurs et les sociétés externes au groupe.
- Le suivi et le développement d'un système informatisé de gestion de trésorerie supposant qu'il soit un utilisateur averti de systèmes similaires.

Pour l'assister dans l'exercice de cette vaste fonction, il aura plusieurs collaborateurs cadres et non cadres et développera des relations étroites avec les autres membres du département financier.

La réussite dans ce poste requiert des qualités d'esprit de décision, des capacités de synthèse développées, un sens aigü de la négociation. Une pratique courante de la langue anglaise, utilisée lors des contacts internationaux est en outre indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à notre Conseil, sous réf. LV7, qui s'engage à les examiner avec la plus grande discrétion.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, Bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PM

DANS LE CADRE DE SES NOUVELLES ACTIVITÉS IMPORTANT GROUPE
recrute pour
RÉGION PARISIENNE

DES INGÉNIEURS LOGICIEL

DIPLOMÉS I.N.S.A.
I.S.E.P. - TELECOM.
2 à 5 ans d'expér. exigés pour projets importants.
Aptes à diriger équipe.

140.000 F +

2 INGÉNIEURS PROJETS SYSTÈMES DIPL. GRANDES ÉCOLES

3 ans d'expér. minimum
EXPÉR. CONDUITE PROJET

180.000 F/AN

Les entretiens auront lieu les 2, 3 et 4 FÉVRIER
Téléphoner pour premier contact : 806-50-00 (poste 3).

Fabricant de bijouterie or
recherche
pour son service exportation

SECTEUR U.S.A. ET CANADA

JEUNE COLLABORATEUR

Bonne présentation, bonne formation commerciale, parlant couramment anglais. Sera détaché à l'étranger 5 mois/an non consécutif pour visite de la clientèle. Fixe + commission + frais déplacements. Sér. références exigées. Adr. C.V. manuscrit + photo à Ets GARNIER, 60, rue de Turbigo, Paris-3e.

GROUPE IMPORTANT AUX ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES

Banlieue sud de Paris
recherche

JEUNE H.E.C., ESSEC, E.S.C.P., ...

Formation complémentaire en droit appréciée, bonne connaissance en anglais, pour seconder son Secrétaire Général dans les domaines suivants :

- juridique,
- analyse de sociétés,
- immobilier,
- études et missions variées.

Poste intéressant et évolutif. Merci d'adresser votre curriculum vitae avec photo et en indiquant prétentions (discrétion assurée) à :

SELEM, B.P. 41, 92340 BOURG-LA-REINE, qui transmettra.

P.M.E. en forte expansion - Secteur agro-alimentaire
recherche

RESPONSABLE DU SERVICE ADMINISTRATION DES VENTES

Il sera chargé :

- Des relations entre la production et les clients (principalement franchisés) France-export.
- De la mise en place d'un système informatique de gestion commerciale.

Anglais, allemand appréciés. Disponibilité rapide. Rémunération de 60/80.000 francs selon expérience.

Envoyer curriculum vitae et photo à : CAUSSADE 46, rue Saint-Anne, 75002 PARIS.

---

consultant confirmé
180 000 F +

jacques fixier s.a. a acquis, depuis 1978, de bonnes références en recherche de cadres et dirigeants dans l'industrie pharmaceutique et chimique, l'automobile, la sidérurgie, l'ingénierie, la publicité et le tourisme.

Nous cherchons, pour compléter notre équipe de consultants (actuellement trois) un consultant confirmé en recherche de cadres et dirigeants par annonce et par approche directe. Nous avons pourvu, dans les deux dernières années, 60 postes de direction de bon niveau pour des rémunérations annuelles allant de 250000 à 500000 F.

Réellement autonome, il prend en charge, la responsabilité complète de recherches de cadres, et il est capable de développer sa clientèle. Je lui propose une rémunération composée d'un fixe et d'un intéressement.

Le poste est basé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à jacques fixier, président-directeur général, sous la réf. 200 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris

membre de syntec

TEKELEC AIRTRONIC

92 SEVRES
recherche

le RESPONSABLE de son service des communications

Il aura la responsabilité du fonctionnement du téléphone (IBM 37-50), du télex, du courrier et de la gestion du budget du service.

Il devra avoir l'expérience de l'animation d'une équipe et de l'organisation d'un service acquise de préférence dans le domaine des télécommunications.

Anglais souhaité - Position cadre - Avantages sociaux - 13è mois.

Ecrire avec C.V. détaillé à
TEKELEC-AIRTRONIC - Service du Personnel
1, rue Carle Vernet - 92310 Sèvres.

Publicités Réunies

NOUS CHERCHONS UN VENDEUR DE PREMIERE FORCE

ayant l'EXPERIENCE DE LA VENTE DIRECTE AFIN D'ASSISTER NOS NOMBREUSES ENTREPRISES FRANCHISEES EN FRANCE.

NOUS TRAVAILLONS UNIQUEMENT SUR RENDEZ-VOUS. VOTRE SALAIRE SERA EXCEPTIONNELLEMENT ELEVE (FIXE PLUS COMMISSION).

Vous devez être en mesure de travailler de façon indépendante et posséder le don de transmettre vos capacités aux autres (entraînement à la vente).

Joindre un tableau faisant ressortir vos activités et vos succès.

La pratique de la langue allemande n'est pas un impératif.

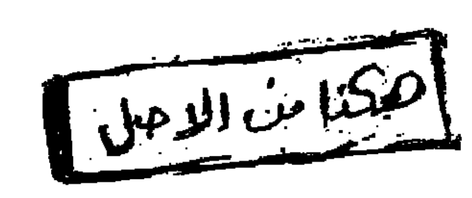
Faites-vous connaître a l'adresse suivante:

PORTAS DEUTSCHLAND GmbH
Dieselstrasse 1-3
D-6057 Dietzenbach-Steinberg

PORTAS®



Les entreprises spécialisées PORTAS existent partout en France, en Allemagne, en Autriche, en Hollande, en Italie, en Belgique, en Suisse et au Luxembourg.



صكتا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



UNION DE TRANSPORTS AERIENS
(4 milliards de FF de CA,
7000 personnes)

INFORMATICIENS confirmés

- Formation ingénieurs Grandes Ecoles.
- Anglais indispensable.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS ET PROGRAMMEURS

Confirmés ou débutants

- Formation DUT ou BTS informatique
- Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à



DASJ
Sélection recrutement
50, rue Arago - 92806 Puteaux

PLAIDOYER POUR LA VENTE

aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

Si l'on n'inclut pas habituellement la vente dans les fonctions "nobles" de l'entreprise, chez RANK XEROX c'est l'itinéraire de carrière privilégié car nous croyons que la meilleure connaissance de l'entreprise et de ses marchés passe par la vente et prépare justement à ses autres fonctions.

La vente qui ne se résume pas uniquement à la signature d'un contrat est une fonction complète qui exercera vos aptitudes pour les études de marché et aiguisera votre sens de la négociation...

Après une période de formation à nos produits (qui vont du mini copieur au centre de reproduction intégré), vous serez responsable d'un secteur. Autonome dans l'organisation de votre activité et responsable de vos résultats, vous ne serez pas pour autant isolé, car nous avons instauré un système d'échange permanent et constructif entre la force de vente, sa hiérarchie et les services fonctionnels.

Des postes sont à pourvoir à Paris, sa banlieue et dans les régions suivantes : Nantes, Oise, Rhône-Alpes, Toulouse et Tours.

Merci d'adresser votre candidature + C.V. sous réf. V 25 (en précisant la région désirée) à RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

Pigun Charms

RANK XEROX

Comptables Confirmés

DECS ou équivalent

Vous avez acquis une première expérience professionnelle, nous vous proposons dans le cadre de la Direction Financière et Comptable de notre Groupe, d'élargir vos responsabilités à l'ensemble de la fonction comptable : situation, bilan, analyse des résultats, déclarations fiscales...

Le caractère polyvalent des postes vous permettra de compléter rapidement votre expérience et d'acquérir l'autonomie qui favorisera votre évolution au sein de notre Direction Comptable.

Ecrire sous référence 712 à Frédéric BOULY - Service Orientation - Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS

compagnie bancaire

MEDIA PA

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES, mobiles et opérationnels

X, CENTRALE, MINES, ARTS ET METIERS, INSA, GENIE CHIMIQUE DE TOULOUSE, etc... + ENSPM souhaité.

débutants ou 2 à 3 années d'expérience



Le Groupe ELF AQUITAINE

Vous offre dans ses raffineries Métropolitaines ou dans ses Services Techniques à PARIS des postes opérationnels dans les domaines :

- de l'exploitation (conduite des Unités de Fabrication) ou de la maintenance des unités (mécanique, chaudronnerie, électricité, instrumentation),
- et des procédés et programmes de fabrication.

Evolution de carrière fonction de la taille et de la diversité du Groupe en France et à l'étranger.

Un stage d'information de 2 à 3 mois dans l'Entreprise facilitera l'insertion des candidats retenus.

Les candidats intéressés adresseront C.V., photo et prétentions au Service Recrutement d'ELF FRANCE - 137, rue de l'Université - 75340 PARIS CEDEX 07
sous référence M 66 *Discrétion assurée.*

Si vous êtes âgé au minimum de 35 ans.
Si vous êtes dynamique, animateur.
Si vous avez le sens des responsabilités et de la juste autorité.
Si vous possédez une solide expérience dans le commerce des

ACIERS SPÉCIAUX ET INOXYDABLES

Une importante société de distribution de ces produits vous propose, dans un premier temps, un poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

Par la suite, si vos mérites et votre compétence se confirment, vous serez conduit naturellement à occuper un poste de plus haut niveau.

Références de premier plan exigées.

Adresser votre C.V. sous réf. 10.085 M à . BLEU publicité - 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES

(Toute proposition qui ne correspondrait pas au profil défini ci-dessus ne sera pas prise en considération).

Unilever France Services

recherche pour une de ses sociétés produisant et commercialisant des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle

UN CHEF DE PRODUIT

Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC...), anglais souhaité, 2 à 3 ans d'expérience *dans un poste similaire* au sein d'une société pratiquant un marketing avancé, pour lui confier une gamme de produits existants et assurer le lancement d'un nouveau produit.



Adresser C.V., photo et prétentions
(référence II/81)
au Département Central du Personnel
8, av. Delcassé - 75384 PARIS Cedex 08.

DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Région Parisienne **F 160.000**

est recherché par une société d'installations électriques préfabriquées, leader dans sa branche. C.A. : F 75 millions.

Relevant du directeur *général*, il *prend en charge* tous les problèmes administratifs et comptables, comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, informatique, trésorerie et relations avec les banques, toutes déclarations fiscales et sociales.

Ce poste conviendra à un praticien de la comptabilité, orientation gestion, niveau DECS ou équivalent, ayant déjà acquis une solide expérience en milieu industriel et utilisé des moyens informatiques.

Préférence à candidat disponible rapidement.

Adresser dossier de candidature - lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et rémunération actuelle sous réf. 20.110-M à CLA Recrutement 11, av. Delcasse 75008 Paris.





UNE DE SES DIVISIONS DE DIVERSIFICATION
recherche

un attaché de direction technique

Il sera chargé de participer :
- à la définition de la politique produits dans les domaines de la télématique et de la bureautique
- à la coordination et au suivi d'études

Il sera :
- un homme de synthèse capable de proposer des solutions dans une approche technico-commerciale globale.

Il aura :
- 35 ans minimum
- une formation supérieure (Supelec, ENST...) et une bonne connaissance de l'anglais
- environ 10 ans d'expérience industrielle en électronique (orientation télécommunications, terminaux et informatique temps réel associée).

Lieu de travail : LA VERRIERE, REGION DE TRAPPES (78).

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - BP 22 - 78320 LE MESNIL-ST DENIS. Discrétion assurée.

responsable implantations

Prêt à porter féminin

Nous sommes une des premières entreprises de PAP Féminin de marque. 200 M de CA, 700 personnes, et c'est parce que notre développement se poursuit harmonieusement que nous souhaitons prendre en considération des aspects plus qualitatifs de notre politique commerciale. Nous créons un *nouveau poste : celui de Responsable de notre implantation dans les points* de vente détail en France. Rattaché à notre Directeur Commercial, ce nouveau collaborateur se verra confier une action permanente de contrôle qualitatif de notre implantation (adéquation entre notre image de marque et les points *de vente existants, recherche de nouveaux points de vente), l'analyse* permanente du marché et de la concurrence, le recueil d'informations auprès d'un pannel de détaillants permettant de répondre encore plus étroitement aux attentes de notre clientèle et à l'évolution des consommateurs. Ce poste *nécessite une forte présence sur le terrain (80 % du temps de travail), une* grande autonomie. Pour y réussir, il faut bien connaître la distribution détail PAP, être sensibilisé à une politique de marque, accepter que le résultat de son action se mesure au 2ème degré.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 55881 M à notre conseil - 61, bd Haussmann 75008 PARIS. Tél. : 742.58.20.

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

- Vous avez une formation commerciale et peut être une première expérience de la vente.
- Vous êtes mobiles sur la région parisienne.
- Vous possédez une voiture.

Important groupe de services, nous recherchons pour
le SUD, L'EST et l'OUEST DE PARIS

ATTACHES COMMERCIAUX

Vos goûts et votre volonté de vendre un service seront des atouts que nous compléterons par une formation spécifique.

Merci d'adresser votre candidature détaillée avec photo et prétentions s/réf. 276 à INTER PA BP 508-75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Unilever France Services

recherche pour la société **ASTRA-CALVE** *(La Défense-Courbevoie) un(e)*

analyste de gestion

MISSION :
- participer au développement de systèmes informatiques de gestion (analyse fonctionnelle et organique) centralisée ou sur mini-ordinateurs et à des études d'organisation.

PROFIL :
- Diplômé(e) d'une grande école de Commerce ou d'ingénieurs.
- Expérience professionnelle obligatoire de deux ans dans un poste similaire.
- Connaissance indispensable de l'anglais.

Ce poste nécessite de fréquents déplacements de courte durée en Province et permet un développement de carrière important dans les différents secteurs de la gestion.

Adresser C.V., photo et prétentions (référ, III/81) au
Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES - 8 av. Delcassé
75384 PARIS Cedex 08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIERIE NUCLÉAIRE

Ingénieurs diplômés, vous possédez environ 4 ans d'expérience acquise en laboratoire. Nous vous proposons de rejoindre une équipe de spécialistes des matériaux sur l'un des 2 postes suivants:

1 - INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE
ACIERS, TRAITEMENT THERMIQUE, MÉTALLOGRAPHIE

2 - INGÉNIEUR MÉCANIQUE DE LA RUPTURE

Vous prendrez en charge les responsabilités suivantes:
- Initier et suivre les actions de Recherche et Développement;
- Assurer la liaison avec l'équipe chargée de la mise en application des résultats:
- Présenter et défendre les positions techniques de la Société vis-à-vis d'organismes extérieurs.

Anglais courant souhaité.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous réf. 70722 M. à HAVAS CONTACT. 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

responsable de l'informatique

Paris

AMERICAN EXPRESS

L'AMERICAN EXPRESS INTERNATIONAL BANKING CORPORATION recherche le Responsable de son département Informatique. Sa mission sera de poursuivre la mise en œuvre du plan informatique de tout le secteur bancaire, en liaison avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Il assumera la responsabilité de l'ensemble des applications, de leur mise en œuvre et de la formation des utilisateurs à la maîtrise d'une informatique répartie (matériel CII - HB sous GCOS, programmation en TPS).
Ce poste d'envergure conviendrait à un informaticien de haut niveau, parlant couramment Anglais, ayant l'expérience du management d'une équipe et connaissant bien, soit le matériel utilisé, soit les applications de type bancaire.
Ce poste peut déboucher sur une carrière internationale à l'intérieur du Groupe.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite et photo en précisant la réf. 9123A/M à R. Destot, Sema-Sélection : 92126 MONTROUGE - Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

CITIBANK

recherche pour son Service Transfert

un responsable de projets d'automatisation et d'organisation

En liaison avec le département informatique interne, il étudiera notamment les divers aspects de l'intégration chez les utilisateurs de systèmes de télétraitement. Il participera à la transformation d'une organisation par produits en une structure orientée vers un service global par client. Il sera parallèlement chargé d'actions de formation. Nous demandons une formation grande école commerciale ou technique, 2 ou 3 années d'expérience dans une sté industrielle ou commerciale ou dans un cabinet d'organisation, un bon entraînement à l'interface utilisateur/département informatique et à la communication à tous niveaux. Une bonne connaissance de l'anglais est absolument requise. A moyen terme le poste devrait conduire vers une responsabilité hiérarchique.

Adres. lettre manuscrite, C.V. à
CITIBANK B.P. 738-08
75361 Paris Cedex 08

Emplois et Carrières

L'INFORMATIQUE DANS LES GRANDS PROJETS INDUSTRIELS

Les dimensions de CAP SOGETI LOGICIEL et sa participation à des grands projets nationaux et internationaux l'amènent à renforcer les équipes de réalisation de deux de ses divisions intervenant dans les techniques avancées : espace, télécommunications, énergie, environnement, télématique, micro-informatique... Elle souhaite pour cela recruter des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

qui participeront à la réalisation du logiciel de très grands projets.

DIVISION « INFORMATIQUE ET INGÉNIERIE »

Ces ingénieurs possèdent des compétences, de préférence acquises chez un constructeur, dans le domaine des micro-processeurs (applications temps réel - développement d'équipements) ou des réseaux (commutation de messages et de circuits.)

Au sein de la division, ils travailleront dans le cadre d'équipes de réalisation de projets industriels nécessitant la mise en œuvre d'une haute technicité informatique.

DIVISION « TÉLÉMATIQUE »

Le très important développement des interventions de cette division dans des domaines tels que vidéotex, satellites, télécommunications... crée des opportunités intéressantes pour des ingénieurs de diverses qualifications :
- Spécialistes réseaux - 2 à 8 ans d'expérience acquise sur réseaux publics ou privés.
- Chefs de projets et Ingénieurs d'étude - logiciel temps réel, logiciel de base, traitement de texte.
- Chefs de projets gestion HB 66-DM 4.
- Ingénieurs gestion et statistiques sur CYBER et System 2000.
- Ingénieurs d'étude - logiciel de base sur SOLAR 16 et/ou VAX.

Les candidatures ou les demandes d'informations complémentaires sont à adresser à Y.-M. DUVAL.

CAP SOGETI LOGICIEL

CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis Lejeune
92128 MONTROUGE.

HAVAS CONTACT

S.T.V. recherche URGENT

INGÉNIEURS et DOCTEURS ÈS SCIENCES EN INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience en automatisme. Connaissance parfaite du 80/85 et système de développement INTEL. Sérieuses références exigées.

Adresser C.V., photo et prét., ou tél. pour R.V. : S.T.V. - 22, r. R.-Rolland, 93260 Les Lilas - 363-61-85.

FILIALE FRANÇAISE

Groupe sidérurgique International d'aciers fins et spéciaux

recherche

UN RESPONSABLE

pour son service informatique

Profil du candidat :
- *Maîtrise de l'organisation d'une entreprise industrielle, au niveau des fonctions :*
  - *Approvisionnements.*
  - *Gestion des commandes.*
  - *Gestion des stocks.*
  - *Comptabilité générale, analytique et budgétaire.*
- Solide formation informatique.
- Bonne connaissance temps réel et base des données.
- Sens des relations humaines.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 10238 M à : BLEU Publicité - 41, Avenue du Château 94300 VINCENNES - Q.T.

TEKELEC AIRTRONIC

92 SEVRES
recherche

INGENIEUR - Technico - Commercial

chargé de la commercialisation d'équipements de tests automatiques

Il aura la responsabilité de la gestion de ses produits (achats, vente, marge, promotion sur l'ensemble du territoire...) ainsi que d'un secteur de vente sur la région parisienne.

Une formation supérieure en électronique ainsi que 3 ou 4 ans d'expérience commerciale (électronique ou informatique) sont nécessaires pour ce poste. Anglais souhaité.

Voiture fournie - 13è mois.

Ecrire avec C.V. détaillé à :
TEKELEC-AIRTRONIC
Service du Personnel
1, rue Carle-Vernet - 92310 Sèvres

Publicités Réunies

Assistance Publique

Hôpitaux de Paris

recherche

3 INGÉNIEURS HAUT NIVEAU

(X, TÉLÉCOM, SUP. ÉLEC ou équivalent)

Ils seront chargés d'importantes responsabilités techniques dans le domaine des équipements médicaux. Anglais souhaité.

Adresser curr. vitae à : ASSISTANCE PUBLIQUE Direction des Équipements, 3, av. Victoria, 75004 PARIS.

LES ANNONCES CLASSÉES, ÇA MARCHE

Le développement des annonces classées d'un quotidien est aujourd'hui primordial : c'est pourquoi, des efforts considérables lui sont consacrés par tous les titres - dont le nôtre : l'un des plus prestigieux de la presse nationale.

Une grande notoriété, un chiffre d'affaires en croissance, un climat de travail convivial, des conditions salariales compétitives, une profession en devenir, voilà entre autres ce que nous offrons à un

ANIMATEUR DES VENTES

Sous la responsabilité de l'Administrateur du journal, il sera chargé du développement de nos rubriques d'annonces classées, emploi, immobilier et autres.

Le candidat souhaité est âgé de 30 ans minimum, diplômé si possible d'une École de Commerce (ou équivalent) et peut justifier d'une solide expérience acquise dans la vente d'espace publicitaire de supports de presse ou dans une agence de publicité. Cette expérience pouvant être celle d'un Chef de Publicité d'agence conseil ou d'un responsable media familier des contacts clients.

La plus totale discrétion est garantie aux candidats qui voudront bien se manifester en écrivant à E.D.P. - Service Marketing - 37, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE D'ÉLECTRONIQUE (3.500 personnes)

I - *Proche banlieue NORD-OUEST PARIS*

Assistant contrôleur de gestion

AU NIVEAU DE LA DIRECTION GÉNÉRALE
Études supérieures : DECS, ESSEC, SUP de CO, IUT, etc.
Plus spécialement chargé des procédures d'investissements et mise en place d'un audit interne.
Expérience professionnelle 3 à 5 ans.
Anglais souhaité.

II - *Centre industriel RHONE-ALPES* (1.300 personnes)

1) Adjoint au Contrôleur de Gestion

Participe à l'élaboration des budgets et au suivi des réalisations.
Même formation que ci-dessus.
Débutant accepté.

2) Chef comptable Adjoint

Possibilité promotion à brève échéance (1 à 2 ans).
Formation : BP comptable, BTS, IUT, DECS.
Expérience dans société industrielle souhaitée.

III - *Centre industriel BOUCHES-DU-RHONE* (800 personnes)

Chef comptable

(Même formation que ci-dessus en II, 2°)

Ecrire avec C.V. manus. et photo n° 85.334 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra - Paris-1er qui transmettra.

Femme commissaire aux comptes, expert comptable recherche

COLLABORATEUR

(Femme de préférence)

Au courant procédure contrôle interne, analyse de comptes.

Déplacements.

Ecrire ou téléphoner à :
48 rue de Montmorency
75003 Paris.
271-38-88 après 19 h.
Madame KHALFOUN

BANQUE INTERNATIONALE place de PARIS recherche

ADJOINT au chef comptable

ayant exercé cette fonction depuis 5 ans au moins.
Titulaire du DECS
- 10 ans d'ancienneté dans la profession bancaire.
- Bonnes connaissances en informatique et fiscalité.

Evolution de carrière CHEF COMPTABLE.

Adr. lettre manuscrite CV photo, salaires actuels et prétentions à Régie-Presse, s/n° 025015 M 85 *bis*, r. Réaumur, 75002 Paris

ALSTHOM ATLANTIQUE

Département Signalisation

recherche

INGÉNIEUR MÉTHODISTE

ayant quelques années d'expérience pour son usine de fabrication électromécanique.
Connaissances souhaitées des procédés informatiques et des méthodes d'analyse de valeur.

Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel, 25, rue des Bateliers - 93400 SAINT-OUEN.

Filiale, à taille humaine, du groupe



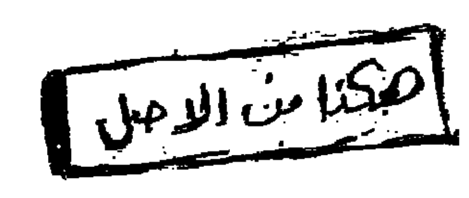
Thomson CSF

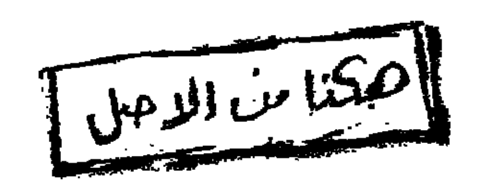
recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Grandes Ecoles (Télécom, E.S.E.), 5 à 6 années d'expérience, connaissance matériel transmission analogique et logique pour prise en charge d'études importantes, larges responsabilités immédiates.
Lieu de travail Banlieue Ouest R.E.R.

Envoyer CV et prétentions sous N° 7828 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra





REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

La Direction des Relations Humaines d'un grand groupe industriel recherche

le responsable du personnel de son siège social

(Réf. 2105/RP)

Rattaché au Directeur du Personnel, il intervient directement sur l'ensemble des problèmes de la fonction.
Il est chargé plus particulièrement : • du recrutement : ingénieurs, cadres débutants et confirmés, employés • de la gestion des carrières • des rémunérations • de la gestion sociale.
Agé de 28 ans minimum, de formation supérieure, il justifie d'une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction personnel.

l'adjoint du responsable du personnel

d'une de ses principales branches d'activités.

(Réf. 2105/AR)

Rattaché au chef de service, il collabore à la définition et à la mise en œuvre de la politique du personnel de la branche concernée. *De formation supérieure, il a une première expérience de 2 à 3 ans dans la fonction, de préférence dans le recrutement.*

Ces deux postes sont situés en proche banlieue Sud-Ouest.

Une réponse sera adressée à toute candidature envoyée sous la référence correspondante à :

OP organisation et publicite
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

BURROUGHS, 2ème constructeur mondial en informatique, recherche pour ses SERVICES INTERNES

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

- Titulaires d'un diplôme supérieure (maîtrise en informatique, MIAGE ou équivalent)
- Ayant une bonne connaissance de l'anglais.

Nous offrons :
- De réelles possibilités d'évolution en France ou à l'étranger
- Une formation complète et permanente sur du matériel de pointe
- Une rémunération compétitive
- Une ambiance de travail agréable.

Ces postes, disponibles immédiatement sont basés à CERGY-PONTOISE.

Prière envoyer lettre, C.V., photo et prétentions s/réf. DT 81 à
Monsieur B. PAUTET
S.A. BURROUGHS - 230/240, avenue Laurent Cely - 92231 Gennevilliers Cedex.

Burroughs

INGENIEUR MECANICIEN

ANALYSE DE STRUCTURE

Importante Société d'Ingénierie, nous souhaitons confier à un Ingénieur possédant quelques années de pratique de la technique des ELEMENTS FINIS : les tâches suivantes :

• Calcul de conception et de justification d'éléments de chaudière nucléaire
• Exploitation des résultats d'essais de résistance ou de fatigue exécutés sur maquette ou prototype en vraie grandeur.

Anglais technique indispensable.

Adressez CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 6095 M à rscg carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS qui transmettra.

UN GROUPE D'IMPORTANCE NATIONALE
recherche des

INGÉNIEURS

CENTRALE, MINES, PONTS ET CHAUSSÉES, ESTP ET AM

Un poste est à pourvoir à **Orléans**, au sein d'une équipe *d'ingénieurs qui a pour mission d'assister les sociétés filiales à* vocation d'urbanisme et d'aménagement.
Un autre poste est à pourvoir à **Paris**, au sein d'une équipe de spécialistes, nécessitant des connaissances de la thermique du bâtiment et des problèmes énergétiques ainsi que des contacts directs avec les B.E. concernés.
Pour ces postes, une première expérience serait souhaitée mais les débutants sont également acceptés.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. ATTY (mentionnées sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS



OFFICE D'ANNONCES
— regisseur de la Publicite dans les annuaires des TELECOMMUNICATIONS;
— filiale de l'Agence HAVAS.
recherche pour sa DIRECTION MARKETING

UN(E) DOCUMENTALISTE

Sa mission : En liaison avec les Chefs de Produits :
— établir des dossiers économiques sur des questions spécifiques ;
— étudier et proposer des réflexions sur les nomenclatures des annuaires.

Son profil :
— niveau licence en lettre + diplôme INTD, apprecié ;
— expérience similaire dans une agence de Publicite ou un organe de presse (2-3 ans);
— sens de l'organisation et des contacts ;
— langues étrangères = Anglais souhaité.

Poste évolutif pour candidat(e) de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à
OFFICE D'ANNONCES, Evelyne MALACH,
136, avenue Charle-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

HAVAS CONTACT



Cii Honeywell Bull

Pour participer au Développement de ses futures Gammes d'Ordinateurs, recherche

INGENIEURS D'ETUDES

C'est dans le domaine spécifique du LOGICIEL DE BASE qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de données, Compilateurs...
Les candidats seront diplômés des grandes écoles (ou universitaires) et posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs *études ou au cours* d'une première expérience professionnelle.
Lieu de travail : Paris 20ème, puis Louveciennes (78).
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 103 M (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull - PC 103 - 61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20



recherche pour les Laboratoires de son Centre Technique au PLESSIS-ROBINSON (92)

INGÉNIEURS D'ÉTUDES
Débutants

- TÉLÉMATIQUE : formations informatique temps réel microprocesseur pour logiciel sur importants projets.
- AÉRONAUTIQUE : circuits analogiques et logiques pour équipements de bord.
- *TÉLÉCOMMUNICATIONS* avancées. *V - UHF* et systèmes radar.
- TRANSMISSION ET COMMUTATION DE DONNÉES : mini-micro informatique, systèmes numériques et microprogrammes.

Adresser C.V. à : T.R.T. - 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Importante société internationale
Leader dans le secteur de l'alimentation
recherche son

Responsable informatique

160.000 F +

Rattaché au Secrétaire Général, il devra animer *une équipe de 12 personnes et sera capable de* faire évoluer l'informatique existante.

Ce poste requiert :
un très bon niveau technique pour appréhender les bases de donnée et le télétraitement,
des qualités certaines d'organisation,
un sens dévoloppé des relations,
l'expérience de la conduite d'un service informatique ou d'une fonction similaire (Chef de Projet).

La connaissance du matériel Burroughs peut être un atout pour le choix de votre candidature.

Nous vous remercions d'adresser CV et lettre manuscrite s/réf. 3814 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

CONSEIL ET APPLICATIONS.

Plusieurs centaines de missions en 1980 dans des domaines aussi variés que
- installations et supports de super-calculateurs et de minis.
- développement de logiciels de base et d'applications.
- assistances aux filiales européennes.
- *participation à de grands projets aux Etats-Unis.*
- prestations de services de haut niveau.

c'est ce qui a été réalisé par les 150 ingénieurs du département Conseil et Applications.

Dans le cadre du développement sans cesse croissant de nos projets de haute technicité :
- applications de gestion *réf.* 233
- réseaux et communications réf. 234
- bases de données réf. 235

nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATICIENS

ayant une formation Grandes Ecoles, débutants ou expérimentés

et Chefs de Projets

Un stage de perfectionnement leur sera assuré tant sur nos systèmes que sur nos produits; ce qui leur permettra de participer à la réalisation des objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés.

Envoyer C.V. (en précisant la référence) à CONTROL DATA Service Recrutement, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.

Pub Chorus



UNE GAMME COMPLETE DE SYSTEMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES

Venez concevoir du logiciel avec nous!

NOUS *sommes un important Centre de recherches, installé en Banlieue Sud-Ouest de Paris, d'une société spécialisée en électronique de pointe ; Nous souhaitons accentuer nos efforts en conception et développement de* **LOGICIEL TEMPS REEL** *sur microprocesseurs pour des applications variées et suivant une méthodologie éprouvée.*

VOUS *êtes jeunes diplômés et passionnés :*
- soit par la conception de logiciel Temps réel — *Réf. L*
- soit par celle de compilateurs (connaissance approfondie dans ce domaine et dans la conception de langages) — *Réf. C*
- soit par l'analyse et la programmation pour réalisation de projets temps réel (connaissance de mise en œuvre d'automatismes programmés). — *Réf. P*

Vous désirez aussi trouver de réelles possibilités de carrière et une rémunération motivante.

ALORS, ECRIVEZ-NOUS !

Votre dossier de candidature précisant vos objectifs professionnels et la référence de l'activité choisie, *nous sera retransmis dans les meilleurs délais sous No 85495 par CONTESSE Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01*

A BIENTOT, CHEZ NOUS

Au sein du Groupe Schlumberger, ENERTEC conçoit et réalise des systèmes complexes d'équipement électrique et électronique qui font appel à des technologies avancées.
Pour faire face à une forte croissance de nos activités dans ce domaine, nous recrutons:

MARKETING MANAGER
Réf. 10

Responsable de l'ensemble des produits destinés aux essais pour les secteurs de l'aéronautique et de l'espace, il devra coordonner les activités d'études techniques, de fabrication et de commercialisation de sa ligne de produits.
Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école ayant une expérience technique ou commerciale dans le domaine de la mesure ou des essais. Il sait convaincre et il est capable de contacts à haut niveau. *Le poste est situé à* VELIZY.

CHEF DU SERVICE ACHAT
Réf. 11

Responsable de l'ensemble des achats pour notre établissement de *NORMANDIE* (Eure), il aura à gérer un budget de l'ordre de 100 millions de F. Dans le cadre de nos projets de développement, il participera en outre à la mise en place d'un système informatique d'achats en temps réel.
De formation supérieure, le candidat souhaité a de solides connaissances en mécanique et de bonnes notions d'électronique. Il peut justifier d'une expérience d'achats de produits industriels avec, si possible, des activités d'encadrement (il devra animer une équipe de 14 personnes).

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Réf. 12

Pour la vente d'enregistreurs magnétiques d'instrumentation en France. Dans ce domaine, nous sommes leader européen. Ce poste convient à un ingénieur ayant un goût prononcé pour la vente, une formation supérieure en électronique et, si possible, une première expérience commerciale. Le poste est basé à VELIZY.

Ces fonctions peuvent représenter pour de jeunes ingénieurs à fort potentiel, de réelles opportunités professionnelles au sein d'Enertec ou du groupe Schlumberger. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer lettre de candidature avec C.V. + photo, sous référence correspondante à :
ENERTEC 1, rue Nieuport - 78140 VELIZY.

ENERTEC
Schlumberger

HAVAS CONTACT

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43.52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11.76
IMMOBILIER	28,00	32 93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32.93

OFFRES D'EMPLOIS

MATRA
DIVISION OPTIQUE

Développe ses activités et recherche :

INGENIEUR RESPONSABLE DE PROJET

(CENTRALE, SUP AERO, ARTS & METIERS, ENSMA, ENICA)

Il aura la responsabilité des études et du développement d'équipements complexes, faisant largement appel aux techniques de mécanique de précision, électronique et l'informatique, temps réel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de préférence mécanicien de formation ayant au moins 5 à 6 ans d'expérience et de bonnes connaissances en informatique, temps réel et en électronique.

Ecrire avec C.V., rémunération actuelle et photo en indiquant la référence CR 767 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA Boîte Postale N° 1 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

ESSO CHIMIE occupe une position importante dans son secteur aussi bien qu'à l'intérieur du Groupe ESSO (C.A. 2,3 Milliards de Francs dont 30% environ à l'étranger).

Ses dimensions actuelles et ses objectifs lui permettent de prévoir d'importants développements.

Elle souhaite renforcer et diversifier son potentiel dans divers domaines et préparer ainsi ses futures structures d'encadrement.

Elle propose à plusieurs jeunes

ingénieurs grandes écoles

X – Centrale, Mines, A & M. + Formation souhaitée en Gestion, Finances, Marketing, Informatique...

une première affectation dans son usine de la Région du HAVRE.

Au sein de divers départements, ils se formeront à nos activités et acquerront la connaissance de nos structures tout en assumant rapidement des responsabilités opérationnelles.

La dimension internationale de notre groupe nous permettra ensuite de leur proposer diverses affectations en France et à l'étranger.

Ces postes s'adressent donc à des Ingénieurs attirés par des responsabilités très diversifiées.

L'anglais est naturellement indispensable.

Les candidatures sont à adresser, sous réf. MB/1, au Département des relations sociales



B.P. 52
76330
Notre Dame
de Gravenchon

CHIMIE

HAVAS CONTACT

LA FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche
pour la direction technique

JEUNE INGENIEUR

IEG – INSA...

ADJOINT AU CHEF DU BUREAU D'ÉTUDES
POUR INTERVENIR DANS LES TROIS USINES EN PROVINCE

- Il a la charge des questions qui mettent en cause les installations et applications électriques.
- Il est le conseiller de la Société pour le développement dans le domaine de l'électronique.
- Il est responsable vis-à-vis de l'extérieur et vis-à-vis du Groupe du respect des normes de sécurité qui concernent tous les produits (biens de consommation).
- LE TITULAIRE, qui est un ingénieur diplômé, a exercé en milieu industriel pendant 2 à 3 ans. Il est très mobile.
- LA SOCIÉTÉ est l'une des filiales en France du Groupe qui est classé dans les 100 premières Entreprises mondiales.

Adresser C.V. manuscrit sous référence 210 à :

emf euro-média france 48, rue de Provence 75009 PARIS

Discrétion et réponse assurées.

Importante Société Étrangère
recherche

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

de sa jeune filiale française qui est chargée de la production et de la commercialisation de SEMENCES de betteraves à sucre sur le marché français.

Travaillant en coordination avec la Société Mère, mais doté d'une très grande autonomie, il aura la responsabilité de l'élaboration et du suivi du budget et du plan de trésorerie et il assurera la représentation de la Société au niveau juridique et fiscal.

Dans les mêmes conditions, il déterminera la politique commerciale et celle de multiplication à mener en France et assurera la liaison avec les services techniques de sélection de la Société.

D'un niveau Ingénieur (technique ou commercial), le candidat retenu aura acquis l'expérience nécessaire dans la carrière antérieure qu'il aura poursuivie à un poste équivalent ou comme Directeur Général Adjoint dans une Société similaire : il sera familiarisé avec les techniques comptables et de gestion – son âge (35 ans minimum) et son autorité lui permettront de dominer les problèmes de relations humaines, – son dynamisme lui fera développer la part de la Société sur le marché.

Ses appointements seront en conformité avec les exigences et les responsabilités du poste.

Si tel est votre cas, veuillez nous soumettre votre candidature avec C.V. manuscrit, à l'adresse suivante :

GROUPE PRO
Candidatures Semences,
28, rue Bayard,
75008 PARIS.

---

directeur général

Nous sommes une Société de transports frigorifiques, d'environ 200 salariés, spécialisée dans la distribution des denrées périssables sur Paris et la Province (banlieue Sud de Paris).

Nous cherchons un directeur général, qui soit à la fois un gestionnaire confirmé et un homme de terrain capable de maîtriser par lui-même une exploitation complexe et contraignante.

Ce dirigeant, de formation supérieure, de 35 ans minimum, a eu le temps de se forger une expérience complète des transports, dans des fonctions de direction.

Il cherche à dynamiser sa carrière à la tête d'une entreprise de taille humaine dont il pensera l'avenir en même temps qu'il organisera le présent au jour le jour.

Notre consultant, G. BARDOU, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3922 LM).

responsable de marketing
Savoie

Leader mondial sur notre marché, nous fabriquons et commercialisons, sur plusieurs continents, des articles techniques de sport. Le responsable que nous cherchons gère une ligne de produits (300 MF/an) en relation avec le service technique et la force de vente.

Il définit la stratégie marketing et commerciale annuelle par produits, par pays, et contrôle, sur le terrain, les résultats des actions engagées. Il participe activement à la définition des nouveaux produits.

Ses déplacements sont fréquents. Il a une formation supérieure de type HEC, ESSEC, Sup. de Co. et une bonne expérience de marketing chez un « lessivier », par exemple.

Il parle allemand et (ou) anglais.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 604 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

PNEU
UNIROYAL—ENGLEBERT
recherche
le remplaçant de son actuel

RESPONSABLE DES VENTES AUX CONSTRUCTEURS

Il aura la charge dans le cadre de la politique de l'entreprise :

- du suivi de l'exécution des contrats conclus avec les constructeurs de véhicules automobiles.
- du développement de la clientèle automobile.

Pour remplir sa mission le candidat devra :
– être ingénieur diplômé (A.M. - I.N.S.A. ...)
– âgé 28/30 ans.

Une expérience d'au moins 3 ans est souhaitée de préférence dans le secteur automobile.

Connaissance de l'anglais.

Lieu de travail : Porte de Bagnolet.
Déplacements Paris - Province.

Adresser c.v. avec photo (retournée) en indiquant prétentions à
PNEU UNIROYAL — ENGLEBERT
Département Personnel, Mme GRIFFART
Boîte Postale 163, 60205 COMPIEGNE

P.R.B.

---

volvic

JEUNE INGÉNIEUR

formation industries alimentaires de préférence connaissant l'anglais.

Après un stage de 2 mois en usine, il sera chargé, auprès de la direction technique, d'études et de mises au point, en particulier dans le domaine des matériels et des processus technologiques. Il devra s'intéresser aux méthodes modernes d'automatisation.

Lieu de travail : BOURG-LA-REINE (92).
Déplacements en usine fréquents, de courte durée.

Merci d'adresser votre C.V. avec prétentions (discrétion assurée) à VOLVIC, B.P. 41, 92340 Bourg-la-Reine.

BANQUE INTERNATIONALE
recherche

CADRE DE BANQUE pour GESTION COMMERCE INTERNATIONAL

Ce cadre, de formation supérieure (commerce, gestion...) ayant une bonne pratique de l'anglais devra :

– être familiarisé avec les mécanismes de prêts, cautions, financements, suivis comptables... ;

– être capable d'entretenir les relations de clientèle ;

– faire preuve à la fois de rigueur et d'adaptation face à l'évolution des produits bancaires ;

– encadrer une équipe de 10 personnes ;

– avoir une expérience min. de 5 ans dans la fonction et de préférence au sein d'une banque d'affaires.

Ecrire avec C.V. ss réf. 2.555 à P. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

TRT recherche pour le renforcement des activités de sa Direction Commerciale
PARIS (13e) et LE PLESSIS-ROBINSON (92)

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

1° – **DÉPARTEMENT TÉLÉINFORMATIQUE**
Bonnes connaissances des télécommunications et orientation vers la vente auprès des grandes entreprises privées.
Un poste offert à un ingénieur ayant déjà une EXPÉRIENCE similaire de 2 à 3 ans minimum et un second poste offert à un DÉBUTANT intéressé par une formation adaptée.

2° – **DÉPARTEMENT COMMUTATION DE DONNÉES – TÉLÉMATIQUE**
Vente de systèmes dans les domaines réseaux à commutation de paquet, télématique, commutation de message.
Perspectives très intéressantes si aptitudes à négocier des affaires importantes.

Merci d'adresser votre curr. vitae à : T.R.T 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

PUBLICITE P.A.

Etes-vous ou voulez-vous devenir Chef de Service en Publicité P.A. ?

Ce poste requiert les qualités d'une longue expérience dans la profession : agence ou média.

Le profil de cette candidate sera celui d'une personne connaissant parfaitement le domaine de la petite annonce qui devra posséder un sens aigü des responsabilités, initiatives, commercial et technique.

Envoyer CV manuscrit et photo avec mention «personnelle»
40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS
(discrétion assurée)



---

jeunes diplômés
GRANDES ECOLES DE COMMERCE

Grand Groupe Européen (produits consommation), recherche JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, ESCP, ESC.

18 mois environ de "terrain" avec responsabilités réelles d'un secteur de vente (réseau franchisé) en France.

3 possibilités de développement de carrière :

- DIRECTION REGIONALE DES VENTES FRANCE,
- FILIALES ETRANGERES, (Europe, Amérique du Nord, Brésil)
- MARKETING-PUBLICITE.

Nous avons besoin d'hommes de qualité qui occuperont à moyen terme des postes de responsabilités en France et plus encore à l'Etranger.

Ecrire avec C.V. sous réf. 3190-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

PORTE DE PANTIN
IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche

Adjoint au Concepteur Base de Données

Dans le cadre de la mise en place d'une application importante en teletraitement Temps Réel (260 Terminaux), il collaborera à la conception, l'organisation et la creation d'une Base de Données.

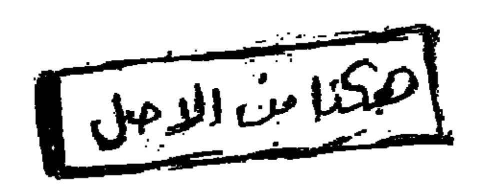
Nous souhaitons engager un analyste-programmeur possédant 3 ans d'expérience environ, connaissant les techniques Temps Réel et IMS/DL1.

Fonction évolutive pour un candidat de valeur.

Faire acte de candidature sous la référence M/407 à Jean PORRACCHIA

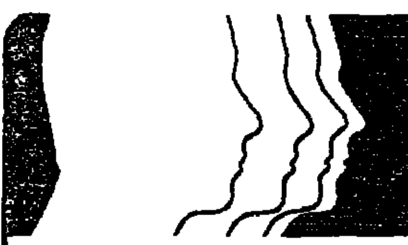


CARRIERES INFORMATIQUE
conseil en recrutement et formation
149, rue SAINT-HONORE 75001 Paris



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS



FAITES CARRIERE CHEZ UN LEADER

L'offre : devenir le N° 2 de notre force de vente France en prenant progressivement en charge le marketing ventes d'une ligne de produits destinés à l'hôtellerie et aux collectivités. La rémunération prévue au départ est de *l'ordre de 150 000 F/an. Elle sera rapidement évolutive.*

Le poste est basé à Paris.

Vous avez acquis une première expérience de la commercialisation de biens de consommation ou d'équipement auprès de l'hotellerie et des collectivités. Grâce à votre formation commerciale supérieure, vous pouvez justifier de la mise en place d'une politique et élaborer des stratégies.

Nous sommes leader national pour des produits de grande consommation destinés à l'équipement de la maison, l'hôtellerie et les collectivités.

Notre chiffre d'affaires global est de l'ordre de 400 M.F pour un effectif de 2 300 personnes.

Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 011049 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE — SPI

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT DE PROGICIELS

La SPI, un nom connu dans le Service Informatique, une référence de qualité.

Nous développons de nouveaux projets faisant appel aux techniques les plus évoluées : 2 IBM 3032 - 3033, CICS/ IMS, SGBD/DL 1, OS - DOS . . .

Pour des postes riches en possibilités techniques, nous recherchons des

INGENIEURS EXPERIMENTES

(de formation Grande Ecole) attirés par une fonction où les qualités de contact et la capacité à dialoguer avec nos clients seront déterminantes.

Des équipes à taille humaine, l'environnement d'un grand groupe, de réelles possibilités d'évolution et de formation seront le cadre de votre réussite.

Adressez votre candidature à :
SPI - Service des Affaires Sociales
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY.

PECHINEY UGINE KUHLMANN



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa filiale spécialisée dans les SICAV et fonds communs de placement

Cadre Comptable réf. GV1

Responsable de la comptabilité SICAV et fonds communs de placement.
Niveau DECS complet ou équivalent exigé.

Comptable Confirmé réf. GV2

chargé de tenir la comptabilité des fonds communs de placement. Niveau BTS ou équivalent exigé.

Pour ces 2 postes, la préférence sera donnée aux candidats possédant une expérience éprouvée dans ce domaine.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions à C.N.C.A. Recrutement Carrières cedex 26 - 75300 Paris Brune

---

DIRECTION DU PERSONNEL
filiale d'un puissant groupe multinational
2000 PERSONNES - 5 ETABLISSEMENTS
recherche

SPECIALISTE DES SALAIRES

Travaillant en collaboration étroite avec le Directeur du Personnel et les Chefs de Personnel d'usines, il aura la responsabilité fonctionnelle des problèmes de rémunération, qu'il s'agisse de politique générale, structure, niveaux ou modes de rémunération directe ou indirecte et effectuera à ce titre toutes les analyses de marché, évaluations de fonction, études générales nécessaires.

Il sera d'autre part l'interlocuteur privilégié sur tous les problèmes de rémunération.

De formation supérieure, spécialiste depuis au moins 3 ans des problèmes de rémunération dans une importante société, le candidat possède une maîtrise certaine de ces différents domaines et une bonne expérience des liaisons avec l'informatique.

La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.

POSTE EVOLUTIF

basé en proche banlieue ouest et nécessitant des déplacements occasionnels dans les établissements.

Adresser C.V. manuscrit, photo et salaire annuel actuel à N. 738 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transm.

LE VAN et le CAMPING-CAR + *LE CARAVANIER* recherche

JOURNALISTE

plein temps connaissant photo pour essais et articles techniques. Embauche immédiat. Env. C.V. et prétent. (nécess.) à EDIREGIE, B.P. 156, 75463 Paris Ced. 10.

ÉDITEUR SPÉCIALISÉ

recherche pour concevoir, animer, produire des collections de technique, agricole horticole, forestière et des ouvrages pratiques sur le thème de la maison

1 DIRECTEUR D'ÉDITION

ayant une bonne expérience de l'édition de livres et une connaissance des techniques traitées ainsi que de la clientèle intéressée

Env. C.V. et photo n° 25 740 PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur Paris-2e.

SOCIETE ALLARDI
CARTONNAGES et PLASTIQUES
recherche
dans le cadre de son expansion

VENDEUR TRÈS INTRODUIT

auprès de clientèle intéressée par cartonnages recouvert de luxe (coffrets, chemises, boîtes, étuis P.L.V., etc.) Région parisienne ou province.

Envoyer C.V. manuscrit en précisant prétent. à STE ALLARDI (filiale de la Sté Lincrusta), chemin des Fourches, 93380 PIERREFITTE.

Nous sommes une Société Française de première importance.

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

Capables après STAGE d'atteindre en quelques mois de 5.000 à 7.000 F MENSUELS

Nous leur offrons :

- Une formation complète.
- Une activité prenante
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo n° 701 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris

La préférence sera donnée à candidat ayant fait
- SOIT de bonnes études
- SOIT la preuve de leur personnalité

Mobil Plastics Europe, inc.

recherche pour la vente de polyéthylène étirable pour palettisation

ATTACHE COMMERCIAL

Diplômé et ayant quelques années d'expérience.

Anglais exigé.

Après formation au siège à Paris, il se verra confier un secteur dans le Sud-Est.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à l'attention de Mr Sully - Tour Septentrion Cedex 9 92081 PARIS LA DEFENSE




HERCULES

Société multinationale située face au RER recherche URGENT

COMPTABLE pour service comptabilité générale

- 2 à 3 ans d'expérience,
- pratique de l'anglais,
- BTS ou DECS souhaité.

Prendre contact téléphonique ou écrire à :
HERCULES-FRANCE - Service du Personnel
Tour Albert 1er 92507 RUEIL MALMAISON
Tel. : 732.92.34

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche pour PARIS

un gestionnaire de portefeuilles
pour la Direction Financière

Le candidat retenu aura pour principale fonction la gestion d'importants portefeuilles de valeurs à revenus variables sur les marchés français et étrangers.

Nous souhaitons, pour ce poste aux larges responsabilités, rencontrer un spécialiste confirmé de la gestion de portefeuilles ou de l'analyse financière ayant environ 5 ans d'expérience acquise chez un Agent de change ou dans une Banque.

Une bonne connaissance de la Bourse de Paris est indispensable et celle des Bourses étrangères (New-York, Londres, Francfort, Tokio) serait appréciée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à No 85.279 CONTESSE Publicité, 20, Av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



Pour assurer **le suivi technique** d'une gamme de matériels de la Société sur le plan **après-vente**, ainsi que **la formation, l'information et l'assistance technique** *des personnels de maintenance français et* européens, nous recherchons un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DÉBUTANT

Il exercera ses fonctions en étroite collaboration avec les Divisions de Vente, les Groupes services clients et les Fabricants.

Il devra pouvoir se déplacer en **France** et à **l'Etranger** pour de courts séjours.

Diplômé d'une grande école ou de **l'Enseignement Technique Supérieur,** il aura, outre une excellente présentation, le goût du contact humain et le sens de l'organisation.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Un candidat *de valeur sera* ***largement autonome*** *et aura des* **possibilités d'évolution variées** vers d'autres domaines de responsabilité.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 157 à :
KODAK-PATHÉ - Service du Personnel
26, rue Villiot - 75594 PARIS

bleu

A vos marques. Marketing. Partez.

Déjà de nombreux adhérents, une expansion importante de notre affaire de distribution de produits de confort pour la maison. Une implantation nationale, une grande diversité de produits et de surfaces. *D'où la décision d'engager un pro. du marketing pour promouvoir* l'image de notre Enseigne et en assurer la cohérence et l'homogénéité.

Nous attendons donc que vous connaissiez quelques uns de nos *concurrents dans les biens d'équipement de la maison*, l'électro-ménager, le bricolage, le mobilier. Les autres, vous vous y intéresserez quand vous serez avec nous à travailler notre stratégie de chaîne, à orienter les achats, à définir les axes et les moyens de la pub. Vous devrez précéder l'évolution des goûts de la clientèle autant par vos «antennes» que par votre réflexion intelligente.

Avant de nous écrire notez bien : notre Groupement est localisé dans *l'Est (ce qui ne manque pas d'intérêt pour l'ouverture européenne).* Il pèse un milliard et demi de CA et le budget de publicité, à lui seul, a fait 70 millions de francs en 1980. Donc une sacrée chance, ce job pour lequel il faut commencer à écrire aux Consultants de Sirca sous la référence 813 525 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC



recherche

UN CONTROLEUR COMPTABLE

- **PROFIL :** – Très bonnes connaissances comptables (*DECS ou BP comptable souhaité*)
  – Contact humain.
- **MISSION :** – Contrôle de la comptabilité et de l'application des règles administratives dans les établissements régionaux
  – Cette fonction implique des déplacements fréquents en province (environ 3 semaines par mois - 8 mois sur 12)

Adresser dossier au service du personnel :
SACER 1 rue Jules Lefèbvre - 75009 PARIS

DISTRIBUTEUR de GAZ spéciaux, instrumentation et appareils, recherche pour son service vente JEUNE TECHNICO-COMMERCIAL même début., niv. D.U.T.-B.T.S. Connais. en mesure, régulation, automatisme. Anglais souhaité. Siège Paris, déplac. province. Ecr. n° T 024977M, à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

REVUE PRATIQUE GRAND PUBLIC
(plus de 300.000 exemplaires)
cherche son

responsable de la promotion

Le candidat, très créatif, aura une expérience de quelques années dans un poste analogue ou dans la publicité.

Rémunération 100000 F/an ou plus selon expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M 126 à
SOFAC
36 rue du Colisée - 75008 Paris.

---

secrétaires secrétaires

Le Directeur d'une *importante* société d'engineering (*Paris 20ème*) offre à une candidate parfaitement bilingue allemand et français un poste de

Secrétaire Assistante de Direction

Votre formation et votre expérience vous permettent de répondre aux exigences d'un secrétariat de haut niveau. Vive, adaptable et disponible, vous possédez des qualités certaines de rédactrice dans les deux langues et une aisance réelle dans les contacts. Vous savez et souhaitez être une adjointe efficace au sein d'une structure dynamique et valorisante. La connaissance de la langue anglaise est un atout supplémentaire.

La rémunération est élevée pour une candidate de valeur et est assortie d'un statut cadre.

Nous aimerions vous présenter cette opportunité. Toutes les candidatures adressées sous réf. LM81 seront examinées avec la plus grande attention.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, Bld Raspail - 75006 PARIS
– MEMBRE DE SYNTEC –

IMPORTANTE SOCIETE PARIS-13e, recherche

EXCELLENTE

DACTYLO

35 ans minimum
Pour travaux variés + utilisation machine traitement de textes.
Notions d'anglais appréciées.

Adresser C.V., prét. et photo s/n° 65.373 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Secrétaires bilingues. Anglais ou Allemand ou Italien. Poste stable. GR Intérim 225-59-25

---

représentation offres

TEXACRO
Rubans auto-agrippants rech MULTICARTES pour industries, grossistes. Multicartes autres produits hôpitaux, laboratoires, cliniques.
TEXACRO, 1, r. du Moulin-à-Vent, 94370 SUCY-EN-BRIE.

C.E.C.I.

SOCIÉTÉ DU GROUPE
BUHRMANN - TETTERODE
recherche

UNE SECRÉTAIRE

chargée des problèmes
« IMPORT - EXPORT »

Pratique de l'anglais indispensable.

Ce poste nécessité des qualités d'organisation, d'initiative et le goût des contacts.

Envoyez votre candidature à :
COMELOG 64, rue de La Rochefoucauld 75009 PARIS
TÉLÉPHONE : 281-59-95.

Filiale française d'une société suédoise spécialisée dans l'appareillage scientifique destiné aux laboratoires de recherche des sciences de la vie recrute

Ingénieur technico-commercial

pour région parisienne et province

Ce poste est destiné à un candidat susceptible *d'assurer la gestion commerciale* d'un secteur (prospection, vente, formation et assistance clients).
De solides connaissances en chromatographie liquide, techniques électrophorétiques ou comptages nucléaires sont nécessaires.

Ingénieur technico-commercial

Responsable des produits Ultramicrotomie et *microtomie.*
Ce poste est destiné à un candidat susceptible d'assurer la progression et le développement de nos ventes en France.
(*prospection, vente, formation et assistance* clients)
De solides connaissances dans ces domaines sont indispensables.

Les candidats devront faire preuve de dynamisme et du sens des responsabilités.
Anglais pratique souhaité.
Les deux postes à pourvoir sont basés à Orsay (91)

Envoyer CV et lettre manuscrite, photo et prétentions à :



LKB Instruments S.A.
69, rue de Paris - BP 29
91404 ORSAY cédex



ANSWARE

Diffusion Systemes de Gestion

recherche des

jeunes informaticiens (nes) diplômés (es) de l'enseignement supérieur

(INGENIEUR OU UNIVERSITE)

ayant quelques annees d'expérience, eventuellement débutants

- pour le developpement de produits de grande diffusion en informatique de gestion, sur mini-ordinateurs.
- evolution rapide suivant capacités.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et pretentions à ANSWARE, 135 rue de la Pompe - 75116 Paris sous référence DOP/06

THOMSON-CSF

Ingénieur — 150/170.000 F.

Responsable de l'exploitation

Après vos études d'ingénieur (ESE, ECL, INSA, ...), vous avez acquis une expérience de 3-4 années en informatique de gestion.
Encadrer l'exploitation d'un Centre important, si cette fonction vous offre des ouvertures vers d'autres responsabilités à court terme, est un pari qui vous intéresse.

Il s'agit de superviser une équipe (15 personnes), assurer les relations avec les utilisateurs, jouer le rôle d'interface avec les études, mettre en place et maintenir des outils logiciels.

Nous disposons d'un 3031 MVS, VSAM, CICS, DL1 et d'une centaine de terminaux.

La société qui nous confie cette recherche est basée à GARONOR.
Marie-Madeleine LE CORRE vous remercie de lui écrire sous réf. 1133.

INFORAMA CARRIERES 7 rue Pasquier 75008 Paris — Lyon - Lille - Toulouse

---

Bonneuil sur Marne

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Une PMI en plein développement (20 millions de CA - 50 personnes) spécialisée dans les bétons et les mortiers élaborés crée un poste de responsable administratif et financier.

Dépendant directement du PDG, il a en charge l'ensemble des problèmes administratifs et financiers de la Société (prévisions, budgets, investissements, trésorerie, prix de revient, assurances ....) Il supervise le service comptable qui comprend 4 personnes dont le Chef Comptable.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction qui ait si possible à la fois une formation générale (Ecole de Commerce par exemple) et une formation comptable (DECS ou équivalent). Une expérience de 4 à 5 ans peut être tout à fait suffisante si elle a permis au candidat d'acquérir une bonne connaissance de la PMI en général.

Pour recevoir des informations complémentaires écrire sous référence M 1160R à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

media-system

CGR INDUSTRIE

Branche des activités médicales de THOMSON CSF, recherche

1 INGENIEUR DE PLATEFORME

pour l'étude de prototypes, formation CNAM, IDN ou équivalent, 2 à 4 ans d'expérience langage Fortran nécessaires.

13è mois - self service - parking assuré.

Lieu de travail : STAINS Banlieue Nord de Paris.

Adresser C.V. et prétentions à Service du Personnel - CGR Industrie 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

TRT recherche pour les Laboratoires de son Centre Technique du Plessis-Robinson

INGÉNIEURS D'ÉTUDE Débutants

OPTRONIQUE étude et développement de matériels de vision nocturne.
Formation École Supérieure Optique ou expérience équivalente.

C.A.O. électronicien intéressé par applications informatiques computer - vision - dessin assisté - circuits imprimés - circuits hybrides.

FAISCEAUX HERTZIENS conception et développement de matériels de télécommunications FH (circuits - traitement du signal).

RÉDACTEUR ingénieur intéressé par une évolution au sein du service notices en liaison avec les laboratoires d'études.

Adresser curriculum vitae à : T.R.T. 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Entreprise de 5.000 personnes recherche pour son Service Informatique situé banlieue Nord-Ouest de Paris

UN INGÉNIEUR SYSTÈME

pour :
— assurer la continuité de service de l'informatique actuel (370/125 - BATCH CICS) ;
— participer à la définition et à la mise en place de notre informatique décentralisée (mini-ordinateur).

Quelques années d'expérience Télécom et réseaux souhaitées. Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. nº 10.187 M BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

Société d'EXPORT fournitures industrielles recherche JEUNE

VENDEUR EXPORT,

Niveau B.T.S. ou école commerce, 2 ans d'expérience, anglais parfait. Position cadre. Fixe + commission. Envoyer C.V. Sté Promanu, 11, r. de Provence, 75009 PARIS.

PRÉSIDENT ASSOCIATION recherche

COLLABORATRICE

pour animation et gestion (petit secrétariat)

— Minimum 30 ans, dynamique.
— Bonne culture générale.
— Bonne présentation.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 206 à Mme S.H. BRICE, B.P. 15709 75422 PARIS CEDEX 09.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE recherche URGENT

CHEF DE MISSION

D.E.C.S. préparant certificat supérieur. Expérience nécessaire. Poste offrant grande possibilité d'avenir pour candidat dynamique.

Envoyer C.V., photo et prétentions et nº de téléphone à

MS GESTION 2, rue Lacuée, 75012 PARIS.

SOCIETE DE PRODUITS DE LUXE DE RENOM INTERNATIONAL PARIS 8º (effectif 850 personnes) recherche

CONTROLEUR de GESTION

Sous la responsabilité du Secrétaire Général-Directeur Financier - le titulaire de ce poste nouvellement créé sera notamment chargé :
- du contrôle des budgets et de l'analyse des écarts pour l'ensemble des divisions, des filiales françaises et étrangères,
- des études d'investissement,
- de l'établissement et du contrôle des procédures internes,
- de diverses missions à caractère financier, fiscal, etc ...

Agé d'une trentaine d'années, bilingue anglais, il devra justifier :
- d'une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent - option finance - comptabilité),
- d'une expérience d'au moins 5 années,
  . soit dans une fonction similaire
  . soit dans un cabinet d'audit

De bonnes connaissances en informatique sont souhaitées.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo sous référence 2552 à P. LICHAU SA - BP 220 - 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

E.F.C.I.S.

Circuits Intégrés MOS

recrute pour sa Direction Commerciale basée à VELIZY

INGENIEURS DE VENTE

ayant une formation grandes écoles électroniques et éventuellement deux ans d'expérience en semi conducteurs.

Adresser lettre manuscrite + CV à E.F.C.I.S. - 45, avenue de l'Europe 78140 - VELIZY VILLACOUBLAY.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DU SECTEUR PARA PETROLIER

Recherche pour son siège à PARIS

ingénieur soudeur

Vous aurez en charge :
- la commande et la mise en œuvre de matériel de soudage,
- la rédaction et le suivi de procédures de soudage,
- après une période au siège de 2 ans environ, vous assurerez la formation du personnel spécialisé sur l'un de nos chantiers en U.R.S.S.

Le candidat sera diplômé ESSA de préférence et possédera une première expérience professionnelle d'environ 5 ans en construction métallique, tuyauterie industrielle ou chaudronnerie.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 1169 à P. LICHAU SA BP 120 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

SOCIETE NOUVELLE DE CONNEXION FILIALE DE SOURIAU ET CIE spécialisée dans l'étude et la réalisation de connecteurs spécifiques

recherche

INGENIEUR

pour développer contacts techniques avec les filiales du groupe, les agents et les clients à l'étranger.

Le candidat sera :
- ingénieur électromécanicien (débutant ou ayant quelques années d'expérience en bureau d'études),
- parfaitement bilingue Français/Anglais.

Si les compétences techniques sont indispensables, le candidat retenu devra posséder des qualités de contacts.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétent. au Service Recrutement à SOURIAU et CIE 9 et 13 rue Galliéni 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

FLOPETROL Schlumberger

analyste-programmeur

De formation BTS, il devra avoir une expérience (même courte) en exploitation et programmation, afin de participer à la mise en place d'un logiciel maintenance, au transfert d'informations et interrogations périodiques, et à la programmation et la maintenance de la documentation.
De bonnes connaissances en anglais sont nécessaires pour ce poste évolutif.

Avantages sociaux d'un grand groupe. Horaire libre. 40 h. par semaine.

Adresser CV et lettre de candidature sous réf. RND 181 au Service du Personnel — Flopétrol — BP 592, 77005 Melun Cédex.

media-system

Ingénieur assurance qualité logiciel

cimsa

Filiale de THOMSON-CSF INFORMATIQUE, CIMSA - Compagnie d'Informatique Militaire, Spatiale et Aéronautique - est spécialisée dans l'informatique exploitée en environnement «sévère».

Dans le cadre de ses activités, CIMSA recherche un INGENIEUR confirmé.

. **Formation :**
  - grandes écoles option informatique (SUPELEC, ISEP, ISEM...).
. **Mission :**
  - mettre en place des plans et méthodes permettant la production industrielle de logiciels,
  - garantir à nos clients le niveau de qualité des logiciels.
. **Expérience :**
  - au moins 5 ans, soit en support produit clientèle, soit en élaboration de logiciel de base et/ou d'application.

Anglais technique nécessaire.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en indiquant la référence IAQL/81 à Edwige DACQUAY - Service Emploi Formation de la CIMSA - 10/12, Avenue de l'Europe B.P. 44 - 78140 VELIZY.



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

MEDIA PA

Jeune Ingénieur Informaticien HF

(IDN - ENSI - ENSHEIT)

Vous avez acquis une première expérience dans une fonction technique ou étude, et vous souhaitez diversifier et étendre celle-ci dans un contexte évolutif.

Leader français de la distribution pharmaceutique, nous vous offrons de venir assister au sein de la Direction exploitation, le système temps réel CICS, sur le plan HARDWARE, SOFTWARE, et applications. Vous aurez également pour tâche, de développer de nouvelles méthodes, d'optimiser les performances des systèmes et la fiabilité des traitements.

L'avenir de cette fonction «support» est ouvert à moyen terme sur des responsabilités au sein d'une des équipes projets ou système et sera préparé dans l'immédiat par une formation soutenue, effectuée dans les services utilisateurs du système temps réel.

Le salaire proposé sera fonction de l'expérience et est susceptible d'attirer les meilleurs éléments.



Si vous êtes intéressé écrivez à notre Conseil en précisant la référence JM4.

Toutes les candidatures seront examinées avec la plus grande attention.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement 83, Bd Raspail - 75006 PARIS

— MEMBRE DE SYNTEC —

MEDIA PA

Un poste évolutif pour un gestionnaire habile à négocier

L'offre : Nous vous proposons un poste au sein de notre service Gestion des Conditions Commerciales de Ventes.
- Vous devrez, dans un souci de rentabilité et de stimulation du chiffre d'affaires améliorer les conditions de ventes existantes, rechercher et adapter des méthodes nouvelles
- Vous aurez à effectuer un suivi mensuel des établissements et à les convaincre d'effectuer les réajustements nécessaires.
- Vous prendrez, dans un délai assez court, la responsabilité complète du service

Le poste est à pourvoir à Paris.

Vous êtes : de formation économique : HEC, ESSEC, Sup de Co Paris (avec option gestion - comptabilité commerciale), ou vous possédez un DEA ou un DESS de gestion
Vous avez une expérience de 4 ans au moins de la gestion commerciale en distribution, et vous vous sentez à l'aise aussi bien dans le domaine des liaisons avec l'informatique que dans celui des statistiques.
Vous savez imposer vos idées avec souplesse et rapidité et vous êtes apte à dialoguer avec de nombreux interlocuteurs

Nous sommes : une grande Entreprise de Distribution Pharmaceutique, soucieuse d'améliorer encore nos démarches commerciales.

Merci d'adresser C.V., photo récente, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous la référence 810174 M (à mentionner sur l'enveloppe)
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC — BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Établissement public de recherche dans les transports, doté de moyens informatiques importants recrute

1 INFORMATICIEN DIPLOMÉ

Grande École ou universitaire (Statut 3A - C.N.R.S.)
Pour développement des applications sur les bases de données. Poste ouvert aux débutants. Adresser curriculum vitae et prétentions à M. AZÉMA, réf. INF, 94114 Arcueil cedex.

Centre technique des tuiles et briques recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Dégagé O.M., de formation mécanique des solides ou des fluides pour travaux de recherche, développement et assistance technique dans le domaine du BATIMENT.
Sens du contact et de l'animation exigé.
Lieu de travail : Clamart 92.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. au C.T.T.B. 17, rue Letellier, 75015 PARIS.

URGENT
1 INGÉNIEUR SYSTÈME sur MATRA
Contact immédiat
MONDIAL INFORMATIQUE
346-50-85.

media-system

GROUPE TERTIAIRE DE 1er PLAN recherche

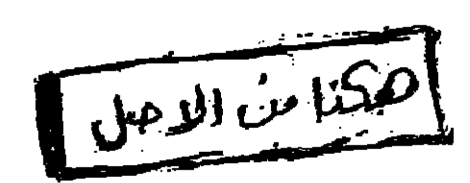
UN CONTROLEUR DE GESTION débutant

pour la Direction étranger Outre-Mer

PROFIL DU POSTE :
- mise en forme, centralisation et analyse des états de contrôle des délégations du Groupe en Europe
- extension et affinement du contrôle de gestion de ces établissements
- basé à Paris mais nombreux déplacements à l'étranger (20 à 25 % du temps)
- larges perspectives d'évolution.

PROFIL DU CANDIDAT :
- diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion ;
- connaissant au moins une langue étrangère ;
- familiarisé avec l'utilisation d'un terminal informatique ;
- dynamique et tenace.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 85.281 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



UNION DE TRANSPORTS AERIENS
(4 milliards de FF de CA,
7000 personnes)

INFORMATICIENS confirmés

- Formation ingénieurs Grandes Ecoles.
- Anglais indispensable.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS ET PROGRAMMEURS

Confirmés ou débutants
- Formation DUT ou BTS informatique
- Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à



DASJ
Sélection recrutement
50, rue Arago - 92806 Puteaux

PLAIDOYER POUR LA VENTE

aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

Si l'on n'inclut pas habituellement la vente dans les fonctions "nobles" de l'entreprise, chez RANK XEROX c'est l'itinéraire de carrière privilégié car nous croyons que la meilleure connaissance de l'entreprise et de ses marchés passe par la vente et prépare justement à ses autres fonctions.
La vente qui ne se résume pas uniquement à la signature d'un contrat est une fonction complète qui exercera vos aptitudes pour les études de marché et aiguisera votre sens de la négociation...
Après une période de formation à nos produits (qui vont du mini copieur au centre de reproduction intégré), vous serez responsable d'un secteur. Autonome dans l'organisation de votre activité et responsable de vos résultats, vous ne serez pas pour autant isolé, car nous avons instauré un système d'échange permanent et constructif entre la force de vente, sa hiérarchie et les services fonctionnels.
Des postes sont à pourvoir à Paris, sa banlieue et dans les régions suivantes : Nantes, Oise, Rhône-Alpes, Toulouse et Tours.

Merci d'adresser votre candidature + C.V. sous réf. V 25 (en précisant la région désirée) à RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

Plan Chomis

RANK XEROX

Comptables Confirmés
DECS ou équivalent

Vous avez acquis une première expérience professionnelle, nous vous proposons dans le cadre de la Direction Financière et Comptable de notre Groupe, d'élargir vos responsabilités à l'ensemble de la fonction comptable : situation, bilan, analyse des résultats, déclarations fiscales...

Le caractère polyvalent des postes vous permettra de compléter rapidement votre expérience et d'acquérir l'autonomie qui favorisera votre évolution au sein de notre Direction Comptable.

Ecrire sous référence 712 à Frédéric BOULY - Service Orientation - Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS

compagnie bancaire

MEDIA PA

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES, mobiles et opérationnels

X, CENTRALE, MINES, ARTS ET METIERS, INSA, GENIE CHIMIQUE DE TOULOUSE, etc... + ENSPM souhaité.

débutants ou 2 à 3 années d'expérience



Le Groupe ELF AQUITAINE

Vous offre dans ses raffineries Métropolitaines ou dans ses Services Techniques à PARIS des postes opérationnels dans les domaines :
— de l'exploitation (conduite des Unités de Fabrication) ou de la maintenance des unités (mécanique, chaudronnerie, électricité, instrumentation),
— et des procédés et programmes de fabrication.

Evolution de carrière fonction de la taille et de la diversité du Groupe en France et à l'étranger.

Un stage d'information de 2 à 3 mois dans l'Entreprise facilitera l'insertion des candidats retenus.

Les candidats intéressés adresseront C.V., photo et prétentions au Service Recrutement d'ELF FRANCE - 137, rue de l'Université - 75340 PARIS CEDEX 07
sous référence M 66 — Discrétion assurée.

Si vous êtes âgé au minimum de 35 ans.

Si vous êtes dynamique, animateur.

Si vous avez le sens des responsabilités et de la juste autorité.

Si vous possédez une solide expéreince dans le commerce des

ACIERS SPÉCIAUX ET INOXYDABLES

Une importante société de distribution de ces produits vous propose, dans un premier temps, un poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

Par la suite, si vos mérites et votre compétence se confirment, vous serez conduit naturellement à occuper un poste de plus haut niveau.

Références de premier plan exigées.

Adresser votre C.V. sous réf. 10.085 M à BLEU publicité - 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES

(Toute proposition qui ne correspondrait pas au profil défini ci-dessus ne sera pas prise en considération).

Unilever France Services

recherche pour une de ses sociétés produisant et commercialisant des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle

UN CHEF DE PRODUIT

Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC...), anglais souhaité, 2 à 3 ans d'expérience dans un poste similaire au sein d'une société pratiquant un marketing avancé, pour lui confier une gamme de produits existants et assurer le lancement d'un nouveau produit.



Adresser C.V., photo et prétentions (référence II/81) au Département Central du Personnel 8, av. Delcassé - 75384 PARIS Cedex 08.

DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Région Parisienne — F 160.000

est recherché par une société d'installations électriques préfabriquées, leader dans sa branche. C.A. : F 75 millions.

Relevant du directeur général, il prend en charge tous les problèmes administratifs et comptables, comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, informatique, trésorerie et relations avec les banques, toutes déclarations fiscales et sociales.

Ce poste conviendra à un praticien de la comptabilité, orientation gestion, niveau DECS ou équivalent, ayant déjà acquis une solide expérience en milieu industriel et utilisé des moyens informatiques.

Préférence à candidat disponible rapidement.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et rémunération actuelle sous réf. 20.110-M à CLA Recrutement 11, av. Delcassé 75008 Paris.



CIT Alcatel

UNE DE SES DIVISIONS DE DIVERSIFICATION

recherche

un attaché de direction technique

Il sera chargé de participer :
- à la définition de la politique produits dans les domaines de la télématique et de la bureautique
- à la coordination et au suivi d'études

Il sera :
- un homme de synthèse capable de proposer des solutions dans une approche technico-commerciale globale.

Il aura :
- 35 ans minimum
- une formation supérieure (Supelec, ENST...) et une bonne connaissance de l'anglais
- environ 10 ans d'expérience industrielle en électronique (orientation télécommunications, terminaux et informatique temps réel associée).

Lieu de travail : LA VERRIERE, REGION DE TRAPPES (78).

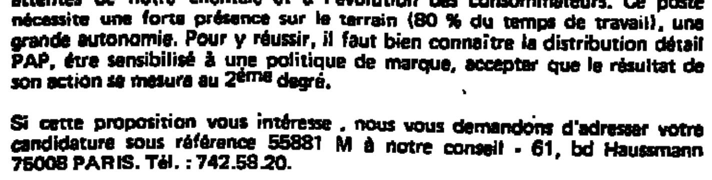
Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - BP 22 - 78320 LE MESNIL ST DENIS. Discrétion assurée.

responsable implantations

Prêt à porter féminin

Nous sommes une des premières entreprises de PAP Féminin de marque, 200 M de CA, 700 personnes, et c'est parce que notre développement se poursuit harmonieusement que nous souhaitons prendre en considération des aspects plus qualitatifs de notre politique commerciale. Nous créons un nouveau poste : celui de Responsable de notre implantation dans les points de vente détail en France. Rattaché à notre Directeur Commercial, ce nouveau collaborateur se verra confier une action permanente de contrôle qualitatif de notre implantation (adéquation entre notre image de marque et les points de vente existants, recherche de nouveaux points de vente), l'analyse permanente du marché et de la concurrence, le recueil d'informations auprès d'un pannel de détaillants permettant de répondre encore plus étroitement aux attentes de notre clientèle et à l'évolution des consommateurs. Ce poste nécessite une forte présence sur le terrain (80 % du temps de travail), une grande autonomie. Pour y réussir, il faut bien connaître la distribution détail PAP, être sensibilisé à une politique de marque, accepter que le résultat de son action se mesure au 2ème degré.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 55881 M à notre conseil - 61, bd Haussmann 75008 PARIS. Tél. : 742.58.20.





MEMBRE DE SYNTEC

- Vous avez une formation commerciale et peut être une première expérience de la vente.
- Vous êtes mobiles sur la région parisienne.
- Vous possédez une voiture.

Important groupe de services, nous recherchons pour

le SUD, L'EST et l'OUEST DE PARIS

ATTACHES COMMERCIAUX

Vos goûts et votre volonté de vendre un service seront des atouts que nous compléterons par une formation spécifique.

Merci d'adresser votre candidature détaillée avec photo et prétentions s/réf. 276 à INTER PA BP 508-75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Unilever France Services

recherche pour la société ASTRA-CALVE (La Défense-Courbevoie) un(e)

analyste de gestion

MISSION :
- participer au développement de systèmes informatiques de gestion (analyse fonctionnelle et organique) centralisée ou sur mini-ordinateurs et à des études d'organisation.

PROFIL :
- Diplômé(e) d'une grande école de Commerce ou d'ingénieurs.
- Expérience professionnelle obligatoire de deux ans dans un poste similaire.
- Connaissance indispensable de l'anglais.

Ce poste nécessite de fréquents déplacements de courte durée en Province et permet un développement de carrière important dans les différents secteurs de la gestion.



Adresser C.V., photo et prétentions (référ. III/81) au Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES - 8 av. Delcassé 75384 PARIS Cedex 08

هكذا من الأصل

Le Monde

régions

Ile-de-France

Ménage dans le mobilier urbain

AVEC L'ESTAMPILLE DE PARIS

« CONSTERNANT » : tel est le diagnostic des élus, des représentants d'associations et du simple piéton quand on évoque ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui le mobilier urbain. On assiste, en effet, à une floraison de matériel en tout genre sur le trottoir parisien : panneaux de signalisation aux formes les plus diverses, abris pour bus, bancs de toute sorte, panneaux d'affichage différents selon les quartiers, lampadaires de tout acabit, corbeilles à papiers d'une originalité affligeante, bornes en pierre posées le long des caniveaux ou pieux agressifs plantés dans le macadam pour éviter aux voitures de stationner sur les trottoirs et, demain, de nouvelles vespasiennes.

Bref, tout cela est conduit, décidé et posé sans aucune doctrine et sans aucun plan d'ensemble. Il est vrai qu'il y a là un créneau « juteux » pour certaines entreprises qui ont su répondre à un besoin. Un vaste marché qui doit être contrôlé si l'on veut mettre un terme à l'anarchie qui s'est installée sur le pavé parisien

Mais à la mairie de Paris, à la commission du mobilier urbain comme à la commission de l'environnement, on estime qu'il est temps de retrouver l'esprit d'Haussmann. C'est-à-dire une certaine unité du mobilier qui ne néglige pas pour autant l'originalité. Les bancs, les panneaux d'affichage à l'entrée des squares, les corbeilles à papiers, les lampadaires de la fin du dix-neuvième siècle ont laissé de bons souvenirs aux piétons parisiens. « *Enfin*, affirme-t-on dans les bureaux du service de l'architecture du mobilier urbain et de l'environnement de la Ville, *il faut créer un mobilier qui soit spécifiquement parisien et qui ne soit pas le même que celui que l'on rencontre dans toutes les villes du monde.* »

Bien. Mais une telle volonté aurait du se manifester, il y a quelques années, lorsque l'administration et les édiles de la capitale ont mis le doigt dans l'engrenage de la société Jean-Claude Decaux en lui concédant une partie du trottoir parisien pour installer son mobilier. Paris devenait ainsi une belle vitrine pour ce matériel, intéressant, certes, mais que l'on trouve désormais dans de nombreuses villes, à commencer par celles de province.

En installant de nouveaux kiosques à journaux et des lampadaires sur la voie publique, la Ville tente donc, à petits pas, d'appliquer une nouvelle règle de conduite :

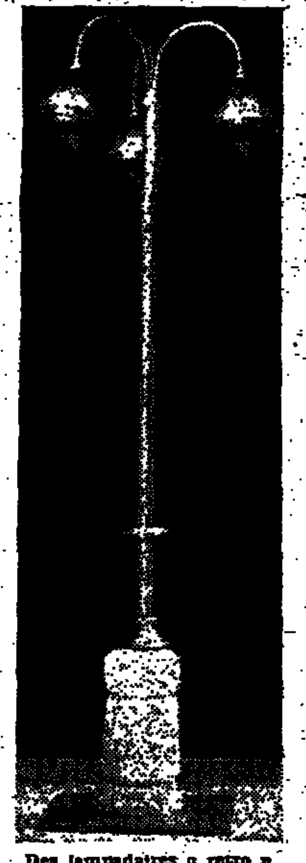
● Kiosques : ces nouveaux kiosques dont on peut voir les protoypes place de l'Alma et au 2 du boulevard Montmartre veulent respecter une certaine tradition métallique avec notamment leur toit. Avec leurs portes qui s'ouvrent sur l'extérieur et aménagées de façon à recevoir des publications, ces kiosques devraient éviter aux marchands de journaux d'empiéter sur le trottoir. Après les colonnes 1900, voici donc « les vitrines à papiers » 1981 pouvant accueillir près de 2.800 titres. Sur les 353 kiosques ouverts actuellement dans la capitale, 283 seront remplacés par ce nouveau projet. Mais un certain nombre d'entre eux, témoins des époques 1900, 1933, 1951 et 1964, seront conservés. Le coût d'un tel équipement est de 300 000 F.

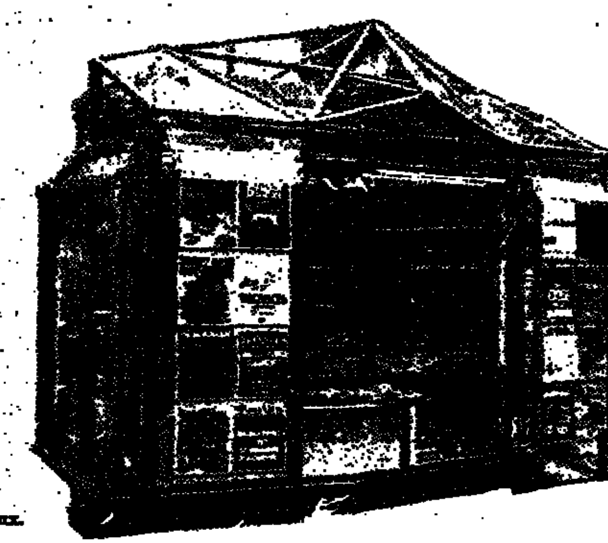
● « Barnum » : ces petits édicules en toile jaune, appelés familièrement « barnums », que l'on trouve généralement à la sortie des métros et qui vendent surtout les journaux du soir vont être supprimés. Ils seront remplacés par une sorte de petite colonne surmontée d'une boule lumineuse. Le promeneur peut en découvrir un prototype près de l'Hôtel de Ville. Les 200 « barnums » parisiens, qui, à l'origine, abritaient tous d'anciens crieurs de journaux, vont donc connaître une nouvelle jeunesse. Coût de l'opération : de 40 000 F à 50 000 F l'unité.

● Lampadaires : de nouveaux lampadaires viennent d'être installés avenue de Saxe. Ils répondent à un double besoin. Celui d'électrifier le marché d'une façon originale en supprimant les bornes électriques sur lesquelles les commerçants s'alimentaient et de mieux éclairer une avenue qui en avait bien besoin. Des lampadaires de ce style un peu rétro pourraient désormais être installés dans d'autres artères de la capitale.

Enfin la commission du mobilier urbain de la Ville va prendre contact avec les services de l'État pour tenter de définir une nouvelle réglementation pour la pose des panneaux de signalisation routière. La multiplicité de ces panneaux à l'entrée du souterrain Turbigo, aux Halles, peut constituer, en effet, une bonne base de réflexion.

JEAN PERRIN.


Des lampadaires « rétro » avenue de Saxe.


Kiosque à journaux.

Le « barnum » en dur.

Le « Balzac » de Rodin à la mauvaise place

JUSQU'AU milieu du dix-neuvième siècle, les rues, places et carrefours parisiens n'étaient guère ornés de statues, et si quelques fontaines, comme celle des Innocents ou celle élevée par Bouchardon, rue de Grenelle en 1736, pouvaient témoigner de l'élégance de la statuaire française, l'honneur de survivre en effigie n'était réservé qu'aux seuls souverains. Parmi les statues royales, la plus populaire, celle d'Henri IV érigée sur le pont Neuf par ordre de Louis XIII, en 1635, et due au sculpteur Dupré, devait connaître bien des vicissitudes. Abattue en 1793 pour servir à fondre des canons pour les armées de la Révolution, elle ne devait être réédifiée qu'en 1818, toujours à la pointe du Vert-Galant, et coulée, juste retour des choses, par Piggiani, dans le bronze du Napoléon en costume du sacre, déboulonné de la colonne Vendôme, lors du retour des Bourbons.

Les statues de Louis XIII, de Louis XIV et de Louis XV, qui se trouvaient respectivement place Royale (place des Vosges), place des Victoires et place Louis-XV (place de la Concorde) avaient subi le même sort que celles du fondateur de la branche des Bourbons, et si, en 1816, on avait remplacé place Royale l'effigie de bronze de Louis XIII par une statue équestre en pierre, que, place des Victoires, on avait érigé la même année l'œuvre cocracolante de Bosio à la place d'un Roi Soleil en pied, couronné par une victoire et sculpté par Desjardins en 1636, nul ne songea à réédifier un monument à la gloire de Louis le Bien-Aimé.

Au dix-huitième siècle, la mode du néoclassicisme fit éclore au milieu des promenades et des parcs parisiens une nuée d'œuvres charmantes, souvent copiées de l'antique et, en 1719, on amenait de Marly pour orner les deux côtés du pont tournant des Tuileries, face aux Champs-Elysées, la Renommée et le Mercure de Coysevox, tandis que quelque quatre-vingts années plus tard, David, directeur des beaux-arts sous la Révolution, faisait placer de part et d'autre de l'entrée des Champs-Elysées les admirables chevaux de Coustou, venus, eux aussi, de Marly et qui, pour l'heure, disparaissent comme les allégories de Coysevox sous d'importants coffrages où ils subissent, paraît-il, un traitement qui devrait sauver d'une lente dégradation ce que la statuaire a légué de plus beau à Paris.

L'empreinte de la IIIe République

C'est à l'Empire qu'on doit la colonne Vendôme, et bon nombre de fontaines ornées de statues comme celle de la place du Châtelet, qu'on vient de restaurer, ou celle du Fellah, rue de Sèvres, e tde Mars, rue Saint-Dominique. Mais c'est à Louis-Philippe qu'est venue l'idée de placer sur les jolis petits pavillons de Gabriel, place de la Concorde, ces robustes matrones aux formes généreuses qui personnifient huit grandes villes de France. Une seule d'entre elles mérite quelques égards : celle de Strasbourg, d'abord parce que c'est Juliette Drouet, alors amie très chère du sculpteur Pradier avant d'être celle de Victor Hugo, qui lui prêta ses traits, mais aussi parce que, drapée de crêpe noir, elle personnifia durant quarante-sept ans le deuil de la France amputée de l'Alsace. Le 11 novembre 1918, on la délivra de ses voiles funèbres pour la recouvrir entièrement de drapeaux, de couronnes et de petits bouquets à 2 sous. Taillées dans la pierre, les grosses dames de la place de la Concorde n'ont pas connu les malheurs dont furent victimes les statues de bronze parisiennes durant l'occupation allemande. Cent quarante d'entre elles, en effet, furent enlevées et fondues sur l'ordre des nazis.

Toutes ces œuvres familières, pas toujours de très bon goût mais souvent touchantes, que la IIIe République avait fait élever pour glorifier les mérites des grands serviteurs de l'État disparurent. Sept de leurs socles subsistent encore à travers Paris.

Quelques gloires de notre histoire échappèrent au massacre : c'est ainsi que les Allemands n'osèrent pas s'attaquer à Jeanne d'Arc dont quatre statues ornent des places de Paris. La première d'entre elles, celle de la place des Pyramides, fut commandée en 1973 au sculpteur Frémiet par Jules Simon, alors très laïc ministre de l'instruction publique qui marquait ainsi le désir du gouvernement de rendre hommage après la triste défaite de 1870 à l'héroïne lorraine qui allait devenir la sainte de la patrie.

Quant au « Balzac » d'Auguste Rodin, inauguré au carrefour Vavin le 1er juillet 1939, après bien des aventures, puisqu'il avait été commandé en 1885, il ne dut son salut qu'à la vigilance de certains de ses admirateurs qui l'escamotèrent au nez et à la barbe des Allemands pour le dissimuler dans les sous-sols de l'Observatoire, d'où il ne réintégra son socle qu'à la fin de 1945.

Mal placée sur le terre-plein du boulevard Raspail, dissimulée en partie par les voitures en stationnement, la statue de l'auteur de « la Comédie humaine » mériterait un sort meilleur, comme l'avait d'ailleurs souhaité, il y a dix ans, la Commission du Vieux-Paris. Celle-ci proposait de la placer au carrefour formé par les rues de Tournon et de Vaugirard, dans le petit square aménagé devant un mur orné de treillage qui aurait pu être utilisé comme toile de fond et où l'œuvre de Rodin se serait détachée beaucoup mieux qu'au carrefour Vavin.

Enfin, deux décisions qui réjouiront les amateurs des parcs et jardins de la capitale viennent d'intervenir ; la première concerne le groupe très « fin de siècle » formé par Mme Boucicaut et la baronne de Hirsch qui va réintégrer le square Boucicaut, et la deuxième intéresse l'espace vert qui sera aménagé au lieu et place des abattoirs de Vaugirard, où seront remontés les deux taureaux de bronze qui y montaient la garde de chaque côté de l'entrée.

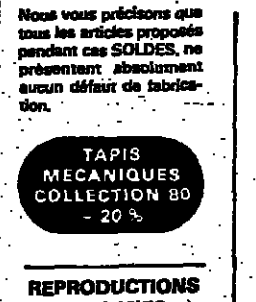
ANDRÉE JACOB.



Nous vous précisons que tous les articles proposés pendant ces SOLDES, ne présentent absolument aucun défaut de fabrication.

SOLDES

10 à 50%



REPRODUCTIONS PERSANES

TAPIS OMAN LABEL DE QUALITE MAXIMUM : T5 100 % PURE LAINE WOOLMARK 200 x 300 3.875 FRANCS VENDU 3.100 F.

ALADIN Dimensions : 97 x 178 PRIX DE DEPART : 1.160 F - 20 %, soit 928 F.

CHIRAZ 100 % pure laine WOOLMARK Taille : 200 x 300 QUALITE : T4 1.940 F VENDU 1.552 F

KHORSABAD Remarquable tissage permettant de se rapprocher de l'aspect du véritable Orient. Qualité : T5 Dimensions : 200 x 300 Prix normal : 5.180 F - 20 % 4.144 F.

TAPIS BAGDAD 100 % LAINE WOOLMARK La finesse de ce tapis est l'une des plus exceptionnelles qui se puissent réaliser en tapis fait machine. Qualité : T5 Taille : 200 x 300 3.185 F 2.548 F.

QUALITE VASCO Ce tapis T4 possède 192.000 points par m². En 170 x 240 1.336 F. VENDU 1.068 F.

COPIES DE STYLE

TAPIS FONTAINEBLEAU Merveilleux tapis, copie de style, présentant les teintes douces et harmoniques des célèbres tapis d'Aubusson tissés à la main. Dimensions : 200 x 300 3.045 F VENDU 2.436 F.

TAPIS MECANIQUES MODERNES BERBERES LONGUES MECHES

BEAUFORT, également 100 % PURE LAINE, longues mèches naturelles. 170 x 230 Prix de départ : 2.020 F Sacrifié : 1.616 Francs.

TAPIS MECANIQUES FINS DE SERIES - 30%

KALIF QUALITE T4 100 % Pure laine Dessin persan En 140 x 200 938 F - 30 % 656 F

TAPIS QUALITE SAROUK Pure laine aille : 68 x 135 196 F SACRIFIE 137 F

NARAA QUALITE T4 100 % Pure laine 200 x 300 1.960 F VENDU 1.372 F

MOQUETTES EN STOCK COLLECTION 80 - 20 %

QUALITE «TRIESTE» Moquette bouclée avec 2 hauteurs de velours 7 coloris, en 4 mètres de large sur dossier mousse. VELOURS 100 % POLYAMIDE. Le M² : 56 F. Vendu pendant les SOLDES : 48 F.

QUALITE «TANAGRA» Nouvelle génération de moquette, le «Tanagra» fait partie de la classe des «SOFTS», dont la douceur est souvent supérieure à celle de la laine. Cette qualité est tissée en 400 de large, en 8 coloris, sur dossier mousse, avec un velours 100 % ANTRON. PRIX au m² : 134 F. - 20 % soit 107 F.

QUALITE «TOP» Velours coupé uni en 400 de large et 13 coloris avec dossier mousse. Composition du velours : 100 % polyamide. Qualité : U2, P2. Prix au m² : 56 F. vendu 47 F.

MOQUETTES COUPES ET COUPONS - 40 à 50%

Les coupes de moquettes étant de toutes qualités, de toutes origines, de toutes couleurs et de toutes dimensions, il nous est impossible d'en prendre arbitrairement quelques exemples. Sachez simplement que vous pourrez y trouver aussi bien des moquettes de laine que des moquettes synthétiques, dans des dimensions très variables, allant de 1 à plusieurs dizaines de m². Venez chercher, fouiller, découvrir la coupe qui vous convient : elle existe.

TAPIS D'ORIENT Prix démarqués

TAPIS PERSANS

HAMADAN N° registre : 10420 Taille : 208 x 135

DEMARQUE A : 3.312 F En stock dans le magasin de la place du Gal. Catroux. (ex. Malesherbes).

Au magasin de l'Avenue Voltaire vous découvrirez un magnifique GHOUM, tissé en laine et soie, inscrit dans nos registres sous le n° 18232 214 x 141

Soldé exceptionnellement à 21.766 F

Au 95 de l'Avenue Kléber, c'est un CHIRAZ 150 x 107 qui ne demande qu'une seule chose : décorer et enrichir votre intérieur. Inscrit sous le n° 28982, c'est à 3.061 F, que vous l'emporterez.

C'est au 9 ter du Bd Montparnasse que vous pourrez découvrir un ARDEBIL, de 208 x 141 (N° Registres TMF 28940) vendu 10.463 F

TAPIS D'ORIENT LOTS SACRIFIES

Un lot de tapis artisanaux, à gros points noués à la main sera bradé durant cette période de SOLDES, avec des remises de -30 %, -40 %, voir même -50 %.

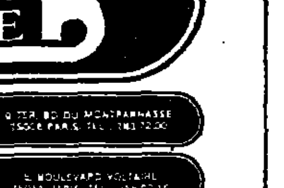
TOUS LES PRODUITS CI-DESSUS NE SONT QUE DES EXEMPLES, TOUS LES STOCKS DES MAGASINS ÉTANT MIS EN SOLDES.

TAPIS & MOQUETTES DE FRANCE

11 PLACE DU GÉNÉRAL CATROUX (ex. PL. MALESHERBES) 75017 PARIS

95 AVENUE KLEBER 75016 PARIS

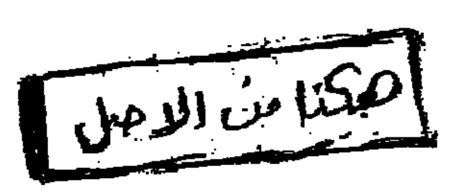
DU 7 JANVIER AU 7 FEVRIER



9 TER BD DU MONTPARNASSE 75006 PARIS

BOULEVARD VOLTAIRE 75011 PARIS

Nos magasins de NANCY, GRENOBLE et NICE sont en SOLDES durant la même période.



Le Monde

équipement

URBANISME

Moins d'habitants dans les villes nouvelles

L'Agora d'Évry ou le vertige du vide

Depuis son inauguration, en mars 1975, l'Agora d'Évry (Essonne) a posé d'innombrables problèmes d'organisation et de gestion. Au cœur de la ville nouvelle, jouxtant le centre commercial régional, cet énorme équipement rassemble, sous son toit, plusieurs salles de spectacles, cinq cinémas, une bibliothèque, une piscine, un gymnase, une patinoire, des restaurants, quelques commerces, différents services publics... Seulement, il a été conçu pour une ville de quatre cent mille habitants, et Évry en compte actuellement à peine soixante-dix mille...

La complexité des organismes responsables, à un titre ou à un autre, de la gestion ou de l'animation n'a certes pas favorisé la résorption d'un déficit chronique devenu vite alarmant. En 1981, pour un budget prévisionnel de 19 millions de francs, l'agora ne peut compter que sur 8 millions de recettes propres. Or deux des cinq communes de la ville nouvelle, Lisses (3 800 habitants) et Le Coudray-Montceaux (2 200), n'ont jamais été mises à contribution, alors que Ris-Orangis, qui se trouve hors de l'agglomération nouvelle proprement dite, a toujours dû, bon gré mal gré, verser sa part de subvention.

Le S.C.A. (Syndicat communautaire d'aménagement) et le Groupe central des villes nouvelles auprès du premier ministre, c'est-à-dire les élus locaux et les représentants de l'État, ont engagé il y a quatre mois une négociation tendant à définir de nouveaux statuts permettant à l'Agora de n'être pas constamment menacée de faillite. Une formule vient finalement d'être proposée : elle placerait l'agora sous la seule responsabilité d'une régie à caractère industriel et commercial, assimilable à un établissement public. Dotée d'une complète autorité financière et morale, cette régie, verrait les trois quarts de ses administrateurs nommés par le S.C.A. En outre, chaque genre d'activité (culturelle, sportive...) constitué en département disposerait d'un comité d'orientation ou seraient largement représentés les usagers.

L'augmentation des recettes est espérée, notamment, de la location de salles pour certaines manifestations semi-commerciales, et d'une meilleure fréquentation des spectacles, etc. Mais l'État devra encore verser 5,4 millions de francs à chaque début d'année, et pendant trois ans. Les cinq communes de la ville nouvelle interviendraient alors à raison de 42 francs par habitant. Pourtant les élus de Lisses (à majorité communiste) et du Coudray-Montceaux (R.P.R., U.D.F. et « apolitiques ») rechignent. Ils n'ont guère envie de payer pour l'agora. Pour le manifester, ils ont « boudé » la dernière réunion, le mercredi 21 janvier, du comité du S.C.A. Faute de quorum, celui-ci n'a donc pu délibérer. Une nouvelles réunion est fixée au 27 janvier. « *Ce blocage carrément négatif, venant d'élus communistes, UDF, R.P.R. et « apolitiques », ne saurait durer* », s'exclame M. Jacques Guyard (P.S., qui, en tant que président du S.C.A., a mené à bien les négociations. « *On ne se moque pas d'un personnel plongé dans une inquiétude croissante*, ajoute-t-il, *ni des conséquences d'une paralysie de l'agora sur l'image de la ville nouvelle.* » De fait, les cent vingt salariés de l'agora seront en grève les 26 et 27 janvier. Ils craignent d'être les victimes de toutes ces hésitations.

STÉPHANE BUGAT.

● *Accident de la route : un invalide condamné.* — Un automobiliste, âgé de quatre-vingts ans, *de surcroît invalide*, s'est vu notifier récemment, au Havre, le retrait de son permis de conduire pour une durée de six ans, le maximum prévu par la loi. C'est *là un fait très exceptionnel pour* un tribunal d'instance. Cet automobiliste avait observé un stop mais s'était ensuite engagé sans prendre de précaution, provoquant un accident corporel. — *(Corresp.)*

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le schéma directeur examiné par les élus des Yvelines

Ni oui, ni non

Le projet de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme pour l'Île-de-France, préparé par le préfet de région, M. Lucien Lanier, continue d'être très critiqué par les conseillers généraux qui sont en train de l'examiner (*le Monde* du 22 janvier 1981). Vendredi 23 janvier, l'assemblée départementale des Yvelines s'est contentée de « *donner acte* » au préfet de son texte, refusant de se prononcer « pour » ou « contre ».

La commission spéciale du conseil général (son président-rapporteur était le président de l'assemblée départementale, M. Paul-Louis Tenaillon, C.D.S.) a entièrement mis à plat « l'aménagement » que les élus souhaitent pour les Yvelines. Cela lui a permis de faire un grand nombre de propositions précises dont il sera difficile aux rédacteurs du schéma de ne pas tenir compte, au moins partiellement.

Pas de priorité pour l'A 86

Les conseillers généraux des Yvelines craignent les conséquences, pour le milieu rural et naturel, de « l'urbanisation discontinue » préconisée par M. Lanier. Ils refusent la priorité donnée au rééquilibrage à l'est de la région parisienne. Ils ne veulent pas que le développement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines se fasse au détriment de Versailles.

Si la majorité d'entre eux ne repoussent pas la nécessité de réaliser l'autoroute A-86, ils refusent que cette artère périphérique ait la priorité sur les autres réalisations routières. Ils demandent d'ailleurs une modification substantielle du programme autoroutier (ils refusent ainsi le passage d'autoroutes dans la vallée de la Bièvre dont ils veulent préserver le caractère naturel) et souhaitent un plus grand développement des transports en commun pour les liaisons de banlieue à banlieue. Ils demandent aussi la construction de nouveaux hôpitaux dans les Yvelines pour mettre un terme à la concentration hospitalière à Paris.

Si les socialistes (6 élus sur 37) ont largement participé au débat sur cette délibération, ils ont voté « contre » pour des raisons de politique générale. Les communistes (7 élus) l'ont refusée, expliquant qu'« *une mauvaise politique ne peut être amendée* ». — Th. B.

LA LORRAINE VOTE SON PLAN RÉGIONAL (1981-1985)

Communistes et socialistes refusent de « cautionner le déclin »

Le conseil régional de Lorraine a adopté, récemment, le « plan lorrain » (1981-1985) présenté par M. Jean Brenas, préfet de région, et élaboré en concertation avec les assemblées régionales (*le Monde* des 25 novembre et 16 décembre 1980).

Ce plan, qui a reçu l'approbation de trente-sept élus contre dix (P.S. et P.C.) et une abstention, a pour objectif principal l'emploi. Il comporte quinze chapitres d'action concertée, notamment pour les zones industrielles, la valorisation de la filière bois, le remembrement et le drainage des terres agricoles, l'aménagement de la route nationale 4 Paris-Nancy-Strasbourg, et la desserte aéronautique de la région. Des efforts prioritaires seront faits, aussi, pour améliorer l'habitat, renforcer l'animation culturelle et l'action sociale au profit des personnes sans emploi et aider aux « transferts de technologie » de l'université vers l'industrie.

Au cours des débats, les élus communistes et socialistes ont estimé que ce plan ne disait rien, ou presque, sur la sidérurgie, les mines de fer et le textile, et que l'accepter serait « *cautionner le déclin de la région* » car il « *se borne à enregistrer la crise* ».

ENVIRONNEMENT

QUE FAIRE EN CAS D'ACCIDENT NUCLÉAIRE A SAINT-LAURENT-DES-EAUX ?

De notre correspondante

Blois. — « *Ce que vous devez savoir sur la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux.* » Tel est le titre d'une plaquette éditée récemment sur l'initiative de la commission départementale d'informations sur la centrale édifiée l'an dernier en Loir-et-Cher. Dix mille cinq cents exemplaires de ce document ont été distribués dans les communes voisines de Saint-Laurent-des-Eaux. La première partie de la brochure, clairement présentée et illustrée de dessins, est consacrée à la prévention, à la surveillance et aux moyens d'action en cas d'incident. Il est indiqué que « *tous ces dispositifs sont doublés, alimentés par des sources électriques indépendantes et séparées, ce qui leur confère un très haut degré de fiabilité* ».

Le second chapitre de la brochure est intitulé « Que faire en cas d'accident à la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux ? » Il envisage le « *cas très peu probable* » d'un accident et énumère toutes les consignes à suivre soit en cas de confinement de la population à domicile, soit en cas d'évacuation. Dans ce dernier cas, il est recommandé de rassembler dans un sac en plastique bien fermé des vêtements, des chaussures de rechange, des affaires de toilette et de nuit, *éventuellement des médicaments*, et de se munir de ses papiers d'identité. Un service de renseignements téléphoné serait mis en place à la préfecture du Loir-et-Cher.

L'usine de Saint-Laurent-des-Eaux est la troisième centrale, après Fessenheim et Le Bugey, pour laquelle une telle plaquette est éditée. Sa distribution a été diversement accueillie par la population. Dans une région où l'implantation du nucléaire s'est faite sans problème majeur, certains en viennent à se poser des questions. « *Si on nous donne des consignes, c'est donc qu'il y a un danger* », entend-on dire.

BÉATRICE HOUCHARD.

UNE LETTRE DU MAIRE DE FRONTIGNAN

M. Philippe Chappotin, maire (P.S.) de Frontignan (Hérault), nous écrit :

Dans l'article publié dans *le Monde* du 7 janvier, vous laissez entendre qu'une centrale nucléaire pourrait être implantée sur le site de Frontignan, puisque mon conseil municipal n'avait pas formulé d'opposition à ce projet.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis particulièrement surpris et contrarié de cette supposition, puisque, au contraire, par délibération en date du 19 février 1975, mon assemblée municipale, sans ambiguïté, a fait connaître sa position défavorable à cette réalisation.

CIRCULATION

M. HERZOG REMPLACE M. BALLADUR A LA TÊTE DE LA SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DU TUNNEL DU MONT-BLANC

M. Maurice Herzog, ancien ministre, vient d'être nommé, par un décret en date du 23 janvier, président pour trois ans du conseil d'administration de la Société concessionnaire française pour la construction et l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc, en remplacement de M. Edouard Balladur.

Au même moment, les résultats de l'exploitation du tunnel pour 1980 font apparaître une baisse de trafic de 2,79 % (plus de 40 000 véhicules) due à une nette diminution des passages d'automobiles (— 69 000), alors que le trafic des poids lourds a augmenté de 5,5 %. On avance que l'ouverture du tunnel routier du Fréjus est responsable de cette situation, en remarquant que la baisse a été surtout sensible au cours des deux derniers mois de l'année (— 9,1 % en décembre). Pourtant, en décembre, le nombre des camions passés sous le Mont-Blanc a diminué de 7 500, mais 2 300 poids lourds seulement ont emprunté le Fréjus.

Prenez rendez-vous avec nos Alfa.

Super 1.3 39.804 Frs*

Sprint Veloce 47.136 Frs*

Ti 1.5 43.896 Frs*

Essai et démonstration chez les concessionnaires de la région parisienne.

S.F.A.M. FRANCE S.A.
23, bd de Courcelles 75008 Paris.
Tél. 563.02.50

G.A.P. PARIS EST
37, av. du Gal Michel Bizot 75012 Paris.
Tél. 340.80.47

ETABLISSEMENTS LE CALVEZ
6, rue Vulpian 75013 Paris.
Tél. 535.98.69

ETABLISSEMENTS DUPLEIX
6, rue Dupleix 75015 Paris.
Tél. 567.35.53

MOLITOR AUTOMOBILES
48, rue Molitor 75016 Paris.
Tél. 651.80.60

G.A.P. PARIS EST
122, rue P. Vaillant Couturier
93130 Noisy-le-Sec. Tél. 843.93.39

GRAND GARAGE DE NEUILLY
23, rue Madeleine Michelis 92200 Neuilly-sur-Seine.
Tél. 637.14.50



crédit universel

lubrifiants Agip

SOCIAL

MIS A PIED PAR LE CONSEIL DE DISCIPLINE

Deux ouvriers de la R.A.T.P. font la grève de la faim

Pour la troisième semaine consécutive, deux ouvriers de l'atelier central de la R.A.T.P., rue Championnet à Paris-18e — à qui M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., avait rendu visite le jeudi 22 janvier, — font la grève de la faim pour protester contre leur mise à pied par le conseil de discipline de l'établissement. « Un jugement de classe contre des militants communistes », affirment les deux ouvriers.

Dans l'un des locaux du pointage, à l'atelier de réparation des moteurs d'autobus, MM. Daniel Colas, ajusteur, délégué d'équipe C.G.T., et Michel Siréra, ouvrier qualifié, militant cégétiste également, sont étendus en pyjama sur des lits de camp. Depuis le 7 janvier, ils font la grève de la faim, se contentant d'absorber quotidiennement 4 à 5 litres d'eau minérale et quelques morceaux de sucre accompagnés d'un peu de tisane.

Chaque jour, un médecin de l'établissement — rémunéré par la direction — vient vérifier leur état de santé : le premier a perdu environ 7 kilos, le second 9 kilos. Objet de leur protestation : les sanctions qui leur ont été infligées, ainsi qu'à plusieurs de leurs compagnons de travail, après les incidents du 8 décembre. Des sanctions disproportionnées, selon eux, en regard des faits reprochés.

L'affaire trouve son origine dans la décision de la direction de transférer un touret, sorte de meule d'affûtage d'une cinquantaine de kilos, de l'atelier de mécanique — qui dispose de plusieurs meules analogues « *sous-utilisées* » — dans l'atelier de serrurerie, voisin, pour remplacer un touret qui, déclare-t-on à la R.A.T.P., « *devait être réformé* ». Refus des ouvriers cégétistes, qui crient au « *démantèlement de l'entreprise* ». Le 8 décembre, après s'être opposés à deux reprises au déplacement du touret, un groupe d'agents du département mécanique-chaudronnerie, auxquels s'étaient joints des salariés venus d'autres ateliers, pénétraient en force dans le local du chef de département. Après une demi-heure de discussion, l'entrevue a dégénéré.

« *Nous avons voulu*, explique M. Georges Delfranc, délégué d'atelier C.G.T. et défenseur au conseil de discipline, *montrer aux cadres ce qu'était le déplacement d'un outil de travail...* » Le bureau du chef de département fut proprement emporté par une dizaine d'ouvriers et déposé quelque peu brutalement dans la cour d'entrée de l'usine, 34, rue Championnet, à 200 mètres de l'atelier. « *Un tel comportement vis-à-vis de cadres qui ont su conserver leur calme dans des circonstances difficiles*, déclare la R.A.T.P., *est tout à fait inadmissible. C'est la raison pour laquelle la direction a déféré devant le conseil de discipline cinq agents qui avaient pris une part active au déplacement du bureau.* »

Le conseil de discipline est un organisme paritaire consultatif, présidé par un membre de la direction — en l'occurrence, le directeur du service « effectifs et carrières », — qui n'a pas le droit de vote contrairement à l'équipe des « juges » qui comporte d'un côté trois cadres supérieurs et de l'autre trois représentants du personnel (ici deux élus de la C.G.T. et un élu de F.O.). Ces trois derniers ont refusé les sanctions proposées par les trois cadres, mais la direction générale a tranché en faveur de ces derniers.

Bilan de cette audience, qui s'est déroulée le 23 décembre : deux mois de mise à pied (dont un avec sursis, la période probatoire étant de trois ans) avec mutation d'office pour MM. Colas et Siréra, et pour deux autres ouvriers, MM. Vanese et Carrère-Gé, et dix jours de mise à pied avec mutation d'office pour un cinquième, M. Leguen. Ces cinq ouvriers exercent une responsabilité dans la section d'entreprise du P.C.F.

« *La vérité*, affirme M. Colas, *c'est qu'on a voulu frapper des militants de base cégétistes, par ailleurs militants du P.C.F. Nous en avons assez des brimades de ce genre. En 1980, plus de mille cinq cents journées de mise à pied ont été prononcées contre des membres du personnel de la R.A.T.P. Alors, qu'on ne vienne pas nous parler de la Pologne et de Moscou !* »

Pour la direction, ce conflit est exploité « *non seulement par une organisation syndicale mais par un parti politique, qui en font le symbole de leur lutte contre ce qu'ils appellent le démantèlement de l'atelier central. En réalité, le déplacement d'un simple touret était sans rapport avec la restructuration du complexe de Championnet, par ailleurs nécessaire* ».

« *Jugement de classe*, rétorquent les syndicalistes. *Comme dans la plupart des conseils de discipline, les membres de l'encadrement ne pouvaient pas, décemment, désavouer leur président.* » — J. B.

Après l'accident à la station Auber

LE TRAFIC EST TOTALEMENT INTERROMPU PAR UNE GRÈVE CE LUNDI 26 JANVIER SUR LA LIGNE A DU R.E.R.

Le trafic est totalement interrompu, toute la journée du lundi 26 janvier, sur la ligne A du R.E.R. : les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonomes de la R.A.T.P. avaient lancé un ordre de grève de vingt-quatre heures, après l'accident du 19 janvier à la station Auber, pour réclamer l'annulation de la nouvelle signalisation et la restitution du permis de conduire du conducteur de la rame qui avait percuté contre le convoi à l'arrêt. Le trafic était normal sur la ligne B du R.E.R.

La C.G.T. ayant en outre appelé, ce lundi 26 janvier, à des débrayages, de 8 heures à 10 heures et de 17 heures à 21 heures, sur l'ensemble des lignes du métro parisien, le service a été assuré, dans la tranche horaire du matin, à 38 %.

Près de Nancy

Des ouvriers occupent une cartonnerie depuis quarante-quatre mois

De notre correspondant

Nancy. — Après quarante-quatre mois de combat, quatre-vingt-seize ouvriers occupent encore la cartonnerie de Laneuveville-devant-Nancy (Meurthe-et-Moselle) du groupe La Rochette-Cenpa. « Cartonniers nous sommes, cartonniers nous voulons rester », annonce une affichette collée sur le mur d'enceinte. Démarches administratives, réunions hebdomadaires des ouvriers restant en lutte, tours de garde, actions en justice, manifestations à Nancy, démarches auprès du ministère de l'industrie, ponctuent depuis des mois l'occupation de l'usine.

Tout a commencé en avril 1977 : la direction a annoncé la fermeture de la cartonnerie et deux cent soixante licenciements. A Laneuveville, où ils habitent pour la plupart, on ne comprend pas. C'est la grève avec occupation de l'usine. Le tribunal de Nancy désigne un expert. Son rapport tombe le 4 juin 1977. La fermeture de l'usine est injustifiée : l'entreprise est viable et a toujours dégagé des bénéfices sans qu'aucun investissement véritable n'ait été fait par le groupe La Rochelle-Cenpa. Entre-temps le travail reprend, et le 12 août 1977 la direction départementale de la main-d'œuvre refuse l'autorisation de licencier.

Pendant trois ans la bataille se poursuivra sur le plan juridique. A la fin de juillet 1979, le ministre du travail, M. Boulin, donne finalement son aval aux licenciements. L'occupation effective de l'usine commence alors.

« *Il faut que la cartonnerie redémarre*, affirme un homme de cinquante-trois ans. *Tout est prêt à refonctionner, les machines sont en état.* » Comme beaucoup d'ouvriers en lutte, ce quinquagénaire est trop vieux pour retrouver un autre emploi et pas assez âgé pour prétendre à la pré-retraite.

Les problèmes ne manquent pas. « *Vous savez*, dit-il, *quand on a travaillé vingt-cinq ans, cela fait un drôle d'effet quand à la fin du mois il n'y a que la femme à poser sa feuille de paie sur la table.* » Certains ont plus de difficultés encore : « *Sa femme n'arrête pas de lui dire d'aller chercher du boulot au lieu de venir ici.* » En fait, pour ce père de famille de trois enfants, il n'y a guère d'autre possibilité que de trouver des contrats de trois ou cinq mois. Difficile aussi, lorsque la banque demande à des travailleurs qui ont trente ans d'ancienneté et vingt-sept mois de chômage des attestations de salaire... Car aux problèmes psychologiques s'ajoutent les difficultés financières.

Après différentes actions menées par les cégétistes, l'allocation ASSEDIC avait été prolongée d'un an. Depuis le 24 octobre, c'est fini. Il ne reste plus que les 25 francs journaliers de l'allocation de fin de droit qui sera elle-même supprimée au 1er avril 1981. Beaucoup de familles à Laneuveville ne peuvent plus payer les loyers, le gaz et l'électricité. « *On luttera jusqu'au bout*, affirme néanmoins un des hommes de garde. *De toute façon, on n'a pas le choix et nous sommes dans nos droits.* »

Dès août 1978, la C.G.T. avait proposé un plan de relance de l'usine. Trois industriels s'étaient même déclarés prêts à la reprendre. Le projet de l'un d'eux, M. Pierre Franck, est même déposé depuis plus d'un an au CIASI (Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles) et reste sans réponse. Car la cartonnerie possède plusieurs atouts. En bordure de la RN 4, l'usine a un embranchement S.N.C.F. et une estacade sur le canal de la Marne au Rhin qui la délimite au nord. Pourquoi un tel blocage de situation dans un secteur où la France doit importer une partie de ses besoins ? « *La Rochette-Cenpa a deux grands actionnaires : le groupe Paribas (15 %) et le groupe américain Saint Regis Paper (20 %)*, explique la C.G.T. *Cette dernière participation fait de La Rochette une colonie d'une firme multinationale soucieuse d'assurer des débouchés à sa production américaine.* » Un ouvrier nancéien ajoute : « *Ils n'ont pas intérêt à céder l'usine à un papetier qui par la suite les concurrencerait.* » Il est vrai aussi que le plan de relance, y compris la modernisation de l'usine, coûtait cher : quelque 90 millions de francs.

En attendant, après quarante-quatre mois de lutte, il reste à Laneuveville-devant-Nancy quatre-vingt-seize ouvriers en quête de patron.

JEAN-LOUIS BEMER.

● ERRATUM. — Dans le commentaire du colloque de la DAP à Grenoble (*le Monde* daté 25-26 janvier, p. 13) « De l'angoisse à l'imagination », il faut lire : « *L'angoisse de ces grands appareils est d'autant plus compréhensible que la générosité qui les anime et les rend indispensables les porte à craindre pour les missions qu'ils assument.* »

Dans le compte rendu de l'intervention de M. Jacques Delors (deuxième colonne, paragraphe 1), il faut lire : « *Une société de services réciproques, des formes nouvelles de coopératives. La crise de l'Etat-providence (...) offre des chances fantastiques aux associations.* »

APRÈS HUIT MOIS D'HÉSITATION

La Confédération des syndicats médicaux français signe la nouvelle convention avec les Caisses nationales d'assurance-maladie

Le conseil confédéral de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), réuni à Paris les 24 et 25 janvier, a décidé, à une majorité des deux tiers, d'autoriser, après des mois d'hésitation, son président, M. Jacques Monier, à signer la convention ratifiée le 23 mai 1980 par les Caisses nationales d'assurance-maladie et la Fédération des médecins de France.

Désormais la majorité des médecins, affiliés de fait à la C.S.M.F., sont appelés à suivre leurs dirigeants. Mais les médecins ont toujours le choix d'être ou non « conventionné ». S'ils le sont, ils devront accepter les tarifs officiels et le contrôle de la Sécurité sociale. S'ils refusent, ils garderont toute leur « liberté », au nom de la qualité, disent-ils, mais à quel prix pour le malade ?

Le principal groupement de la profession, la Confédération des syndicats médicaux français (quarante-quatre mille adhérents) est entré officiellement dans la négociation des nouveaux rapports entre médecins et sécurité sociale. Certes, il le fait avec nuance, adoptant un « oui mais », pour « *veiller au grain* », rappelle son président, « *limiter les risques de la convention et protéger le droit des malades et celui des médecins* ». Si la C.S.M.F. approuve les finalités de la convention — « *bien rembourser les malades et gérer au mieux les deniers sociaux* », — elle demeure « *opposée à la manière d'y arriver* ». Selon elle, la convention risque de provoquer la création d'un double secteur médical, elle institue une limitation des dépenses d'assurance-maladie, qui risque de faire passer l'intérêt économique avant celui du malade. Enfin, elle soumet le praticien à un contrôle contraire aux principes de la médecine libérale.

Ce « oui mais », de tactique plus que de fond, recèle une contradiction que ses défenseurs ont eu du mal à faire comprendre aux adhérents de leur confédération.

Certains estimaient que signer revenait à avaliser les principes de la convention. C'est d'ailleurs pour ce motif que la C.S.M.F. avait commencé par la refuser. Après des mois de revirements et de débats houleux, le vote du week-end a permis à chacun de se prononcer. Trente-quatre des cinquante-deux conseillers confédéraux présents se sont prononcés pour, douze ont voté contre, six se sont abstenus. Ce vote reflète celui de la dernière assemblée générale où, par 65 % des mandats, les participants avaient approuvé le principe d'une signature sous conditions et non immédiate. Dans les sept semaines précédent le prochain conseil confédéral, les syndicats devaient d'abord consulter leur base.

Les syndicats départementaux de fait, forment la masse des adhérents de la C.S.M.F. ; ils sont « *la véritable émanation, au plan géographique, des médecins de base* », selon l'un d'entre eux.

Prudence oblige... Le vote confédéral a été nominal. Chacun s'est engagé individuellement et non sur ses mandats. Que diront les syndiqués à leurs représentants départementaux de retour au bercail après un tel scrutin ? Certains avaient été mandatés pour se retirer de la C.S.M.F. au cas où le principe de la signature serait retenu. Or il n'y a eu, ce week-end, aucune décision de retrait, semble-t-il. Les opposants à la convention ont préféré prendre l'initiative de lancer un « *comité d'action et de vigilance* » à l'intérieur de la C.S.M.F., rejoints même par quelques partisans du « oui ». Ce comité « *œcuménique* », selon l'un de ses promoteurs, « *traduit le profond trouble des médecins face au caractère nocif de la convention* ». Trente-trois syndicats départementaux à ce jour veulent par ce biais « *continuer leur action* » à l'intérieur de la C.S.M.F. et non au dehors.

Ils veulent, affirment certains d'entre eux, « *soutenir le président dans leur action, agir au niveau des commissions nationales non pour les avaliser mais pour mieux défendre la médecine libérale et éviter à tout prix une scission qui ferait le jeu du gouvernement* ». Ils ont obtenu, disent-ils, la garantie d'être présents dans les commissions de négociation avec les Caisses d'assurance-maladie. Ils veulent enfin « *accélérer la réforme des statuts* » qui devrait leur assurer une meilleure représtructuration le 28 janvier.

Le besoin d'une telle réforme n'est d'ailleurs pas nié par M. Monier. La confédération devrait dans les prochains jours rendre public son projet de restructuration.

Si elle reste divisée, la C.S.M.F. n'en vient pas moins de passer le cap. A voir la multiplication des prises de position hostiles à la convention dans les dernières heures qui ont précédé le conseil confédéral — trente-quatre syndicats départementaux refusaient catégoriquement la signature, — beaucoup s'attendaient que le conseil soit amené à convoquer une assemblée générale extraordinaire qui, elle, trancherait. Le conseil s'est prononcé contre ce report (par 30 voix contre 18 et 3 abstentions), estimant qu'il équivalait dans le fond à un refus de signer. Les partisans du « oui » voulaient régler l'affaire sans plus tarder. Mais le conseil a partiellement donné satisfaction à sa base. Celle-ci sera convoquée en assemblée générale extraordinaire d'ici à la fin de mai. Elle pourra alors se prononcer sur les résultats des négociations qui vont s'ouvrir. Quitte à modifier une nouvelle fois sa position avant la prochaine échéance annuelle de la convention fixée au 6 juin. « *Toute action peut conduire à une autre décision, si cela ne réussit pas* », a affirmé sibyllin, M. Monier.

Pour M. Monier, en définitive, « *ce conseil s'est bien passé, l'assemblée s'est montrée sympathique et confiante* ». Il peut désormais engager sa signature, en ayant évité le pire — la scission. Du moins à ce jour.

DANIELLE ROUARD.

● *Le dépôt de bilan* qui vient d'intervenir chez Firmin-Didot, et qui menace d'entraîner cent vingt licenciements, est dénoncé par la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. « *comme moyen de pression contre les travailleurs* ». Selon ce syndicat, « *le pseudo-accord avec l'imprimerie Hérissey est un leurre pour masquer d'autres desseins qui visent à aggraver les conditions de travail.* »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,6935	4,6975	— 380	— 350	— 625	— 585	—1158	—1038
$ can.	3,9455	3,9505	— 285	— 240	— 440	— 395	— 740	— 618
Yen (100).	2,3150	2,3185	+ 40	+ 75	+ 100	+ 140	+ 375	+ 465
DM	2,3070	2,3100	+ 20	+ 45	+ 65	+ 90	+ 325	+ 415
Florin	2,1200	2,1230	+ 20	+ 40	+ 45	+ 75	+ 255	+ 325
F.B. (100).	14,3650	14,3825	— 75	+ 60	— 60	— 140	+ 20	+ 530
F.S.	2,5535	2,5575	+ 90	+ 120	+ 210	+ 250	+ 745	+ 835
L. (1 000)	4,8700	4,8775	— 240	— 165	— 490	— 375	—1285	—1075
£	11,3310	11,3435	— 400	— 305	— 715	— 585	— 725	— 420

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 3/4	9	9	9 1/4	9	9 1/4	9	9 1/4
$ E.-U.	19 1/4	19 1/2	20 1/8	20 1/4	18 3/4	19	17 1/4	17 1/2
Florin	9	9 3/8	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 3/8	9 1/2	9 3/4
F.B. (100).	11	12	11 7/8	12 1/4	12	12 3/8	12 1/2	12 7/8
F.S.	2 1/2	3	5 3/4	6	6	6 1/4	6	6 1/4
L. (1 000)	14	15	16	17 1/2	17	18 1/2	17	19
£	14 1/2	15	14 3/8	14 5/8	14 3/8	14 5/8	13 5/8	13 7/8
Fr. franç.	10	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 5/8	11	11 7/8	12 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

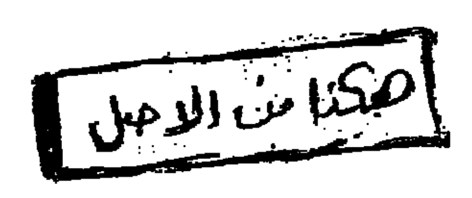
Franck et Fils.
Toutes les petites choses dont on a besoin : gants, collants, parfums, blanc.
16-29 janvier.
Franck et Fils. 80, rue de Passy. Paris 16e.
Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Muette.

TALBOT C'EST ICI

à Saint-Mandé







هكذا من الاصل

COTE VAROISE

Station réputée à vendre bord de mer

HOTEL**** Luxe 1967

59 chambres tout confort, 3 restaurants, 1 night club, salles de conférence, piscine et plage privée.
Surface pondérée 4 560 m², garages.

Intermédiaires s'abstenir

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous référence D 205 TELEX P.A.
34, boulevard Haussmann, PARIS qui transmettra

(Publicité)
UNIVERSITE DE PARIS I
PANTHEON - SORBONNE
CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE
INITIATION AU DROIT
DE LA VIE COURANTE
(35 heures)
12, 13, 18, 19, 20 Février 1981
RENSEIGNEMENTS : 14, rue Cujas - 75005 PARIS
Téléphone : 329-75-23

LES PIANOS


maison recommandée par les professeurs
vous proposent des pianos :
• à louer depuis 190 F/mois
• à vendre depuis 220 F/mois
aucun apport personnel
Tous nos pianos sont garantis dix ans
Ouvert même le dimanche
PIANOS DAUDE
75 bis, Av. de Wagram 75017 Paris
TÉL. 763.34.17 - 227.88.54

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

(Publicité)
INVITATION TO BID

1. The Maritime Bank (Denizcilik Bankasi T.A.O.) invite bids for the supply of Machinery and Equipment for the following Harbour Crafts :
   a) Six Mooring Boats.
   b) Two General Service Boats.
   c) Five Pilot Boats.
   d) Four emergency Diesel-Generator Sets for Harbour Service.

   The above Harbour Crafts shall be built at Denizcilik Bankasi own shipyards.

2. D.B. intends to apply the proceeds of a Loan Granted by the World Bank for the Rehabilitation of 10 major ports in Turkey.

3. This Bid Invitation is only open to suppliers from member countries of the World Bank and Switzerland.

4. Tender documents pertaining to each inquiry above may be purchased against the remitance of U.S Dollars 50 for each package (4 packages in total) from the following address as from February 2, 1981.

   DENIZCILIK BANKASI T.A.O.
   Tersaneler Müdürlügü
   Karaköy - Istanbul
   TURKEY.

5. Only bidders which have purchased the tender documents shall be allowed to participate.

HABITAT

La crise du logement locatif à Paris

(Suite de la première page.)

Le mot « *caractère* » signale sans aucun doute une ou deux poutres dénudées au plafond, mais aussi une cuisine probablement minuscule ou difficile à aménager, une salle de bains où il ne faut à aucun prix avoir de grands bras ou dépasser 1,70 mètre, et un escalier aux volutes branlantes. Elle sait que la « *pierre de taille* », tout entière en façade, ne préjuge en rien de l'état des murs de l'arrière-cour, ni de l'existence d'un puits sans lumière où donne la cuisine, ni de l'état du local à poubelles. Elle a pris l'habitude de ne jamais oublier son double mètre, qui permet de vérifier l'exacte surface des pièces et la longueur des panneaux où il faudra caser la grande bibliothèque....

Elyzabeth est le type de ces candidats-locataires « baladeurs » (on les appelle ainsi dans certaines agences) qui visitent pendant des semaines, s'inquiétant du mode de chauffage, de son coût, du montant des charges, du type de bail proposé. Ils trouveront sans aucun doute l'appartement qui leur conviendra. Mais il leur faudra six ou sept mois de démarches et de recherches épuisantes, avec parfois le pincement de regret d'être passé, avec une heure de retard, à côté de la vraie bonne affaire.

Une chambre baptisée « studio »

Il existe, selon les agences, une autre grande catégorie de candidats-locataires : ceux-qui-cherchent-à-se-loger-à-tout-prix. C'est le cas de Pierre et Nicole, moins de quarante-cinq ans à eux deux. Il est mécano venu d'une province où règne le chômage, elle est sténo-dactylo dans une banque. Ils gagnent au total 7.000 F par mois. Leur lit occupe toute la place dans la chambre de Nicole, sous les toits, dans un immeuble faussement bourgeois du dix-huitième arrondissement. C'est une « chambre de service », baptisée « studio » par le propriétaire parce qu'il y a une vraie fenêtre, une « cuisinette » dans un placard et un micro-lavabo. Les w.-c. sont au fond du couloir sombre dallé d'hexagones rouges cassés. Six cent francs par mois, charges comprises. Nicole est enceinte, ils vont se marier et il leur faut, vite, un trois-pièces. La lecture des petites annonces les a brutalement réveillés.

Pas pour eux, ce « *3 P. Gambetta. 80 m2, cuis. équipée, bains, balc., cave, parking* », pour 3 200 F charges comprises. Trop petit ce « *studio refait de 22 m2, au quatrième sans ascenseur* » pour 900 F par mois. Ils ont découvert l'univers des petites agences spécialisées dans la recherche de locataires pour le compte d'administrateurs de biens gérant le patrimoine de particuliers. On y remplit un bulletin de « demande de logement » où l'on mentionne souhaits et revenus.

Au vu de leurs bulletins de salaire, on ne cachera pas à Pierre et à Nicole qu'ils peuvent trouver, au mieux, un deux-pièces, pour 1 800 F ou 2 000 F, mais, en aucun cas, on ne leur louera quelque chose qui leur coûterait plus du tiers de leurs revenus. En tout état de cause, avant de signer le bail et d'entrer dans les lieux, il leur faudra débourser quatre fois et demi le loyer initial, soit 10 000 F environ. 10 à 12 % du loyer annuel pour l'agence, les frais d'actes et les deux mois de caution pour le propriétaire. « *Et encore,* nous confie une de ces « chercheuses de locataires », payée à la commission sur les baux signés, *on a élargi le système. Avant, on n'allait pas au-delà du quart du revenu. Il faut dire aussi que 7 000 F par mois, si le client est fonctionnaire, c'est plus solide que s'il travaille comme intérimaire.* » C'est la deuxième partie de la tâche de l'agence : chercher de « bons » locataires pour les propriétaires. Encore ceux-ci ont-ils modéré leurs exigences.

Racisme

Réticents il y a quelques années, ils acceptent maintenant des couples non mariés, des jeunes gens mineurs (avec la caution des parents) ; ils n'aiment guère les jeunes filles, mais rejettent fréquemment les étrangers, les gens de couleur. Ceux-là, très souvent, apprennent lors du second coup de téléphone — et ce n'est pas toujours vrai — que le studio qu'ils ont visité « est déjà loué ». Les arguments le plus souvent invoqués sont le mode de vie différent qui fait fuir les autres locataires et le fait d'être « mauvais payeur » : « *J'ai loué mon studio à un Africain, un homme très bien. Je ne suis pas raciste. Deux mois après, ils étaient six là-dedans, à jouer de la guitare en chantant et en criant jusqu'à des heures impossibles. J'avais tous les autres locataires sur le dos. Après plusieurs mois de lettres, de démarches, d'avertissements, ils ont disparu en me laissant trois mois de loyer impayés et un studio dégueulasse ; une porcherie. J'ai dû tout refaire et même changer la moquette. Alors, c'est fini. Plus de négros.* »

Les Africains, les Antillais ou les Nord-Africains ne sont pas les seuls à subir la difficile loi de la jungle du logement à loyer libre : les jeunes qui viennent à Paris, heureux d'avoir déniché un emploi introuvable dans leur ville natale et qui gagnent de 2 500 F à 3 000 F par mois ne sont pas mieux lotis. Il y a aussi ceux, hommes et femmes, qui font face à la séparation d'un premier divorce : quitter le domicile qui fut conjugal est coûteux.

Les candidats locataires se plaignent beaucoup des agences, et des frais supplémentaires qu'elles engendrent. Ils ont en partie raison mais ne devraient jamais tomber dans le piège que leur tendent certaines officines : signer en versant 250 F ou 400 F ce qui n'est qu'un « contrat de publicité » ; l'agence se borne à passer trois ou quatre annonces dans un périodique spécialisé, sans pour autant rechercher l'appartement qui conviendrait à leurs clients. Ceux-ci attendent en vain, perdent la somme, n'ont aucun recours et... repartent en chasse.

L'état des lieux

Trouver à se loger est une chose. Eviter les pièges de la location libre est plus difficile. Très rares sont les candidats locataires qui prennent la précaution, élémentaire et légale, de faire dresser par huissier, et en leur présence, un véritable état de lieux. Et ils signent le bail imprimé en caractères minuscules, qu'ils ont insuffisamment lu. Ils s'apercevront le jour où ils quitteront leur appartement qu'il est écrit : « *Il sera dressé lors de l'entrée en possession, par le preneur, un état des lieux d'entrée. A défaut, le preneur est réputé les avoir pris en parfait état* ». Pourtant, ils l'avaient trouvé si sale, cet appartement, qu'ils avaient refait peintures et papiers, et parfois la moquette. Faute de preuves, ils devront accepter que leur propriétaire leur retienne tout ou partie des deux mois de caution, si diligemment revalorisés au fil du temps. Piégé une fois, le locataire prend vite l'habitude, non de faire établir un état des lieux, mais... de ne pas payer les deux derniers mois de loyer avant de quitter son logement.

Pourtant, les représentants des propriétaires, des administrateurs de biens, des usagers, ont signé les accords Delmon, sorte de code de bonne conduite entre locataires et propriétaires. Accords si peu respectés (même par les propriétaires institutionnels) qu'on a pu dire que les baux se présentaient comme un répertoire des droits des propriétaires et des devoirs et obligations des locataires. Un projet de loi est en préparation pour rendre obligatoire ce qui n'a pu être obtenu par la seule bonne volonte.

Souvent, les normes exigibles pour la location en loyer libre d'un appartement auparavant soumis à la loi de 1948 sont tout juste respectées : Vincent et Claude, et leur petite Eva, en vivent l'inconfortable expérience. Ils ont loué, en octobre 1979, un deux-pièces annoncé 36 mètres carrés, et qui n'en fait péniblement que 29, qu'ils paient 1 260 F (ajouter 300 F mensuels de chauffage individuel en moyenne sur l'année). Leur chambre de 9,88 mètres carrés n'a que 2,60 mètres de large, et ils ont, pour disposer d'un bureau, installé leur lit sur des pilotis de bambou. A vingt-cinq ans, ils grimpent allègrement l'échelle de meunier qui permet de rejoindre leur couche : « *Heureusement,* dit Claude en riant, *on n'est jamais vraiment malade.* » Le séjour s'ouvre sur une kitchenette, et fait à peine 14 mètres carrés.

Il est évident que le loyer libre d'un locataire qui reste longtemps dans son appartement évoluera beaucoup moins vite que le loyer d'un logement qui aura souvent changé d'occupant. Le premier progresse au seul rythme de l'indice du coût de la construction ; l'autre évolue au gré de la « loi du marché » : comme la demande est forte et l'offre réduite, cette loi du marché est devenue celle du marché noir. Le loyer de deux appartements identiques, dans le même immeuble, varie du simple au triple. Il y a donc côte à côte, dans Paris, pour une même prestation, des prix hors charges dont la diversité n'est justifiée par rien. La hausse des loyers des appartements vides proposés à la location rend fragile la situation des locataires de longue date, inquiets de recevoir un jour, au moment du renouvellement du bail, la classique lettre de congé qui les contraindra à partir ou... à accepter un nouveau bail beaucoup plus lourd...

Enfin les particuliers, propriétaires d'un ou de plusieurs appartements qu'ils gèrent seuls, ont une fâcheuse tendance à lancer le bouchon un peu loin. Qui voudra dans le quartier de l'Europe de ce studio, grand il est vrai, proche du métro et de nombreux arrêts d'autobus, neuf et bien équipé, mais que son propriétaire prétend louer 2.500 F ?

On peut, certes, finir par trouver un appartement convenable, avec un loyer raisonnable et dont l'augmentation annuelle est supportable. Mais la recherche d'un tel logement est un sport qui se pratique dès le petit matin et se poursuit à longueur de journée sans pause-repos ni pause-repas. Il faut en trouver le temps, et ce n'est guère compatible ni avec un travail régulier ni avec un retour tardif en banlieue. Il y a bien sûr le bouche-à-oreille, et la chance. Faute de la rencontrer... on renonce.

Paris intra-muros et sa très proche banlieue commode d'accès sont de plus en plus inaccessibles aux ménages de revenus moyens. C'est un fait. Et la lointaine banlieue avec ses frais et ses temps de transport démesurés est de moins en moins séduisante.

JOSÉE DOYÈRE.

Prochain article :

LA PEAU DE CHAGRIN

Les baux à loyer libre

Il y a dans Paris deux types de baux à loyer libre :

● *Le bail de trois ans renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties trois mois avant l'expiration de chaque période. Depuis quelques années, on a aussi vu fleurir nombre de baux d'un an, renouvelables. Un projet de loi, non encore discuté au Parlement, prévoit de fixer à trois ans la durée minimale du premier bail avec un locataire, de rendre obligatoire le constat d'état des lieux, et d'interdire la revalorisation des deux mois de caution.*

● *Le bail de six ans à loyer libre prévu par l'article 3 quinquiès de la loi du 1er septembre 1948, et réglementé par les décrets du 29 septembre 1962, du 30 décembre 1964 et du 22 août 1978. Lorsque l'occupant en titre d'un appartement soumis à la loi de 1948 (c'est-à-dire terminé avant cette date), et donc à loyer taxé, quitte cet appartement, le propriétaire, sous réserve de certaines améliorations et mises aux normes, peut fixer librement le montant du loyer demandé la première fois, avec un bail de six ans, renouvelable chaque année par tacite reconduction. Ensuite, il peut proposer à un nouveau locataire un bail de trois ans ou d'un an.*

corrigez votre myopie ... avec vos larmes

Mais oui ! Les lentilles de contact Ysoptic sont légères, perméables : *elles se remplissent (à 70 %) de la* fine couche de liquide lacrymal qui recouvre l'œil et sur lequel elles reposent. C'est ce qui les rend souples et c'est pourquoi elles sont si confortables.
L'œil vit comme s'il était nu.

Faites vite un essai !
YSOPTIC
Le spécialiste des lentilles de contact
80, bd Malesherbes
75008 PARIS
Tél. : 563.85.32

(Publicité)
Du tissu sans couture sur vos murs
Grand choix de tissus de qualité en largeur 250 à 270 cm.
1er et 2e choix
Visibles sur présentoirs
A des prix nullement comparables à ceux pratiqués traditionnellement
Seul un soldeur professionnel peut vous faire une telle offre grâce à un circuit court : usines - dépôts - clients qui permet des achats massifs à des prix négociés
Pose facile, nos vendeurs sont là pour vous conseiller ; tous les accessoires : molletons, galons, agrafeuses, etc, sont à votre disposition dans nos magasins.
Exemples de prix :
Métis lin, coton en ,60 m. le m. linéaire.. 39,00 F
Pur lin en 2,60 m le m. .. 44,00 F
15 coloris au choix ...... 49,00 F
Doupion soie en 2,60 m. le m. .... 78,50 F
Grand choix également de tissus à coller à des prix de papiers peints.
Quelques prix :
en 0,90 et 1 m., le m.
6,46 F - 8,23 F - 10,58 F - 14,80 F
ARTIREC, 4, bd de la Bastille
75012 PARIS
(métro : Quai de la Rapée).
Tél : 340-72-72.
AR SAINT-MAUR
11, villa du Soleil
(donne 120, bd Général-Giraud
94100 SAINT-MAUR)
Tél. 883-13-97
LM



à Paris 3e
Garage du centre de Paris
11, rue Béranger
75003 Paris
Tél. : 887.69.00
Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.

TALBOT
C'EST LA



NE VOYAGEZ QU'EN CONCORDE.



Concorde

Hôtels Concorde

Dix-neuf destinations prestigieuses de l'hôtellerie française.
Dix-neuf hôtels luxueux dont l'implantation privilégiée au cœur des villes permet de se trouver toujours proche des quartiers d'affaires et des centres touristiques.

A Paris, le Crillon, le Concorde La Fayette, l'Ambassador Concorde, le Concorde St-Lazare, le Louvre Concorde, le Lutétia Concorde.

En forêt de Fontainebleau, le Grand Monarque Concorde. A Lille et à Metz, le Royal Concorde. A Angers, Le Mans et Toulouse, le Concorde. A Nancy, le Grand Hôtel Concorde. A Marseille, le Concorde Palm Beach et le Concorde Prado. A Cannes, le Martinez Concorde. A Nice, le Westminster Concorde et l'Aston Concorde.

A Bruxelles, le Concorde Chelton. Et en 81 au Caire, le Cairo Concorde.

Dans dix-neuf villes, les Hôtels Concorde, un accueil et un confort dans la grande tradition du raffinement à la française.

Hôtels Concorde : 58, boulevard Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris. Télex 650.990.

Réservation centrale à Paris, Tél. 758.12.25 24/24 h, 7 jours sur 7.

صكنا من الاصل

AFFAIRES

Premier fabricant mondial de l'horlogerie

Seiko se lance dans la fabrication des montres de luxe

Le groupe japonais K. Hattori, premier fabricant mondial de montres (marque Seiko) avec 6,6 milliards de chiffre d'affaires dans cette branche d'activité (82 % de ses ventes) et 35 millions de pièces produites annuellement, accentue sa pénétration sur le marché européen de l'horlogerie en s'attaquant cette fois aux articles de très grand luxe.

Le géant nippon, un centenaire décidément très vert, vient en effet de lancer en première mondiale une nouvelle collection de montres à quartz de prestige assemblées en Suisse, avec des modules de sa fabrication, par sa nouvelle filiale genevoise, Jean Lassale, dans une gamme de prix s'échelonnant de 1 800 à 5 000 F.

L'événement apparaît somme toute assez banal, et son impact, à première vue, ne présente pas un grand danger pour les firmes horlogères du triangle jurassien. Le marché européen des montres de très haut de gamme est très peu étendu (2,5 millions de pièces produites chaque année), et les firmes suisses, notamment Piaget, Patek Philippe, Vacheron Constantin, Rolex, y sont déjà solidement implantées.

Cependant, même si les ambitions de Hattori, qui compte seulement commercialiser dix mille montres en 1981 sous la nouvelle marque Seiko-Lassale, peuvent sembler modestes, il s'agit en réalité d'une véritable opération « charme », avec tous les risques qu'elle comporte.

Le créneau des articles horlogers de luxe était jusqu'à présent le seul où le groupe japonais était absent. En s'y introduisant timidement suivant la fameuse « technique de l'escargot », avec un article hypersophistiqué muni de deux quartz, l'un destiné à corriger l'autre (cinq secondes seulement de dérive annuelle maximum grâce à ce nouveau procédé), il entend de toute évidence s'y ancrer solidement, et cela lui permettra de renforcer son image de marque auprès des consommateurs européens et ainsi de favoriser le développement de ses ventes dans les gammes de montres moyennes et basses (3,5 millions vendues en 1980, *dont 550 000 en France, son plus gros marché*), déjà multipliées par quatre en cinq ans.

Il aura fallu moins d'un an à Hattori pour redresser la firme genevoise Jean Lassale, rachetée en janvier 1980 quand elle était au bord de la faillite pour avoir échoué dans la fabrication des *montres mécaniques les plus plates* du monde, et la doter d'une nouvelle collection de sa conception. C'est un exploit que la recherche à tout prix de la notoriété ne peut autrement justifier.

La stratégie menée par Hattori apparaît au grand jour quand on sait que cette offensive, la quatrième depuis l'entrée du groupe sur le Vieux Continent en *1970, survient tout juste trois* mois après le lancement en France d'une gamme basse de montres à quartz, assemblées à Josselin (Morbihan) dans l'usine d'UTI agrandie à cet effet, et vendues sous la marque Pulsar (ventes escomptées pour 1981 : 150 000 pièces).

En avançant ce nouveau pion, qui lui permettra d'occuper toutes les plages des produits horlogers, y compris celles des pendules et des pendulettes, le groupe Hattori compte gagner l'ultime étape d'une course menée surtout contre les Suisses, dont le bastion semblait inviolable. Son souci de conquête bien caché a, de toute façon, quelque chose d'inquiétant, aussi inquiétant que le langage hermétique tenu par M. Hideaki Moriya, directeur général du groupe : « *Nous avons besoin de la tradition horlogère européenne* », a-t-il déclaré en souriant, ajoutant immédiatement : « *Nous sommes prêts à collaborer avec les firmes européennes.* » « Collaborer »? ou dominer ?

ANDRÉ DESSOT.

LE PRÉSIDENT DE R.C.A. DONNE SA DÉMISSION

Nouveaux remous au sein de l'état-major du groupe américain Radio Corporation of America (R.C.A.), numéro un mondial de la radio-télévision. Son président, M. Edgar Griffiths, démissionne de ses fonctions et sera remplacé, le 1er juillet, par M. Thornton Bradshaw, *l'actuel président de la société* pétrolière Atlantic Richfield.

Agé de cinquante-neuf ans, M. Griffiths était entré chez R.C.A. en 1948. Nommé président du groupe en 1976, il avait alors choisi comme dauphin M. Maurice Valente, qui venait de l'I.T.T. Entré le 1er janvier 1980 chez R.C.A., M. Valente en sortait... six mois plus tard. Le conseil d'administration le « remerciait », sa gestion n'ayant « pas été jugée conforme aux besoins et objectifs à long terme du groupe ». Quelques *jours plus tard, le président de la* chaîne de T.V. N.B.C. (filiale de R.C.A.) donnait à son tour sa démission.

Le conflit entre le président et son conseil et les querelles entre les « barons » du groupe auraient, semble-t-il, « irrité » M. Griffiths. Face à la remise en cause de son autorité, il aurait préféré se retirer.

● *Philips acquiert une partie de la production de General Telephone and Electronics (G.T.E.).* — North American Philips Corporation, la branche américaine du groupe Philips, a acquis définitivement la production d'articles électroniques pour application courante de General Telephone and Electronics (G.T.E.), annonçait-on, le 23 janvier, au siège de Philips.

ÉNERGIE

L'Égypte a produit 32 millions de tonnes de pétrole en 1980

De notre correspondant

Le Caire. — M. Ezzedine Hillal, vice-président du conseil égyptien et ministre du pétrole, a *confirmé récemment que son* pays avait produit 32 millions de tonnes d'hydrocarbures en 1980 contre 28 millions de tonnes en 1979. Le rythme de production de 700 000 barils-jour atteint l'an passé (y compris l'équivalent de 50 000 barils-jour de pétrole pour la production de gaz naturel) *devrait s'élever à 1 million* de barils-jour en 1983 ou en 1984, selon M. Hillal, soit 50 millions de tonnes d'hydrocarbures par an, ce qui équivaut à la production annuelle algérienne moyen*ne de ces dernières années.*

Les 32 millions de tonnes de pétrole représentent une valeur d'environ 40 milliards de francs. *Sur cette somme, Le Caire* a exporté directement pour une valeur d'environ 10 milliards de francs. L'Egypte a raffiné et consommé d'autre part, en 1980, 14 millions de tonnes de pétrole, équivalant à une valeur marchande de 18 milliards de francs. Quant aux compagnies, en majorité américaines, qui exploitent les champs pétrolifères égyptiens en association avec l'Etat, elles ont enlevé l'an dernier un tonnage de pétrole brut d'une valeur de 12 milliards de francs pour leur propre compte, en vertu des accords de partage conclus précédemment avec Le Caire.

Actuellement trente-quatre entreprises pétrolières étrangères de treize nationalités travaillent en Egypte, mais toutes ne produisent pas encore. Deux sociétés françaises sont présentes, Elf-Aquitaine et Total, cette dernière ayant découvert en 1980 de vastes gisements sous-marins de pétrole *en mer Rouge*, à *Ras-Choukeir*, à proximité de la station balnéaire de Hourgada. Elf avait auparavant découvert la grande poche de gaz naturel d'Abou-Madi (delta du Nil).

L'Egypte n'est pas membre de l'OPEP afin, dit-elle, « *de préserver sa liberté de manœuvre en matière de prix* ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

AGRICULTURE

Les apiculteurs s'inquiètent de l'action des nouveaux insecticides sur les essaims d'abeilles

De notre correspondant

Limoges. — L'organisation de la profession a été au centre des travaux des apiculteurs réunis en congrès national à Limoges le 24 janvier. Il y a en France environ deux mille apiculteurs professionnels. Le métier attire des jeunes, mais l'investissement de départ est estimé à 500 000 francs.

La production de 15 000 à 20 000 tonnes par an ne suffit pas à satisfaire la demande du marché intérieur, même si un Français sur deux n'a, dit-on, jamais goûté au miel. Quarante pour cent des apiculteurs professionnels participent à des opérations de pollinisation. Ils louent leurs ruches aux arboriculteurs pendant la période de floraison : les abeilles butinent et transportent le pollen.

M. Raymond Bornek, secrétaire général du Syndicat des producteurs de miel de France, a insisté sur l'action indirecte des abeilles sur la production fruitière. Sans elles on récolterait 50 % de pommes et de poires, 80 % de fraises et de cerises en moins. En butinant, les abeilles assurent plus des trois quarts du rendement des melons et des petits fruits comme les groseilles et les framboises.

Les congressistes ont aussi débattu de la protection de l'abeille. La France possède dans ce domaine la législation la plus stricte. Mais des problèmes se posent avec le développement de l'industrie phytosanitaire et l'arrivée de *nouveaux insecticides* : les pyréthrénoïdes de synthèse ont décimé des essaims, notamment dans les champs de colza du centre de la France. Les apiculteurs souhaitent, pour prévenir de tels méfaits, une adaptation de la législation.

Le miel est l'un des produits dont la consommation n'a été, jusqu'à présent, encouragée par aucune publicité, ce que regrettent les apiculteurs.

M. S.

E.P.E.C. FORMATION
RÉVISION APTITUDE ET PROBATOIRE
Jour - Soir - Samedi
Renseignements : 246-59-14. 246-59-15.

RTL finance dernière
du lundi au vendredi sur RTL à 7 H 50
dans le Journal d'Alexandre BALOUD
AVEC LA COLLABORATION DE Merrill Lynch

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERTECHNIQUE

Pour l'année 1980, le chiffre d'affaires hors taxes est de 509,1 millions contre 395,1 (plus 29 %), le montant hors taxes des commandes reçues est de 603,4 millions contre 469,4 (plus 29 %) dont 31 % en exportation directe contre 23 % en 1979, le carnet de commandes augmente de 94,3 millions.

Pour les activités aérospatiales, le chiffre d'affaires hors taxes est de 291,7 millions contre 226,4 (plus 29 %), le montant hors taxes des commandes reçues est de 356 millions contre 290 (plus 23 %) dont 33 % en exportation directe contre 19 %.

Pour l'activité informatique et instrumentation, le chiffre d'affaires hors taxes est de 217,4 millions contre 168,7 millions (plus 29 %), le montant hors taxes des commandes *reçues est de 247,4 millions* contre 179,3 (plus 38 %), dont 28 % en exportation directe contre 30 %.

Le résultat net de la société, après prise en compte au titre de l'exercice de toutes les charges résultant du règlement intervenu avec le groupe Electrobail au sujet de la société Logabax, sera supérieur à celui de l'année dernière.

UFINER - UNIDEL MERLIN GÉRIN

A la suite d'un accord avec Ufiner - Unidel (groupe Lyonnaise des eaux), Merlin Gerin prend le contrôle de Distrelec - S.F.C.M.E.

Merlin Gerin a récemment fait savoir à la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage (S.L.E.E.) qu'elle était disposée à racheter la majorité des actions des sociétés Distrelec et S.F.C.M.E. Cette proposition répondait au souci de S.L.E.E. - UNIDEL de trouver une solution industrielle satisfaisante aux problèmes de ces sociétés dont la personnalité devait être maintenue face à leur clientèle qui apprécie des produits bien adaptés à certains créneaux du marché.

Les conditions d'un accord étant maintenant fixées, Distrelec et S.F.C.M.E. (réseau commercial et unités de production) vont entrer dans le groupe Merlin Gerin, qui renforce ainsi ses positions dans le domaine des équipements moyenne tension.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EN FINLANDE

M. Vienot, directeur général de la Société générale, s'est rendu en Finlande les 22 et 23 janvier.

Il a pu à cette occasion s'entretenir avec le ministre des finances, M. Pekkala, le gouverneur de la Banque centrale, M. Karjalainen, ainsi que les dirigeants des plus grandes banques et entreprises du pays au cours de nombreuses visites e, lors d'une réception organisée par l'ambassade de France.

Ces contacts confirment la volonté de la Société générale d'accroître sa contribution au développement des relations commerciales et financières entre la France et la Finlande, pays où elle compte déjà d'importants clients.

INTERBAIL

Lors de sa réunion tenue récemment, le directoire a constaté que durant l'année 1980, 146 919 obligations ont été présentées à la conversion, ce qui porte à 634 703 le nombre total des titres convertis sur les 726 000 émis en janvier 1978.

En conséquence, le capital d'Interbail s'élève désormais à 243 920 300 francs divisé en 2 439 203 actions contre 2 292 840 en 1979. L'ensemble de ces actions bénéficiera du dividende qui sera servi au mois d'avril 1981 au titre de l'exercice 1980. Le conseil fixera le 16 février le dividende à proposer à l'assemblée sur ce capital augmenté.



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 31 DÉCEMBRE 1980

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 5000 60 % minimum en actions françaises (1)	A.G.F. Interfonds
Nombre d'actions au 31 décembre 1980 (actions de 100 F nominal)	708 347	1 631 838	654 045	465 878
Actif net par action	584,21	308,32	196,23	235,85
Actif net total	413 823 683,96	503 132 744,16	128 344 666,47	109 876 466,52
Répartition de l'actif (en pourcentage) :				
— Disponible	5,17	0,79	4,78	6,78
— Obligations françaises	34,39	33,74	31,06	47,81
— Obligations étrangères	6,25	0,22	—	49,52
— Actions françaises	13,48	66,97	61,02	1,89
— Actions étrangères	40,71	4,28	3,16	—
Rappel :				
— Actif par action au 2 janv. 1980	430,69	272,66	166,54	Ouverture au public le 16 juin 1980
— Dividende par action de 100 F nominal				
— Montant net et avoir fiscal	19,64 + 2,75	18 + 0,82	3,90 + 1,95	
— Date de paiement	10 avril 1980	10 avril 1980	10 avril 1980	

Souscriptions : Services des transferts, 33, rue La Fayette, 75426 Paris Cedex 09, et Banque générale du Phénix : 31, rue La Fayette, 75009 Paris.

(1) Loi du 14 juillet 1978.

Emprunt Crédit Lyonnais

EMPRUNT A TAUX FIXE

Montant : F 850 millions

Prix d'émission : le pair, soit F 2.000 par obligation

Taux d'intérêt : 14,80%

Jouissance : 14 février 1981

Durée : 8 ans

Amortissement : en totalité le 14 février 1989 par remboursement au pair, sous réserve des rachats en Bourse que le CRÉDIT LYONNAIS effectuera selon les possibilités du marché.

Taux de rendement actuariel brut à l'émission : 14,64%

Cette émission à taux fixe est placée en même temps qu'une émission à taux flottant, de même durée, assortie d'un coupon semestriel dont le taux est égal à celui du marché monétaire à 6 mois majoré de 0,50 %.



Tous les guichets du Crédit Lyonnais peuvent vous fournir des informations complètes sur ces deux émissions et recueillir vos souscriptions

Deux notes d'information qui ont reçu de la C.O.B. le 8 janvier 1981 les visas portant respectivement les nos 81-02 et 81-03 sont à la disposition du public. B.A.L.O. du 28 janvier 1981

LES MARCHÉS FINANCIERS

Paris
26 janvier

Baisse de l'or et des mines

Le fait marquant de cette première séance de la semaine a été le repli de l'or, de ses mines et des emprunts qui lui sont rattachés sur les indications en provenance des marchés extérieurs, notamment Londres, où le cours de l'once a perdu 23 dollars à 530 dollars.

Du coup, le lingot a cédé 1 055 F à 88 950 F, le napoléon 7 F (seulement) à 909 F, sa « prime » sur le kilo passant de 75 % à 76 %. Quant aux mines d'or, elles ont fléchi de 7 % à 13 %. Du côté des emprunts, le 4 1/2 % 1973 ajoute 3,7 % à son recul de 3,3 % de vendredi, retombant en dessous de 2 600 F, tandis que le 7 % perd 3,5 % en passant au-dessous de 8 000 F.

Sur le marché des actions, la deuxième séance du mois boursier s'est traduite par un recul de 0,6 % dans un marché assez creux : « Ce n'est pas l'afflux des vendeurs qui fait baisser les cours, résumait un professionnel, c'est la réticence des acheteurs. » Ajoutons l'hypothèque politique, bien installée maintenant, qui limite toutes les initiatives. Quant aux Sicav, elles ne sont guère pressées d'investir les fonds recueillis avant la fin de l'année.

Parmi les valeurs les plus touchées, citons Française de raffinage (– 7 %), Opfi Paribas (– 5,5 %), Leroy-Somer (– 5 %), Skis Rossignols (– 6,5 %), Générale de fonderie (– 3,6 %). Quelques hausses tout de même : Marine-Wendel (+ 3 %), T.R.T., Pompey, Matra (+ 2,5 %), Printemps.

D'une façon générale, aux facteurs dépressifs propres à la place de Paris s'ajoute la mauvaise tenue des autres places dans le monde, notamment Wall Street.

VIE DES SOCIÉTÉS

TÉLÉMACANIQUE. — Le chiffre d'affaires pour l'exercice 1980 a progressé d'environ 25 % sur 1979, et la croissance des résultats d'exploitation devrait dépasser ce pourcentage. Pour 1981, le rythme actuel des prises de commande demeure relativement soutenu, la croissance globale de l'exercice devrait être de l'ordre de 15 %.

SILIC. — Les résultats de l'exercice 1980 devraient atteindre 23,5 millions de francs en augmentation de 13 % sur 1979. Cette tendance devrait se confirmer en 1981.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE SUCRERIE. — Le bénéfice après impôts, pour l'exercice clos le 30 septembre 1980, s'élève à 50,9 millions de francs, et le dividende net est porté de 13 F à 35 F. Cet exercice est le premier qui ait enregistré une année complète d'exploitation pour l'ensemble constitué par la fusion, en 1979, de la SIAMNA Industrie avec les Sucreries du Soissonnais et Compagnie Sucrière.

BIC enregistre pour l'année 1980 un chiffre d'affaires consolidé de 3,224 milliards de francs, soit une hausse de 30 %. La branche « BIC » voit son activité progresser de 24 %, tandis que la branche « DIM » voit la sienne augmenter de 17 %.

INTERNATIONAL HARVESTER. — Légère réduction des bénéfices pour le constructeur de matériel agricole. En 1980, ceux-ci se sont élevés à 69,4 millions de dollars (contre 69,8 millions). Le chiffre d'affaires a progressé de 17 %, à 587,7 millions de dollars.

BANK OF AMERICA. — Le bénéfice de 1980 se monte à 643,4 millions de dollars (contre 600,2 millions).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	22 janv.	26 janv.
Valeurs françaises	95,4	94,8
Valeurs étrangères	98,9	98,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	105,3	104,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 26 janv.	10 3/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23/1	26/1
1 dollar (en yens)	201,50	202,15

AU « BALO »

Le BALO du 26 janvier a publié notamment les insertions suivantes :

B.N.P. — Emission d'un emprunt de 1 milliard, représenté par 200 000 obligations de 5 000 F portant intérêt de 14,80 % et amortissables en dix ans.

CRÉDIT LYONNAIS. — Emission de 1 milliard de francs d'obligations, dont 850 millions en titres de 2 000 F, au taux de 14,80 % et d'une durée de huit ans, et 150 millions en 75 000 obligations de 2 000 F, à taux flottant ; coupon semestriel, calculé sur le taux du marché monétaire à six mois, majoré de 0,5 %. Ce coupon ne sera pas inférieur à 8 % l'an, et pour la première échéance à 13 % l'an.

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ. — Emission de 150 000 obligations de 2 000 F, à taux variable ; le coupon, payable semestriellement, sera égal à la moyenne des taux moyens mensuels du marché monétaire au jour le jour, augmentée de 8 % de sa valeur. Minimum garanti, 13 % la première année et 10 % les années suivantes. Durée : huit ans.

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE. — Émission d'un emprunt de 250 millions, divisé en 125 000 obligations de 2 000 F. Taux d'intérêt variable ; égal à la moyenne des taux moyens mensuels du marché monétaire au jour le jour, augmentée de 10 % de sa valeur, avec un minimum de 11 % l'an. Durée : huit ans.

CRÉDIT CHIMIQUE. — Émission d'un emprunt de 125 millions, représenté par 125 000 obligations de 1 000 F portant intérêt de 14,90 % et amortissable en dix ans.

GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. — Émission d'un emprunt par la Société Générale pour le Financement de l'Accession à la Propriété Immobilière (SOGEFAP) et par la Société Générale de Matériels en Location (G.M.L.) de 400 millions (300 millions par la première société et 100 millions par la seconde), représenté par des obligations de 2 000 F à taux variable, moyenne mensuelle du marché monétaire au jour le jour, majorée de 10 % de sa valeur, avec un minimum de 11 % l'an. Durée de l'emprunt, huit ans.

BOURSE DE PARIS - 26 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	% de nom.	% du coupon
3 %	27 50	0 970
5 %	40 60	4 932
3 % amort. 45-54 ..	71	1 471
4 1/4 % 1963	95	1 538
Emp. N. Eq. 6 % 66 .	....	1 940
Emp. N. Eq. 6 % 67 .	99 20	3 945
Emp. 7 % 1973	7965	..
Emp. 8,80 % 77 ...	98 60	6 003
Emp. 9,80 % 78 ...	82 80	5 343
E.D.F. 7,80 % 61	115 80	43
E.D.F. 14,5 % 80-92	98 20	8 669

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ch. France 3 %	198	..
A.G.F. (Sté Cent.) ..	773	772
Ass. Gén. Paris-Vie ..	2000	....
Concorde	345	342 50
Epargne de France ..	380	395
Financ. Victoire	324	320
France I.A.R.D.	148	145 10
GAN (Sté Centr.) ..	740	738

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.P.E.G.	187 50	189
U.A.P.	568	557
Actibail	140	145 80
— (oblig. conv.) ..	163 50	....
Alsacienne Banque ..	366	365
Banque Hervet	206	201 50
Bque. Hypoth. Eur. ..	332	330
Bque. Nat. Paris	279	279
B.O.I.C.	29	29
(Li) B. Scalb Dup. ..	134	136
Banque Worms	210	206
C.G.I.B.	31 70	30 40
Cie Crédit Univ.	360	360
C.A.M.E.	91 20	92
Crédibail	110	106
Créd. Gén. Ind.	242	240
Crédit Lyonnais	274	273
Electro-Banque	161 50	161
Eurobail	145	145
Financière Sofal	359	359
Fr. Cr. et B. (Cie) ...	145	145
France Bail	300	300
Hydro-Energie	19	19

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Immobail B.L.P.	210 60	210
Immobanque	306	304
Immofice	290	285

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
(M) S.O.F.I.P.	90	90
Fonc. Lyonnaise	1476	1500
Immob. Marseille ...	1711	1752

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Sperry Rand	276	270
Steel Cy of Can.	142 50	142
Stilfontein	112	97
Suéd. Allumettes ...	101	101 10
Tenneco	230	230
Thorn EMI	31	....
Thyssen c. 1 000 ...	140 20	....
Vaal Reefs	380	344
Vieille Montagne	142	....
Wagons-Lits	135	138
West Rand	19 80	18

HORS-COTE
Compartiment spécial

Entrepose	155	155
Intertechnique	1030	1030
Sicomer	179	179
Sofibus	223	216
Rodamco	237 20	237 70

Autres valeurs hors cote

Alser	131 50	....
Cellulose du Pin	34 90	32
Copurex	656	680
Mors Industries	13	....
La Mure	85	....
Métallurgique Minière	142	142
Océanie	26 60	14 90 o
Pétrofigaz	439	....
Prosuptis	285	....
Sabl. Morillon Corv. .	120	....
Total C.F.N.	90	....
Ufinex	221 50	230
Voyer S.A.	2 10	2 10
Rorento NV	249 80	251 10

SICAV

Pierre Investiss.	311 94	297 79
Rothschild Expans.	461	440 10
Sécur. Mobilière ..	342 83	327 28
Sélec. Mobil. Div. .	226 74	216 46
S.P.I. Privinter	159 79	152 54
Sélection-Rendem.	143 77	137 25
Sélect. Val. Franç. .	157 83	150 67
S.F.I. fr. et étr. ...	263 55	251 60
Sicavimmo	382 21	364 88
Sicav 5000	148 76	142 01
S.I. Est	622 95	594 70
Slivafrance	242 97	231 95
Slivam	176 29	168 30
Slivarente	166 62	159 06
Slivinter	184	175 66
S.I.G.	458 47	437 18
S.N.I.	670 84	640 42
Sogepargne	269 51	257 29
Sogevar	519 10	495 56
Soginco *	.....	.....
Soginter	589 19	562 47
Soleil Investiss.	304 41	290 61
U.A.P. Investiss. ..	200 25	191 17
Unifrance	178 97	170 85
Unifoncier	457 37	436 63
Unigestion	352 11	336 14
Uni-Hoche (Vern.)	.....	.....
Uni-Japon	480 91	468 65
Uni-M.T. (Vernes)	.....	.....
Uni-Obl. (Vernes)	.....	.....
Uniprem. (Vern.)	.....	.....
Unirente	1256 17	1214 86
Unisic (Vernes) ..	.....	.....
Valorem	236 12	225 41
Worms Investiss.	404 60	386 25

* Absorbé par Soginter.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2787	4,5 % 1973 ...	2885	2589 90	2590	2573
3175	C.N.E. 3%	3078	3070	3086	3051
450	Afrique Occ. ...	457 20	460	459	455 10
475	Air Liquide	476	471	470	485 20
108	Als. Part. Ind. ...	108 50	104	104	104
131	E. Saun.-Duv. ..	129	128 50	128 50	125 90
495	Essilor	495	490	490	484 50
230	Euro S.A.F.	231 80	231	230	230 10
340	Eurafrance	339 90	334	334	....
1060	Europe n°1	1080	1051	1058	1065
285	Olida-Caby	288 50	288	288	283
40	Omni Part Inter. .	39 90	40	39 40	40
105	Opfi-Paribas ...	104	98 20	100 10	100 10
97	Papet. Gascogne	100	100	100	100
130	Paris-France ...	128	126 10	126 10	123 60
236	— (obl.)	230 50	225	225	220 50
320	U.I.S.	315	315 10	315 10	320
160	U.C.B.	160	160	160	156 80
157	Un. Fr. Banque ..	158 50	159	159	157 50
154	U.T.A.	156	157	157	157 90
275	Gen. Electr.	283 50	295	295	290
206	Gen. Motors	214	217 50	217 50	213 10
53	Goldfields	51 80	51	51	51 10
83	Harmony	89	79 30	78 80	79 30
7 60	Hitachi	7 55	7 70	7 70	7 70
640	Deutsche Bank .	631	680	630	635
385	Dome Mines ...	375	345	348 50	345
190	Du Pont-Nem. ..	196	195	196	191 10
320	Eastman Kodak .	324	325	325	325
126	East Rand	114 50	100	99 60	100
121	Ericsson	122 90	125 50	127	124
380	Exxon Corp. ...	380	366 30	365	360
92	Ford Motor	92 10	92 30	92 30	92 30
240	Free State	231	208	209	212
90	Gencor	88 50	75	75 10	76 50
600	Siemens A.G. ..	600	596	596	596
76	Sony	75 80	73 80	73	73 90
270	Unilever	272	269	269	....
96	Un. Min. 1/10 ..	96 50	95 50	97	93 60
270	Unit. Techn. ...	284	266	267	265
385	West Drief.	367	330	334	330
270	West Deep	255	244 50	242 10	244 50
375	West Hold.	348	303	308	303
265	Xerox Corp. ...	270 50	271 80	271 80	270
2 85	Zambia Corp. ...	2 80	2 75	2 75	2 79

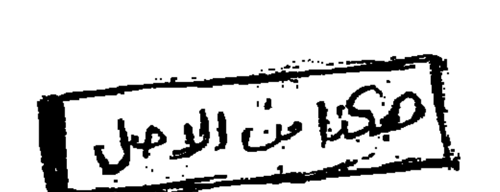
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 26/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 691	4 728	4 600	4 820
Allemagne (100 DM)	231 230	230 870	225	237
Belgique (100 F)	14 380	14 392	13 960	14 650
Pays-Bas (100 fl.)	212 790	212 710	206	217
Danemark (100 krd)	75 260	75 110	72 500	77 600
Norvège (100 k)	88 910	89	86	91
Grande-Bretagne (£ 1) ...	11 284	11 386	11 060	11 600
Grèce (100 drachmes) ...	9 847	9 835	....	....
Italie (1 000 lires)	4 866	4 863	4 650	4 650
Suisse (100 fr.)	265 250	265 570	261	261
Suède (100 krs)	104 610	105 100	101 500	107
Autriche (100 sch)	32 700	32 560	32 900	33 600
Espagne (100 pes.)	5 790	5 828	5 500	5 900
Portugal (100 esc.)	8 665	8 665	7 600	8 500
Canada ($ can 1)	3 929	3 980	3 820	4 050
Japon (100 yens)	2 326	2 328	2 220	2 340

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/1
Or fin (kilo en barre)	89850	88000
Or fin (en lingot)	90005	88950
Pièce française (20 fr)	916	909
Pièce française (10 fr)	499 90	491
Pièce suisse (20 fr)	641	625 50
Pièce latine (20 fr)	629	620
Souverain	790 50	790 10
Pièce de 20 dollars	3450	3360
Pièce de 10 dollars	1700	1680
Pièce de 5 dollars	899 50	.....
Pièce de 50 pesos	3701	3699
Pièce de 10 florins	627	627



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

PAROLE PUBLIQUE
COURS D'EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FÉAL
*
documentation sans engagement
387 25 00
30, rue des Dames Paris 17ème

CRÉATEURS D'ENTREPRISE
Votre siège à Paris
de 80 à 250 F par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 56 bis, rue du Louvre. 75002 PARIS
Tél. : 296-41-12 +

A B C D E F G

Président du groupe communiste de l'Assemblée nationale

M. Robert Ballanger est mort

M. Robert Ballanger, député de la 8e circonscription de la Seine-Saint-Denis, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, est décédé dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 janvier, à son domicile, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Les obsèques auront lieu jeudi matin dans cette commune.

A l'Assemblée nationale, Robert Ballanger sera remplacé par son suppléant, M. François Asensi, né le 1er juin 1945, dessinateur industriel, premier secrétaire de la fédération de Seine-Saint-Denis du P.C.F.

Né le 2 novembre 1912 à Nantes, Robert Ballanger adhère au parti communiste en 1932. C'est la période de la stratégie « classe contre classe », dirigée contre les socialistes de la S.F.I.O., apprentissage politique qui marquera durablement le futur parlementaire. Employé au bureau du ministère des colonies à Nantes, Robert Ballanger est, dans les années 30, membre du bureau régional du P.C. pour la Loire-Inférieure et la Vendée, et membre de la commission de contrôle politique régionale.

Dès l'été 1940, dans la région nantaise, Robert Ballanger prépare *la résistance à l'occupant*, en manifestant son opposition à la tactique légaliste envisagée par la direction clandestine du parti communiste à Paris. *« L'occupation du territoire national comme toute forme de collaboration étaient injustifiables »,* écrivait-il dans *les Cahiers du communisme* de juin 1980. Il fit connaître au porteur des instructions venues de Paris que la ligne légaliste *« ne serait appliquée,* écrivait-il, *ni par moi ni par les camarades ».* Il ajoutait : *« Je sais que la même attitude a été observée en d'autres villes par des camarades comme Marcel Paul et Charles Tillon, d'autres encore. Quinze jours plus tard, le même camarade revenait et nous donnait raison, étant porteur de mots d'ordre justes de lutte contre Pétain et l'Occupant. »*

Membre de l'état-major national des francs-tireurs et partisans, vice-président du comité de libération de la Seine-et-Oise en 1944, Robert Ballanger entre au comité central *du parti communiste en juin 1945, au* dixième congrès, et il devient en septembre de la même année, secrétaire régional pour la Seine-et-Oise. Membre des deux Assemblées constituantes, il est élu député de la Seine-et-Oise le 10 novembre 1946, et sera constamment réélu (1).

Robert Ballanger est écarté du comité central du P.C.F., au douzième congrès, en avril 1950, en même temps que plusieurs autres anciens responsables de la Résistance. Il revient cependant dans cette instance en juin 1959, au quinzième congrès, et il en demeurera membre jusqu'à sa mort. Elu président du groupe communiste de l'Assemblée nationale en octobre 1964, il devient, l'année suivante, conseiller municipal d'Aulnay-sous-Bois. Réélu à ce siège en mars 1971, il est choisi comme maire, fonction qu'il occupera jusqu'au mois de mai 1978.

Robert Ballanger, qui était veuf de sa première femme, s'était remarié en 1976 et il était le père d'une petite fille. Après sa démission du *poste de maire d'Aulnay, son remplacement* à la tête du groupe communiste de l'Assemblée nationale était envisagé. M. André Lajoinie, *membre du bureau politique du* P.C.F., vice-président du groupe, devrait occuper cette fonction. Au mois d'octobre 1980, Robert Ballanger avait accordé au *Monde* un entretien dans lequel il déclarait qu'il ne voterait pas, au second tour de l'élection présidentielle, *« pour un socialiste atlantiste ».* Cette prise de position personnelle, qui manifestait l'indépendance de son auteur et sa fidélité à l'engagement de sa jeunesse, aura été le dernier acte politique public d'une des personnalités du P.C.F. les plus populaires parmi les militants et les sympathisants de ce parti, et bien au-delà. — P. J.

(1) Le département de la Seine-et-Oise « disparaît » en 1964 pour donner naissance à ceux de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et des Yvelines.

● *Après l'annonce de la mort de Robert Ballanger,* M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, a salué, au nom des anciens résistants, le *« camarade de combat »* et évoqué la *« cordialité »* et même l'*« amitié » qui caractérisaient ses* rapports avec le député de la Seine-Saint-Denis. M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a, lui aussi, rendu hommage à Robert Ballanger, *« homme ouvert, chaleureux »,* qui *« avait l'estime de ses amis et de ses adversaires politiques ».*

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré que *« Robert Ballanger sera regretté par tous ceux qui appartiennent à la gauche ».*

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Michel Jobert : M. Giscard d'Estaing rendrait un grand service en ne se représentant pas

M. Michel Jobert a diffusé, samedi 24 janvier, le communiqué suivant : *« Contrairement aux affirmations d'une dépêche de presse reprise par plusieurs organes d'information, je n'ai pas arrêté ma décision, à l'heure actuelle, pour la prochaine élection présidentielle. »*

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Valeurs actuelles,* daté du 26 janvier, l'ancien ministre avait déclaré : *« Il faut être réaliste. Je ne vais pas me lancer dans des opérations donquichottesques et gratuites qui n'auraient aucun sens. Il ne faut provoquer que le possible. (...) Beaucoup de gens comprennent maintenant la nécessité de l'ailleurs. Cette nécessité s'imposera-t-elle à temps dans l'esprit du public ? Je ne peux pas vous le dire. »* M. Jobert indique aussi : *« En ce moment, tout change très vite. Le public s'en aperçoit, et la classe politique est en train d'en bégayer. Ce qui me préoccupe, c'est l'état de dégradation psychologique, morale et matérielle de la France (...). Tout le monde sait que nous vivons aujourd'hui dans une démocratie empaillée, appropriée, pilotée par quelques hommes. »*

M. Jobert juge ainsi le premier ministre : *« M. Barre fait souvent penser à un personnage de Marcel Pagnol. Vous savez : « Retenez-moi ou je fais un » malheur ! » Il voit très bien la politique à faire, mais, en dépit de ses déclarations, il ne la fait pas. Le gouvernement, depuis le président de la République jusqu'à l'appariteur, a pratiqué une politique de complaisance qui est de plus en plus fatale et qu'il est incapable de redresser. La politique étrangère de la France est une politique imprévisible et indistincte, à la fois naïve et rouée. Sa naïveté éclate comme des fleurs de nénuphars. On en a eu l'exemple avec la rencontre de Varsovie et l'affaire du Tchad. Deux nénuphars magnifiques. »*

L'ancien ministre répond à propos de l'affaire des diamants : *« Quand vous dites à quelqu'un : « Ma considération pour M. Giscard d'Estaing est désormais atteinte », il ne vous demande plus pourquoi. »*

Enfin, M. Jobert estime : *« Je crois que M. Giscard d'Estaing rendrait un grand service à son pays en ne se représentant pas. L'adéquation ne s'est pas faite entre sa personne et les nécessités de la France. »*

LE DOLLAR AU-DESSUS DE 4,70 F

La hausse du dollar, amorcée à la veille du week-end, s'est poursuivie lundi 26 janvier 1980 sur tous les marchés des changes. Le cours de la monnaie américaine a dépassé 4,70 francs à Paris pour la première fois depuis près de trois ans, s'établissant un peu au-dessus de 4,71 F. A Francfort, il s'est élevé de 2,0250 DM à plus de 2,04 DM. Ce raffermissement continu est attribué à la fois à la tension persistante des taux aux États-Unis et aux espoirs que soulèvent les intentions du président Reagan en matière de politique économique.

L'événement du début de la semaine a été la forte baisse de l'or. Amorcé la semaine précédente, ce repli a été précipité par des déclarations faites vendredi par Ronald Reagan, suivant lesquelles il se féliciterait d'une baisse du prix du métal, car il verrait un relâchement des pressions inflationnistes. De son côté, M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, a tenu des propos identiques. Du coup, le cours de l'once de 31,1 grammes est passé de 552 dollars à un peu plus de 530 dollars, au plus bas depuis huit mois.

A la suite de cas d'intoxication

UN PRODUIT SURGELÉ EST RETIRÉ DE LA VENTE DANS UNE PROVINCE DES PAYS-BAS PAR UNILEVER

Rotterdam *(A.F.P.).* — La société Unilever a arrêté la vente de produits surgelés Iglo dans sept cent vingt-cinq magasins d'alimentation du Limbourg néerlandais à la suite de trois nouveaux cas d'intoxication. Deux cas s'étaient déjà produits en décembre 1980.

Selon les responsables de la marque en France, ces intoxications sont dues à la contamination des produits, dans une camionnette réfrigérante, par le liquide de réfrigération. La firme hollandaise a *retiré* de la *circulation* les huit camionnettes de ce type, qui n'ont jamais été utilisées en France. Quant au produit incriminé (des légumes pour potage), c'est également un article qu'Unilever ne commercialise pas en France.

Le numéro du « Monde » daté 25-26 janvier 1981 a été tiré à 538 838 exemplaires.

PARIS DÉNONCE LES « MANŒUVRES DE DIVERSION » DE TRIPOLI AU TCHAD...

Commentant, ce lundi 26 janvier, le communiqué publié à Tripoli, jeudi dernier, par la Libye et le Tchad, et demandant le départ des troupes françaises d'Afrique, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré :

« Ce communiqué est destiné à détourner l'attention du problème prioritaire qui est la présence au Tchad d'importantes forces libyennes. La solution ne peut résulter que de l'application intégrale de l'accord de Lagos du 21 août 1979 et de la résolution de Lomé du 14 janvier dernier qui, dans le droit fil du précédent, dénonce le projet de fusion de la Libye et du Tchad, et demande le départ inconditionnel des troupes libyennes de ce pays.

» En réclamant le retrait des forces françaises stationnées dans certains pays africains, à leur demande — a ajouté le porte-parole, — *et en tentant d'associer d'autres pays à cette démarche, les signataires du texte de Tripoli cherchent à monter une manœuvre de diversion pour maintenir au Tchad la situation en l'état, contre le sentiment général des pays africains. »*

...ET SE FÉLICITE DE LA GRACE DE M. KIM DAE JUNG EN CORÉE

« La grâce dont vient de bénéficier M. Kim Dae Jung ne peut que réjouir tous ceux qui, dans un esprit humanitaire, avaient fait connaître leur préoccupation quant au sort d'un homme dont la vie se trouvait menacée depuis plusieurs mois, a déclaré par ailleurs le porte-parole du Quai d'Orsay. *Le gouvernement français est convaincu que cette mesure contribuera à l'apaisement et à la réconciliation nationale* (en République de Corée) *et favorisera la stabilité d'un pays auquel la France porte considération et amitié et avec lequel depuis quelques années ses relations ont connu un développement régulier et important. »*

● *M. Giscard d'Estaing* devait recevoir le ministre nigérian des affaires étrangères ce lundi 26 janvier à l'Élysée. M. Ishaya Audu devait notamment évoquer, avec le président de la République française, la situation en Afrique après les récents événements du Tchad.

du 26 janvier au 14 février
Vente promotionnelle d'avant-saison
COSTUME Mesure industrielle
1230F
avec gilet 1390F
NICOLL
La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

ILC
Anglais ?
prochaine session intensive
2 février
325.41.37
ILC - International Langage Centre
20, passage Dauphine - 75006 Paris





LANCEL
Maroquinerie. Bagages. Cadeaux.
Soldes exceptionnels
les 26, 27, 28, 29 janvier.
Place de l'Opéra. Rond-Point des Champs-Élysées. 43, rue de Rennes.
Stands rayon bagages Galeries Lafayette et Printemps-Haussmann.

à Paris 16e
PEUGEOT C'EST ICI
S.A.R.L. A.J.K. 16
55, av. Théophile-Gautier
75016 Paris
Tél. : 524.38.38
Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.
TALBOT C'EST LA